Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16692 – 7,50 F - 1,13 EURO – SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1998 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Iran se dissocie de la « fatwa » de mort contre l'écrivain Salman Rushdie

L'IRAN a accompli un pas décisif dans l'amélioration de ses relations avec l'Europe en se dissociant clairement de la *fatwa* de mort édictée contre l'écrivain britannique Salman Rushdie par l'ayatollah Khomeïny en 1989, après la publication des *Versets sataniques*. *« Le gouvernement n'encouragera ou n'aidera personne »* à attenter à la vie de l'auteur et *« se dissocie de toute prime offerte à cette fin »*, a déclaré jeudi 24 septembre, à New York, Kamal Kharazi, ministre des affaires étrangères. Le règlement du « cas » Rushdie débarrasse la diplomatie iranienne d'un lourd contentieux avec les démocraties occidentales. Londres a aussitôt rétabli les relations diplomatiques au plus haut niveau avec Téhéran.

Lire page 2 et notre éditorial page 13

L'axe FO-CNPF contre les 35 heures

● Marc Blondel est soupçonné par ses partenaires syndicaux d'avoir passé un accord avec le patronat ● Les grands patrons sont inquiets pour la croissance en 1999

ALORS QU'UNE DEUXIÈME séance de négociation sur le passage aux 35 heures s'engage, vendredi 25 septembre, dans le bâtiment et les travaux publics, Force ouvrière défend des intérêts qui convergent avec ceux du CNPF pour vider la loi Aubry de sa substance. Les autres centrales syndicales, qui relèvent un réchauffement des relations entre l'organisation patronale et le syndicat, évoquent un *« deal global »* entre eux. Elles se demandent si l'hostilité de principe de FO à la réduction du temps de travail, sur laquelle s'appuie tactiquement le CNPF, peut déboucher sur un soutien d'une partie du patronat à la reconquête par Marc Blondel des caisses d'assurance-maladie.

Par ailleurs, les grands patrons français ne partagent guère l'optimisme du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, qui prévoit une croissance de 2,7 % en 1999.

Lire pages 6 et 15

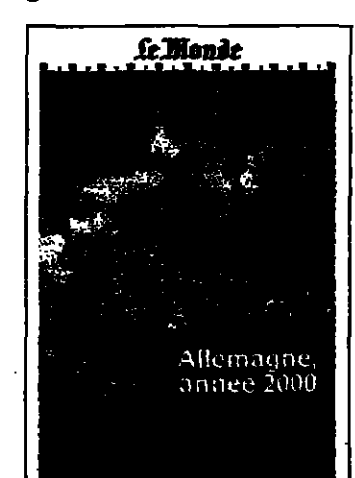


L'Allemagne de l'an 2000

Un supplément de 16 pages avant les élections

OÙ VA L'ALLEMAGNE ? A la veille des élections générales du dimanche 27 septembre, alors que 60,5 millions d'électeurs sont appelés à voter, *Le Monde* propose un cahier spécial de seize pages afin de comprendre l'Allemagne d'aujourd'hui, partagée entre peur du changement et soif de modernité. Notre envoyé spécial Lucas Delattre livre son carnet de route, de Francfort à Berlin. Il décrit une Allemagne décomplexée, qui ne bénéficie plus d'une prospérité à toute épreuve, une Allemagne moins « rhénane », puisque bientôt gouvernée de Berlin.

Nos spécialistes Daniel Vernet, Henri de Bresson, Luc Rosenzweig et Arnaud Leparmentier analysent ce pays en gestation depuis la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989. Ils offrent les clés pour saisir les évolutions politiques internes sur lesquelles s'opposent le chancelier Helmut Kohl (CDU) et son rival Gerhard Schröder (SPD), la nouvelle donne diplomatique, économique et culturelle d'une nation en quête de normalité. Près de dix ans après la réunification, les 15,5 millions



d'habitants de l'ancienne RDA demeurent retirés dans une Allemagne à part et la moitié d'entre eux sont indifférents aux idéaux de la démocratie. L'essayiste Wolfgang Büscher, dans un récit rédigé pour *Le Monde*, évoque cette coupure persistante entre deux univers qui s'ignorent.

Consulter aussi notre dossier spécial Allemagne sur notre site internet www. lemonde.fr

■ Démission à Bruxelles

Le ministre de l'intérieur belge a proposé sa démission, jeudi 24 septembre, après la mort d'une Nigériane lors de son expulsion. p. 5

■ Mieux évaluer les écoliers

Un rapport préconise de renforcer l'évaluation à l'école primaire. p. 9

■ La gauche face à Lionel Jospin

Laurent Fabius critique les choix économiques du gouvernement. Les responsables du PS assurent que le premier ministre n'a pas de *« stratégie présidentielle »*. p. 8

■ Auroville, trente ans d'utopie

Près de Pondichéry, en Inde, un millier de pionniers essaient, non sans mal, d'instaurer une cité démocratique excluant la propriété privée. p. 12

■ Un débat sans interdit

Plon publie la correspondance entre les historiens français François Furet et allemand Ernst Nolte, longtemps accusé d'avoir banalisé le nazisme. p. 26

■ Capital belge à « La Voix du Nord »

Le groupe belge Rossel devrait annoncer très bientôt son entrée dans le capital de *La Voix du Nord*. p. 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 926 - 7,50 F

En prison au Maroc depuis le 11 mai pour une malheureuse homonymie

QUAND LES POLICIERS lui ont demandé de le suivre, Ahmed Benlakhdar ne s'est pas inquiété. Laurence H., sa compagne, et leur petite Inès, un bébé de onze mois, n'auraient pas à l'attendre longtemps. Simple vérification d'identité, avaient dit les agents. Ce lundi 11 mai, à 1 heure du matin, le jeune couple, arrivant de Paris, venait de débarquer à l'aéroport de Marrakech. Il comptait passer une dizaine de jours de vacances chez des amis. *Là encore, la routine. Disposant de la double* nationalité franco-marocaine, Ahmed Benlakhdar, parisien d'adoption, n'a jamais manqué une occasion de retrouver son Maghreb natal.

Emmené au commissariat central, Ahmed *Benlakhdar est interrogé une première fois.* Les inspecteurs de Casablanca, où il est transféré, prennent le relais. Connaît-il une certaine Naïma Benlakhdar ? Ne compte-t-il pas, parmi ses relations, quelques riches Saoudiens ? Abasourdi, l'infortuné souffle à *sa compagne qui l'a suivi jusqu'à Casablanca : « C'est pire qu'Ubu, c'est du Kafka ! »*

Laurence H., tout en soulignant le comportement *« courtois »* des policiers, découvre ce qu'on reproche à son compagnon : un escroc, se présentant sous le nom d'Ahmed Benlakhdar, a abusé de la confiance d'une série d'hommes d'affaires – dont plusieurs Saoudiens. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui, en février 1997.

Les sommes d'argent, parfois colossales, que le voyou a soutirées à ses victimes sous les prétextes les plus variés, sont versées à Marseille, sur le compte bancaire d'une mystérieuse Naïma Benlakhdar. *L'escroc n'a pas* hésité à se faire passer, tampon à l'appui, pour le directeur de la sûreté nationale marocaine. Une vilenie impardonnable. Et le piège se referme, inexorablement, sur son malheureux homonyme. Laurence H., tout comme *les employeurs de son compagnon,* documentaliste au siège parisien du comité français de l'Unicef, sont persuadés qu'il y a maldonne. *« Nous avons l'intime conviction,* expliquent ces derniers, *qu'il s'agit d'une usurpation d'identité. L'arrestation de M. Benlakhdar, qui travaille chez nous depuis presque dix ans et dont nous avons pu apprécier l'honnêteté et le sérieux, ne peut être que le résultat d'une méprise. »* La preuve ? Au moment des faits, commis hors de l'Hexagone, Ahmed Benlakhdar se trouvait, lui, en France. En outre, les courriers frauduleux envoyés pour appâter les proies ont été rédigés en arabe littéraire, *« une langue qu'Ahmed ne maîtrise pas »*, plaide sa compagne. De leur côté, les autorités marocaines arguent d'une expertise faisant apparaître une ressemblance de l'écriture de l'escroc avec celle d'Ahmed Benlakhdar.

Les discrètes (et tardives) démarches des représentants de la France n'ont pas, non plus, permis de débloquer les choses. Enfermé à la prison casablancaise d'Okasha, Ahmed Benlakhdar a pourtant vu ses conditions de vie s'améliorer depuis qu'il a quitté la partie *« populaire » de l'établissement pour gagner* l'aile réservée aux Européens et aux Marocains riches. La crainte de sa compagne et de ses proches n'en reste pas moins vive. Que se passera-t-il, demain, si l'Arabie saoudite – principale victime des fraudes – demande *l'extradition de l'accusé ? Kafka lui-même* n'y avait pas songé.

Catherine Simon

La main d'un autre

UNE ÉQUIPE internationale de huit chirurgiens a greffé, mercredi 23 septembre à Lyon, sur un homme de quarante-sept ans amputé depuis neuf ans, une main prélevée sur un donneur en état de mort cérébrale. Au-delà de l'exploit technique, cette première a été rendue possible grâce aux progrès des médicaments anti-rejet. Mais ce traitement à vie présente un risque d'effets secondaires que certains spécialistes jugent *« éthiquement déraisonnable »* d'imposer à un patient s'il ne s'agit pas d'un problème vital, comme la greffe du cœur. D'autres craignent aussi que cette opération spectaculaire accroisse les réticences face aux dons d'organes.

Lire page 23 et la chronique de Pierre Georges page 31



La cigale française, ayant chanté tout l'été...

APRÈS UN ÉTÉ passé sur un petit nuage, la France continue d'afficher un optimisme à toute épreuve, ou presque. Rien ne semble l'affecter outre mesure. Même percé, comme le pense Jacques Attali, le bouclier de l'euro paraît protéger des risques majeurs, la crise financière asiatique et la dégringolade de la Russie. L'organisme de crédit à la consommation Cetelem note, dans une enquête réalisée par son observatoire, que les Français sont confiants. Ils sont 45 % à voir l'avenir en rose contre 29 % il y a un an.

Entre le retour en force de la croissance et la victoire en Coupe du monde de football, libératrice, tout irait donc bien, dans une France qui gagne. Balayées comme par enchantement, les ombres maléfiques qui rôdaient sur le pays depuis des années se seraient évanouies. Oublié, le goût hexagonal pour l'autoflagellation. Enterrée, la propension au dénigrement systématique : tous les indicateurs seraient au vert. Volontiers râleurs, les Français auraient cessé de geindre. Pour une fois.

Effective depuis plus d'un an, la reprise de l'emploi est enfin saluée comme il se doit, et on tire déjà des plans sur la comète. Après les 279 800 effectifs salariés supplémentaires engrangés en douze mois, la perspective des 400 000 pour toute l'année 1998 est tenue pour certaine. Orienté à la baisse, le chiffre du chômage fait espérer des jours meilleurs. Non seulement le nombre des demandeurs d'emploi reflue, mais on commence à reparler de pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, dont l'informatique. Quant à la croissance, elle confirme son rôle vertueux d'entraînement, depuis qu'elle est devenue endogène. Légèrement plus faible au premier semestre, elle reste suffisamment forte pour continuer à porter les espoirs.

Tout va bien, mais les nuages noirs ne se sont pas dissipés pour autant. On peut célébrer la France multicolore devenue championne du monde, l'appeler de ses vœux et néanmoins redouter le racisme tapi dans des scores électoraux qui empoisonnent la vie des régions. Pour être exemplaire, ô combien, la réussite de Zinedine Zidane n'empêche pas que l'exclusion sévisse dans certains quartiers.

Alain Lebaube

Lire la suite page 13

Seul contre la mer



MARC THIERCELIN

AU DÉPART de l'Around Alone, cette course à la voile en solitaire avec escales qui doit quitter Charleston (Caroline du Sud) samedi 26 septembre, le skipper français Marc Thiercelin, trente-sept ans, deuxième du Vendée Globe, rêve de *« bousculer l'ordre établi »* de la course au large, à la barre de son nouveau monocoque, *Somewhere*. Arrivée prévue de ce tour du monde, qui succède au BOC Challenge, aux alentours du 10 mai 1999.

Lire page 24

هكذا من الأمل

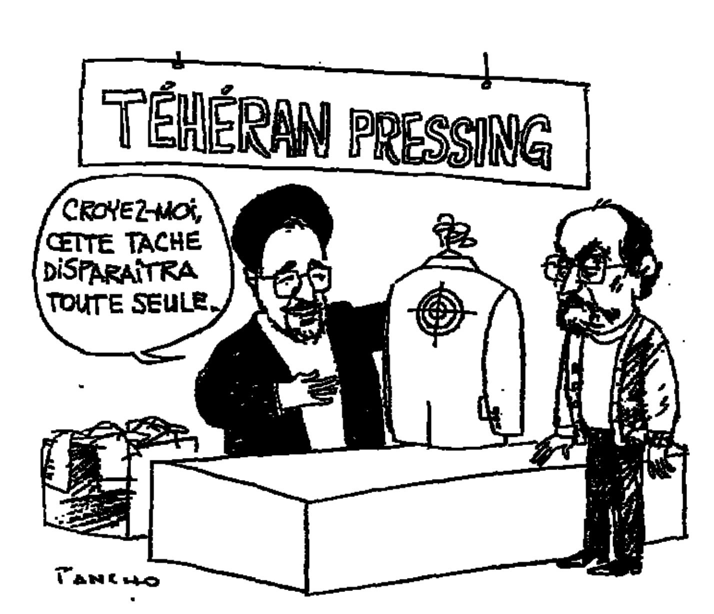
DIPLOMATIE L'Iran s'est désolidarisé, jeudi 24 septembre, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, des menaces de mort qui pesaient depuis près de dix ans sur l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. ● A NEW YORK, où se tient l'Assemblée générale des Nations unies, M. Kharazi a affirmé que son gouvernement n'avait pas l'intention d'attenter à la vie de l'écrivain ni d'encourager quiconque à le faire. ● CETTE ANNONCE a été suivie immédiatement par celle du rétablissement de relations diplomatiques normales entre la Grande-Bretagne et l'Iran. ● A LONDRES, la nouvelle a été accueillie avec soulagement dans tous les milieux – politiques, littéraires et financiers –, seuls certains groupes islamistes rappellent que la fatwa est toujours en vigueur. *(Lire aussi notre éditorial page 13 et le site Web du Monde : www.lemonde.fr.)*

L'Iran veut refermer le dossier Salman Rushdie

En se désolidarisant de la fatwa qui pèse sur l'écrivain britannique, Téhéran espère lever une lourde hypothèque dans ses relations avec l'Occident. Londres, où les milieux financiers et littéraires ont bien accueilli cette décision, rétablit son ambassade à Téhéran

L'IRAN a officiellement annoncé, jeudi 24 septembre, à New York, sa décision de se *« dissocier »* de la récompense offerte pour l'assassinat de l'écrivain Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*. En conséquence, la Grande-Bretagne et l'Iran ont annoncé le rétablissement de relations diplomatiques normales, au niveau des ambassadeurs. Annoncée à l'Assemblée générale des Nations unies, à l'issue d'une réunion entre les deux ministres des affaires étrangères, Robin Cook et Kamal Kharazi, cette annonce, applaudie par les Occidentaux, a désorienté les dirigeants musulmans et arabes qui, jeudi soir encore, refusaient de réagir.

« Le gouvernement de la République islamique d'Iran n'a pas l'intention de mener quelque action que ce soit pour attenter à la vie de l'auteur des Versets sataniques *ou des personnes associées à son travail, et n'encouragera ou n'aidera personne à le faire. En conséquence le gouvernement se démarque de toute récompense qui a été offerte et se dissocie de cette initiative »*, a déclaré le ministre iranien des affaires étrangères. Son homologue britannique, à son tour, a exprimé sa *« satisfaction »* devant la *« clarification »* par l'Iran de cette affaire



qui constituait pour son pays le principal obstacle à une normalisation complète des relations avec l'Iran.

Cette annonce a été le point culminant de la démarche menée à New York par l'Iran depuis le début de la session de l'Assemblée générale, pour modifier son image, estiment des diplomates. Lors de son passage à New York, le président iranien Mohamad Khatami a ainsi multiplié les appels au dialogue, en direction de la communauté internationale et aussi envers les Iraniens exilés aux Etats-Unis. *« Son discours modéré à l'ONU, ses gestes envers la communauté iranienne aux Etats-Unis et enfin sa décision très difficile, voire même dangereuse pour sa survie politique, de se dissocier de la Fatwa contre Salman Rushdie signalent l'ouverture d'un chapitre nouveau des relations de l'Iran avec le reste du monde »*, estimait un diplomate, reflétant un point de vue largement partagé.

Se félicitant du *« geste important »* du gouvernement iranien, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a rappelé que les Etats-Unis ont proposé *« un dialogue de gouvernement à gouvernement »* à l'Iran et qu'ils sont *« prêts à travailler »* dans cette direction. Elle a cependant ajouté que pour cela Washington attend *« des actes concrets »* de la part de Téhéran ; le président iranien, lors de sa conférence de presse mardi 22 septembre à New York, avait exprimé une attente similaire.

Les ministres iranien et britannique ont refusé de fournir aucun détail sur les négociations qui ont abouti à la reprise des relations à haut niveau entre leurs deux pays. On ne sait pas, par exemple, quelles mesures concrètes prendra Téhéran pour se dissocier formellement de la fondation 15-Khordad, qui est à l'origine de la prime de 2,5 millions de dollars offerte pour la tête de Salman Rushdie.

A Téhéran, la télévision iranienne a fait état de l'engagement du gouvernement à ne pas attenter à la vie de l'auteur britannique mais n'a pas fait mention du fait que le gouvernement se dissociait désormais de la prime. Décrétée, le 8 février 1989, par Ruhollah Khomeiny, la *fatwa* elle-même ne peut être levée. *« C'est comme une longue flèche noire qui a été décochée, elle ne peut pas revenir »*, avait estimé à l'époque Ali Khamenei, aujourd'hui Guide de la République islamique.

Publiés en septembre 1988 à Londres, les *Versets sataniques*, jugés blasphématoires envers l'Islam, avaient suscité de vives réactions, tout d'abord en Asie, plus précisément en Inde et au Pakistan. L'ancien premier ministre indien, Rajiv Gandhi, avait fait interdire l'ouvrage dès le 5 octobre en Inde. Il avait été très vite imité par le Pakistan, l'Arabie saoudite, l'Egypte et les pays musulmans d'Afrique du Nord. L'imam Khomeiny n'avait lancé que quatre mois plus tard, le 8 février 1989 (quatre mois avant sa mort), la *fatwa* condamnant Salman Rushdie à mort.

Le 20 février 1989, lors d'une réunion à Bruxelles, les pays de la Communauté européenne, alors au nombre de douze, décident de rappeler leurs ambassadeurs d'Iran. A l'époque ministre des affaires étrangères de la France, Roland Dumas se déclare *« choqué »* par la décision iranienne. Il ajoute pourtant qu'il se rendra toujours en Iran car, dit-il, *« c'est dans l'intérêt de la France d'aider ce pays à s'insérer dans le concert des nations »*.

« PONCE PILATE »

Jeudi à l'ONU, aucun pays arabe ou musulman n'a réagi à la décision de Téhéran. *« Cela met les musulmans dans une situation délicate »*, a expliqué un diplomate arabe qui a requis l'anonymat. *« L'Iran a beau se distancier de l'affaire Rushdie, cela n'empêche qu'il y a encore énormément de musulmans qui n'ont rien pardonné à Rushdie. A la place de Rushdie je serais encore très prudent, car la haine de beaucoup de musulmans n'était pas motivée par la prime... »*. Les premières analyses que font des diplomates arabes de la décision conjointe de Téhéran et de Londres est la suivante : *« Londres voulait, surtout depuis l'arrivée de Tony Blair, reprendre des relations normales avec l'Iran, l'Iran aussi entend normaliser ses relations avec tout le monde. »* Désormais, estiment des diplomates, *« l'Iran peut jouer les Ponce Pilate, et si Rushdie devait être assassiné, les Iraniens pourraient dire qu'ils n'y sont pour rien »*.

Lors d'un déjeuner du secrétaire général de l'ONU avec les cinq ministres des affaires étrangères membres permanents du Conseil de sécurité, M. Cook a informé ses homologues de la décision de son pays. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'en est *« félicité »*. Pour sa part, le ministre français, Hubert Védrine, a affirmé que la prise de position iranienne *« confirme la volonté d'ouverture »* de Téhéran.

Afsané Bassir Pour

Un proche du président Mohamad Khatami à la tête de la fondation qui offrait la prime

La fondation 15-Khordad, qui offre la prime de 2,5 millions de dollars à l'assassin de l'auteur britannique, consacre l'essentiel de son activité aux déshérités ainsi qu'aux victimes, veuves et orphelins de la guerre contre l'Irak. Richissime, elle dispose d'un budget indépendant de celui de l'Etat. Son responsable, l'ayatollah Hassan Saneï, l'un des plus hauts dignitaires religieux iraniens, est cependant directement nommé par Ali Khameneï, guide de la République islamique et clé de voûte des institutions iraniennes. Il est, en outre, membre du Conseil de discernement que préside Ali Akbar Rafsandjani depuis son départ de la présidence de la République à la fin de son mandat, en 1997. Mais l'ayatollah Saneï est également proche politiquement du président Khatami, comme lui issu de la gauche radicale iranienne et comme lui autrefois très proche de Ruhollah Khomeiny, le fondateur du régime. La prime offerte contre la tête de Salman Rushdie s'élevait au départ à 1 million de dollars pour un non-Iranien et à 3 millions pour un Iranien.

Au Bangladesh, la menace pèse toujours sur Taslima Nasreen

POURSUIVIE pour diffamation contre le Coran et par la colère des fondamentalistes musulmans, l'écrivain bangladais Taslima Nasreen – rentrée par surprise, lundi 14 septembre, dans son pays après quatre ans d'exil – se terre toujours. Un tribunal de Dacca a lancé, jeudi 24 septembre, un nouveau mandat d'arrêt contre elle pour blasphème, selon l'agence United News of Bangladesh.

Le mandat est fondé sur une plainte déposée en 1995 par un certain Joynal Abedin, qui l'accuse d'avoir porté atteinte à ses convictions religieuses dans un de ses livres. La police a indiqué qu'elle n'avait pas encore reçu d'ordres d'arrestation. Taslima Nasreen, qui avait quitté secrètement le Bangladesh pour la Suède en août 1994 pour échapper à une arrestation, n'a pas été vue en public depuis son arrivée. La presse n'a pas réussi à la localiser.

Son retour a provoqué des réactions hostiles de la part des milieux intégristes. Des militants islamistes ont manifesté, mardi 22 septembre, à Dacca criant : *« Mort à l'impie Taslima ! Arrêtez l'infidèle et pendez la ! »*. Ils ont renouvelé une récompense de 200 000 takas (environ 30 000FF) pour celui qui la tuera. Plusieurs partis islamistes ont appelé à de nouvelles manifestations, vendredi.

Les islamistes reprochent, notamment, à Taslima Nasreen d'avoir blasphémé le Coran dans son livre *Lajja* (« La Honte »). Cet ouvrage avait été interdit en 1994 par le gouvernement qui avait lancé un mandat d'arrêt contre l'auteur. La loi bangladaise considère comme un crime, passible au maximum de deux ans de prison et d'une amende, toute déclaration ou action offensant une communauté religieuse.

La polémique en France

DES TEXTES SACRÉS peuvent-ils faire l'objet d'une interprétation fictive ? Telle avait été la raison première de la controverse sur le roman de Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*. Le romancier fonde en effet toute son intrigue sur des *« tentations »* auxquelles Satan (appelé *Chamcha* dans le roman) aurait soumis le prophète Mahomet (*Mahound*).

La question de l'immunité du Prophète contre la tentation, l'erreur et le mal est l'une des plus disputées de l'exégèse coranique. La *sira*, c'est-à-dire la biographie de Mahomet, affirme que Satan a soufflé au prophète deux ou trois « versets sataniques », qu'évoque la sourate (dite de *l'Etoile*) dans le Coran (versets 19-30). Se heurtant à la résistance des fidèles polythéistes de La Mecque, Mahomet aurait sacrifié au culte des *« idoles sublimes »*. Il se serait notamment compromis avec des déesses, appelées Lat, Ozza et Manat. Pour la plupart des exégètes du sunnisme, le Prophète n'a joui d'une immunité parfaite qu'au moment des révélations divines transmises par l'archange Gabriel (*Gibreel* dans le roman), c'est-à-dire au cours des vingt-trois dernières années de sa vie (570-632). Mais, dans la tradition chiite – surtout présente en Iran –, l'immunité du Prophète ne souffre aucune discussion. Sa figure y est idéalisée et édifiante.

Salman Rushdie avait commis le « crime » d'introduire le doute dans une Révélation sacrée. Est-ce une démarche si insupportable qu'elle remette en cause la conviction d'un croyant et justifie l'anathème contre un écrivain ? Telle fut la question au centre d'une polémique qui a parcouru le monde et beaucoup agité aussi la communauté musulmane et les intellectuels en France. Aux cris de *« A mort Rushdie ! »* et *« Nous sommes tous des khomeynistes ! »*, un millier de musulmans ont manifesté dans Paris le 26 février 1989, à l'appel d'un groupuscule intégriste appelée « La Voix de l'islam ». Une manifestation semblable a été interdite à Lyon.

Mais les associations plus modérées, autour de la mosquée de Paris et de la Fédération nationale des musulmans de France, se rebellent aussi contre le livre *« blasphématoire »* et, pour une fois, font cause commune. Une Coordination nationale se met en place, qui exerce une pression sur l'éditeur Christian Bourgois, qui a acquis les droits. Emu par les menaces, Christian Bourgois décide la suspension de la publication. Il est alors rejoint par un pool d'éditeurs qui, au nom de la liberté d'expression et de la lutte contre l'intégrisme, déclarent vouloir tout mettre en œuvre pour assurer la sortie des *Versets sataniques*.

La Coordination des musulmans de France demande la saisie de l'ouvrage, mais elle est déboutée par le tribunal de Paris. Le livre (586 pages) finira par sortir en France, le 19 juillet 1989. Il bénéficie d'un soutien – exprimé sur la quatrième page de couverture – du ministre de la culture, Jack Lang, de nombreux éditeurs et d'intellectuels français que, au cours de ses rares visites à Paris, Salman Rushdie ne manquera jamais de visiter.

Henri Tincq

Soulagement à Downing Street, à la City et dans les salons

LONDRES

de notre correspondant

« Le cauchemar de Rushdie est terminé » : comme l'indique le quotidien *The Guardian*, la levée par l'Iran de la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques* et la normalisation des relations diplomatiques entre le Royaume-Uni et l'Iran, rompues le 28 février 1989 à l'initiative de Téhéran, ont été accueillis avec grand soulagement en Grande-Bretagne.

« Je suis certain que les Iraniens respecteront leurs engagements », a déclaré le vice-ministre aux affaires étrangères, Derek Fatchett. A l'issue de son entretien, jeudi 24 septembre au soir, avec Salman Rushdie, il ne dissimulait pas sa jubilation devant un « coup » qui permet à la diplomatie britannique, ébranlée par plusieurs revers récents (Sierra Leone, euro, Cachemire, vie privée du secrétaire au Foreign Office Robin Cook...) de restaurer sa crédibilité.

1 MILLION DE LIVRES D'ÉCONOMIE

Le soulagement est également sensible chez les parlementaires travaillistes du nord et du centre de l'Angleterre, bastion traditionnel du Labour où vit une importante communauté musulmane. Tony Blair ne peut que se réjouir de la fin d'une affaire qui n'a cessé de semer la zizanie dans son parti, opposant partisans londoniens du *« blasphémateur »* et les élus de ces régions, inquiets de ses retombées négatives auprès de leurs électeurs musulmans. La fin de la traque permet au passage au Trésor d'économiser 1 million de livres par an que coûtait la protection jour et nuit de l'auteur des *Versets sataniques*, ressortissant britannique d'origine indienne et de confession musulmane, par six hommes armés de la Special Branch, une unité d'élite de Scotland Yard. Salman Rushdie changeait fréquemment de caches, mises gracieusement à sa disposition par le contribuable.

Autres applaudissements, ceux de l'intelligentsia des salons de Hampstead et de Highgate, car, au fil des ans, le mouvement de soutien du monde des lettres, les témoignages de solidarité et les manifestations avaient perdu de leur élan, surtout depuis les excuses publiques de Salman Rushdie et l'annonce de son adhésion aux *principes fondamentaux de l'islam*. Devenu millionnaire grâce aux royalties des *Versets sataniques*, Rushdie troussait une critique littéraire ici ou un roman là, à l'instar de *The Moor's Last Sight*, ouvrage de fiction narrant l'expulsion des Maures d'Espagne en 1492, qui lui avait valu l'un des plus fabuleux contrats jamais signés par un éditeur britannique.

Ces dernières années, suivant l'avis du Foreign Office engagé dans des négociations secrètes avec Téhéran, il avait choisi de prendre des airs de passe-muraille et comptait sur une libéralisation du régime pour retrouver la liberté. Divorcé en 1992 de sa deuxième femme, l'écrivain américain Marianne Wiggins, qui l'avait publiquement qualifié de *« vain et obsédé par sa petite personne »*, le proscrit s'était remarié en 1997.

OUVERTURE DU MARCHÉ IRANIEN

Les milieux d'affaires enfin se frottent les mains devant la normalisation diplomatique qui leur ouvre à nouveau l'important marché iranien. Les pétroliers, les entrepreneurs de l'armement et du BTP, espèrent rapidement regagner le terrain perdu en Iran principalement au bénéfice des concurrents allemands, français et italiens, tout en tirant profit de la longueur d'avance prise sur les Américains. Selon les analystes de la City, BP-Amoco, héritière de l'ex-Anglo Persian Company de William Knox d'Arcy, le fabricant de moteurs Rolls-Royce PLC et l'avionneur British Aerospace, très actifs dans le Golfe, sont particulièrement bien placés.

La seule réaction négative est venue de certains militants islamistes de la communauté musulmane britannique qui serait forte de plus de deux millions de membres. *« La publication du livre était à l'origine du problème. C'est ce qui a provoqué ces ennuis et sur ce point particulier il n'y a pas de changements »*, a estimé Iqbal Sacranie, porte-parole du comité d'action pour les affaires islamiques, pour qui seul Dieu peut révoquer le décret. *« La fatwa demeure et M. Rushdie ne devrait pas se réjouir de l'accord annoncé, sa vie est toujours en danger »*, a déclaré un dirigeant du « Parlement musulman », une organisation islamiste basée à Londres. Aux yeux des « ultras », ce qui compte, c'est que le motif de la polémique, *Les Versets sataniques*, tenus pour offensants pour le Prophète et le Coran, est toujours en vente dans les librairies. Mais ces groupuscules sont largement minoritaires au sein de la population immigrée provenant du sous-continent indien.

Marc Roche

Pour l'écrivain britannique, « Cela signifie la liberté »

Salman Rushdie a affirmé, jeudi 24 septembre, à l'issue d'une rencontre avec le vice-ministre aux affaires étrangères Fatchett, que la décision du gouvernement iranien de se dissocier de la prime offerte pour son assassinat *« signifiait la liberté »* pour lui. *« J'ai été informé des détails* [de l'entrevue des ministres britannique et iranien à New York] *par M. Fatchett, et j'ai aussi parlé au téléphone avec Robin Cook, et on dirait que tout cela est bien fini »*, a affirmé l'écrivain, qui était interrogé par la presse à sa sortie du ministère. *« Tout ce que je peux dire, c'est que ceci a été fait en Iran de manière consensuelle et qu'il ne semble pas y avoir d'opposition dans le pays »* sur la position des autorités. *« Seuls quelque ultras installés en Grande-Bretagne, membres de groupuscules, prétendent ce genre de chose, mais cela n'a pas du tout d'importance »*, a-t-il ajouté. *« Le fait est qu'après dix années, quelque chose d'extraordinaire a pu être fait »*, a-t-il conclu. – (AFP)

هكذا من الأصل

Le chef de la junte militaire au pouvoir au Nigeria fait une visite privée en France

Le général Abdulsalam Abubakar sera reçu par Jacques Chirac

Successeur du dictateur nigérian, Sani Abacha, décédé en juin, le général Abdulsalam Abubakar est attendu en France. Après avoir été reçu à Londres par Tony Blair, le premier ministre britannique, et à Washington par le président Bill Clinton, il sera l'hôte, samedi 26 septembre, de Jacques Chirac, à l'Elysée. Le général Abubakar s'est engagé à remettre le pouvoir à un président civil qui sera démocratiquement élu en 1999.

LE NIGERIA est à nouveau fréquentable. En accueillant à l'Elysée, samedi 26 septembre, le chef de l'Etat nigérian, le général Abdulsalam Abubakar (déjà reçu mardi à Londres par le premier ministre britannique Tony Blair, et mercredi à la Maison Blanche par le président Bill Clinton), Jacques Chirac ne fait que hâter la réintégration du « géant de l'Afrique » au sein de la communauté internationale, après plus de cinq ans d'ostracisme.

Le geste de M. Chirac annonce la levée partielle, début octobre, des sanctions décrétées en 1993 et 1995 par l'Union européenne à l'encontre du Nigeria, notamment en matière de visas. Les restrictions concernant la coopération militaire et la livraison d'armement devraient rester en vigueur jusqu'au terme du nouveau processus de transition vers un régime civil, prévu fin mai 1999.

Depuis deux ans, la France s'opposait à un éventuel renforcement des sanctions, réclamé par ceux qu'inquiétait la dérive dictatoriale et mafieuse du régime de feu Sani Abacha. Paris pensant qu'il fallait profiter du retrait des *« Anglo-Saxons »* pour élargir son influence au Nigeria, Jacques Chirac s'est efforcé de maintenir un *« dialogue constructif »* avec le général Abacha.

Cette attitude compréhensive a été parfois récompensée. Tandis que le siège extérieur de la société nationale de pétrole, la NNPC, déménageait de Londres à Paris, Abuja, la capitale fédérale nigériane, voulait alors faire du français la *« deuxième langue »* officielle du pays – une proclamation irréaliste dans ce pays de 100 millions d'habitants, mais qui aura rapporté à Paris une satisfaction d'amour-propre. Dans le domaine économique, les grosses entreprises hexagonales ont pu se maintenir tant bien que mal dans un contexte de récession et ont bénéficié ponctuellement de la bonne image politique de la France auprès des maîtres d'Abuja. Mais, en dépit d'une percée en 1996, la France n'a pas progressé, restant au quatrième rang des fournisseurs avec 6 % des parts de marché.

Le règne du général Abacha n'a pas contribué à assainir les affaires, ni à jeter les bases d'une gestion rationnelle de l'économie. Ceux qui s'obstinaient à voir en lui un facteur de *« stabilité »* sont embarrassés par les révélations sur les turpitudes de l'ancien régime, distillées par une presse qui a survécu de justesse aux *« années de plomb »* de la répression. Elle brosse le tableau d'un clan qui avait mis l'Etat en coupe réglée, ne reculant devant aucun procédé délictueux, le plus lourd de conséquences étant le sabotage organisé des quatre raffineries du pays, cause d'une pénurie chronique de carburant, mais source de gros profits sur l'importation de produits raffinés. A son arrivée au pouvoir après la mort soudaine du dictateur, le 8 juin, le général Abubakar a été stupéfait d'apprendre qu'ils étaient facturés à l'Etat trois fois le prix du marché, par cinq sociétés *« spécialisées »* – dont quatre, si l'on en croit la presse, étaient contrôlées par le général Abacha et la cinquième par l'ex-général Ibrahim Babangida, à la tête de l'Etat jusqu'en août 1993.

Le général Abubakar a manifesté une relative prudence en évitant de constituer une commission d'enquête sur tous ces délits. Sans doute lui faut-il épargner certains caciques afin de mener jusqu'au bout son programme de restitution du pouvoir à un président civil élu. *« Gardons-nous d'idéaliser Abubakar après avoir diabolisé Abacha,* avertit un diplomate britannique. *C'est un mirage qui se dissipera en mai. Le vrai problème est la classe politique censée prendre le relais, et incapable de trouver une cause commune. Car le Nord, pas plus en 1999 qu'en 1993, n'acceptera un président du Sud. »*

Peu de Nigérians mettent en doute la détermination du général Abubakar à se retirer à la date prévue, seule manière de rendre un peu de crédit à l'armée nigériane. *« Mais je soupçonne qu'il n'est pas aussi indifférent qu'il le prétend à savoir qui va lui succéder »*, nous a expliqué Me Olisa Akpakoba, fondateur en 1985 de l'Organisation des libertés civiques (CLO) et dirigeant de l'Alliance pour la démocratie qui rassemble une partie de l'opposition ancrée dans le sud-ouest yorouba.

Le gouvernement se refuse à financer les partis politiques (un procédé qui permettait au général Abacha de les manipuler). Mais en interdisant toute candidature indépendante et en fixant des critères exigeants pour l'enregistrement des partis, il rouvre la porte aux *money-bags*, les richissimes ambitieux qui ont les moyens d'acheter votes et complicités. *« Ce qu'on voit,* déplore Me Akpakoba, *ce n'est pas un processus démocratique susceptible de résoudre les tensions qui menacent la Fédération, mais des politiciens sur le retour occupés à négocier leurs alliances dans les suites d'hôtels de luxe. »*

Après plus de cinq ans d'ostracisme, le « géant de l'Afrique » fait sa rentrée dans la communauté internationale

La nouvelle loi électorale a déjà montré ses limites et contraint les autorités à prolonger le délai d'enregistrement des partis : 5 d'entre eux seulement, sur 25 qui sollicitent l'agrément, satisfont aux conditions requises et possèdent des sièges dans au moins 24 Etats de la fédération. Ne seront admis dans la course à la présidence que ceux qui auront remporté aux municipales, début décembre, un minimum de 10 % des suffrages dans deux tiers des 36 Etats.

Exclue de fait de la compétition, la frange radicale qui avait assumé le combat contre la dictature redoute un arrangement entre militaires et millionnaires autour d'une candidature de l'ex-général Olusegun Obasanjo. Celui-ci ne s'est pas déclaré mais serait pressenti comme le candidat *« idéal »* pour réconcilier un Sud frustré de sa victoire en 1993 (et orphelin de son vainqueur, Moshood Abiola, décédé en juillet), et un Nord anxieux de garder le contrôle de la situation : Yorouba modéré, auréolé par son séjour dans les prisons du général Abacha, il n'a jamais brillé par ses qualités d'homme d'Etat – sinon en rendant ponctuellement le pouvoir aux civils en 1979. *« Ce serait un désastre complet,* prédit Me Akpakoba, *qui signerait l'échec à trouver des hommes nouveaux. »*

Michèle Maringues

Paris et Pékin appellent au renforcement du FMI

Moins de 2 milliards de francs de contrats ont été signés entre les deux pays à l'occasion de la visite en Chine de M. Jospin

PÉKIN
de notre envoyé spécial

Pourquoi aller vers « l'Orient compliqué » avec des idées compliquées, voire des constructions intellectuelles qui n'auraient que peu de rapport avec la réalité ? Tel est le message que l'entourage de Lionel Jospin distillait avant même l'arrivée à Pékin, jeudi, du premier ministre français, afin de contrer l'impression, assez désagréable, de « service minimum » que semblaient donner les autorités chinoises (*Le Monde* du 24 septembre). De fait, M. Jospin vient en Chine parce qu'il y a été invité ; il ne quémande aucun entretien. Et, s'il s'est rendu, vendredi 25 septembre, à Hefei, dans une province éloignée de la capitale, pour rencontrer Jiang Zemin en tournée sur le front des inondations, c'est que, sur le plan protocolaire, cela se comprend mieux que d'obliger le président de la République de Chine à revenir à Pékin. Quant au reliquat diplomatique des ventes d'armes à Taïwan, vieilles de près de dix ans, les proches du chef du gouvernement assurent qu'il n'en a jamais été question dans les discussions préparatoires. D'autant moins que M. Jospin ne se sent en rien concerné par cette transaction, dont on doit comprendre qu'il ne la tient pas dans son cœur, comme d'ailleurs d'autres décisions du même type prises entre 1989 et 1993.

DÉCLARATION INÉDITE

A l'opposé de l'image de discorde rentrée qu'imposerait la partie chinoise, le premier ministre français a d'emblée voulu donner une dimension inédite à cette visite, même si le résultat en matière de contrats commerciaux ne brille pas par sa richesse : moins de 2 milliards de francs. L'inédit vient de la déclaration conjointe franco-chinoise sur le renforcement de la coopération financière. Un domaine dans lequel l'empire du Milieu ne s'aventure jamais. En dehors des termes convenus de telles déclarations, *« la France et la Chine estiment que le Fonds monétaire international et les autres institutions financières internationales doivent être en mesure de jouer un rôle encore plus efficace dans la résolution des crises financières »*.

Ces mots retiennent l'attention à plus d'un titre alors que M. Jospin a loué la capacité de la Chine *« à résister à la crise financière »*, demandant que la *« voix »* de Pékin soit désormais écoutée *« dans la gestion des questions financières internationales »*.

Si les dirigeants politiques chinois ont toujours évité, depuis l'éclatement de la crise financière, les déclarations hostiles au FMI, il n'en a pas été de même à l'intérieur de l'appareil bureaucratique, qui pouvait voir dans cette instance un instrument des puissances occidentales, notamment des Etats-Unis, dirigé contre les pays asiatiques émergents. A la veille de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, les gouvernements chinois et français montrent, au contraire, tout l'intérêt qu'ils attachent à ces institutions. En privé, M. Jospin lui-même ne se montre pas partisan d'un règlement des problèmes financiers et économiques internationaux au sein du G 7 ou du G 8, mais bien par l'entremise du FMI.

En dehors de cette déclaration financière, la délégation française – le premier ministre est entouré de quatre membres de son gouvernement : Dominique Strauss-Kahn (économie), Claude Allègre (éducation nationale), Jean-Claude Gayssot (transports) et Pierre Moscovici (affaires européennes) – a également signé un accord de coopération en matière de propriété intellectuelle, une déclaration sur la création d'un comité de coopération agricole et agro-alimentaire, un texte sur les nouvelles technologies de l'information. Trois autres accords de coopération ont été respectivement signés par EDF, Airbus et Framatome.

Parmi les contrats commerciaux, il faut signaler notamment un projet de cimenterie construite par Lafarge dans le Sichuan pour un montant de 930 millions de francs, un autre concernant une station de traitement des eaux (Vivendi) de la ville de Chengdu pour 609 millions de francs et une ligne de peinture réalisée par Alstom pour l'usine Citroën de Wuhan (138 millions de francs), ville où M. Jospin a dû renoncer à se rendre en raison de son déplacement à Hefei.

Olivier Biffaud

Plusieurs dissidents arrêtés

Le premier ministre français a déclaré, jeudi 24 septembre, avoir évoqué la question des droits de l'homme lors d'une rencontre avec son homologue chinois. Lionel Jospin a indiqué qu'une *« liste de cas »* qui préoccupent Paris a été remise aux autorités de Pékin. *« Le fait que la Chine ait signé la Charte sur les droits économiques, sociaux et culturels nous paraît être un signe d'évolution important »*, a ajouté M. Jospin, en admettant toutefois que *« les philosophies politiques et les traditions ne sont pas les mêmes »* dans les deux pays. Il a dit partager les préoccupations des associations de défense des droits de l'homme. Deux dissidents, Qin Yongmin et Chen Zonghe, ont été interpellés jeudi à leur domicile, à Wuhan, dans le centre de la Chine, alors que Lionel Jospin entamait sa visite. A Pékin, trois dissidents – He Depu, Gao Hongming et Wang Zhixing – ont été convoqués jeudi par la police, qui veut les convaincre de ne pas se présenter aux prochaines élections locales. – *(Corresp., AFP, Reuters.)*

L'ordre sud-africain règne au Lesotho

MASERU
de notre envoyé spécial

Le calme est revenu, jeudi 24 septembre, à Maseru, la capitale du Lesotho, après deux jours de pillages. Les soldats dépêchés par l'Afrique du Sud pour venir en aide au gouvernement local patrouillent et désarment les partisans de l'opposition. Dans le quartier de Thetsane, près de la zone industrielle, un blindé sud-africain est arrêté au bord de la route. Fusils automatiques en bandoulière et casques lourds sur la tête, les soldats fouillent les voitures et les passants.

REPORTAGE

« Il n'y a plus de résistance militaire. Mais il y a encore beaucoup d'armes qui circulent »

L'un d'entre eux attend d'être fixé sur son sort. Il portait un revolver. En tenue de ville, l'homme affirme être policier. L'officier sud-africain n'est pas convaincu. *« On a déjà arrêté deux personnes avec des armes ce matin, et ce n'est pas fini »*, affirme le major, venu avec son unité blindée de Bloemfontein. *« Il n'y a plus de résistance militaire. Mais il y a encore beaucoup d'armes qui circulent. Désormais, la priorité de notre mission, c'est de les confisquer »*, explique le colonel Robbie Hartslief, qui dirige les 600 soldats sud-africains et les 200 militaires botswanais présents à Maseru.

Quarante tonnes de matériel ont été récupérées. Une partie de ces armes se trouvent désormais dans le camp militaire de Ratjemose, devenu le quartier général des troupes sud-africaines. La majorité de l'armée ayant pris parti pour l'opposition, presque tout l'armement des forces de sécurité avait, en réalité, échappé au contrôle du gouvernement. Ce qui explique les difficultés rencontrées par l'armée sud-africaine pour s'emparer de points stratégiques comme la base militaire de Makonyane, où s'étaient retranchés la majorité des rebelles.

AUTORITÉ TRANSITOIRE

« Nous ne nous attendions pas du tout à la résistance que nous avons rencontrée », reconnaît le colonel Hartslief. *« Nous avons d'abord dû nous défendre. C'est vrai que cela a créé un vide dont les pillards ont profité »*, admet-il, en réponse à la colère des commerçants de Maseru. Ces derniers ont tout perdu, et ils reprochent à la force d'intervention de n'avoir rien fait pour protéger leurs biens. *« J'ai montré à des soldats sud-africains des jeunes en train de remplir des bidons d'essence pour mettre le feu aux boutiques. Ils n'ont rien fait pour les en empêcher »*, accuse Billy Moore, un des responsables du comité de crise créé par les commercants de la ville.

Jeudi, un véritable déploiement militaire avait enfin été mis en place dans le centre de Maseru. De nombreux blindés avaient pris position sur Kingsway, l'artère commerçante dévastée par deux jours de mise à sac. Pour la première fois au centre-ville, les soldats sud-africains patrouillaient à pied pour empêcher de nouveaux pillages.

Sur le plan politique, la reprise en main s'est traduite par l'instauration, jeudi, d'une autorité transitoire chargée d'assister les autorités locales dans la réorganisation du pays. Composé de responsables du gouvernement et de l'armée du Lesotho, cet organe est présidé par l'ambassadeur d'Afrique du Sud. La mainmise de Pretoria sur sur le pays est renforcée... tout comme le sentiment anti-sud-africain, très fort à Maseru.

Frédéric Chambon

Le Rwanda a reçu froidement la mission française d'information

KIGALI
de notre envoyé spécial

La mission d'information parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda a poursuivi ses investigations, entamées en mars à Paris, sur les lieux où le génocide a été perpétré en 1994. Leur visite à Kigali, du 22 au 24 septembre, a permis aux rapporteurs, Pierre Brana et Bernard Cazeneuve, de mesurer le ressentiment rwandais à l'égard de la France, et combien les conclusions qui seront publiées en décembre sont attendues avec impatience au « pays des mille Collines ».

L'objectif des deux députés était de recueillir témoignages et documents pour éclairer leur enquête sur les trois opérations militaires françaises au Rwanda, « Noroît », « Amaryllis » et « Turquoise », et sur le contexte diplomatique de l'époque. Pierre Brana s'était auparavant rendu en Ouganda, au Burundi et en Tanzanie, où siège le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). A Kigali, MM. Brana et Cazeneuve ont rencontré des ministres, des parlementaires, des militaires, ainsi que des rescapés du génocide. *« Les conversations ont été franches »*, selon M. Cazeneuve. Si le pouvoir rwandais, par la voix du ministre des affaires étrangères Anastase Gasana, s'est félicité de cette *« franchise »*, il a dénoncé de nouveau *« l'appui français au régime hutu »*. Plus sévère, Patrick Mazimpaka, ministre à la présidence, a estimé que les députés avaient été *« peu réceptifs »* aux arguments rwandais sur le fait que la France connaissait les préparatifs du génocide. Il a accusé la mission, présidée par Paul Quilès, de vouloir *« exonérer la France, ou tout du moins de minimiser son rôle »*.

Il semble que le voyage de Kigali n'a guère permis à la délégation française d'avancer sur le chemin de la vérité. Le pouvoir actuel, dominé par les Tutsis, qui ont mis fin au génocide et gagné la guerre, n'a apparemment que peu de preuves pour étayer ses accusations contre la France. Au moment de la débâcle, les dignitaires hutus avaient détruit ou emporté les archives pouvant contenir des informations sur le rôle de la France. Kigali ramène donc souvent le débat sur « Turquoise », *« une opération strictement humanitaire »* selon Paris, *« une opération d'évacuation des génocidaires »*, selon M. Gasana.

La conférence de presse donnée par les parlementaires a illustré le fossé qui demeure entre Rwandais et Français. Tandis que les questions pleuvaient sur *« la culpabilité de la France dans le génocide »*, Bernard Cazeneuve a rappelé que *« ce fut un génocide de Rwandais contre des Rwandais »* et que la mission d'information ne se posait pas le problème en ces termes. Il a, en revanche, assuré la presse rwandaise que le Parlement français avait la volonté d'*« aller jusqu'au bout de la vérité avec une exigence absolue de rigueur »*.

Rémy Ourdan

هكذا من الأصل

M. Primakov présente un « programme » économique alors que la Russie glisse vers l'hyperinflation

Le taux d'inflation pourrait atteindre 300 %, selon la banque centrale

Alors que plusieurs postes-clés restent à pourvoir au gouvernement, le premier ministre russe Evguéni Primakov *s'est engagé, jeudi 24 septembre, à commencer à régler, dès le mois d'octobre, les arriérés de salaires. Le « programme anticrise » comporte un renforcement du* contrôle des changes et un monopole d'Etat sur l'alcool. La dévaluation du rouble a été décidée *sans l'accord de Boris Eltsine, selon M. Primakov.*

MOSCOU
de notre correspondant

La Russie s'installe dans l'hyperinflation. Jeudi matin 24 septembre, le comité d'Etat aux statistiques signalait que, depuis le 17 août, date de la dévaluation du rouble, la hausse des prix avait été de 67 %. Jeudi après-midi, à l'occasion de la première réunion du gouvernement d'Evguéni Primakov destinée à arrêter un plan anticrise, les représentants de la Banque centrale ont dressé un tableau catastrophique de l'économie du pays.

Dans un rapport, ils estiment *que l'inflation pourrait être de* 240-290 % à la fin de l'année, si le cours du rouble se fixait à 20 pour un dollar. Dans un scénario à 30 roubles ou plus pour un dollar, *la hausse des prix dépasserait* les 400 %. Le taux officiel de la monnaie russe a été fixé, vendredi 25 septembre, à 15,61 roubles le dollar, un cours jugé artificiel par la plupart des analystes.

La Banque centrale ajoute que la Russie devrait connaître en 1998 une récession brutale avec une chute du produit intérieur brut « *de 5 % à 6 %* ». Elle estime indispensable une émission de monnaie, d'un montant de 40 à 50 milliards de roubles (2,6 à 3,3 milliards de dollars), pour faire face aux urgences budgétaires d'ici la fin 1998. Par ailleurs, l'Etat russe connaît un nouvel effondrement de ses recettes fiscales : elles devraient être en septembre de 13 milliards de roubles, contre 18,4 milliards en juillet.

Au regard de cette situation, les annonces faites par le nouveau premier ministre russe, jeudi, sont apparues sommaires. Après deux semaines de laborieuses tractations pour la composition du gouvernement – les postes-clés des finances et des impôts n'ayant toujours pas été officiellement pourvus – Evguéni Primakov devait exposer son plan de sortie de la crise. « *Je ne vous livrerai pas le programme d'action du nouveau gouvernement*, a-t-il déclaré en préambule, *mais seulement certains de ses composants* ».

Critiquant vivement les mesures prises le 17 août par le gouvernement de Sergueï Kirienko, M. Primakov a affirmé que le président Boris Eltsine n'avait pas été « *informé* » de la décision de dévaluer la monnaie russe, ce qu'a aussitôt démenti M. Kirienko. Le premier ministre n'a pas *détaillé le* volet financier et budgétaire de son plan mais a annoncé plusieurs mesures de régulation administrative. La première est un renforcement du contrôle des changes. La part obligatoire des recettes en devises que les exportateurs russes doivent convertir en rouble sera augmentée. Aujourd'hui de 50 %, elle pourrait passer à 75 %, voire à 100 % selon certaines propositions. Une partie de ces devises pourrait être vendue directement à la Banque centrale à un taux différent de celui du marché des changes.

« RENATIONALISATIONS » ?

Le premier ministre a également confirmé le rétablissement, à partir du 1er octobre, d'un monopole sur la « *production et la vente au détail* » des alcools forts, sans toutefois *évoquer* un monopole sur les tabacs, comme il en avait été question la semaine dernière. M. Primakov ne s'est pas prononcé sur la question d'une émission monétaire, qui divise fortement les membres de son gouvernement. Il n'a pas non plus parlé de « renationalisations » éventuelles. Le vice-premier ministre en charge de l'économie, Iouri Maslioukov, avait mercredi annoncé la possible reprise en main par l'Etat de certaines entreprises ou banques virtuellement en faillite.

A deux semaines de la journée de protestation nationale du 7 octobre, M. Primakov a insisté sur la nécessité de payer les arriérés de salaires et de retraites (85 milliards de roubles sont dus aux fonctionnaires, 23,8 milliards aux retraités, soit 7 milliards de dollars). Avant la fin du mois, les militaires se verront régler deux mois d'arriérés de solde. A partir d'octobre, les autres fonctionnaires et les retraités « *seront régulièrement payés* ». Les dettes antérieures devraient être résorbées durant les mois suivants. M. Primakov a également annoncé une « *indexation* » mensuelle des salaires, à partir de janvier 1999 seulement. Celle-ci ne devrait être que partielle, Alexandre Chokhine, vice-premier ministre chargé des finances, n'envisageant qu'un « *système de compensation* » *pour les revenus les plus faibles.*

Abordant ensuite le chapitre brûlant des recettes fiscales, Evgueni Primakov a promis d'être impitoyable avec les mauvais payeurs et a annoncé que le niveau d'imposition serait diminué. Sans plus de précision. La veille, Alexandre Chokhine, l'unes des rares figures « libérales » de ce gouvernement hétéroclite, avait annoncé que serait transmis à la Douma un projet « révolutionnaire » instaurant un taux d'imposition unique de 20 % sur les revenus des particuliers et les bénéfices des entreprises et un taux de TVA de 10 %. Cette réforme avait été auparavant défendue par le libéral Boris Fiodorov, membre du gouvernement Kirienko et patron des services fiscaux, aujourd'hui en disgrâce.

Ces premières mesures ne paraissent pas à même de dégager rapidement les ressources nécessaires pour enrayer la crise financière et financer le « *budget d'urgence* » annoncé pour le quatrième trimestre. Le gouvernement de M. Primakov compte dans l'immédiat sur une aide internationale massive. Alexandre Chokhine a répété, jeudi, que la Russie « *comptait recevoir* » du Fonds monétaire international (FMI) un nouveau prêt de 4,3 milliards de dollars. « *La Russie et le FMI sont également responsables de la situation actuelle* », a-t-il ajouté. Peu après, M. Chokhine a déploré l'attitude des « *organisations financières internationales qui poussent la Russie dans une impasse. Je ne veux pas effrayer l'Occident en évoquant un défaut de paiement sur la dette extérieure de la Russie, mais ces organisations doivent faire preuve de loyauté* ».

François Bonnet
(avec Agathe Duparc à Moscou)

Des avoirs de banques russes à l'étranger ont été gelés

La banque américaine Lehman Brothers a décidé, jeudi 24 septembre, *de geler les avoirs détenus en Grande-Bretagne par deux* des principales banques russes, Inkombank et Oneximbank, qui ont fait défaut sur le remboursement de dettes s'élevant au total à 113 millions de dollars. Lehman Brothers s'appuie sur une décision judiciaire de la Haute Cour de Londres pour expliquer cette mesure de rétorsion. Inkombank a aussitôt déploré dans un communiqué que *« Lehman Brothers essaie d'utiliser la force alors qu'il serait plus raisonnable d'agir de façon coordonnée ».*

De son côté, Viktor Guerachtchenko, président de la banque centrale russe, a sévèrement mis en garde, jeudi, les dix-sept banques internationales qui souhaitent voir renégocier les conditions de remboursement des bons du Trésor (GKO) émis par l'Etat russe. *« Celles qui se montrent trop avides et inflexibles pourraient bien ne rien avoir du tout »*, a-t-il menacé.

Helmut Kohl n'exclut pas le principe d'une grande coalition

Gerhard Schröder reste favori des sondages

BONN
de notre correspondant

A deux jours des élections législatives, le social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder reste le favori des sondages. Le secrétaire général du SPD, Franz Müntefering, estime que le parti est « *à quelques mètres de son objectif* » : être le premier parti au Bundestag, avec plus de 40 % des voix, pour pouvoir nommer le chancelier. En dépit du lent rattrapage des partisans de Helmut Kohl (CDU-CSU), le SPD a selon les instituts toujours entre deux et cinq points d'avance. De nombreux observateurs estiment que le SPD n'aura pas la majorité absolue des sièges avec les Verts, crédités de 6 % des voix, pour diriger l'Allemagne, pas plus que M. Kohl avec ses amis du parti libéral (FDP), crédités de 5 % des suffrages. On se dirigerait donc vers une grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates dirigée par le parti arrivé en tête. Gerhard Schröder et Helmut Kohl ont tous les deux fait des signes d'ouverture.

Le chancelier sortant, qui rejetait jusqu'à présent catégoriquement toute grande coalition a déclaré, mercredi 22 septembre, sur la chaîne de télévision publique ZDF qu'une grande coalition était « *en principe possible* », même s'il n'en voyait pas l'utilité. Gerhard Schröder, qui n'a jamais exclu de former une telle alliance, a précisé que son parti envisageait aussi cette hypothèse si son parti arrivait second dimanche, donnant le sentiment qu'une défaite n'était pas exclue. Si la CDU arrive en tête, la chancellerie reviendrait vraisemblablement à Wolfgang Schauble, successeur désigné de Helmut Kohl et président du groupe parlementaire CDU-CSU.

A Bonn, les spéculations vont bon train sur le sens des déclarations du chancelier. Si Helmut Kohl arrive devant le SPD dimanche soir, ne sera-t-il pas tenté de rester chancelier, même s'il a répété mille fois le contraire ? L'Allemagne a devant elle des échéances internationales importantes : elle prend la présidence de l'Union européenne le premier janvier 1999 et accueille le G 8 à Cologne en juin 1999.

« *Si Helmut Kohl arrive en tête dimanche soir, même s'il n'a pas la majorité absolue avec les libéraux, il dira qu'il a gagné, contre tous les pronostics. Il sera très fort dans le parti et n'annoncera certainement pas son départ le soir des élections. Il fera traîner les choses* », explique un jeune député CDU, opposant notoire à M. Kohl. La quasi-totalité des observateurs ne croient pas au maintien de M. Kohl à la tête d'une grande coalition.

CURE D'OPPOSITION

La CSU bavaroise se méfie comme de la peste d'une alliance gauche-droite, antichambre d'une majorité absolue de gauche en 2002, comme ce fut le cas à l'issue de la grande coalition de 1966-1969 qui prépara l'avènement de Willy Brandt (SPD). Très puissante à Bonn sous le gouvernement Kohl, la CSU préférerait faire une cure d'opposition, pour regagner le pouvoir dans quatre ans. A gauche, le sujet de débat principal est le sort à réserver à Jost Stollmann, le « Bill Gates allemand », appelé à devenir ministre de l'économie de Gerhard Schröder. L'entrepreneur de 43 ans avait été prié de se taire à la mi-août après avoir fait une série de déclarations heurtant les syndicats.

Craignant de voir l'électorat du centre lui échapper pour rejoindre Helmut Kohl, M. Schröder a fait sortir M. Stollmann de son silence en fin de campagne. Celui-ci a comparé le système social allemand à « *une prison pour les salariés moyens* » et demandé sa réforme. Il a de nouveau provoqué les hurlements de la gauche du SPD, notamment de Rudolf Dressler, spécialiste social du parti dont M. Schröder n'a pas voulu dans l'équipe de campagne.

Arnaud Leparmentier

Imbroglio politico-mafieux en Turquie

UN MINISTRE – sans portefeuille – du gouvernement de Mesut Yilmaz a annoncé jeudi 24 septembre sa démission après que la télévision eut retransmis un enregistrement d'une de ses conversations avec un mafieux notoire. Ancien « *Loup gris* » (*Bozkurtcu*, extrême droite), « *parrain des parrains* », et par ailleurs détenteur d'un vrai-faux passeport diplomatique délivré par le MIT (les *services de renseignements* turcs),

Alaattin Cakici est recherché par la police de son pays depuis douze ans pour meurtre et activités mafieuses. La presse locale lui prête, entre autres, l'assassinat, en juillet 1996, du « *roi des casinos* » turcs, Omer Lutfu Topal, lui-même décrit comme la « pompe à finances » du parti de l'ancien premier ministre Tansu Çiller et dont les activités « ludiques » s'étendaient jusqu'en Azerbaïdjan et en Asie centrale.

Le premier ministre, Mesut Yilmaz, a récemment lancé une opération « mains propres », dans le souci de rétablir l'image de l'Etat et de son parti. Il *souhaitait en particulier effacer* les mauvais souvenirs laissés dans l'opinion publique par l'accident de Susurluk. En novembre 1996, le chef de la police d'Istanbul, un militant ultra-nationaliste et mafieux notoire, et un député du parti de Mme Çiller étaient retrouvés dans la même voiture accidentée dans la région de Marmara (à l'ouest de la Turquie) avec armes, drogue et faux papiers.

Pour manifester son intention de s'en prendre au crime organisé, la Turquie a donc demandé aux autorités françaises l'extradition du parrain Cakici, arrêté le 17 août à Nice et condamné jeudi à six mois de prison pour « *falsification d'identité* ». « *Il est impossible de résoudre aucun des problèmes de ce pays si l'on n'éradique pas les gangs et leurs ramifications au sein de l'appareil d'Etat* », a expliqué M. Yilmaz.

L'affaire aurait pu en rester là, lorsque la chaîne de télévision Kanal D diffusa, mardi 22 septembre au soir, l'enregistrement d'une conversation au téléphone entre le parrain Alaattin Cakici et Eyup Asik... un ministre du gouvernement de Mesut Yilmaz, membre de sa formation, le Parti de la mère patrie (ANAP, droite traditionnelle). Dans l'enregistrement, le parrain remercie le ministre *de l'avoir prévenu de son arrestation* imminente et l'appelle « *Abi* » (grand frère). « *C'est un montage* », a dénoncé le ministre, tout en reconnaissant avoir parlé « *six ou sept fois au téléphone avec Cakici* » mais « *sur un autre thème* ».

Hormis ses liens supposés avec la mafia depuis l'affaire de Susurluk, Tansu Çiller, adversaire politique de M. Yilmaz au centre droit et ex-premier ministre (1993-1996), est aussi l'objet d'une plainte déposée par le vice-premier ministre, Bülent Ecevit, pour « *incitation à la haine religieuse et raciale* ». Il faut dire que, depuis sa participation au gouvernement dirigé par l'islamiste Erbakan en 1996-1997, l'ex-égérie de la Turquie « moderne » et tournée vers l'Occident a beaucoup évolué. Elle apparaît aujourd'hui sur toutes ses affiches électorales avec la tête « *couverte* » (*basiacik*). La semaine dernière, elle a vivement recommandé aux cadres de son parti de la Juste voie (DYP, droite libérale) de distribuer des foulards « *de village en village* » au cours de leurs tournées électorales.

« *Si nous n'exploitons pas le sentiment en faveur du voile, le Fazilet* (Parti de la vertu, islamiste) *va ramasser tous les votes* » a-t-elle *expliqué*. Son adjoint au DYP, Hayri Kozakcioglu, s'est promptement exécuté et a procédé, dimanche, à la distribution d'une cinquantaine de fichus au village de Monofka, non loin de la frontière arméno-géorgienne...

Marie Jégo

L'OTAN précise sa menace contre la Serbie

VILAMOURA (Portugal)
de notre envoyé spécial

Le Conseil atlantique, emboîtant le pas au Conseil de sécurité des Nations unies qui avait adopté, *la* veille, la résolution 1199 sur le Kosovo (*Le Monde* du 25 septembre), a traduit en termes militaires l'avertissement lancé depuis New York aux autorités serbes.

En préalable à la réunion informelle des ministres de la défense de l'Alliance atlantique, qui s'est tenue les 24 et 25 septembre à Vi*lamoura dans le sud du Portugal, le* Conseil a mis en mouvement la dernière phase de la planification conduisant à des actions punitives contre des objectifs militaires serbes *au* Kosovo. En jargon de l'OTAN, il s'agit d'un *act warn*, c'est-à-dire un avertissement d'activation demandant aux pays membres d'indiquer formellement la nature et la quantité des forces qu'ils entendent mettre à la disposition de l'opération projetée. Certains pays, comme *l'Allemagne* ou l'Espagne, ont déjà annoncé, le premier, qu'il engagerait quatorze avions de combat Tornado, le second, quatre chasseurs F18. L'étape suivante, « *l'activation de l'ordre* », qui devra être, elle aussi, approuvée par le Conseil atlantique, précédera immédiatement les frappes aériennes ou par missiles des cibles désignées.

William Cohen, secrétaire d'Etat américain à la défense, a affirmé que les deux résolutions, celle de l'ONU et celle de l'OTAN, constituaient un « *avertissement fort* », adressé à Slobodan Milosevic, qui s'apparente à un « *ultimatum* ». Les *Etats-Unis*, appuyés dans ce domaine par le ministre des affaires étrangères allemand, Volker Rühe, auraient souhaité que l'Alliance exprime dès maintenant, de manière *plus formelle*, un *ultimatum* au dirigeant serbe. Mais cette attitude n'a pas recueilli le consensus d'autres Etats membres, notamment de la France.

Autre point de divergence : celui de la base juridique nécessaire pour une telle intervention. Dès le départ, *les Etats-Unis* avaient affirmé qu'un mandat explicite du Conseil de sécurité était « *souhaitable, mais non obligatoire* ». Pour William Cohen, la résolution du 23 septembre de l'ONU est « *plus que suffisante* » pour permettre une action militaire. « *Ceux qui prendraient le risque d'empêcher une telle action par un veto au Conseil de sécurité pourraient se retrouver mal à l'aise face à la situation humanitaire sur le terrain* », a encore souligné M. Cohen. Cet avertissement s'adresse non seulement à la Russie, opposée à toute action militaire contre les Serbes, mais aussi aux pays qui, au sein de l'OTAN, plaident pour la nécessité d'une nouvelle résolution de l'ONU avant de franchir le pas décisif vers des sanctions militaires.

RECOURS À LA FORCE

Une certaine confusion semble d'ailleurs régner à ce sujet en Allemagne et en France. Alors que le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, *jugeait*, à New York, qu'« *une nouvelle résolution* [était] *nécessaire* », son collègue de *la* défense, Volker Rühe, se ralliait sans état d'âme, à Vilamoura, à la position de Washington, ajoutant même qu'il était en cela en plein accord avec le chancelier Kohl. Ces divergences de vue ne sont pas étrangères à la dernière phase de la campagne électorale en Allemagne, M. Rühe étant membre de la CDU de M. Kohl alors que M. Kinkel fait partie des libéraux du FDP. L'interprétation donnée par la délégation française à Vilamoura de la résolution de l'ONU rejoignait celle du ministre allemand des affaires étrangères. A Paris, on estime que cette résolution suffit pour légitimer un éventuel recours à *la* force.

Les ministres sont, par ailleurs, restés relativement vagues sur le délai dans lequel pourraient être mises en œuvre les opérations projetées, pour le cas où les autorités serbes ne se plieraient pas aux injonctions de la communauté internationale (arrêt des actions répressives contre la population de *souche albanaise, reprise des négo*ciations entre les parties, création des conditions pour un retour des réfugiés dans leur foyer). Mais tous semblent d'accord pour estimer que si rien de positif, à leur *sens*, ne s'était produit avant l'arrivée de l'hiver, très précoce dans la région, ou si l'on devait assister à une nouvelle escalade de la violence du côté serbe, une intervention deviendrait inévitablement nécessaire avant « *quelques semaines* ».

Luc Rosenzweig

Des divergences techniques entre états-majors

LANCÉE en mai dernier, la planification en vue d'un recours à la force, par l'OTAN, au Kosovo a débouché sur des plans d'opérations qui ont fait apparaître des divergences entre états-majors alliés. L'étape franchie au Portugal, à savoir que chaque pays identifie, puis réunisse les moyens aériens d'une intervention éventuelle, n'implique pas que l'OTAN soit prête à déclencher une *action militaire* dans l'immédiat.

Une des divergences, et pas la moindre, a trait à la décision, ou non, d'adresser, préalablement à toute intervention, un ultimatum militaire à la Serbie. Cette mise en garde donnerait quatre jours à Belgrade pour que ses forces s'emploient à désactiver leur défense aérienne, notamment les radars et les batteries fixes et mobiles de missiles sol-air, en service au Kosovo et en Serbie, et à désarmer au sol leurs avions dans l'espoir de pouvoir créer une zone sûre d'interdiction de survol *(no flying zone)*.

Il existe, entre la Serbie et le Kosovo, un réseau maillé de défense antiaérienne efficace – sur le modèle de ce *que l'armée ex-soviétique* avait édifié en Europe – dont la désactivation, contrôlée en permanence par des avions-radars Awacs et des avions de surveillance électronique Joint-Stars, serait une sécurité supplémentaire à toute intervention aérienne prolongée de l'OTAN au-dessus du Kosovo.

D'une manière générale, les états-majors américains n'y sont guère favorables, au motif que des missiles de croisière peuvent s'affranchir – sans dommages pour leur trajectoire – de la menace des réseaux antiaériens serbes et qu'ils peuvent venir frapper, par surprise, leurs cibles, telles que les centres de communications, les postes de commandement et les dépôts d'armement. *Les Européens, mais surtout* les Français, en seraient plutôt partisans, certains d'entre eux faisant valoir que c'est le non-respect par Belgrade de cet ultimatum qui justifierait une frappe aérienne sans autre préavis.

Jacques Isnard

هكذا من الأصل

Monicagate : les républicains refusent le compromis politique

WASHINGTON. Les républicains ont – momentanément – apporté une fin de non-recevoir aux ballons d'essai en faveur d'un compromis politique lancés par les démocrates et la Maison Blanche. A moins de six semaines des élections parlementaires, le *Grand Old Party* n'a pas l'intention de se priver de l'exploitation d'un scandale qui, croit-il, sert ses intérêts électoraux.

Dans l'immédiat, les choses vont se poursuivre selon le calendrier prévu : le républicain Henry Hyde, président de la commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants, a annoncé, jeudi 24 septembre, que celle-ci se prononcera, le 5 ou le 6 octobre, sur l'opportunité d'ouvrir ou non une enquête d'impeachment. Si, comme tout le laisse penser, le vote est positif, les 435 membres de la Chambre devront à leur tour se déterminer, probablement le 8 ou le 9 octobre. Ensuite, chacun quittera Washington pour mener campagne en vue du scrutin du 3 novembre, les auditions indispensables à la procédure de mise en accusation du chef de l'exécutif étant *de facto* renvoyées au début 1999.– *(Corresp.)*

Le Maroc et le Polisario reprendront leurs négociations mi-octobre

RABAT. James Baker, le représentant du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, réunira à Lisbonne d'ici deux semaines des représentants du Maroc et du Front Polisario pour tenter de régler les problèmes qui subsistent avant la tenue d'un référendum d'autodétermination dans l'ancienne colonie espagnole, a annoncé, jeudi 24 septembre, le ministre marocain de l'intérieur, Driss Basri, lors d'une visite à El Aïoun. Aux termes du plan de l'ONU accepté par les deux parties, les Nations unies ont recensé 147 350 Sahraouis non contestés qui souhaitent pouvoir se prononcer sur l'indépendance du Sahara occidental ou son intégration au Maroc.

Le Maroc demande que 60 000 membres de trois tribus contestées soient également recensés ce que refusent le Polisario. Le référendum, reporté à maintes reprises avant la médiation de l'ex-secrétaire d'Etat américain, prévu pour le 7 décembre, pourrait être une nouvelle fois retardé. *« Nous nous attendons à ce que le référendum ait lieu au plus tard en avril 1999 »*, a declaré Basri à El Aïoun. – *(Reuters.)*

Le procès de l'écologiste russe Nikitine inquiète Human Rights Watch

SAINT-PÉTERSBOURG. Après trois années d'enquête, l'écologiste russe Alexandre Nikitine, accusé par les services secrets (FSB) de haute trahison pour avoir fourni à l'organisation norvégienne Bellona des informations sur les déchets nucléaires dans le grand-nord russe, verra son procès s'ouvrir à Saint-Pétersbourg le 20 octobre. Il risque vingt ans de prison. Dans un communiqué, publié jeudi 24 septembre, son avocat, Iouri Schmit, a fait part de son inquiétude sur l'indépendance du tribunal municipal saisi de l'affaire, affirmant que deux des trois magistrats pourraient, en vertu de la législation russe sur les secrets d'Etat, être sous influence du FSB. Dénonçant des *« circonstances favorisant l'accusation »*, l'organisation Human Rights Watch met en doute elle aussi la tenue d'un procès équitable. Le cas d'Alexandre Nikitine, considéré par Amnesty International comme un prisonnier politique lors de sa détention de dix mois en 1996, illustre, selon les défenseurs des droits de l'homme, la puissance conservée par l'ancien KBG en Russie.

DÉPÊCHES

■ **NORVÈGE : le premier ministre, Kjell Magne Bondevik,** a repris ses fonctions, jeudi 24 septembre, après un arrêt maladie de trois semaines et demie causé par une dépression. *« Après vingt-cinq ans dans la politique, je croyais que mes forces étaient inépuisables, mais ce n'était pas le cas »*, a expliqué le dirigeant chrétien-populaire, un ancien pasteur luthérien de cinquante ans. Les problèmes à l'origine du malaise de M. Bondevik n'ont pas disparu : son gouvernement ultraminoritaire de centre-droit doit convaincre qu'il peut amortir la surchauffe de l'économie, conjugée à une chute des prix du pétrole et de la devise norvégienne.– *(Corresp.)*

■ **BOSNIE : la publication des résultats des élections législatives** et présidentielles des 12 et 13 septembre a été reportée de jeudi 24 à vendredi 25 septembre, a annoncé jeudi l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui a organisé le scrutin. Des problèmes techniques sont à l'origine de ce report, selon l'OSCE qui avait déjà renoncé, mardi, à communiquer des résultats partiels en invoquant la même raison. – *(AFP.)*

■ **INDE : répondant** à un geste analogue de son homologue pakistanais la veille, le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, a annoncé, jeudi 24 septembre aux Nations unies, que New Delhi était prêt à signer d'ici un an le traité d'interdiction globale des essais nucléaires (CTBT). La veille, le chef du gouvernement pakistanais, Nawaz Sharif, avait montré la voie en annonçant que le Pakistan était disposé à adhérer à ce traité pourvu que soient levées les sanctions prises par les Etats-Unis après les essais nucléaires de son pays, au printemps. Ceux-ci répondaient à ceux de l'Inde, quelques semaines plus tôt. – *(Reuters.)*

■ **INDONÉSIE : Djarkata** a obtenu de ses créanciers publics un accord sur le rééchelonnement de 4,2 milliards de dollars de dettes, a indiqué mercredi 23 septembre le Club de Paris, qui regroupe les Etats créanciers des pays en développement. L'accord couvre les dettes contractées avant le 1er juillet 1997 et les échéances de remboursement du principal dues entre le 6 août 1998 et le 31 mars 2000. Le total de la dette publique extérieure de l'Indonésie s'élève à 52 milliards de dollars. – *(AFP.)*

■ L'armée indonésienne a démenti, jeudi 24 septembre, avoir lancé une offensive contre la guérilla dans la province contestée du Timor oriental. L'agence de presse portugaise *Lusa*, citant des membres de la résistance dans la capitale de Timor est, Dili, avait annoncé plus tôt le lancement d'une vaste offensive impliquant 20 000 soldats et menée *« sur plusieurs fronts »*. – *(AFP.)*

Jacques Chirac plaide en faveur d'un « nouveau Bretton Woods »

PARIS. Jacques Chirac a appelé ses partenaires du G 7 à *« bâtir un "nouveau Bretton Woods" »*, dans un courrier qu'il leur a adressé, jeudi 24 septembre. La veille, le gouvernement avait envoyé une lettre à ses partenaires européens sur le même sujet. Tirant les leçons de la *« situation incertaine et agitée »* que connaît le monde aujourd'hui, le chef de l'Etat souligne que le renforcement de la stabilité du système financier international est pour la France *« une priorité »*, et il ajoute : *« Le G7 doit prendre l'initiative »*.

Pour le président français, *« le FMI doit demeurer le centre du dispositif »*. *« Il faut lui donner de manière urgente les ressources supplémentaires dont il a besoin »*, insiste-t-il. Dans sa lettre, le président de la République réitère à ses partenaires sa proposition de *« réunir le moment venu les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres titulaires et suppléants du comité intérimaire du FMI, pour consolider le système financier mondial »* et précise : *« La France serait honorée d'accueillir une telle réunion le moment venu »*.

Le ministre de l'intérieur belge démissionne après la mort d'une jeune réfugiée nigériane

Bruxelles suspend les rapatriements forcés d'étrangers déboutés du droit d'asile

Louis Tobback, le vice-premier ministre et ministre de l'intérieur belge, a présenté, jeudi 24 septembre, sa démission au premier ministre belge Jean-Luc Dehaene. Quelques heures plus tôt, le gouvernement avait suspendu provisoirement les rapatriements forcés des candidats réfugiés. Ces deux événements font suite au drame qui s'est déroulé, mardi 22 septembre, à l'aéroport de Bruxelles-National.

BRUXELLES
de notre correspondant

Le décès de la jeune Nigériane âgée de vingt ans, Sémira Adamu, après qu'une douzaine de gendarmes eurent tenté de la placer de force à bord d'un avion de la Sabena, a eu un rententissement considérable en Belgique. Tant la personnalité de la jeune femme que les circonstances de son décès ont choqué un pays qui s'était pourtant peu soucié jusqu'ici du sort des demandeurs d'asile. La jeune Sémira s'était déjà battue à cinq reprises contre une expulsion vers son pays d'origine, où elle devait être mariée contre son gré à un sexagénaire polygame.

Il y a quelques jours, elle était apparue dans un reportage télévisé. Elle y décrivait le sort des candidats réfugiés au *« Centre 127 bis »* proche de l'aéroport et les violences dont elle avait été victime en raison de ses refus d'embarquer. *« Des gardes poussaient partout sur mon corps et l'un d'eux pressait un oreiller sur mon visage »*, expliquait-elle alors.

Mardi, Sémira, entravée et menottée, est tombée dans le coma après un épisode similaire. Les Belges, effarés, ont découvert que la technique de l'oreiller faisait bien partie du vaste arsenal légal mis à la disposition des gendarmes.

La mort de la jeune Nigériane a mis en lumière d'autres cas de rapatriements violents, ainsi que les abus favorisés par une loi votée par les partis de la majorité socialiste et social-chrétienne.

POSITION INTENABLE

Le ministre de l'intérieur, un socialiste flamand, avait d'abord expliqué que l'Office des étrangers, chargé de l'examen des demandes d'asile, n'avait pas trouvé de raison d'accorder un permis de séjour à Sémira. En règle générale, les autorités belges ne retiennent plus, il est vrai, que des motifs d'ordre politique, et non humanitaire. D'où une forte diminution du nombre de réfugiés admis à séjourner dans le pays : leur nombre est passé de 27 000 en 1993 à quelque 11 000 en 1997.

M. Tobback a également estimé, dans un premier temps, que les forces de l'ordre avaient agi en respectant les règles applicables en pareil cas.

Sa position est vite devenue intenable après l'inculpation, mercredi 23 septembre, de deux gendarmes par un juge d'instruction bruxellois. L'un des agents de police s'était déjà rendu coupable de violences graves. Par ailleurs, un ancien membre du détachement de l'aéroport a affirmé dans la presse, sous couvert d'anonymat, que la violence était régulière lors des expulsions et était le fait de l'*« unité la plus fasciste de la gendarmerie »*.

Jeudi, aux alentours de 22 h 30, c'est donc un ministre de l'intérieur *« profondément choqué »* qui a remis son portefeuille, en estimant cette fois que la gendarmerie avait commis des fautes.

Cette démission, qui suit celle d'un autre ministre de l'intérieur, Johan Vande Lanotte, emporté, voici six mois, par les vagues de l'affaire Dutroux, handicape incontestablement une équipe ministérielle qui va devoir appliquer les réformes, dans la police et dans la justice, promises à l'opinion publique.

M. Tobback était l'une des plus fortes personnalités du gouvernement Dehaene. Le premier ministre formait avec lui un tandem flamand susceptible d'assurer la reconduction de l'actuelle majorité, après les élections prévues pour 1999.

Désormais, M. Dehaene risque bien de devoir affronter une nouvelle fronde de l'opinion, toujours prompte à reprocher au monde politique son imprévoyance et sa *« politique catastrophe »*, qui consiste à attendre que le pire survienne pour prendre des décisions.

Depuis la mort de Sémira Adamu, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu dans la capitale belge, à l'initiative notamment d'un Collectif contre les expulsions. Une centaine d'associations ont de plus appelé la population à participer, samedi 26 septembre, à une cérémonie d'hommage, qui se tiendra devant la cathédrale de Bruxelles. – *(Intérim.)*

SOCIAL Alors que s'ouvrent, vendredi 25 septembre, de nouvelles négociations dans le bâtiment sur le passage aux 35 heures, des signes multiples attestent une convergence d'intérêts entre FO et le CNPF. Les deux organisations font cause commune pour vider la loi Aubry de sa substance. ● CES NÉGOCIATIONS prennent valeur de test des nouvelles relations entre la CGT et la CFDT. En signe de bonne volonté, Louis Viannet aimerait que les cégétistes signent l'accord proposé par le patronat de l'artisanat. La fédération CGT, elle, hésite à suivre la consigne. ● LES PREMIERS ACCORDS signés, découlant de la loi sur les 35 heures, concernent 260 entreprises, selon le pointage le plus récent du ministère de l'emploi et de la solidarité. Dans l'attente de la deuxième loi Aubry, de nombreuses sociétés se plaignent d'être placées dans l'incertitude juridique.

FO et le CNPF font cause commune contre la loi Aubry

Alors que s'ouvrent de nouvelles négociations sur les 35 heures dans le bâtiment, la centrale syndicale et l'organisation patronale convergent pour vider le texte de sa substance. Marc Blondel infléchit sa stratégie dans l'espoir de faire rentrer la confédération dans le jeu social

« MARC BLONDEL semble lancer Force ouvrière dans une stratégie de reconquête de la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Et l'on ne peut que s'en féliciter : c'est le souhait de la majorité de nos adhérents », constatait tout récemment Jacques Lemercier, au vu des *« quarante propositions »* sur la Sécurité sociale rendues publiques par la confédération. Le « patron » de la fédération des PTT est pourtant considéré comme le principal opposant au secrétaire général de FO. Une stratégie de reconquête, soit. Et si cette stratégie passait, entre autres, par les 35 heures ? Si l'hostilité de principe de FO à la réduction du temps de travail sur laquelle s'appuie tactiquement le CNPF pouvait déboucher sur un soutien d'une partie du patronat à cette fameuse stratégie de reconquête qui mobilise toute l'énergie de Marc Blondel ?

Cette question taraude, depuis la rentrée, les partenaires sociaux. L'éventualité d'un *« deal global »* entre Force ouvrière et le patronat commence à agiter les esprits des autres organisations syndicales. L'attitude des fédérations FO dans les négociations de branche sur la réduction du temps de travail est désormais auscultée dans les moindres détails. Ainsi, vendredi 25 septembre, doit se tenir la deuxième réunion de négociation entre les fédérations patronales du bâtiment et des travaux publics et les syndicats. Lors d'une première séance, comme les dirigeants de ces deux grandes fédérations du CNPF l'avaient annoncé, leurs propositions s'inspiraient largement de l'*« accord national sur l'organisation du travail »* négocié, en juillet, par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), et signé par FO. Comme leurs homologues de la métallurgie, les deux fédérations patronales ont opéré une lecture minimaliste de la loi Aubry, réduite à l'article premier, celui qui rend obligatoire le passage aux 35 heures au 1er janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés. Et il n'est pas question d'embauches.

Quelle sera l'attitude de FO-bâtiment ? Pour la CFDT-construction, il ne fait pas de doute que FO n'a pas signé l'accord concurrent proposé par l'artisanat du bâtiment car elle s'apprête à rééditer avec les deux fédérations du CNPF le « coup » joué avec l'UIMM. L'accord dans la métallurgie est parfaitement assumé par FO, qui n'ignore pas qu'elle a offert une victoire symbolique au CNPF. Pour le patronat, en effet, l'accord UIMM, qui vise à vider la loi Aubry de son contenu, est une *« référence »*. FO, de son côté, plaide la pure logique syndicale. L'organisation fait valoir qu'elle a obtenu, en retour, le soutien de cette très influente fédération patronale sur l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), un dispositif de préretraite contre embauche *(lire ci-dessous)*. Dans le numéro de septembre de la revue de son organisation, Michel Huc, le « patron » de FO-métaux, se félicite de ce que *« le pouvoir d'achat des salaires »* ait été préservé à l'occasion de ces négociations de branche, et de ce que l'UIMM relancera dès le 28 septembre les discussions sur la revalorisation des salaires minimum, jusqu'à présent bloqués.



Si l'accord du patronat de la métallurgie est une référence pour le CNPF, il l'est également pour le secrétaire général de FO, Marc Blondel. Mercredi 23 septembre, ce dernier a défendu, conjointement avec le délégué général de l'UIMM, Denis Gautier-Sauvagnac, la politique *« contractuelle »* incarnée, selon eux, par l'accord dans la métallurgie. M. Blondel a souligné la *« responsabilité essentielle »* du patronat comme *« interlocuteur contractuel »*. M. Gautier-Sauvagnac, de son côté, lui a donné quitus, estimant que la *« concurrence généralisée »* et le fait que *« plus rien n'est acquis »* constituaient *« une raison de plus pour promouvoir plus que jamais cette politique contractuelle »*. FO et le CNPF se retrouvent ainsi sur le terrain de l'application des 35 heures.

INTÉRÊTS SUPÉRIEURS

Ces convictions communes s'ajoutent à une multiplicité de petits signes, d'attentions mutuelles, apparues dès le printemps dernier. *« M. Seillière est meilleur qu'il n'en a l'air »*, déclarait, en avril, M. Blondel après avoir certifié, quelques semaines auparavant, que le nouveau président de la confédération patronale n'était pas l'homme de ses déclarations. Puis, le 26 mai, reçu par le nouveau président du CNPF, qui inaugurait ainsi une série de rencontres avec les responsables syndicaux, M. Blondel se félicitait de ce que le CNPF fût prêt à clarifier les contours du paritarisme. Faisant allusion au régime d'assurance-maladie, il soulignait : *« Le patronat est décidé à faire le ménage dans tout cela. Il semble d'accord avec nous pour garder sous notre contrôle direct toute une série de choses qui risqueraient à plus ou moins long terme d'être avalées par les orientations gouvernementales. »* Par ailleurs, il obtenait l'engagement du CNPF d'examiner, dès septembre, le fameux dossier de l'ARPE.

Précisément, il y a une semaine, au cours d'un conseil exécutif du CNPF, Denis Kessler, le futur numéro un *bis* de l'organisation patronale, a expliqué son hostilité de principe à l'extension de l'ARPE, tout en indiquant que des raisons stratégiques supérieures – le rapprochement avec FO – plaidaient, toutefois, en faveur de l'examen du dossier. Président de la Fédération française des sociétés d'assurance, M. Kessler, tirant un bilan très critique de la situation actuelle, est l'un des plus farouches opposants au maintien du CNPF dans la gestion du régime d'assurance-maladie. Ces derniers temps, le président de la commission des affaires sociales du CNPF, Georges Jollès, qui plaide pour la poursuite de l'expérience de cogestion des caisses avec la CFDT, est apparu plus isolé. Ces mouvements ne peuvent qu'être suivis de très près à FO. Et si les grandes manœuvres avaient commencé...

Caroline Monnot

L'ARPE a permis 95 000 embauches

● **Dispositif** : née d'un accord interprofessionnel du 6 septembre 1995, signé par le patronat et tous les syndicats, l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) permet à des salariés ayant totalisé quarante ans de cotisations de retraite de cesser leur activité à partir de 58 ans, à condition que leur départ soit compensé par une embauche. Reconduit en décembre 1996, le dispositif, financé par l'assurance-chômage, arrive à expiration à la fin de l'année.

● **Coût** : pour un salarié bénéficiant de l'ARPE, le coût est d'environ 120 000 francs par an. Au 30 avril 1998, près de 105 000 personnes ont bénéficié du dispositif, et les Assedic ont recensé près de 95 000 embauches compensatrices. L'engagement global des dépenses s'élève à 21,8 milliards de francs, dont 12,1 milliards déjà employés.

● **Élargissement** : FO souhaite élargir ce dispositif aux salariés qui ont commencé à travailler à 14 et 15 ans. Le CNPF, qui doit prendre, le 1er octobre, la présidence de l'Unedic, met des conditions à cet élargissement : baisse du taux d'indemnisation des salariés concernés – l'allocation versée correspond actuellement à 65 % du salaire brut, soit 75 % du salaire net ; ou réduction de la durée de l'indemnisation ; ou encore prise en charge d'une partie du coût supplémentaire par les pouvoirs publics, hypothèse qu'avait évoquée le premier ministre lors de la conférence nationale sur l'emploi, le 10 octobre 1997.

Louis Viannet n'est pas sûr d'être entendu par ses troupes dans le bâtiment

APRÈS la CFDT, puis la CFTC, la CGT signera-t-elle l'accord sur les 35 heures proposé par le patronat membre de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb). *« Aujourd'hui, je suis beaucoup moins enthousiaste »*, indique Robert Brun, le responsable de la fédération CGT-construction. *« L'accord dit de manière explicite que c'est l'employeur et lui seul qui choisit la modalité de réduction du temps de travail parmi les quatre schémas proposés. Nous craignons que les entreprises ne proposent que la quatrième option, celle qui prévoit une forte annualisation »*, explique-t-il.

La CGT-construction ne rendra pas son verdict avant le 12 ou le 13 octobre. C'est que l'affaire n'est pas simple. Estimant que les propositions de la Capeb sont plus favorables que celles défendues par le CNPF, la direction confédérale cégétiste, son secrétaire général, Louis Viannet, en tête, souhaite vivement une signature et l'a fait savoir, tout en se gardant d'intervenir avec trop d'insistance auprès de sa fédération.

Le contexte est celui de la politique de rapprochement avec la CFDT souhaitée par Louis Viannet dans l'espoir que celle-ci favorise l'entrée de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES). Au printemps dernier, après les prises de contact ayant eu lieu entre les deux confédérations, le bureau national de la CFDT, tout en prenant acte que *« la position de la CGT sur l'Europe était stabilisée »*, a lié l'entrée à la CES de la centrale de M. Viannet à la *« normalisation des rapports CFDT-CGT sur le territoire français »*, condition assortie de deux demandes : primo, la CFDT doit cesser d'être la *« cible privilégiée »* de la CGT ; secundo, la CGT doit *« afficher son évolution »* sur des terrains concrets.

Des terrains concrets ? La CGT a suggéré que la réduction du temps de travail constitue un laboratoire. Ainsi, lors des négociations dans la métallurgie, en juillet, les fédérations CGT et CFDT ont établi un front commun contre les propositions patronales, dénonçant d'une seule voix *« un détournement de la loi Aubry »*. La CFDT veut, cependant, aller au-delà d'un simple front du refus et presse désormais la CGT de prouver sa volonté de *« sortir du syndicalisme du "non" »* en ratifiant des accords. Pour la confédération de Nicole Notat, la négociation avec la Capeb a donc pris valeur de test. *« Si la CGT est signataire de* [cet] *accord, ce sera un signe significatif de son évolution »*, a récemment souligné Mme Notat.

Depuis, l'annulation par la cour d'appel de Paris de l'accord sur les 32 heures à EDF, à la demande de la CGT et de FO, a été perçue comme une agression par la CFDT, qui, elle, l'avait approuvé. La direction confédérale de la CGT, par souci d'apaisement, pourrait donc être tentée de faire un geste sur la Capeb. Reste à savoir comment tranchera sa fédération.

C. M.

Les amitiés hétéroclites de Marc Blondel

MARC BLONDEL a renoué le dialogue avec Jacques Chirac. Soupçonné jusque dans sa propre confédération d'avoir roulé, lors de l'élection présidentielle, en 1995, pour le candidat du RPR, le secrétaire général de Force ouvrière s'était ensuite fâché avec le président de la République, au moment du plan Juppé sur la Sécurité sociale, lui reprochant de lui avoir *« menti »*. Depuis, les ponts ont été rétablis. M. Blondel est reçu régulièrement par M. Chirac. Il se montre compréhensif vis-à-vis d'un chef de l'Etat obligé d'affronter le gouvernement, faute de pouvoir compter sur son propre parti, et n'est pas loin de partager les critiques présidentielles contre la loi sur les 35 heures.

Le « patron » de FO compterait-il sur un soutien de M. Chirac pour reconquérir, à terme, la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie ? L'entourage de M. Blondel se défend d'une telle stratégie, sachant par ailleurs que le chef de l'Etat ménage ses relations avec la CFDT de Nicole Notat. Avec la même énergie, il écarte l'idée de reproduire le scénario d'une autre « cohabitation », celle de 1989 : à peine arrivé à la tête de FO, M. Blondel avait alors joué de ses bons rapports avec François Mitterrand pour en faire un recours face à Michel Rocard, dont il désapprouvait la politique. On se souvient encore, à FO, des soupçons de Matignon quand M. Blondel avait obtenu du président, en 1990, l'engagement de négocier une nouvelle grille salariale dans la fonction publique. Cela avait été perçu comme une mauvaise manière faite au premier ministre pour le placer dans l'embarras avant le fameux congrès de Rennes...

> « Il n'y a plus qu'un seul socialiste, c'est moi », dit-il parfois quand il est en colère

FO s'efforce d'afficher des rapports « cordiaux » avec tous ses partenaires politiques « républicains », – même si elle a peu de contacts avec l'opposition –, qu'il s'agisse du président, du premier ministre, du gouvernement ou du Parti socialiste. Toujours membre du PS, dans une section de l'Hérault où il côtoie Claude Allègre, – *« "il n'y a plus qu'un seul socialiste, c'est moi", dit-il parfois quand il est en colère »*, raconte un de ses proches –, M. Blondel a noué de bonnes relations avec François Hollande. S'il a toujours ses vieux copains, comme Pierre Mauroy et Michel Delebarre, il a préservé son amitié pour Julien Dray – la gauche socialiste est totalement en phase avec FO sur la Sécurité sociale –, conservé son animosité contre la « deuxième gauche » et les *« sociaux-libéraux »*, gardé des liens, plus épisodiques, avec Henri Emmanuelli. Il sait surtout gré au PS, auquel il ne cache pas ses désaccords, de ne pas se mêler des affaires de FO. Et... réciproquement.

Vis-à-vis du gouvernement, M. Blondel se montre en revanche très critique, insatisfait d'une politique jugée pas assez keynésienne, trop engoncée dans les contraintes de Maastricht, trop attentiste. Bref, il n'hésite pas, comme Alain Bocquet, à reprocher à Lionel Jospin de *« penser déjà »* à l'élection présidentielle en se plaçant dans une *« situation de gestion »* et non de *« réforme »*.

Pour autant, le secrétaire général de FO se félicite de la *« méthode de concertation »* du premier ministre, qui lui semble aux antipodes de celle d'Alain Juppé. Régulièrement, et sans publicité, il rencontre M. Jospin et les principaux ministres. Rompant avec la pratique d'André Bergeron, de 1981 à 1984, il accepte même de voir les ministres communistes, comme Jean-Claude Gayssot, qu'il a rencontré *« avec les copains de la fédération des transports »*.

Michel Noblecourt

Les entreprises se plaignent des incertitudes juridiques

SELON le dernier pointage du ministère de l'emploi et de la solidarité, environ 260 entreprises ont d'ores et déjà signé un accord Aubry, anticipant le passage aux 35 heures. Yves Barou, directeur adjoint du cabinet de Martine Aubry, qui est intervenu jeudi 24 septembre au cours d'un colloque organisé par *Liaisons sociales*, a indiqué que la répartition de ces accords correspondait au poids de chaque secteur d'activité dans l'économie. Les entreprises ne se détermineraient donc pas par rapport à la décision de leur branche professionnelle de négocier ou non sur ce chapitre. Pour la première fois, M. Barou a indiqué quelle était la part respective des deux effets induits de la réduction du temps de travail : la productivité et l'emploi. Selon les premiers accords, une réduction moyenne de 11,4 % du temps de travail entraîne une augmentation d'emplois de 7,5 % et un gain de productivité de 4 %.

Au cours de ce colloque, Catherine Barbaroux, directrice générale d'Entreprise & Personnel, un institut d'études au service d'entreprises adhérentes, a estimé que si certains points clés étaient maîtrisés, comme le passage en base annuelle ou les expérimentations sous évaluation, d'autres points clés restaient *« incertains, voire difficiles »*.

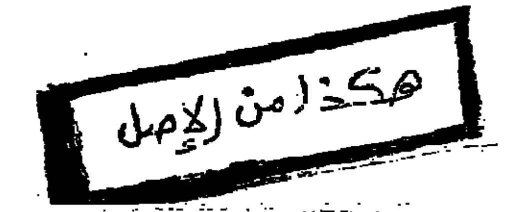
Parmi ces derniers : les modalités juridiques de la réduction du temps de travail, le décompte des horaires, le temps de travail des ingénieurs et cadres, la compensation salariale, les modalités de négociation, la pluriannualisation à travers le compte épargne-temps. Alors que plusieurs entreprises se sont plaintes de l'insécurité juridique dans laquelle elles se trouvent tant que la deuxième loi Aubry n'est pas adoptée, M. Barou a donné peu de précisions. Sur des questions aussi importantes que le temps de travail des cadres, le contingent des heures supplémentaires, le lien entre les temps partiels et les temps pleins (juridiquement, un temps partiel ne peut pas excéder 80 % d'un temps plein), l'annualisation des horaires, *« rien n'est décidé »*, a-t-il confirmé. Interrogé par Christophe Boulay, directeur des rédactions de *Liaisons sociales*, M. Barou a reconnu qu'il n'est même pas certain que les accords signés soient entérinés. *« Dans la deuxième loi, il y aura des dispositions d'ordre public sur la durée maximale des horaires, les congés payés, le contingent des heures supplémentaires... qui s'imposeront à toutes les entreprises. Il faudra que celles qui ont signé des accords antérieurement s'y plient. »*

Ballottées entre des instances patronales, comme l'UIMM, qui leur conseillent de ne rien faire, et le ministère de l'emploi, qui leur recommande d'anticiper pour orienter la deuxième loi, la grande majorité des entreprises hésitent.

Frédéric Lemaître

L'édition dénonce sa convention collective

Le Syndicat national de l'édition (SNE) a dénoncé, jeudi 24 septembre, sa convention collective nationale. Ce syndicat regroupe *quatre cents entreprises*. Si trois cents d'entre elles emploient moins de vingt personnes, deux – Hachette et Havas – occupent à elles seules plus de la moitié des treize mille salariés du secteur. Pour les syndicats, *ce n'est pas une surprise*. Après deux ans de négociations, les employeurs estiment nécessaire une dénonciation pour rediscuter les points suivants : l'annualisation du temps de travail, le statut des travailleurs à domicile, *certains dispositifs comme* l'assurance-maladie, les primes d'ancienneté et les indemnités de licenciement. Parallèlement, le SNE souhaite engager des négociations de branche sur les 35 heures. Une démarche que la CFDT, seul syndicat à avoir réagi, qualifie d'*« astuce »*.



contre la loi Aubry

M. Quilès demande l'arrêt du projet de redéploiement police-gendarmerie

ANCIEN MINISTRE de la défense et ancien ministre de l'intérieur, Paul Quilès (PS) demande l'arrêt du projet gouvernemental de redéploiement des forces de police et de gendarmerie, ainsi que l'ouverture d'une négociation, dans un entretien publié vendredi 25 septembre dans *La Dépêche du Midi*. *« Ce projet n'est pas bien ficelé, il fait l'unanimité contre lui »*, déclare M. Quilès, en affirmant qu'on ne peut *« élaborer une politique de sécurité sans une réelle concertation »*.

« Le mécontentement est général. Mieux vaut arrêter tout de suite, faire un moratoire et reprendre tous ensemble la discussion pour élaborer un vrai plan cohérent », ajoute le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui évoque le *« risque d'ouvrir la porte à une dérive démagogique, au corporatisme, aux affrontements plus ou moins larvés entre policiers et gendarmes, à une opposition entre urbains et ruraux »*. Une quarantaine de députés socialistes, dont certains ont été reçu place Beauvau, mardi 22 septembre, se sont mobilisés contre ce plan de rédéploiement *(Lire aussi page 13)*.

La CSMF estime que le gouvernement a déclaré la guerre aux médecins

LE PRÉSIDENT de la confédération des syndicats médicaux français prévient que si Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, ne retire pas le dispositif de sanctions mis en place dans le cadre du projet de loi de financement de la « Sécu » (*Le Monde* du 23 septembre), il estimera que *« le gouvernement a déclenché la guerre »*. Dans un entretien publié vendredi 25 septembre par *Le Quotidien du Médecin*, Claude Maffioli se dit *« prêt à s'engager sur les outils »* d'une maîtrise des dépenses d'assurance-maladie à condition que Mᵉ Aubry *« retire »* la clause prévoyant une contribution des médecins en cas de dépassement des objectifs de dépenses votés par le Parlement.

Le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Jean-Marie Spaeth (CFDT), qui constate *« des divergences importantes »* entre les caisses et les médecins, et entre les praticiens eux-mêmes, sur le renouvellement des conventions médicales annulées en juin par le Conseil d'Etat, a engagé une série d'entretiens avec les cinq syndicats médicaux représentatifs.

DÉPÊCHES

■ **PHARMACIENS : le gouvernement et deux syndicats de pharmaciens** (l'Union nationale des pharmacies de France et la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France) ont signé, jeudi 24 septembre, un protocole d'accord prévoyant des réformes importantes : droit de remplacer par un générique un médicament princeps prescrit par le médecin, révision du mode de rémunération *« à coût constant pour l'assurance-maladie »*, adaptation du régime de création des officines (regroupements), modernisation de la formation des pharmaciens, participation de la profession au déploiement de Sesam-Vitale, la carte à puce qui va remplacer les feuilles de « Sécu ». Un texte de loi permettra aux pharmaciens de passer, comme les autres professions de santé, une convention avec l'assurance-maladie.

■ **HÔPITAUX : des discussions vont s'ouvrir entre le gouvernement** et les anesthésistes, notamment sur un repos compensateur au lendemain des gardes de nuit, a indiqué, jeudi 24 septembre, le secrétariat d'Etat à la santé. Lors d'une rencontre avec les syndicats d'anesthésistes, Bernard Kouchner a jugé cette revendication *« légitime en termes de sécurité des patients »*. Les anesthésistes des hôpitaux et de cliniques étaient en grève des soins non urgents, les 24 et 25 septembre, pour réclamer de meilleures conditions de travail.

■ **CORSE : Jean Glavany (PS) a déclaré**, vendredi 25 septembre sur Europe 1, que la commission d'enquête parlementaire sur la Corse, qu'il a présidée, avait relevé *« de graves lacunes dans la gestion des fonds du RMI »* sur l'île. M. Glavany était interrogé après la mise en cause du député de Corse José Rossi (DL) pour la gestion des fonds du RMI en Corse-du-sud.

■ **CONSOMMATION : les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en août**, selon les chiffres définitifs publiés vendredi 25 septembre par l'Insee. En un an, la hausse s'élève à + 0,7 %.

Amélioration de l'état de santé de M. Chevènement

L'ÉTAT DE SANTÉ du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, *« continue de s'améliorer »*, a fait savoir, jeudi 24 septembre, l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, dans un communiqué laconique. *« L'état général, et notamment rénal, nécessite encore des soins en milieu spécialisé et protégé »*, ajoute le communiqué. Enfin, il est précisé que *« la ventilation assistée n'est plus nécessaire »* et que Jean-Pierre Chevènement *« a repris une élocution normale »*, confirmant ainsi que les médecins lui ont retiré la sonde d'intubation qui lui permettait de respirer.

De son côté, Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a déclaré, jeudi, que l'état de santé de M. Chevènement a connu des *« progrès sensibles »* au cours des derniers jours. Il a cependant tempéré son optimisme en déclarant : *« C'est long, il y a des avancées, il y a des périodes où son état reste stationnaire (...) Le drame qui l'a frappé n'est pas quelque chose de simple et de léger, donc il faut réaliser qu'il est toujours en réanimation. »*

Laurent Fabius juge que le gouvernement prend des risques face à la conjoncture

L'ancien premier ministre plaide de nouveau pour une réduction de la dette et des impôts

Laurent Fabius a félicité Lionel Jospin, jeudi 24 septembre, pour ses *« choix économiques pertinents »*, qui *« ont amplifié les effets positifs de la donne internationale »*. Il suggère néanmoins des inflexions de la politique économique du gouvernement, à laquelle il reproche un manque de *« capacités d'évolutivité par rapport aux possibles aléas à venir »*, et regrette l'insuffisance de la réduction de la dette et des impôts.

LAURENT FABIUS persiste et signe. Avec sa méthode habituelle – un compliment sobre, une critique sous-jacente et un conseil appuyé –, l'ancien premier ministre salue la politique économique de Lionel Jospin, mais marque, plus fortement qu'à l'accoutumée, ses différences. Devant la Société d'économie politique, jeudi 24 septembre, le président de l'Assemblée nationale n'a pas présenté une politique économique de rechange en bonne et due forme, mais il en a esquissé les contours.

Après avoir mis en garde contre *« tout excès »*, d'optimisme ou de pessimisme, quant à l'incidence des crises financières en Russie, en Asie et en Amérique latine, M. Fabius souligne que la politique économique du gouvernement *« commence à porter ses fruits »*, avec une croissance *« plus saine qu'auparavant »*, tirée par la consommation et l'investissement. Avocat de la semaine à la carte de quatre jours, il ne dissimule pas son scepticisme sur l'effet emploi des 35 heures : il *« dépendra beaucoup du rythme de la croissance, qui permettra d'amortir plus ou moins facilement les coûts »*, estime-t-il.

L'*« orientation positive »* du gouvernement pose, selon M. Fabius, *« au moins deux questions »* : *« L'embellie de notre PNB n'aurait-elle pas pu être utilisée davantage pour faire baisser la dette et baisser les impôts ? »*, interroge-t-il, avant d'exprimer l'autre en termes affirmatifs : *« Le projet de loi de finances ne renferme que peu de capacités d'évolutivité par rapport aux possibles aléas à venir. »* L'ancien premier ministre souligne que les résultats sont *« encore insuffisants dans la bataille centrale »* contre le chômage et que la crise internationale impose *« un certain nombre de réflexions »*.

« Aujourd'hui, martèle-t-il, *il faut tout mettre en œuvre pour soutenir la croissance, qui est la véritable arme de guerre contre le chômage, et pour enrichir le contenu en emplois de cette croissance... » « Cela passe, à la fois, par une politique conjoncturelle adaptée et par des réformes de fond »*, ajoute-t-il, en suggérant qu'elles fassent l'objet d'un *« cadrage général »* entre le gouvernement et les partenaires économiques et sociaux. Partisan d'un abaissement *« au maximum »* des taux d'intérêt réels en Europe, M. Fabius reprend son antienne sur la baisse des charges fiscales autour d'un double objectif : *« revenir au niveau de prélèvements qui était le notre jusqu'en 1993 »*, un peu au-dessus de 43 % du PIB ; *« consacrer chaque année à la baisse des impôts et des charges entre le tiers et la moitié des surplus fiscaux générés par la croissance »*.

MAUVAIS POINT

Toujours favorable à des allègements *« durables »* sur les bas salaires et à l'élargissement de l'assiette des cotisations patronales, M. Fabius décerne un mauvais point à Dominique Strauss-Kahn sur sa réforme de la taxe professionnelle dans le projet de budget 1999 – qui *« n'est peut-être pas, quoi qu'on prétende, le meilleur instrument »* pour alléger les charges – et un avertissement à Martine Aubry : *« La voie consistant, par compensation, à surcharger les emplois qualifiés me paraît une impasse. »*

Toujours partisan de la mise en place de *« fonds partenariaux de retraite »*, mobilisant une épargne longue, M. Fabius salue, au diapason du bureau national du PS, la création d'un fonds de réserve dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (*Le Monde* des 22 et 23 septembre). Là aussi, le compliment est agrémenté d'une mise en garde. *« Le problème est, d'une part, de l'alimenter, pour qu'à terme, il puisse dégager des sommes suffisantes, d'autre part, de ne pas donner le sentiment qu'il constitue une solution permettant d'éviter par ailleurs tout effort. »* Enfonçant le clou, M. Fabius prévient que sur le financement des retraites, *« nous n'éviterons ni les efforts ni certaines remises en cause »*.

Michel Noblecourt

Les socialistes démentent toute « stratégie présidentielle »

S'AGIT-IL, comme l'a dit Jean Glavany, d'une *« campagne politique »* au sein de la gauche « plurielle » ? Pour la deuxième fois depuis son arrivée à Matignon, en juin 1997, Lionel Jospin doit démentir les pensées qu'on lui prête. Non, il ne songe pas à 2002. Non, il n'a pas une « stratégie présidentielle ». Depuis que, le 22 septembre, devant les parlementaires communistes, Alain Bocquet, président du groupe PC de l'Assemblée nationale, s'est demandé *« si la stratégie présidentielle de Lionel Jospin »* ne conduisait pas le gouvernement à des *« mesures économiques et sociales timorées »*, la querelle est ouverte.

Ce ne sont en effet pas moins de cinq personnes – Daniel Vaillant, François Hollande, Jean Glavany, après Jean-Claude Gayssot et Georges Sarre – qui se sont senties obligées de jouer les témoins de moralité du du premier ministre. Après le ministre communiste des transports (*Le Monde* du 25 septembre), M. Sarre, qui assure l'intérim de Jean-Pierre Chevènement à la tête du Mouvement des citoyens, estime que parler d'une *« démarche de premier ministre "présidentiable"* [lui] *paraît mal connaître et Lionel Jospin, et la réalité d'aujourd'hui »*. Juste avant, devant les députés du MDC réunis à huis clos, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, avait démenti toute *« stratégie présidentielle »* et expliqué que *« quand on est au gouvernement, on gouverne »*.

« PLUS DE COHÉRENCE »

Jeudi, sur RMC, le premier secrétaire du PS, François Hollande, s'est refusé à *« toute mise en garde »* ; il a simplement souligné le danger, pour le PCF, d'*« insis*[er] *davantage sur les différences que sur les convergences »* et souhaité *« plus de cohérence »*. Vendredi matin, sur Europe 1, Jean Glavany, membre du secrétariat national du PS, a répondu plus directement à M. Bocquet et à Robert Hue. *« Lionel Jospin sait d'une manière très formelle que tout premier ministre qui oublierait de gouverner, de faire son travail de premier ministre pour se consacrer à l'avance, trop tôt, à une campagne présidentielle se condamne automatiquement »*, a expliqué M. Glavany. Sur RTL, M. Bocquet a voulu jouer au plus fin : *« Il n'est pas tellement iconoclaste de dire qu'un premier ministre a une stratégie présidentielle (...). Je trouve tout à fait naturel et, même, sympathique qu'un premier ministre pense un jour à devenir président de la République. »*

Déjà, au printemps, M. Jospin avait dû rapeler ses troupes à l'ordre. Elisabeth Guigou avait alors parlé de Jacques Chirac comme d'un justiciable comme les autres. Le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, avait évoqué une élection présidentielle anticipée et assuré que le premier ministre était *« le candidat naturel des socialistes »* (*Le Monde* du 19 mai). Le 7 juin, François Hollande, au « Grand jury RTL-*Le Monde*-LCI », le 7 juin, avait expliqué que, lors de ses tête-à-tête avec M. Jospin, il n'était *« jamais question de l'élection présidentielle »*. Y penser beaucoup, n'en parler jamais ? *« C'est peut-être la meilleure façon de s'y préparer »*, avait répondu, malicieux et pas dupe, le député de Corrèze.

Ariane Chemin

M. Juppé appelle à l'union de la droite derrière M. Chirac

TOUS DERRIÈRE et lui devant. Dans un entretien publié par *Le Point* daté du 26 septembre, Alain Juppé affirme qu'*« il n'y a pas de salut pour l'opposition en dehors d'un travail en confiance avec le président »*. *« Si j'ai un rôle à jouer et une influence à exercer, je le ferai dans ce sens »*, précise-t-il. L'ancien président du RPR donne encore ce conseil : *« Il est impératif que* [l'opposition] *s'unisse davantage. Sous quelle forme, je n'en sais rien – fédération, confédération, alliance, etc. Mais il n'y a pas d'alternance possible s'il n'y a pas une force rassemblée autour de quelques idées communes. »*

Mis en examen dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, M. Juppé sait qu'il est durablement handicapé. *« Je me prépare à une longue épreuve »*, dit-il. Interrogé sur sa candidature éventuelle aux élections européennes, il répond dans la même veine : *« Ça ne serait pas pour moi la bonne façon d'être utile. »* Il ne désespère pas toutefois de bénéficier, un jour, du crédit de l'opinion publique : *« L'Histoire est faite de retournements spectaculaires. »*

L'ancien premier ministre poursuit d'ailleurs son autocritique. M. Juppé dit ainsi avoir *« commis des erreurs »* lors de son passage à l'Hôtel Matignon. *« J'ai eu parfois des formules malheureuses parce qu'elles étaient insuffisamment réfléchies. On me présente comme un monstre froid. En fait, je me laisse aller parfois à trop de spontanéité. »* M. Juppé cite en exemple deux *« formules maladroites »*, lorsqu'il avait proposé de *« dégraisser la fonction publique »* ou affirmé que *« Thomson multimédia ne valait rien »*. Le maire de Bordeaux reconnaît aussi avoir *« trop chargé la barque »* en matière de réformes, à la fin de 1995. Il a enfin *« sous-estimé l'impact psychologique »* de la hausse de la TVA à l'été de cette même année.

Alors qu'au lendemain de l'annonce de sa mise en examen Philippe Séguin avait pris le risque politique de réclamer une forme d'amnistie pour les délits commis par les responsables politiques entre 1998 et 1995 en matière de financement des partis, M. Juppé prend ses distances avec son successeur à la tête du RPR. *« Légiférer pour apurer le passé, les Français y sont-ils prêts ? »*, s'interroge-t-il. De même, l'ordre dans lequel il cite les différentes formes d'organisation que devrait adopter l'opposition – *« fédération, confédératrion, alliance »* – n'est pas neutre. M. Juppé se fait là le porte-parole du président de la République, qui considère que la création de L'Alliance pour la France est une étape encore insuffisante dans le rassemblement de la droite.

De son côté, le chef de l'Etat continue de s'entretenir régulièrement avec les dirigeants de l'opposition. Jeudi 24 septembre, il a ainsi reçu Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), qui s'est déclaré, à la sortie de cet entretien, favorable à l'émergence d'une *« grande formation unique de l'opposition »*. Interrogé par l'AFP au sujet des informations publiées dans nos colonnes sur la stratégie de M. Chirac (*Le Monde* du 25 septembre), M. Séguin a déclaré que *« tous les efforts pour dresser le RPR contre le chef de l'Etat sont voués à l'échec »*.

CORRESPONDANCE

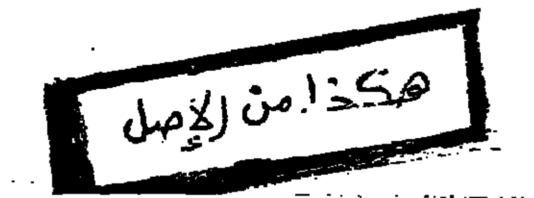
Une lettre de l'UNI

A la suite de la publication d'un article consacré à l'exploitation politique de l'affaire de la MNEF (Le Monde *du 25 septembre), l'UNI nous a fait parvenir la mise au point suivante :*

L'article laisse entendre que l'UNI aurait été mêlée *« via le CNOUS »* (sic) aux malversations dont la MNEF est accusée et qui font l'objet de poursuites judiciaires, ce qui porte gravement atteinte à l'honneur et à la considération du mouvement, de ses militants et de ses adhérents.

1) Les *« dégâts tous azimuts »* que risque d'entraîner l'affaire MNEF et sur lesquels l'UNI a attiré l'attention de tous ses interlocuteurs *(...)* sont la disparition possible du régime étudiant de la sécurité sociale et par conséquent de l'ensemble des mutuelles étudiantes. Les pouvoirs publics se priveraient alors d'interlocuteurs indispensables *(...)*.

2) Toute personne connaissant un tant soit peu le fonctionnement de l'éducation nationale sait que l'UNI est présente au conseil d'administration du CNOUS dans le collège des élus étudiants et entretient donc, ni plus ni moins, des relations avec l'ensemble des membres élus ou nommés de ce conseil. Vouloir insinuer que, par ce biais, l'UNI aurait des *« intérêts communs »* avec la MNEF est, dans le contexte actuel, diffamatoire tant pour l'UNI que pour le CNOUS.



ÉDUCATION **L'école primaire est-elle vraiment efficace ? C'est à cette vaste question que l'inspecteur général Jean Ferrier tente de répondre dans un rapport que lui avait commandé, en novembre 1997, Ségolène Royal, ministre déléguée aux enseignements scolaires. ● DANS ce document, M. Ferrier rappelle qu'à l'entrée du CE2, le pourcentage des élèves en difficulté peut atteindre 17 %. Partant de ce constat, le rapporteur brise l'image d'Epinal dont bénéficie la maternelle française dont la fonction, selon lui, n'est pas toujours *clairement* établie. ● AU TOTAL, M. Ferrier suggère d'enraciner dans l'école la culture de l'évaluation qu'il souhaite voir étendue et de mettre en place des programmes moins abstraits, *« contraignants mais réalistes »* ou de créer un *« brevet des écoles »* avant l'entrée en sixième.**

Jean Ferrier préconise de renforcer l'évaluation des élèves du primaire

L'inspecteur général a rédigé, à la demande de la ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségolène Royal, un document visant à évaluer l'efficacité réelle de l'école primaire. Il préconise la mise en place de programmes moins abstraits

EN DIX ANS, l'école primaire aura fait face à un déluge de « plans-lecture », expérimenté de nouveaux rythmes scolaires, tenté de s'organiser en cycles et de monter des projets d'établissement, toiletté ses programmes, fait connaissance avec les emplois-jeunes, accueilli les langues vivantes et deux vagues d'ordinateurs, tandis que ses maîtres se transformaient en professeurs des écoles surdiplômés. Pour autant, est-elle vraiment efficace ?

La question méritait d'être posée en dehors du débat passionné entre les défenseurs à tout crin de l'école primaire *« la meilleure du monde »* et ses détracteurs qui assurent que *« les enfants ne savent plus lire, ni écrire, ni compter »*. La ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségolène Royal, a donc demandé à l'inspecteur général Jean Ferrier, par une lettre de mission du 26 novembre 1997, de se pencher sur l'efficacité des évaluations nationales conduites depuis bientôt dix ans en CE2 et en sixième et d'examiner les conséquences des « aménagements du temps de l'enfant » sur la réussite scolaire.

L'ancien directeur des écoles Jean Ferrier – en poste alors que Lionel Jospin était ministre de l'éducation –, s'est acquitté de sa tâche *sans complaisance. Rappelant* qu'à l'entrée du CE2, le pourcentage des élèves en très grande difficulté peut aller jusqu'à 17 %, et 10 % en sixième, l'inspecteur général écrit : *« si l'opération nationale d'évaluation d'où ces chiffres sont issus est considérée comme valide et pertinente, alors l'institution ne peut méconnaître qu'à l'issue de l'école primaire, la situation est alarmante »*. L'alternative est donc simple : si les évaluations ne sont pas fiables, il convient de faire cesser *« une opération coûteuse en temps et en moyens financiers »*.

Ce n'est évidemment pas la voie choisie, d'autant plus, fait valoir M. Ferrier, que le relâchement de la pression démographique doit permettre d'agir aujourd'hui avec plus d'efficacité. Du début des années 60 au milieu des années 90, le nombre d'emplois du premier degré public a augmenté, passant de 226 400 à 310 800, alors que les écoles ont perdu 1,6 million d'élèves. Parallèlement le nombre d'élèves par classe a baissé.

Les performances en lecture et en calcul

ÉVALUATION DES ÉLÈVES DE 6ᵉ EN 1997

- MAÎTRISENT DES CONNAISSANCES APPROFONDIES OU REMARQUABLES DANS L'UN OU L'AUTRE DOMAINE, OU DANS LES DEUX : 39,4 %
- NE MAÎTRISENT LES COMPÉTENCES DE BASE DANS AUCUN DOMAINE : 9,6 %
- MAÎTRISENT UNIQUEMENT LES COMPÉTENCES DE BASE DANS L'UN OU L'AUTRE DOMAINE, OU DANS LES DEUX : 51 %

L'évaluation conduite en début d'année de 6ᵉ depuis près de dix ans mesure les performances des élèves à l'issue de l'école primaire.

Jean Ferrier brise tout d'abord l'image d'Epinal dont bénéficie la maternelle française, celle que le monde entier est censé nous envier. Entre jeu, apprentissages et garderie, la fonction de l'école préélémentaire n'est pas toujours clairement établie. Que doivent apprendre les enfants, à quel moment leurs apprentissages sont-ils compromis ? Sans amener l'école maternelle à un niveau d'exigence qui en ferait la « vraie » école, Jean Ferrier propose d'établir des *« indicateurs d'alerte »* des *« points de vigilance particuliers »*, qui aideraient les enseignants à dépister précocement les problèmes. Il suggère aussi que les professeurs des écoles qui se destinent à enseigner en maternelle reçoivent une formation spécifique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Enfin – et la proposition fera grincer des dents – M. Ferrier suggère que les compétences acquises par les enfants soient *évaluées à l'entrée du cours* préparatoire.

Une autre évaluation devrait avoir lieu en fin d'école primaire. L'inspecteur général suggère que l'on crée un « brevet des écoles », dont le résultat n'entrerait en rien dans le passage au collège. Il ne s'agit pas, bien sûr, de rétablir l'examen d'entrée en sixième. Mais ce « brevet », qui porterait sur un large nombre de matières étudiées à l'école, aurait notamment pour fonction de redonner leur valeur à des disciplines, autres que le français et le calcul, souvent négligées. Ainsi l'école, qui balance entre le modèle *« instrumental »* du lire-écrire-compter et un modèle « touristico-pédagogique », retrouverait-elle un équilibre.

Par ailleurs, cette évaluation finale permettrait peut-être de remédier à la dilution du temps scolaire constatée par Jean Ferrier. *Outre le fait que celui-ci a diminué* d'année en année, des études récentes ont montré que les horaires étaient éminemment variable d'un enseignant à l'autre. Le temps dévolu au français et aux mathématiques varie ainsi du simple au double. *Comment s'étonner,* explique le rapport que *« la qualité des apprentissages et les progrès des élèves* [soient] *en relation directe avec le temps consacré à ces apprentissages »* ? Il souligne de surcroît une *« dérive qualitative »*, car *« le temps scolaire est aussi grevé par le nombre croissant de sorties scolaires »*.

A cela s'ajoutent *« les délégations abusives de compétences faites à des intervenants extérieurs »*. Bien loin de vouloir une école fermée au monde extérieur, l'inspecteur général Ferrier souligne que les interventions autres que celles du maître se sont multipliées dans les écoles sans que le bénéfice qu'en tirent les enfants en soit systématiquement mesuré.

> **Entre jeu, apprentissages et garderie, la fonction de l'école préélémentaire n'est pas toujours clairement établie**

« L'école dérive : ici ou là le temps des apprentissages est érodé par le laxisme de l'organisation, des disciplines sont abandonnées, les adultes sont de plus en plus nombreux dans l'école, ce qui ne rend pas facile la structuration des repères et des savoirs, le scolaire se dilue dans le social, voire dans le récréatif », assène M. Ferrier.

Pour faire bonne mesure, les programmes *« n'en sont plus réellement »*. Il conviendrait donc d'avoir des programmes moins abstraits, *« contraignants mais réalistes »* et non coupés des réalités, ce qui est advenu depuis que l'école n'est plus une finalité en soi, c'est-à-dire depuis que tous les élèves passent au collège. Enfin, il y aurait bénéfice, souligne Jean Ferrier, à *« réhabiliter les révisions et à travailler ainsi à organiser la mémoire à long terme »*. Au total, M. Ferrier propose d'enraciner dans l'école la culture de l'évaluation et de ce qui fait son intérêt, la « remédiation » : c'est-à-dire tout sauf la répétition indéfinie du même exercice non compris.

B. G.

COMMENTAIRE

UN RAPPORT DE PLUS ?

Les propositions iconoclastes de Jean Ferrier, comme l'établissement d'un *« brevet des écoles »*, ou la réduction des sorties scolaires au strict nécessaire pédagogique ne plairont pas à tout le monde. On criera : *« rétrograde ! »*. D'autres, situés plutôt à droite sur l'échiquier politique ou fervents de la République pure et dure se réjouiront de voir dénoncer les *« dérives »* de l'école contemporaine. S'il ne servait qu'à cela – alimenter un nécessaire débat sur les missions de l'école – ce rapport serait utile.

Mais il va au-delà, en proposant une véritable culture de l'évaluation qui peine encore à s'imposer *dans l'école. Certes les évaluations* de CE2 et de sixième ont survécu. En 1996, pour des raisons d'économies, François Bayrou les avait supprimées un an sur deux : en 1996-1997 ce fut la sixième, l'année d'après le CE2. Il n'était sans doute pas judicieux de casser le thermomètre, alors qu'en entrant en fonctions, l'ancien ministre de l'éducation nationale avait déclaré vouloir *« faire diminuer de moitié en cinq ans le pourcentage d'élèves entrant en sixième sans savoir lire »*. On en est bien loin.

Reste que le statut de ce rapport est incertain. Comme l'avalanche de ceux qui l'ont précédé sur de tout autres sujets, il n'engage pas la ministre qui l'a commandé. *Et il arrive à un moment* où les cartes risquent de se brouiller pour les enseignants : au mois d'août, le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, mettait la dernière main à sa « Charte pour bâtir l'école du XXIᵉ siècle », fondée sur des principes passablement différents de ceux développés par M. Ferrier : ainsi de l'intervention de nombreux intervenants extérieurs, même si, dans l'esprit de M. Allègre, ceux-ci sont destinés au temps péri-scolaire. Ce document a été présenté dans un consensus quasi général aux syndicats d'enseignants et aux parents d'élèves. Cet accord n'est pas très surprenant dans la mesure où la charte *propose pour l'instant avec prudence* d'expérimenter ses principes dans deux mille écoles à partir de janvier. Les propositions de Jean Ferrier sont autrement dérangeantes, ce que le milieu éducatif apprécie moyennement.

Son rapport aura aussi le mérite de rappeler la nécessité d'engager dès à présent une réflexion de fond sur l'école primaire, ses missions et sur le contenu de l'enseignement qui doit y être dispensé.

Béatrice Gurrey

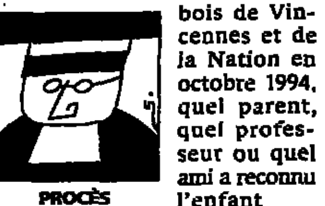
هكذا من الأصل

Florence Rey en jeune fille « timide » placée « sous l'emprise » de son premier amour

Les proches du couple ont décrit la « soif d'absolu » et le « charisme » d'Audry Maupin

Les témoignages des parents et amis de Florence Rey et d'Audry Maupin, jeudi 24 septembre devant la cour d'assises de Paris, ont fait apparaître l'accusée sous un jour nouveau. Au moment du drame, la jeune étudiante était selon leurs dires *« douce et serviable »* et placée *« sous l'emprise »* de son premier amour, un jeune homme *« intransigeant »*, animé d'une *« soif d'absolu »* et à qui il était *« difficile de dire non »*.

QUAND le visage de Florence Rey – joues creusées, regard vide, égratignure sous la pommette droite – est apparu dans la presse au lendemain des fusillades du bois de Vincennes et de la Nation en octobre 1994, quel parent, quel professeur ou quel ami a reconnu l'enfant *« agréable, timide et réservée »*, la lycéenne *« ouverte, sensible et curieuse »*, l'étudiante *« douce et serviable »* effectuant du soutien scolaire qu'il avait côtoyée ? *« Ce fut un choc total »*, *« Nous avons été abasourdis »*. L'énigme est là. Il y a dans la vie de Florence Rey, comme dira un témoin, *« une tragique et épouvantable parenthèse »* que la cour d'assises tente, jeudi 24 septembre, de comprendre, après avoir saisi la brutalité et l'enchaînement des faits qui lui sont reprochés.



PROCÈS

Inutile de chercher sur les lèvres de l'accusée les phrases qui expliqueraient. Quand la jeune femme parle d'elle-même, invariablement, les mots trébuchent, le visage se froisse derrière le pan lourd de ses cheveux châtains. Chaque interrogatoire est un chemin de croix pour l'arracher à sa timidité et à son émotivité.

Alors que ses mains gomment lentement les larmes, ses proches, à la vue desquels son visage s'éclaire, parlent donc pour elle. Ceux du cocon familial, tout d'abord, témoins d'une enfance sans problème dans un logement d'une cité d'Argenteuil (Val-d'Oise), d'une éducation nourrie de *« valeurs morales »*, d'une scolarité réussie avec obtention d'un baccalauréat D en juin 1993. Sa mère, Anne-Marie Rey, institutrice originaire du Gers, son père, Jean Rey, ancien plombier chauffagiste, aujourd'hui invalide car atteint de troubles psychologiques, n'ont rien vu venir. Ils disent la *« confiance »* qu'ils avaient en leur fille, qui avait quitté le domicile familial en janvier 1994, et ce *« premier amour »* qui, manifestement, changea sa vie. Un premier amour *« suivi aveuglément »* et *« qui a mal tourné »*.

« LA DOULEUR DE CE QU'IL A FAIT »

Incontournable Audry Maupin. Deuxième cocon, cette fois, d'une vie fusionnelle à deux – aux antipodes de la vie et de la morale familiales –, où il était question de monde meilleur et de liberté. *« Audry était entier, gentil, intransigeant »*, témoigne sa mère, qui, avec émotion, dit porter *« la douleur d'avoir perdu* [son] *fils et la douleur de ce qu'il a fait, de la souffrance qu'il a créée ce soir-là ». « Quand on discutait, Audry n'aimait pas avoir tort. Il était pressé que ça change. »*

Etudiant en deuxième année de philosophie à Nanterre, tandis que Florence Rey entamait, sans suite, des études de médecine puis de lettres, Audry Maupin aimait débattre et distiller à ses contradicteurs ses idéaux *« révolutionnaires »*. Des témoins louent son *« charisme »*, son *« aura »* et sa *« maîtrise du langage »*. *« Il ne voulait pas de SDF, de sans-papiers, quand d'autres se gobergent,* poursuit sa mère. *Il m'a dit une fois qu'il fallait tout foutre en l'air. Il ne voulait pas travailler pour un patron, c'était, pour lui, se vendre, se faire exploiter. »* Un autre témoin dira qu'en ces temps de projet de Contrat d'insertion professionnelle (CIP) balladurien, *« Audry ne voulait pas entrer dans la vie à tarif réduit »*. Fraiseur et syndicaliste, Bernard Maupin, le père d'Audry, confirme ce goût pour la politique et ce jusqu'au-boutisme dans les discussions : *« Il y a toujours eu un débat entre lui et moi sur le loupé de mai 68 par rapport au comportement des syndicats. A l'époque, il y avait beaucoup d'espoir dans le mouvement anti-CIP. Ce fut une grande déception. Ça a pesé énormément dans la désillusion de ce jeune homme. »*

Aussi, dans ce monde de rêves, d'idées fortes et de révolte, plusieurs témoins, amis du couple, dépeignent plutôt Florence Rey en *« satellite »* d'Audry Maupin. Celui-ci exerçait, selon eux, *« une forte emprise »* sur sa compagne, la *« poussant »* elle-même à se dépasser, dans la vie comme sur les parois, où ils pratiquaient leur passion commune, l'escalade.

« C'était difficile de dire non à Audry. Il fallait suivre, s'accrocher, être à la hauteur », confie la sœur du jeune homme abattu lors de la fusillade du bois de Vincennes, par ailleurs meilleure amie de Florence Rey. *Les amis d'escalade* attestent également de cette *« soif d'absolu »*. *« Il n'abandonnait jamais, il allait jusqu'au bout »*, témoigne encore sa mère, qui revivant le drame, ajoute, au bord des larmes : *« Il a tué. Il a tué tout le monde. Je crois que ce soir-là, personne ne pouvait l'arrêter. Il n'y avait qu'une balle qui pouvait l'arrêter. »*

Le président Feydeau observe cependant qu'un tract d'une mystérieuse « Organisation de propagande révolutionnaire », groupuscule inconnu, et divers documents ont été saisis dans la chambre de Florence Rey, chez ses parents à Argenteuil. *« C'était des conneries d'adolescente »*, affirme le frère de l'accusée, Jean-Noël Rey. Le juge note qu'une inscription – *« Mort aux flics »* – a été retrouvée sur un étui de carte orange de la jeune fille. *« C'était des mots peut-être forts, mais ça ne correspondait pas à une obsession particulière »*, répond l'intéressée. Enfin, il fait état d'une correspondance adressée par la sœur d'Audry Maupin à Florence Rey, quelques jours après le drame : *« Il faut que ta situation te serve et serve tes idées. Reste toi-même, les guerres et la misère n'ont pas cessé. »*

« TOUS CES MORTS POUR RIEN »

Depuis, quatre ans ont passé. Après plusieurs jours de prostration et huit mois de mise à l'isolement, Florence Rey a accepté de participer à la vie carcérale, prenant, entre autres, des cours d'informatique et de théâtre. L'administration pénitentiaire loue aujourd'hui son *« comportement exemplaire »*. *« Elle est complètement brisée, cassée et dépassée par la situation dans laquelle elle s'est mise bien involontairement »*, affirme une de ses professeurs de lycée, qui la visite en prison. *« Quelle connerie, tous ces morts pour rien »*, a-t-elle confié à son professeur de théâtre, qui confirme la prise de conscience. *« Par amour, on peut faire des choses très graves »*, a-t-elle dit encore lors d'une autre discussion, en prison.

Si, depuis le 4 octobre 1994, le couple Rey-Maupin n'est plus, Florence Rey demeure. Emue, la sœur de son ex-compagnon, à la barre, a fait remarquer : *« Audry a payé pour ce qu'il a fait. Il ne faudrait pas que ce soit Florence qui prenne à sa place ce que lui ne peut pas prendre comme punition. »*

Jean-Michel Dumay

La Chancellerie s'intéresse à trois affaires visant le conseil général de Corse-du-Sud

M. Rossi invoque la transparence de sa gestion

LA CHANCELLERIE examine depuis plusieurs semaines les suites qu'elle pourrait donner à trois enquêtes préliminaires, conduites à Ajaccio sur des faits visant le conseil général de Corse-du-Sud, alors présidé par José Rossi, président du groupe Démocratie libérale (DL) au Parlement et aujourd'hui président de l'Assemblée de Corse. La première, ouverte début avril, porte sur la gestion des fonds du plan départemental d'insertion. La deuxième, débutée le 3 juin, concerne la passation des marchés de transports scolaires par le département de Corse-du-Sud. Enfin, décidée le 22 juin, des investigations préliminaires ont été menées sur l'utilisation des fonds affectés au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), structure attachée au département.

Selon nos informations, le *« caractère sensible »* de ces investigations motiverait l'attention portée par la hiérarchie judiciaire à ces trois affaires. L'analyse juridique effectuée sur la base des éléments déjà réunis par les enquêteurs a, semble-t-il, *permis* à la Chancellerie de constater que les faits dénoncés ne sont pas d'une gravité égale. La responsabilité de José Rossi n'est pas apparue de même nature dans chacune de ces enquêtes.

La publication dans le journal *Libération*, daté du 24 septembre, d'extraits d'un rapport indiquant que 7 millions de francs destinés aux bénéficiaires du RMI auraient été détournés par le Conseil général, entre 1995 et 1997, a provoqué l'indignation de M. Rossi. *« La présentation du dossier concernant l'utilisation des crédits d'insertion par le conseil général de Corse-du-Sud, entre 1995 et 1998* [...] *est manifestement fallacieuse et débouche sur des analyses inacceptables »*, a-t-il affirmé.

« C'est en toute transparence, a-t-il poursuivi, *que depuis 1995 le comité départemental d'insertion, coprésidé par les préfets successifs* [Jacques Coeffé et Claude Erignac] *et par le président du conseil général* [José Rossi] *a délibéré à l'unanimité, chaque année, pour proposer l'affectation d'une somme d'environ 2 millions de francs par an à l'insertion sociale des jeunes en difficulté par le sport. »* Aucune information judiciaire n'a été encore ouverte et le parquet d'Ajaccio a ordonné un complément d'enquête pour identifier les responsabilités administratives dans ce dossier. Ce complément pourrait conduire la justice à mettre en cause les décisions du préfet de région Claude Erignac, dont l'assassinat, au mois de février, a déclenché l'opération « mains propres » actuellement en cours en Corse.

« NE MÉCONTENTER PERSONNE »

Après examen des résultats de l'enquête sur les transports scolaires, les services judiciaires semblent considérer, en revanche, que dans cette affaire M. Rossi pouvait être tenu pour seul responsable du système de détournement du code des marchés publics mis en place. *Plus de 120 millions de francs* ont été distribués dans des conditions irrégulières par le département entre 1995 et 1997. *Les lignes de cars* étaient réparties sans appel d'offres. A certaines occasions, deux compagnies effectuaient le même trajet. Interrogés sur ces pratiques, les services du conseil général ont affirmé que ce système avait été mis en place pour ne *« mécontenter »* personne.

Le recherches entreprises sur les conditions dans lesquelles le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement avait prélevé, entre 1991 et 1998, la taxe départementale sur les permis de construire, devraient, à en croire les conclusions de la Chancellerie, conduire au classement sans suite. Dans ce dossier, l'action de M. Rossi ne paraît pas avoir été de nature répréhensible.

Jacques Follorou

Le ministère de l'éducation et la FSU polémiquent sur les chiffres de la grève

LA GRÈVE lancée jeudi 24 septembre par deux syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU), le SNES (majoritaire dans le second degré) et le SNEP (éducation physique), dans les collèges et les lycées, donne lieu à une querelle de chiffres entre l'administration et les syndicats d'enseignants. 16,2 % de grévistes selon le ministère de l'éducation nationale, *« près de 50 % »* d'après les responsables du SNES. Déjà le 18 septembre, lors de la grève de la FSU, le ministère donnait 14,7 % de professeurs en grève dans le second degré contre 45 % à 50 % selon le SNES.

« Nous n'avons jamais vu une telle différence », affirme Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES. *« Il s'agit d'une malveillance absolue »*, ajoute-t-elle. Jean-Marie Maillard, l'un des secrétaires nationaux de ce syndicat, n'hésite pas à parler de *« manipulation »* et s'étonne que le ministère parvienne *« avant 10 heures, à fournir des chiffres aux médias »*.

D'un côté comme de l'autre, chacun calcule le taux de grévistes à partir d'un échantillon représentatif d'établissements dans chaque académie. *« Un sondage est fait par les rectorats sur la prise de poste à 8 heures, puis un deuxième vers 11 heures »*, explique-t-on au cabinet du ministère qui s'appuie sur ces données académiques.

RETENUES SUR SALAIRE

« Pour être fiables, les chiffres doivent reposer sur le nombre d'enseignants qui devaient travailler ce jour-là et non sur l'ensemble des professeurs d'un établissement », insiste M. Maillard. *« Pour effectuer nos calculs, nous retirons les enseignants qui n'ont pas cours ou qui sont en congé le jour de la grève ainsi que les lycées professionnels où le SNETAA* [NDLR : syndicat majoritaire] *n'appelait pas à la grève, ce que ne fait pas le ministère »*, assure-t-il. Au cabinet du ministre, on souligne que les retenues sur salaire pour fait de grève établies à l'issue des mouvements de protestation *« sont systématiquement très inférieures aux taux annoncés »*.

Si les grèves dans les écoles primaires sont assez faciles à mesurer en raison du principe « un maître-une classe », dans le second degré, le calcul est plus complexe du fait d'emplois du temps très différents d'un enseignant à l'autre. *« Les chefs d'établissement doivent envoyer à 10 heures et à 14 heures leurs estimations à l'administration. Trois chiffres nous sont demandés : le nombre total du personnel enseignant, le nombre d'enseignants "attendus" et le nombre de personnes présentes »*, explique Jean-Jacques Romero, président du syndicat national des chefs d'établissement (SNPDEN).

Mais le SNES dénonce également *« le décalage entre les données du ministère et celles des rectorats »* allant jusqu'à dire que *« les chiffres des autorités locales sont revus à la baisse en haut lieu »*. Comme lors des manifestations, où la bataille est systématique entre les chiffres de la police et ceux des organisateurs, la « vérité » sur le taux de participation à la grève est sans doute à chercher entre les deux pourcentages annoncés, l'officiel et le syndical.

Sandrine Blanchard

Des directeurs d'IUT menacent de relancer leur protestation

LES DIRECTEURS d'IUT menacent de relancer un nouveau mouvement de protestation. Réunis en assemblée générale, jeudi 24 septembre, à Montrouge (Hauts-de-Seine), ils demandent le retrait de deux circulaires, datées du 9 septembre, sur la nouvelle procédure de création et d'affectation des postes d'enseignants et de personnels dans les universités. Craignant d'être défavorisés, les directeurs redoutent une remise en cause de leur *« autonomie »* et de la spécificité des IUT. Pour le ministère, au contraire, cette procédure tend à intégrer les IUT dans la politique contractuelle en vue de la création des futures licences technologiques. Le ministère souligne avoir prévu des garanties de recours en cas de désaccord. En janvier 1998, les étudiants des IUT avaient déclenché des grèves qui avaient contraint le ministre à revoir ses projets.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : l'ancien directeur général du Crédit Lyonnais, François Gille, a été mis en examen,** jeudi 24 septembre, par le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanoto et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Il doit répondre des chefs de *« complicité de présentation de comptes sociaux inexacts et de diffusion de fausses informations sur les comptes consolidés »* de la banque pour l'exercice 1991, et de *« présentation de comptes sociaux inexacts et diffusion de fausses informations »* sur les comptes consolidés, pour les bilans de 1992 et 1993.

■ **La chambre criminelle de la Cour de cassation siégeant à huis-clos a rejeté, jeudi 24 septembre,** la requête en suspicion légitime contre la onzième chambre correctionnelle de Paris présentée par les avocats de 82 des 138 prévenus du « procès Chalabi ». Déposée peu après l'ouverture du procès, la requête visait la décision du tribunal de joindre au fond l'examen d'une demande de renvoi du procès présentée par les avocats.

■ **Alain Madelin et Thierry Jean-Pierre, président et trésorier de Démocratie Libérale (DL), ont déposé plainte pour « dénonciation calomnieuse »,** jeudi 24 septembre, à la suite des déclarations d'un proche de François Léotard, Serge Hauchart. Mis en examen dans l'affaire du prêt de 5 millions de francs accordé, en 1996, au PR, M. Hauchart a affirmé, au cours d'un interrogatoire, que les dirigeants de DL étaient informés du caractère fictif du prêt.

■ **La cour d'appel d'Orléans a annulé les pièces relatives aux écoutes visant un avocat de Tours,** M[e] Christophe Moysan, dont le cabinet et le domicile avaient été placés sous surveillance téléphonique à la demande du juge Xavier Rolland. Chargé d'un dossier sur un mariage suspect entre une étrangère résidant légalement en France et un « sans-papiers » algérien, client de l'avocat, le juge avait ordonné la mise sous écoutes de M[e] Moysan pendant un mois (*Le Monde* du 23 juillet).

■ **Le tribunal correctionnel de Nice a condamné Alaatin Cakici,** présenté comme l'un des parrains du grand banditisme turc, à six mois de prison, jeudi 24 septembre, pour falsification de document d'identité. Cet homme avait été interpellé le 17 août à Nice, en possession d'un passeport diplomatique turc et d'une carte d'identité (*Le Monde* du 31 août). La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence devra prochainement se prononcer sur la demande d'extradition de M. Cakici présentée par la Turquie.

La justice s'intéresse à la gestion de l'ex-maire de Cannes

NICE
de notre correspondant

Une partie de la gestion municipale de Cannes, durant le dernier mandat de Michel Mouillot, démissionnaire en 1997 alors qu'il était incarcéré, fait l'objet de plusieurs enquêtes menées soit par la brigade financière de la PJ, soit par les gendarmes. Le parquet du tribunal de grande instance de Grasse a ouvert des enquêtes préliminaires sur toutes les subventions accordées à des associations et sur les participations de la mairie à des sociétés d'économie mixte. *« Nous recherchons tout ce qui peut présenter un caractère frauduleux dans la gestion de la ville »*, indique-t-on au parquet pour expliquer l'étendue des investigations.

La justice, qui a reçu de nombreuses dénonciations, s'intéresse principalement aux associations qui ont bénéficié de subventions d'un montant supérieur à un million de francs. Sur les vingt-neuf associations concernées, une seule a un budget, un fonctionnement et un objet qui répondent exactement aux critères exigés par le statut « loi 1901 », fait remarquer un fonctionnaire de la mairie, évoquant les dérives des autres structures. L'office municipal de la jeunesse, rebaptisé « Cannes Jeunesse », qui recevait quatre à cinq millions de francs, fait partie des associations sur lesquelles la justice souhaite obtenir des éclaircissements. Elle s'interroge aussi sur la gestion de Cannes Radio, et de Cannes TV, qui a reçu 4,5 millions pour émettre sur le réseau câblé local.

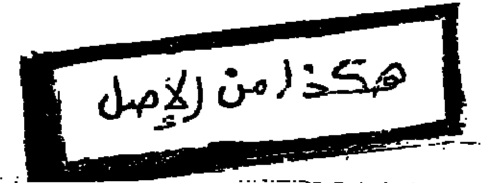
SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Deux sociétés d'économie mixte suscitent l'intérêt des magistrats. La Semcas, qui gère l'action sociale de la ville, a été dénoncée auprès du tribunal de Grasse pour faux bilan et faux audit. Les différentes pièces de son budget ont été transmises à la PJ. La deuxième société d'économie mixte soumise à une enquête préliminaire est la Semcad, chargée de l'aménagement de la ville. Elle est impliquée dans différentes affaires immobilières cannoises, où la justice a prononcé des mises en examen. L'ancien maire de Cannes est lui-même mis en examen dans l'une de ces opérations, celle du Palm Beach, mettant en cause l'ancienne Compagnie générale des eaux, aujourd'hui Vivendi.

L'instruction du dossier *« Palm Beach »* est actuellement au point mort, dans l'attente du résultat d'une commission rogatoire internationale qui tarde à revenir de Belgique, malgré les accords de l'espace Schengen. Elle vise à obtenir les relevés bancaires d'une société de droit panaméen ayant son compte à l'agence de Bruxelles de la Centrale Hispano-Benelux NV. Les investigations sur le Palm Beach ont établi que cette société avait réglé dans une agence de voyages de Paris une note de M. Mouillot d'un montant de 500 000 francs. La justice bruxelloise semble peiner pour obtenir les renseignements demandés auprès de la direction de la banque, pourtant soumise au droit bancaire belge.

Depuis sa libération en octobre 1997 après quatorze mois de détention, Michel Mouillot a l'interdiction de se rendre à Cannes. Il est assigné à résidence dans sa villa de Tourtour, dans le Var.

Jean-Pierre Laborde



L'effet TGV met au jour les gisements touristiques du Nord-Pas-de-Calais

Le pays des mines et des filatures n'en revient pas : Britanniques ou Belges se pressent pour découvrir et admirer des beautés que les gens du Nord ne soupçonnaient pas. Le train à grande vitesse a créé des courants commerciaux nouveaux et amène chaque année plus de visiteurs

LILLE
de notre correspondant régional

C'est un peu une divine surprise. Le Nord-Pas-de-Calais est en train de découvrir un gisement étonnant : le tourisme. Quand il pensait seulement devoir effacer ses friches industrielles, il s'aperçoit qu'on vient chez lui pour des beautés qu'il ne soupçonnait pas. C'était impensable il y a dix ans : fin septembre dans les rues de Lille, des touristes en short avec leur Caméscope ; des groupes de Japonais qui s'installent à 14 heures à une terrasse pour commander des « moules-frites » ; des hordes de Belges ou de Britanniques qui font de l'Office du tourisme, jusqu'en fin d'après-midi, un caravansérail. Les aléas climatiques de l'été n'ont pas empêché une hausse impressionnante de la fréquentation.

Mais le premier indicateur lillois est celui de la braderie, traditionnellement le premier week-end de septembre. Depuis plusieurs années, on parle de deux millions de visiteurs, chiffre difficile à vérifier. Mais certains paramètres sont indiscutables. La SNCF a mis en place, sur le réseau régional, des tarifs spéciaux : ils ont attiré vingt-trois mille voyageurs en 1996, vingt-cinq mille en 1997, trente mille cette année. Cette progression correspond à celle enregistrée pour le trafic TGV à la même période, malgré l'absence d'une billetterie spécifique. Cet effet TGV est aussi lié au développement du *Thalys* sur la ligne Paris-Bruxelles.

Il se pourrait que la braderie ne soit qu'un aspect d'un courant touristique nouveau, complètement adapté au ferroviaire. *« Il ne repose pas que sur l'"effet TGV" et la rapidité des transports »*, remarque André Monceaux, directeur de la communication de la SNCF pour la région Nord-Pas-de-Calais. *« C'est peut-être moins la rapidité que la facilité d'emploi. C'est vrai que l'Eurostar a créé des courants commerciaux inattendus. Nous voyons souvent des tripotées d'Anglais repartir avec des vélos "Decathlon" démontés. Douze trains par jour dans les deux sens, c'est très pratique. Mais nous avons dû aussi rebâtir une desserte TGV complètement inattendue. Elle concerne ce que l'on pourrait appeler un tourisme familial, par exemple le samedi et le dimanche matin ; de gens originaires du Nord qui reviennent tranquillement chez eux. Ce qui est sûr, c'est que le TGV amène plus de monde dans la région, et tous les ans un peu plus. »*

Autre signe des temps, Pierre Mauroy vient de signer une convention tarifaire avec Eurostar pour faire de la compagnie un partenaire privilégié du Palais des congrès. *« C'est vrai que nous, on aime les trains »*, dit-il. Il sait aussi qu'Eurostar vendait jusqu'à présent beaucoup de séjours à Londres. Pourquoi pas dans l'autre sens ? *« Pour moi, c'est le résultat de longues années de travail*, dit-il. *Le Tunnel, le TGV, Euralille. Les efforts qu'il a fallu pour séduire M*[me] *Thatcher et la SNCF. Rompre avec cette curieuse époque où l'on faisait des trains pour passer ailleurs que dans les gares. On y a mis le prix. Maintenant le mouvement est lancé, qu'il s'agisse du tourisme ou des affaires, c'est un cercle vertueux qui ne cesse de s'agrandir. »* Il en veut pour preuve le fait que les voyagistes britanniques classent sa ville en tête des destinations de week-end.

L'amélioration de la desserte routière et autoroutière a aussi montré que ce pays n'était pas seulement terre de passage. Ce n'était pas une mince affaire, en un pays où l'on n'avait jamais imaginé chercher une solution ailleurs que dans le travail industriel. Le Nord a donc découvert avec une certaine stupéfaction que, s'il ne peut pas prétendre à des accueils de longue durée, il est capable de retenir les gens quelques jours. Les Anglais qui débarquent à Calais ou à Boulogne n'ont pas forcément envie de débouler vers le sud.

> « C'est vrai que nous on aime les trains »
> **Pierre Mauroy**

Mieux, ils viennent simplement pour être là. *« Côté belge, c'est fait. Nous avons la même Histoire et cela se passe sans histoires. Mais côté anglais, je crois que c'est le début d'une* love story *»*, dit Véra Dupuis à l'Office du tourisme de Lille. *« Il y a des jours, à L'Huîtrière, où l'on n'entend parler qu'anglais. C'est une merveille pour eux, cette ville où l'on peut tout faire* à *pied. »* Le rendez-vous préféré des Anglais est le marché de Wazemmes, à Lille, où ils viennent par cars entiers, le dimanche matin.

Le Nord-Pas-de-Calais découvre surtout, et avec encore plus de stupéfaction, que l'image qui lui collait à la peau – et à laquelle il tenait tant –, celle du pays des mines et des filatures, n'a plus d'effet repoussoir. Il y a certes des locomotives comme Nausicaa à Boulogne, qui devrait atteindre cette année les huit cent mille visiteurs, ou le centre d'attractions de Bagatelle, près de Berck, qui fait tranquillement ses deux cent mille entrées. Mais des nouveautés ont aussi été mises en évidence, riches de potentialités : Lille, d'abord, qui se découvre aujourd'hui *« tout près de tout »*, et centre d'attraction à cause de son vieux quartier et de son sens de la fête.

Le principal attrait de la ville pourrait bien être sa fonction de plaque tournante, dans une région fort riche et qui le découvre seulement maintenant ; au cœur du carrefour le plus peuplé de l'Europe, avec trente-cinq millions d'habitants dans un espace-temps de deux heures, un littoral très préservé par rapport à son prolongement belge complètement bétonné ; des villes où personne n'allait jamais sans y être obligé et qui recèlent de formidables beautés et une forte personnalité. Elles ne sont peut-être pas l'endroit idéal pour bronzer mais possèdent quelques-uns des plus beaux musées de France sur un territoire très resserré, au point que le Nord-Pas-de-Calais peut proposer une étonnante gamme de tourisme culturel, aussi intéressante que le musée des Beaux-Arts de Lille. Cela est vrai pour Valenciennes, Douai, Cambrai, Arras, Béthune, Boulogne, Saint-Omer.

Aucune région en France ne dispose d'une telle densité et d'une telle richesse muséographique dans des villes un peu oubliées, parce qu'elles ont été balayées par les guerres et noyées en pays industriel. Elles méritent poutant qu'on s'y arrête. Il faut flaner dans les vieilles rues de Boulogne, à Douai sur les bords de la Scarpe. Tout cela dans un mouchoir de poche, entre Paris et Bruxelles, Londres et Anvers.

Pierre Cherruau

La culture en sous-effectifs

LILLE
de notre correspondante

Pour la première fois depuis la création des Journées du patrimoine, l'Hôtel Scrive à Lille, siège de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Nord - Pas-de-Calais, est resté obstinément fermé, dimanche 20 septembre. A l'appel de trois syndicats, CGT, CFDT et FO, le personnel avait décidé *« d'informer les visiteurs sur les conditions de travail particulièrement difficiles, du fait notamment d'un manque d'effectif chronique »*. A défaut de visites guidées et de conférences habituellement programmées dans cet hôtel particulier, datant pour la partie la plus ancienne du XVIII[e] siècle, le public a donc trouvé des affiches, des slogans et des tracts distribués par des employés mécontents.

« Avec seulement soixante-six fonctionnaires et agents – pour une région qui compte près de quatre millions d'habitants – sur les mille sept cent deux répartis dans les vingt-deux directions régionales de la France métropolitaine, la DRAC Nord - Pas-de-Calais est l'une des plus mal loties de France. En toute équité, elle devrait disposer de cent dix-neuf salariés », explique Jean-Marie Potriquet, délégué CGT au nom de l'intersyndicale. Certes, ce problème d'effectif n'est pas nouveau – créée en 1975, la DRAC du Nord - Pas-de-Calais a toujours souffert d'un manque de personnel – et il n'est pas spécifique au service culturel. Loin de là. Ce phénomène se retrouve dans de multiples domaines, de la justice à la santé. Différentes raisons, qui vont de la sous-consommation régionale en matière de culture ou de soins au peu d'empressement de certaines catégories professionnelles à postuler ou à demeurer dans le Nord, sont avancées régulièrement...

QUINZIÈME RANG

Mais cette situation est de plus en plus mal perçue par des salariés qui ne voient pas, au fil des années, *« et en dépit des promesses »*, les écarts se réduire. Selon un bilan du ministère de la culture datant de décembre 1997, si la DRAC Nord - Pas-de-Calais se classait au quatrième rang en fonction du volume des tâches à effectuer, elle n'arrivait toujours qu'au quinzième rang en regard des effectifs.

« Dans ce contexte, le projet de budget du ministère de la culture, et l'annonce gouvernementale selon laquelle aucun emploi n'est prévu dans les DRAC en général et dans celle du Nord - Pas-de-Calais en particulier, a encore exacerbé le mécontentement des employés de la région », expliquent les syndicalistes qui, comme leurs collègues d'autres régions, comptent se faire entendre sur le plan national à l'occasion du débat budgétaire.

Nadia Lemaire

Les élus veulent accélérer les opérations de réhabilitation des stations de tourisme

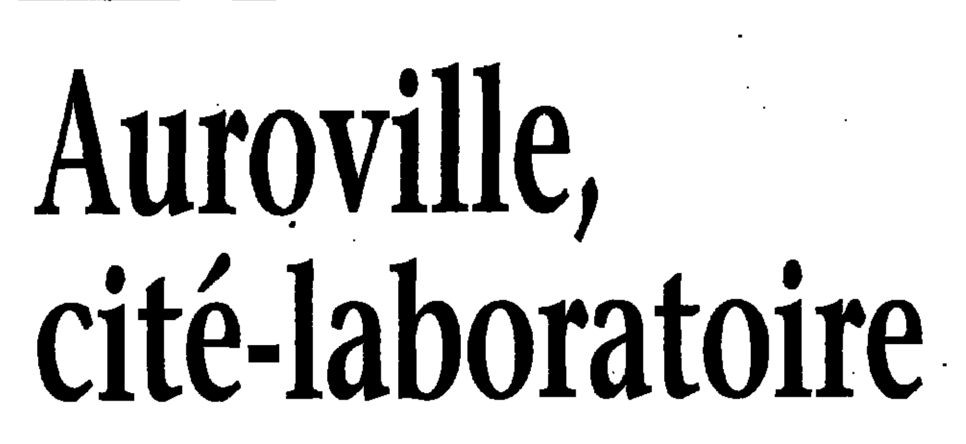
LES ÉLUS des communes touristiques pressent le gouvernement pour faire avancer le dossier de la réhabilitation des stations (*Le Monde* du 25 août et du 6 mars 1997). Les maires de quatre associations – élus de la montagne (ANEM), stations de sports d'hiver et d'été (AMSFSHE), élus du littoral (ANEL), maires des stations classées et des communes touristiques (ANMSCCT) – viennent de rendre public un texte qu'ils entendent faire déposer, sous forme de proposition de loi, à l'Assemblée nationale. Ce document reprend une idée qui a l'agrément de la secrétaire d'Etat au tourisme Michelle Demessine mais pas encore de Bercy.

Il s'agirait, dans un nouveau cadre juridique, de regrouper, dans des *« parcs résidentiels de tourisme »* gérés par des exploitants uniques, les meublés appartenant à des propriétaires privés. Chaque logement ferait l'objet d'une rénovation standardisée donnant droit à récupération de la TVA sur les investissements, un avantage fiscal dont bénéficient actuellement les seules résidences de tourisme classiques, type Pierre et Vacances ou Maeva. Tout en gardant l'usage familial de son logement, le propriétaire s'engagerait à le louer pendant neuf ans.

Le but est d'inciter des petits propriétaires privés, souvent âgés, à remettre en état leur biens afin que la qualité de l'offre d'hébergement cesse de se dégrader. Quelque six millions de meublés sont à réhabiliter et 50 % ont plus de vingt ans. Un quart seulement sont loués occasionnellement. La proposition suggère aussi que soit reconnue la compétence des communes, en matière, notamment, d'incitation financière, dans le cadre d'*« opérations programmées de réhabilitation de l'immobilier touristique »* (OPRIT) qui associeraient des partenaires publics (Etat, collectivités locales, bailleurs sociaux) et privés.

Christine Garin

هكذا من الإصل



Auroville, cité-laboratoire

Une cité sans lois, refusant la propriété privée et le pouvoir de l'argent afin d'instaurer une fraternité universelle : c'était le rêve des fondateurs d'Auroville, en Inde. Trente ans plus tard, la cité ne compte qu'un millier d'habitants, parfois désarçonnés par l'excès de liberté et tributaires des ouvriers tamouls pour les travaux manuels



NOYÉE dans la forêt tropicale indienne, à 12 kilomètres au nord de Pondichéry, Auroville a des allures de cité fantôme. Invisible et mystérieuse, elle échappe aux modèles. Ni secte, ni religion, ni véritable laboratoire, la cité apparaît comme une expérience spirituelle et sociale hors du commun. Depuis trente ans, ses habitants vivent cette utopie au quotidien. Un rêve qui vire souvent au cauchemar, peuplé de conflits intérieurs, de débats interminables et de multiples contradictions et paradoxes.

Créée en février 1968, Auroville est le fruit de la rencontre, une cinquantaine d'années plus tôt, d'un philosophe indien, Aurobindo Goshe (1872-1950), appelé Sri Aurobindo, et d'une Française de père turc et de mère égyptienne, Mirra Alfassa (1878-1973). Cette dernière, surnommée la Mère, écrivait en 1968 : *« Le but d'Auroville est de réaliser l'unité humaine. »* La liberté absolue, l'absence de loi, de règles et de propriété privée ainsi que la fraternité universelle font partie des principes fondateurs de la cité, qui, selon la Mère, devrait compter 50 000 habitants à terme.

Aujourd'hui, la ville n'existe pas. L'unité non plus. Pourtant, les quelque 1 100 Aurovilliens originaires de vingt-huit pays différents, dont *780 adultes* et *280* enfants résidants effectifs, continuent à se battre contre les lourdeurs de l'administration indienne et leurs propres errances dans la fournaise moite du Tamil Nadu, la région du sud-est de l'Inde qui borde le golfe du Bengale. Ils construisent, imaginent, tâtonnent, expérimentent... Chacun est venu pour des raisons différentes, avec son histoire, ses rêves et ses racines. Tous partagent pourtant la même foi. *« On ne vit pas à Auroville pour y mener une vie confortable mais pour développer sa conscience et pour servir le Divin »*, avait prévenu la Mère.

Gilles Guigan habite ici depuis dix-huit ans. Il dirige les travaux du centre de recherche scientifique (CSR) sur l'énergie solaire, le biogaz, les nouveaux matériaux de construction (ferrociment, terre compressée). Parisien, ingénieur de l'institut fédéral de technologie de Zürich, il est venu en Inde pour la première fois en 1973, pour *« relativiser* [sa] *culture »*. Il n'avait jamais entendu parler d'Auroville, ni de Sri Aurobindo. *« Je suis tout de suite tombé amoureux de cet endroit sans le savoir »*, explique-t-il. Suit une *« énorme bataille intérieure »*. Après des années de doute, il appréhende les *« différents étages de l'être »*. Son *« vital »* voulait rester en France, son *« mental »* ne croyait pas du tout à Auroville, tandis que son *« psychique »* voulait *« absolument vivre ici et ne s'intéressait à rien d'autre »*. Après un faux départ en 1977, Gilles Guigan s'installe à Auroville en 1980 *« en sachant que la construction d'Auroville est un travail intérieur, une transformation de soi-même, à chaque instant »*.

Des années avant que les soixante-huitards ne tentent de changer la vie en transformant la société, la Mère optait pour une voie inverse. *« Il faut passer à une espèce supérieure. Les hommes sont des êtres de transition »*, écrivait-elle dans son « carnet de laboratoire » en décembre 1950, juste après la mort de Sri Aurobindo. Elle avait soixante-douze ans. En 1952, elle précisait : *« La vraie solution est la création d'un type nouveau qui sera à l'homme ce que l'homme est à l'animal. »*

« La construction d'Auroville est un travail intérieur, une transformation de soi-même, à chaque instant »

Sur le terrain, cette transformation se nourrit d'un subtile synergie entre méditation et action. Au centre d'Auroville, le Matrimandir, immense construction en forme de sphère dont le sommet et la base sont aplatis, renferme la salle de méditation, où les Aurovilliens viennent se concentrer dans une ambiance de science-fiction. Pas de culte ni la moindre représentation figurative de Sri Aurobindo ou de la Mère en dehors des symboles géométriques qui les représentent.

Non loin, une autre sphère pointe vers le soleil. C'est celle de la cuisine solaire, dont Gilles Guigan achève la construction. La calotte sphérique en ferrociment de 15 mètres de diamètre d'ouverture, inclinée de 12° vers le Sud, couverte de 10 500 miroirs, produira 600 kilogrammes de vapeur par jour pour cuire deux repas quotidiens pour 1 000 personnes. Le chantier, commencé en septembre 1994, doit s'achever à la fin de l'année. Il constitue l'un des plus importants projets en cours à Auroville, dont le budget de 11 millions de roupies (1,6 million de francs) est financé à hauteur de 25 % par le gouvernement indien et, pour le reste, par les dons des Aurovilliens.

Si elle ne dispose pas de fonds d'investissement, Auroville est aujourd'hui autonome pour ses dépenses courantes. Son budget mensuel atteint environ 3 millions de roupies (500 000 francs), dont 30 % est apporté par l'activité commerciale de trente-cinq unités de travail (production d'encens, confection, électronique, objets d'art...). Le reste provient d'un système assez complexe de contributions diverses provenant essentiellement des Aurovilliens eux-mêmes et des visiteurs.

Les recettes sont utilisées par une quarantaine de services. Parmi les plus coûteux, on trouve la clinique dentaire, le centre de recherche international sur l'éducation, le Matrimandir ou l'entretien de la forêt et des maisons. Les Aurovilliens qui travaillent dans une vingtaine de ces services reçoivent un salaire appelé « maintenance », qui varie selon leurs besoins (situation familiale, problèmes personnels...) entre un minimum de 2 500 roupies par mois (370 francs) et 10 000 roupies (1 500 francs). Ces rémunérations représentent près de la moitié des dépenses. Un fonds spécial se charge des malades, des instables et des personnes âgées.

ENTRE les Aurovilliens, l'argent ne circule pas sous forme de monnaie. Chaque habitant dispose d'un compte dont il fournit simplement le numéro pour régler ses dépenses. A l'origine, l'argent ne devait pas exister dans l'enceinte de la cité. Dès 1965, la Mère écrivait : *« Auroville n'aura de relations avec l'argent que pour ses échanges avec le monde extérieur. »* Les pionniers ont d'abord tenté d'appliquer ce principe à la lettre. Croquette, alias Jean Laroquette, un comédien français qui a vécu vingt ans à Auroville à partir de 1976, raconte les échecs successifs de cette entreprise. *« Après une période de répartition égalitaire de la nourriture, nous avons laissé chacun choisir ce dont il avait besoin. Les ressources s'épuisèrent rapidement. D'où le régime actuel, qui ressemble assez à celui de la carte bancaire... »* Faute d'avoir vaincu l'argent lui-même, les Aurovilliens espèrent s'affranchir de son pouvoir. S'il reste un long chemin à parcourir, l'une des originalités majeures d'Auroville réside dans la suppression de la propriété privée.

Après leur année probatoire, les nouveaux arrivants, les *newcomers* (au nombre de 150 en ce moment), peuvent construire une maison sur l'un des terrains de la ville. Chacun est libre d'investir en fonction de ses moyens, ce qui introduit de fortes disparités de confort entre les habitants. En cas de départ, les Aurovilliens perdent tout droit sur la maison qu'ils ont bâtie. Pas question de la vendre ou de la louer. Elle revient à la communauté, qui en dispose pour y installer d'autres habitants moins fortunés.

L'économie de la ville souffre de revenus limités par le manque d'industrialisation, mais également de l'absence totale de dirigisme et d'un processus décisionnel d'une lenteur extrême. Les nouveaux arrivants sont souvent désarçonnés par le degré de liberté qu'ils découvrent. Ce sont eux qui doivent prendre l'initiative pour créer leur activité ou s'intégrer aux services communautaires. Livrés à eux-mêmes, privés de la pression sociale à laquelle ils sont habitués, certains doivent surmonter leur malaise pour se prendre en charge.

L'aspiration à une démocratie sans compromis pousse les Aurovilliens à la recherche systématique du consensus. *« Si une proposition engendre un rejet catégorique, ne serait-ce que d'un seul habitant, elle est remise en discussion jusqu'à ce que l'opposition devienne moins virulente. Nous passons alors à une application expérimentale dont nous jugeons les résultats »*, explique Croquette.

Paradoxalement, le rôle des Tamouls ne semble plus faire débat. Les habitants de la dizaine de villages environnants effectuent l'essentiel du travail manuel dans la ville. Ils sont entre 3 000 et 3 500, soit plus du triple du nombre d'Aurovilliens adultes, à travailler dans les ateliers de la ville.

De plus, ils assurent les tâches ménagères dans la quasi-totalité des maisons. Les Aurovilliens se chargent de l'administration et des services, comme l'enseignement dans les écoles, et de la direction des unités de travail. Sans les autochtones, pas de construction de maisons et de routes, ni de production artisanale. L'économie d'Auroville est fondée sur cette répartition des tâches et sur le très faible coût de la main-d'œuvre locale. Le salaire d'un maçon ne dépasse pas 85 roupies (13 francs) par jour...

La question de leur relation avec les autochtones agace passablement les Aurovilliens. Ils se défendent des soupçons de néocolonialisme en mettant en avant ce que la ville apporte à la population locale. D'abord, du travail pour des villageois, qui en manquent souvent dans une région peu industrialisée. La population des villages les plus proches serait ainsi passée de 5 000 à 35 000 habitants en trente ans. Les Aurovilliens favorisent le transfert des technologies de construction des maisons, grâce à la fabrication de briques compressées en terre additionnée de 5 % de ciment. Ils accueillent des enfants des villages dans leurs écoles et auraient accordé le statut d'Aurovillien à quelque 260 Tamouls.

S'ILS n'ont pas encore construit de ville, les Aurovilliens ont déjà réussi le pari écologique de transformer un plateau de latérite rouge raviné par les moussons en une forêt riche de millions d'arbres où se mêlent acacias, banians, flamboyants, frangipaniers, ainsi que de multiples variétés d'hibiscus et de bougainvillées. Leurs recherches sur les essences disparues font autorité dans l'Inde entière, et leurs experts participent à des missions de reboisement d'autres régions.

« Après une période de répartition égalitaire de la *nourriture, nous avons* laissé chacun choisir ce dont il avait besoin. Les ressources s'épuisèrent rapidement. D'où le régime actuel, qui ressemble assez à celui de la carte bancaire... »

Le système éducatif fait également partie des acquis indéniables. Les enfants apprennent le tamoul, le français, l'anglais et, depuis peu, l'allemand dès le primaire. Les écoles, une dizaine en tout, sont constituées de petits bâtiments en pleine nature ne contenant souvent qu'une seule salle de classe d'une vingtaine d'élèves. L'informatique multimédia est enseignée dès le plus jeune âge et les enfants jouissent, à leur sortie de l'école, d'une autonomie, d'une liberté de mouvement et d'activités sportives impensables en Occident. Mauricette et son mari, venus de Suisse, ne sont pas certains de rester définitivement. En revanche, jusqu'à ce que leur fils ait quinze ans, la question ne se pose pas.

L'avenir de l'expérience repose pour beaucoup sur cette intégration, mais également sur l'attitude de la première génération des enfants nés sur place. Kripa (la « grâce divine » en sanscrit) a vingt-quatre ans. A seize ans, elle est partie poursuivre ses études en France, au lycée Baudelaire de Cran-Gevrier (Haute-Savoie). *« Quand je suis arrivée, j'avais l'impression d'être une extraterrestre »*, raconte-t-elle. Après ce choc initial, Kripa s'intègre sans problèmes, passe le bac et suit, à Paris, une école d'éducatrice spécialisée. *« Je n'ai rien contre la société française. Mais je dois me situer entre la France, l'Inde et Auroville »*, explique-t-elle. Revenue à Auroville en mai 1998, elle expérimente une nouvelle vie en travaillant au Working Committee (comité de travail), l'organe administratif qui gère les relations extérieures. Une place de choix pour elle qui hésite encore entre sa ville natale et le reste du monde.

Les hésitations de Kripa révèlent la vulnérabilité d'Auroville. L'ouverture même de la cité sur le monde contribue à la fragiliser. Si les enfants de la première génération désertent, comment la ville pourra-t-elle atteindre la taille critique qui lui garantirait un développement pérenne ? Depuis sa création, la population n'a cessé d'augmenter. Mais le taux de croissance ne dépasse guère les 20 à 30 personnes par an. A ce rythme, il faudra plusieurs siècles pour que la ville atteigne l'objectif fixé par la Mère.

Trop rapide, la dispersion des habitants dans le monde occulterait les chances de dissémination d'un nombre suffisant d'« hommes nouveaux » sur la planète. En attendant de connaître l'issue de leur utopie, les Aurovilliens persévèrent dans leur quête d'une autre façon de vivre. Leurs doutes et la fragilité de leur entreprise garantissent l'authenticité et la valeur humaine de l'expérience qu'ils poursuivent contre vents et marées.

Michel Alberganti
Dessin de Ricardo Mosner

★ **L'enquête est sur le site Web du « *Monde* » : www.lemonde.fr.**



Le jeu du gendarme ou du policier

CE N'ÉTAIT, au départ, qu'une simple idée de bon sens, énoncée dans le rapport de deux parlementaires, le député Roland Carraz (MDC) et le sénateur Jean-Jacques Hyest (UDF-FD). A la faveur du redéploiement des effectifs de police et de gendarmerie sur l'ensemble du territoire, les deux élus engageaient l'Etat à mobiliser des forces supplémentaires dans les vingt-six départements jugés les plus « sensibles » en matière de sécurité. Pour cela, il fallait nécessairement revisiter la carte poussiéreuse de l'implantation de la police nationale et de la gendarmerie. Vieille d'une cinquantaine d'années, elle ne répond plus aux caractéristiques actuelles de la délinquance ni à ses formes nouvelles souvent concentrées à la périphérie des grandes villes.

Les auteurs de ce constat ont vu une partie de leurs conclusions reprises par les ministères de l'intérieur et de la défense. Une première liste de 94 circonscriptions de police, regroupant 193 communes devant passer sous le contrôle de la gendarmerie et de 38 communes en zone gendarmerie devant accomplir le chemin inverse, a donc été établie. Y est joint un calendrier, qui prévoit comme date-butoir la fin de l'année. Insuffisance d'explications ? Maladresse dans la communication ? La promesse d'une véritable concertation sur le terrain, avec les préfets, n'a rien pu y faire. La mise en œuvre de ce redéploiement qui s'effectue à effectifs constants a tourné au sombre feuilleton de rentrée. A peine connue, elle a suscité une hostilité quasi unanime des syndicats de police et des élus concernés. Pas une semaine sans pétition, manifestation ou protestation contre un projet paré de tous les vices de « la technocratie » coupée de la réalité du terrain. Pour dénoncer le projet, tous les moyens sont bons. Saint-Tropez, dont le commissariat est menacé de fermeture, a mobilisé l'une de ses plus éminentes citoyennes, Brigitte Bardot. Plus sérieusement, élus et policiers ont mis en place une coordination nationale dont les mots d'ordre s'opposent à la fermeture d'un seul commissariat.

Pour les syndicats de police, l'enjeu – essentiellement corporatiste – est important. Les « petits postes », ces commissariats implantés dans de petites villes de province où s'affairent une quarantaine de fonctionnaires dont l'âge moyen avoisine les quarante-cinq ans, jouent un rôle essentiel dans la vie policière. Ils accueillent, en général, une majorité de policiers originaires de la région. Ils leur permettent d'effectuer leur retour au pays, après une dizaine d'années passées dans la région parisienne ou dans une grande ville. Sinécure pour les « vieux », espoir pour les « jeunes », les petits postes ne peuvent être touchés sans indisposer la quasi-totalité du corps policier.

UN THÈME DE CAMPAGNE MUNICIPALE

Loin de contester le besoin de renforts, les syndicats de gardiens de la paix et d'officiers proposent de prendre le problème par l'autre bout. Le redéploiement résulte selon eux d'*« une économie de la misère »*. Si l'on veut s'attaquer à la délinquance dans les quartiers difficiles, embauchons de nouveaux policiers, expliquent-ils en substance. Une façon de laisser entendre que l'auteur de ce « mauvais coup » ne serait pas le ministère de l'intérieur, mais celui de l'économie et des finances, et de suggérer que la sécurité a un coût sur lequel il ne faut pas lésiner. Ce à quoi le ministère de l'intérieur a beau jeu de répliquer que la France est déjà l'un des pays d'Europe dans lequel les effectifs de sécurité sont les plus nombreux par rapport à la population, avec 90 000 gendarmes et 120 000 policiers.

Pour les élus, l'enjeu n'est pas moindre, comme le prouve la rudesse de leurs courriers adressés au ministre de l'intérieur. Depuis nombre d'années, la sécurité est un thème porteur, que chaque élection locale remet au goût du jour. Aucun aspirant au mandat de maire, quelle que soit son étiquette politique, ne peut s'en désintéresser. Est-ce vraiment un hasard si les élus socialistes comptent parmi les opposants les plus virulents au projet ? Les futurs candidats sortants à l'élection municipale de 2001 ne veulent en aucun cas apparaître comme l'élu sous le mandat duquel aura disparu le commissariat de police. Ils vivent comme un cauchemar les accusations de laxisme qu'ils entendent déjà frémir sur les lèvres de leurs adversaires.

C'est d'ailleurs là que leurs intérêts pourraient diverger de ceux des policiers, avec lesquels ils font actuellement cause commune. Les maires ont en réserve une menace que peu d'entre eux ont, pour l'instant, agitée. Il s'agirait tout simplement de créer une police municipale et de pallier ainsi le départ des gardiens de la paix et officiers par la présence, dans la rue, d'agents du maire. Ils s'inscriraient ainsi en faux contre les affirmations du gouvernement, qui a promis qu'en aucun cas le redéploiement se traduirait par *« un désengagement de l'Etat »* dans les missions de sécurité.

Il est aujourd'hui impossible de dire si le redéploiement sera mené à son terme, en tout cas sous sa forme actuelle. La polémique qu'il provoque consacre le choc, et peut-être l'incompatibilité, entre deux visions de la sécurité : l'une, globale, celle de l'Etat, conduite en termes d'aménagement du territoire et de recherche de grands équilibres dans la lutte contre la délinquance ; l'autre, locale, dans laquelle les impératifs électoraux imposent une vision plus terre à terre : la lutte contre l'insécurité y commence au coin de sa rue.

Pascal Ceaux

Chasseur (5) *par Chavanat*



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'histoire bouge à Téhéran

IL faut saluer comme il convient l'annonce officielle faite jeudi 24 septembre par l'Iran de renoncer à *« mener quelque action que ce soit pour attenter à la vie »* de Salman Rushdie. Il reste certainement, de par le monde, de nombreux illuminés prêts à exécuter la sentence de mort édictée en février 1989 par l'imam Khomeiny à l'encontre de l'écrivain britannique d'origine indienne, auteur des *Versets sataniques*, jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. Même si la fatwa sinistre lancée il y a près de dix ans n'est toujours pas levée, le gouvernement iranien a fait un pas décisif en s'en dissociant clairement et en précisant qu'il *« n'encouragera »*, ni *« n'aidera »* les extrémistes éventuellement engagés dans cette entreprise.

La décision iranienne consacre une très lente évolution que le président Khatami a précipitée. Elle témoigne surtout de la volonté manifeste de l'Iran de retrouver sa place dans le concert des nations, après la longue mise au ban dont ce pays a été l'objet après s'être lancé dans une révolution islamique radicale à forte connotation anti-occidentale.

La diplomatie iranienne poursuit opiniâtrement cet objectif dans deux directions. Il s'agit tout d'abord de restaurer les relations avec les puissances musulmanes, au premier rang desquelles l'Arabie saoudite, autrefois noyée sous des torrents continus d'imprécations. Il convient également, pour Téhéran de parvenir à rétablir des rapports moins conflictuels avec l'Occident. Souvent décrié comme la preuve du mercantilisme et de la faiblesse de Paris et de Bonn, le *« dialogue critique »* de l'Union européenne avec l'Iran comporte aussi son lot de couleuvres à avaler pour Téhéran. En 1997, la justice allemande avait mis en cause *« les plus hautes autorités iraniennes »*, en clair le Guide de la République Ali Khamenei, dans l'organisation, en 1992, d'un attentat contre des opposants iraniens à Berlin. L'accusation avait entraîné un refroidissement momentané des contacts, qui ont repris avec une vigueur renouvelée, passé un délai de rigueur. Romano Prodi et Hubert Védrine ont déjà pris la route de Téhéran.

La prise de position du ministre iranien des affaires étrangères, jeudi 24 septembre, permet de solder un nouveau compte. La diplomatie britannique l'a bien compris, qui a rétabli aussitôt au plus haut niveau ses relations diplomatiques avec une puissance régionale en pleine mutation et dont le potentiel économique ne peut laisser indifférent.

Incongrue il y a encore un peu plus d'un an, avant l'arrivée au pouvoir de M. Khatami, la question du rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis se pose désormais. Le chemin risque cependant d'être long. Si le gouvernement américain examine très attentivement les « petits pas » d'un président iranien plus audacieux mais qui reste, pour l'instant, sous le contrôle des conservateurs, le Congrès des Etats-Unis, à l'origine de la loi D'Amato-Kennedy qui prévoit des sanctions contre toute entreprise désireuse d'investir dans le pétrole iranien, ne semble pas prêt à se rendre compte qu'en ce moment, à Téhéran, l'histoire est en mouvement. Dans le bon sens.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

La cigale française, ayant chanté tout l'été...

Suite de la première page

Il ne faudrait pas que les bonheurs d'un moment aient la saveur amère des désillusions. Les opportunités qui s'offrent n'interdisent pas de reconnaître les réalités. Au contraire.

Il en va de même sur les terrains économiques et sociaux. Si certaines catégories voient leurs perspectives se dégager, et le manifestent par leurs comportements, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Il y aurait même un risque à le laisser croire. A partir d'une généralisation hâtive, un fossé d'incompréhension peut se creuser. Les signaux positifs, enregistrés par les uns, tardent à prendre consistance pour les moins favorisés. Par leur succès non démenti au fil des mois, les livres qui contestent la « pensée unique » révèlent aussi la permanence d'une frange de la population insensible aux chants des sirènes.

Sous l'amélioration, les grands dossiers conservent leur poids. Nul ne peut nier le caractère bénéfique de la reprise, mais personne, surtout depuis que l'édifice mondial est chahuté, ne peut non plus prédire combien de temps elle va durer. Or, c'est bien là tout ce qui compte. Il faut des années de croissance pour réduire durablement le chômage. Par le passé, des périodes de ralentissement ont déjà anéanti les gains provisoirement obtenus, comme en 1993. Sans effets majeurs, pour le moment, les perturbations actuelles peuvent contrarier les plus belles projections. Pour certains mauvais augures, la baisse des exportations s'interprète comme un signe avant-coureur.

Il faut aussi rappeler que le retour massif de l'emploi ne coïncide pas avec une réduction homothétique du chômage (– 150 000 en un an). De toute manière et comme à chaque fois dans pareil cas, les progrès s'accompagnent de distorsions qui peuvent devenir préoccupantes. Certes, on se félicitera de voir les tensions diminuer pour les jeunes, premiers bénéficiaires du regain d'activité, mais on ne devra pas omettre d'en faire également une lecture circonstanciée. La vague des nouveaux arrivants sur le marché du travail faiblit et ne tient pas compte de la part, majoritaire, de ceux qui prolongent leur situation scolaire. Déjà, les moins diplômés d'entre eux profitent moins de l'engouement. En revanche, ceux frais émoulus sont considérés comme mieux adaptés aux besoins et préférés à d'autres catégories plus âgées. Ensuite, les moins de vingt-cinq ans acceptent plus facilement les formes d'emploi qui se développent, dont l'intérim et le temps partiel.

En conséquence, le sort des plus de cinquante ans s'aggrave quelque peu, surtout pour les femmes. Plus inquiétant encore : l'ancienneté moyenne au chômage passe de quinze à seize mois entre mars 1997 et mars 1998, tandis que, déjà pléthorique, le chômage de longue durée s'alourdit (+ 1,8 % en un an). Par un effet de file bien connu, ce sont ceux qui sont privés d'emploi depuis trop longtemps qui seront les derniers à sortir de la nasse. Alors que le cycle favorable arrivait à son terme, Pierre Bérégovoy avait dû, en 1992, lancer l'opération 900 000 chômeurs de longue durée pour tenter de récupérer ceux que la croissance avait, à l'époque, laissés sur le bord de la route. Ils sont actuellement 1 157 200, dont près de la moitié à l'ANPE depuis plus de deux ans.

UN RISQUE DE RÉVEIL PÉNIBLE

Pour compléter le tableau, il convient enfin de noter que l'emploi créé ne correspond plus, pour l'essentiel, aux normes communément admises. C'est déjà le cas de ces 535 000 chômeurs qui travaillent plus de 78 heures dans le mois et ne sont plus comptabilisés dans la statistique officielle. En augmentation de 14,4 % en un an, ils représentent, à leur corps défendant, un mode d'accès au travail on ne peut plus aléatoire. Mais la précarité touche aussi d'autres catégories. *« Plus de la moitié de la hausse de l'emploi est due à celle des emplois à durée limitée »*, observe l'Insee entre mars 1997 et mars 1998. Entre l'intérim, en rapide progression, les CDD (contrats à durée déterminée), les contrats aidés et le travail à temps partiel (qui concerne désormais 17,1 % des actifs occupés), ce sont des millions de personnes qui vivent une relation distendue avec l'emploi. On peut comprendre que, pour la plupart, elles doutent des bienfaits de l'embellie actuelle.

Faut-il, pour toutes ces raisons, bouder notre plaisir présent et jouer les Cassandre ? Par crainte de rompre le charme, faut-il, à l'inverse, se condamner à l'immobilisme ? La période qui s'ouvre est, de toute manière, particulièrement délicate à maîtriser. D'autant que la peur de compromettre la réussite peut tétaniser. Michel Rocard, pourtant bien servi par la croissance de 1987 à 1990, en apporta la démonstration, laissant passer sa chance.

Il est vrai que les enjeux sont tellement impressionnants qu'ils incitent, non seulement à la prudence, mais à se satisfaire de résultats économiques et sociaux immédiatement tangibles, à défaut de se risquer plus loin. Dans la douleur, de façon chaotique, se mettent pourtant en place de nouveaux rapports au travail, d'autres formes d'emploi, qui réclament de l'imagination, un projet. Avec des soubresauts souvent insoutenables se construit un monde différent, charriant le pire comme le meilleur, qu'il faudrait canaliser. Mais les circonstances et cette conjonction heureuse pourraient aussi être mises à profit pour trouver des réponses adaptées, favorables à la cohésion sociale. Un vaste chantier est à ouvrir. Sinon, le réveil sera pénible et, comme la cigale, il faudra regretter d'avoir chanté tout l'été.

Alain Lebaube

RECTIFICATIF

LES ALLIANCES DANS LE TRANSPORT AÉRIEN

Dans l'article intitulé « British Airways et American Airlines créent Oneworld, la plus grande alliance aérienne mondiale » paru dans *Le Monde* du 22 septembre, nous avons écrit par erreur que ANA (Japon) et Ansett (Australie) faisaient partie de Star Alliance. Ces deux compagnies aériennes ont des liens commerciaux avec certains des partenaires de Star Alliance *(code-sharing*, programme de fidélisation jumelé) mais ne sont pas membres de l'alliance regroupée autour de l'allemand Lufthansa et de l'américain United Airlines.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Repentance

LE RAPPORT accompagnant le décret nº 48-1834 du 6 septembre ressemble à ces confessions publiques et spectaculaires qui émeuvent les âmes sensibles et font sourire les sceptiques. L'Etat, se frappant la poitrine, dénonce un scandale : *« En 1939, les administrations centrales comportaient soixante-quatorze emplois de directeur et quatorze de chef de service ; ces emplois sont respectivement, à l'heure actuelle, au nombre de cent cinquante-sept et de soixante-six. Le nombre des emplois de directeur a donc été plus que doublé, celui des chefs de service plus que quadruplé »*, puis il se repent bruyamment : *« Le présent décret marque d'abord, d'une manière éclatante, la volonté de l'Etat de revenir à son train de vie de 1939. »*

Notez, je vous prie, l'incidente *« d'une manière éclatante »*, qui donne à la réparation le même lustre qu'au scandale. Loin de minimiser sa faute, le coupable la crie sur les toits. Comme gage d'un remords sincère, notre grand repenti fixe des limites précises à son redressement : le 31 décembre prochain au plus tard – grâce à quoi il se donne l'absolution. On verra !

Mais, sans montrer une curiosité excessive, on demande ce qu'il va faire d'un lot aussi considérable de hauts et puissants administrateurs. Leur tranchera-t-il la tête ? Les mettra-t-il en conserve ? Leur enverra-t-il le grand sabre du père Ubu, avec prière instante de se faire hara-kiri devant le buste de Marianne ?

Supprimera-t-il leurs emplois en maintenant leurs traitements, ou vice versa ?

Pierre Audiat
(26-27 septembre 1948.)

هكذا من الأصل

L'irresponsabilité présidentielle ? Une erreur de droit

par Frédéric Naud

L'ERREUR de droit est traditionnellement définie comme étant une erreur sur l'existence, le sens ou la portée d'une règle de droit. Erreur sur la portée d'une règle lorsque hommes politiques ou magistrats déclarent que l'irresponsabilité du chef de l'Etat, énoncée par l'article 68 de la Constitution, confère à celui-ci une immunité juridictionnelle.

La rédaction de cet article est pourtant dépourvue d'ambiguïté : *« Le président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison. Il ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant ; il est jugé par la Haute Cour de justice. »*

Dès lors, seule une lecture contraire à la lettre et à l'esprit de l'article 68 permet de soutenir que l'exercice de la fonction présidentielle conférerait à son titulaire une immunité juridictionnelle, au moins temporaire. Guy Carcassonne et Georges Vedel la revendiquent lorsque – distinguant l'individu de la fonction – les deux auteurs relèvent que *« le président* [de la République], *aussi longtemps qu'il est en fonctions, est irresponsable pour tous ses actes autres que de haute trahison »*. Le statut du chef de l'Etat peut, en matière de responsabilité, faire l'objet de divers aménagements. L'irresponsabilité et l'inviolabilité du titulaire de la fonction exécutive ne sont cependant légitimes que dans un régime monarchique. Ils sont alors la conséquence d'une irresponsabilité absolue du chef de l'Etat. Selon un adage qui fut classique : *« The King can do no wrong »* (« Le roi ne peut pas mal faire »). De cette présomption irréfragable, Alberts Dicey tirait, au XIXe siècle, la conclusion logique que, *« si la reine tuait de sa propre main le premier ministre, aucun tribunal ne pourrait connaître de cet acte »*. Cette inviolabilité du monarque se retrouve d'ailleurs encore aujourd'hui dans les articles 10 et 11 de la Constitution monégasque de 1962 ou 56 alinéa 3 de la Constitution espagnole de 1978, qui consacrent laconiquement l'*« inviolabilité du monarque »*.

Il reste que le président de la République n'est pas la reine d'Angleterre ! Dans une République parlementaire, la responsabilité constitue, à l'inverse, le régime de droit commun. Responsabilité politique, tout d'abord. Responsabilité civile ou pénale, ensuite, pour les actes commis par le titulaire d'une fonction et sans rapport avec celle-ci. Dans une proposition de loi déposée le 19 janvier 1878, Pascal Duprat, député de la Seine, relevait ainsi que *« la Constitution, en plaçant le chef de l'Etat au-dessus des autres citoyens, n'a pas voulu le mettre au-dessus des lois... L'homme privé reste soumis au droit commun et la loi peut l'atteindre comme le dernier des citoyens. Que le chef de l'Etat soit irresponsable dans un régime monarchique, rien de plus naturel et de plus légitime. Il ne saurait en être de même dans une République. Le pouvoir n'y est pas un patrimoine, mais une fonction. »*

Les constituants de 1958 n'ont pas fait le choix de l'irresponsabilité. A la rédaction soumise au comité ministériel du 30 juin 1958 et favorable à l'inviolabilité de la fonction présidentielle (*« le président n'est responsable qu'en cas de haute trahison »*), les parlementaires substituèrent la rédaction actuelle de l'article 68. A l'irresponsabilité quasi totale, ils préférèrent une irresponsabilité relative et fonctionnelle. *« Les actes délictueux ou dommageables commis par le président en dehors de l'exercice de ses fonctions,* écrit donc Pierre Pactet, *donnent lieu à une responsabilité pénale ou civile appréciée dans des conditions de droit commun, mais, en fait, ils ne constituent qu'une hypothèse d'école. »*

La personne du président de la République n'est donc pas inviolable. Tout au plus certains ont-ils soutenu que le chef de l'Etat bénéficierait d'un privilège de juridiction devant la Haute Cour. En disposant dans son alinéa 2 que le président *« ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant ; il est jugé par la Haute Cour de justice »*, l'article 68 rattache cependant la compétence de la Haute Cour à la seule connaissance des délits qualifiables de haute trahison.

Benjamin Constant l'admettait déjà : *« Il est certain que si un ministre ou le président, dans un accès de passion, enlevait une femme ou, dans un accès de colère, tuait un homme, il ne devrait pas être accusé comme ministre ou président, d'une manière particulière, mais subir comme violateur des lois communes les poursuites auxquelles son crime serait soumis par les lois communes et dans les formes prescrites par elles. »*

Le président est tout d'abord responsable des actes commis avant son accession à la fonction présidentielle. Malgré l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, le tribunal correctionnel de Paris se déclara compétent pour connaître d'une infraction relative à la campagne électorale. Après avoir relevé que les faits étaient antérieurs à l'élection, le tribunal jugea, le 3 décembre 1974, que René Dumont *« avait valablement saisi la juridiction de droit commun »*.

En France, le chef de l'Etat est un justiciable ordinaire. Il appartient aux magistrats et aux citoyens non de l'établir, mais de le constater et d'en tirer les conséquences procédurales nécessaires

Il est responsable, ensuite, des crimes ou délits commis durant son mandat et détachables de l'exercice de la fonction présidentielle. La chambre criminelle de la Cour de cassation – dans une démonstration également opposable au chef de l'Etat – a relevé dans son arrêt du 26 juin 1995 que la Cour de justice de la République ne pouvait être saisie des poursuites engagées contre Alain Carignon, dès lors que *« les actes commis par un ministre dans l'exercice de ses fonctions sont ceux qui ont un rapport direct avec la conduite des affaires de l'Etat relevant de ses attributions, à l'exclusion des comportements concernant la vie privée ou les mandats électifs locaux »*. La même année, le tribunal ayant eu à connaître des faits reprochés à Michel Noir, ministre de 1986 à 1988, confirma que, si la Constitution avait confié à la Cour de justice de la République le jugement des actes commis dans l'exercice des fonctions, *« les actes qui sont détachables de l'exercice des fonctions gouvernementales relèvent des juridictions répressives de droit commun »*.

Cette responsabilité du chef de l'Etat s'exerce, en outre, sans restriction de durée. Contrairement à ce que soutiennent MM. Matagrin (*Le Monde* du 29 mai) et Carcassonne, il n'y a aucune raison *« pour que l'exercice du droit* [d'engager des poursuites], *au moins le temps du mandat présidentiel, se trouve empêché »*. Un tel report ruinerait l'efficacité de certaines poursuites en raison des règles de prescription relatives aux crimes et délits. Il priverait, en outre, de tout effet utile le principe d'égalité devant la loi énoncé à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Dès lors, on ne peut concevoir une telle exception sans un texte exprès. Or ce texte n'existe pas, contrairement à l'article 49 de la Constitution grecque du 9 juin 1975, qui dispose que *« le président de la République répond des crimes qu'il commettrait en dehors de l'exercice de ses fonctions devant les tribunaux ordinaires et une fois son mandat terminé »*. Pas de texte, pas d'exception. Pas d'exception, pas de suspension ! Le chef de l'Etat est donc immédiatement responsable et peut faire l'objet, sans délai, de poursuites judiciaires.

Il reste qu'une réforme constitutionnelle serait ici nécessaire. Ministres et parlementaires bénéficient, en effet, d'une immunité relative qu'organisent les articles 68-1 et 26 de la Constitution. Rien de tel pour le président de la République. Sans doute pensait-on alors que la majesté de la fonction excluait que son titulaire ait un jour à répondre de délits de droit commun devant les juridictions ordinaires. L'immunité, même relative, est en effet toujours nécessaire. Elle sert alors à protéger non pas la qualité mais la fonction, non pas l'homme mais l'institution qu'il symbolise ou à laquelle il appartient. Il s'agit alors d'interdire au pouvoir judiciaire d'entraver le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et de mettre les titulaires du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif à l'abri de poursuites purement politiques.

La Constitution de l'an III accordait ainsi aux membres du Directoire – pour les infractions privées dont ils se rendaient coupables – les mêmes garanties qu'aux membres du corps législatif (article 158 alinéa 2). Curieux paradoxe, alors, de constater que le président ne bénéficie plus de ces privilèges de juridiction ou de ces garanties procédurales que les régimes antérieurs lui garantissaient et que la Constitution actuelle maintient pour le bénéfice exclusif des ministres et des parlementaires ! La révision de l'article 68 est donc nécessaire. Le droit comparé aidera ici le constituant à trouver une solution satisfaisante.

Hors cette révision, il est certain, ainsi que l'a affirmé le garde des sceaux le 17 mai, que le président demeure un justiciable ordinaire (*Le Monde* du 19 mai). Le roi est nu. Il appartient désormais aux magistrats et aux citoyens non de l'établir, mais de le constater et d'en tirer les conséquences procédurales nécessaires.

Frédéric Naud *est collaborateur d'Arnaud Lyon-Caen, Françoise Fabiani et Frédéric Thiriez, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation associés.*

AU COURRIER DU « MONDE »

Bureaucratie hospitalière

L'article sur l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dans *Le Monde* du 2 septembre appelle quelques remarques sur cette institution. A l'heure où les dépenses de santé montrent un inquiétant dérapage, il serait temps de mettre un peu d'ordre dans beaucoup d'hôpitaux publics et notamment ceux de l'AP-HP.

1 – Ce sont les hôpitaux universitaires les plus chers de France. Par exemple en chirurgie, le prix de journée était, début 1998, de 5 078 F à l'AP-HP, de 4 392 F à Montpellier et de 2 950 F à Strasbourg.

2 – Il n'est pas prouvé que l'on soit mieux soigné à l'AP-HP que dans les autres centres hospitalo-universitaires. Cela dépend des spécialités et des services. (...)

3 – A l'AP-HP, l'accueil des malades, *notamment* en urgence, est souvent médiocre : des internes de garde ou des infirmières passent parfois des heures à trouver une place pour hospitaliser un malade parce que les services sont pleins. L'administration met alors les malades dans des services d'autres spécialités, parfois même sans prévenir les médecins (...).

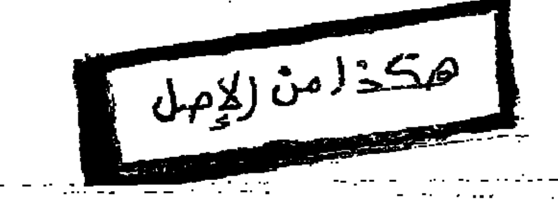
4 – La saleté de bien des hôpitaux, le délabrement des parties communes sont parfois effrayants : allez dans les sous-sols de Bichat ou dans les escaliers de Tenon. Or tous les hôpitaux ont un comité d'hygiène, des surveillantes hygiénistes, une commission de lutte contre les infections nosocomiales.

5 – Enfin, la dérive bureaucratique, qui explique peut-être en partie le surcoût de l'AP-HP, ferait les délices d'un sociologue. Dans un hôpital où il y avait un directeur et deux directeurs adjoints (un chef du personnel et un économe), il y a aujourd'hui un directeur et six directeurs adjoints. (...) En 1995, en tant que chef de service, j'ai reçu de l'administration, 350 documents dont 28 enquêtes totalisant 4 400 pages. Presque chaque hôpital édite sa revue interne, les directions du siège en font autant. Le seul inventaire de ces plaquettes et périodiques a fait l'objet d'un document de 98 pages en 1996.

(...) Tout cela est d'autant plus navrant qu'il y a dans les services un personnel soignant compétent : surveillantes, infirmier(e)s, aides soignants, agents (ces deux dernières catégories ayant par ailleurs été diminuées de 727 personnes entre 1994 et 1996 avec l'éternel alibi des requalifications !) qui pallient par leur dévouement les incohérences et l'irresponsabilité administrative (...).

N'est-il pas temps de supprimer cet Etat dans l'Etat qu'est l'administration centrale de l'AP-HP ?

Professeur M. Huguier
Hôpital Tenon (Paris)



PRÉVISIONS Les patrons des grandes entreprises françaises ne partagent pas l'optimisme de Dominique Strauss-Kahn, qui prévoit 2,7 % de croissance économique en France pour 1999. ● LES PLUS PESSIMISTES sont les plus exposés, notamment ceux qui ont beaucoup misé sur l'Asie, à l'instar du groupe de luxe LVMH, contraint de revoir à la baisse ses prévisions bénéficiaires pour 1998. ● L'EUROPE ne peut pas rester à l'écart de la crise qui touche l'Asie, la Russie et l'Amérique latine, estiment les patrons. Le Brésil, de par sa proximité avec les Etats-Unis, est au cœur des préoccupations. ● LA MONNAIE UNIQUE européenne constitue, aux yeux des chefs d'entreprise, un gage de stabilité, sous réserve d'une politique monétaire souple. ● LES ENTREPRISES américaines révisent à la baisse leurs bénéfices pour la première fois depuis 1991, laissant planer un doute sur la poursuite d'un cycle exceptionnel de croissance.

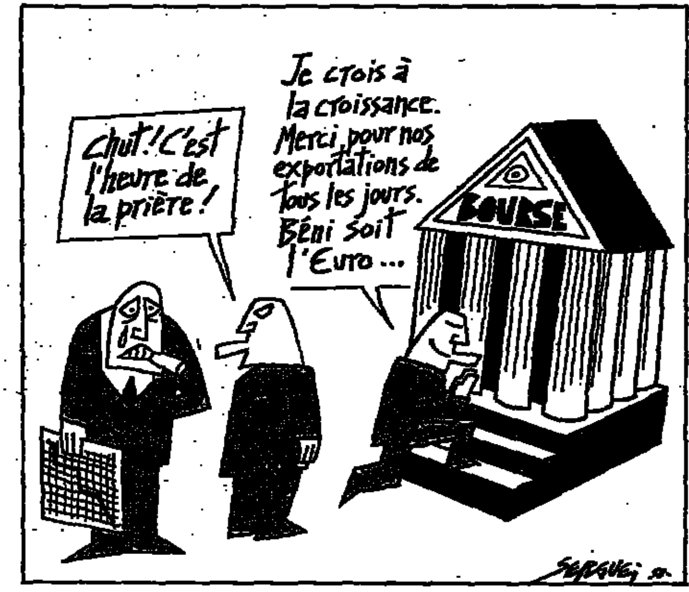
Les patrons ne partagent pas l'optimisme du gouvernement sur la croissance

Interrogés par « Le Monde », les dirigeants de grands groupes français se montrent réservés sur les perspectives pour 1999, malgré une très forte demande depuis quinze mois et un cru remarquable pour les bénéfices de cette année

ILS N'OSENT PAS encore le dire trop fort, mais les grands patrons français ne partagent guère l'optimisme du ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn. Rares sont ceux qui souscrivent à sa prévision d'une croissance de 2,7 % en 1999. Crainte d'une sanction en Bourse à l'image d'Alcatel ou modération justifiée par le manque de visibilité, personne n'envisage de scénario-catastrophe. Mais les patrons de l'Hexagone se rallient volontiers à l'avis d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, qui déclarait mercredi 23 septembre : *« il n'est pas réaliste de penser que les Etats-Unis et l'Europe puissent rester une oasis de prospérité dans un monde qui subit des tensions croissantes. »*

Pour 1998, malgré les doutes des marchés boursiers, la cause est entendue pour les industriels : la croissance est là et bien là, même si elle se révèle moins importante qu'on espérait au second semestre. Sauf événement exceptionnel, les résultats seront sans mauvaise surprise. Ou presque. *« Pour nous, 1998 est jouée, nos résultats seront bons, nos marchés restent porteurs »*, dit Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain. *« 3 % de croissance cette année, je n'y ai jamais cru*, affirme Noël Goutard, le PDG de Valeo. *Il était prévisible, dès la mi-97, que la tempête qui touche les pays émergents allait nous revenir au second semestre 1998. On aura de la chance si la croissance française termine entre 2,5 et 3 %. »*

D'une façon générale, le pessimisme des patrons se mesure à l'aune de l'implication de leurs entreprises sur les marchés les plus touchés, en Asie notamment. *« Il y a un an, nous étions les champions de l'exportation, aujourd'hui nous sommes "exposés à l'international" »*, ironise Pierre Blayau, le PDG de Moulinex. LVMH, en présentant ses comptes du premier semestre, jeudi 24 septembre, a averti les analystes que *« les résultats de 1998 devraient être en baisse par rapport à 1997 »*, contrairement aux prévisions affichées en juin. Le groupe de luxe explique : *« Même si les ventes continuent à être bonnes en volume au Japon, la situation dans le reste de l'Asie s'est encore détériorée durant l'été avec l'évolution du yen. De plus, sont apparus récemment de nouvelles incertitudes économiques dans le monde (Russie, Amérique du Sud) et un affaiblissement du dollar. »*



COUP DE FREIN REDOUTÉ

Pas étonnant que Bernard Arnault, le PDG de LVMH, soit l'un des plus pessimistes pour l'évolu[redacted] Europe en 1999 : *« La Grande-Bretagne est déjà entrée dans une phase de ralen*[redacted]*gne va souffrir de la situation en Russie, le dollar va continuer à chuter si M. Greenspan baisse les taux d'intérêt, la crise asiatique ne va pas se résorber de sitôt... »* En France, M. Arnault voit le début du ralentissement au printemps 1999 et redoute un coup de frein brutal sur l'activité et la consommation intérieure.

M. Goutard, lui, s'attend plutôt à un *« atterrissage en douceur »* de l'économie à partir du second semestre, *« compte tenu des effets retardateurs liés à la présence importante de l'Etat dans l'économie française »*. M. Beffa est sur la même ligne : *« La croissance en Europe se ralentira, peut-être autour de 2,5 % au lieu des 3 % que l'on escomptait. Mais rien de catastrophique si le Brésil ne s'effondre pas. »* Plus que l'Asie, l'Amérique latine – compte tenu de sa proximité avec les Etats-Unis – est au cœur des préoccupations des grands patrons français.

Le Brésil, plus grand pays sud-américain, est une terre d'élection pour les industriels français, qui y ont beaucoup investi, de Carrefour à Rhône-Poulenc, en passant par Peugeot, Renault, Saint-Gobain, Lafarge ou Moulinex. *« Si le Brésil saute, la contagion atteindra toute l'Amérique du Sud, en particulier des pays comme le Mexique ou l'Argentine. Or, qui dit Mexique dit Etats-Unis »*, estime, [redacted]tien au *Journal du textile*, Eduardo Malone, le patron – Argentin de naissance – du groupe textile Chargeurs. Pour Gérard Mestrallet, président du directoire de Suez-Lyonnaise des eaux, *« les Etats-Unis feront ce qu'il faut pour éviter un effondrement du Brésil. Les banques américaines sont tellement engagées qu'elles ne peuvent pas se permettre de ne pas soutenir l'Amérique du Sud »*.

Face à cette incertitude, certains ramènent la toile. Saint-Gobain a adopté une attitude attentiste : *« Ne faire que les investissements nécessaires immédiatement, et suspendre les autres pendant trois mois, le temps d'y voir plus clair. »* LVMH a repris en main sa filiale américaine Duty Free Shoppers (DFS), la cause essentielle de ses déboires en raison de son activité de distribution de produits de luxe exclusivement tournée vers l'Asie. DFS, qui a perdu 236 millions de francs au premier semestre après une baisse de 30 % de son chiffre d'affaires, a changé de management au cours de l'été et va recentrer son développement sur les Etats-Unis.

D'autres pensent que la meilleure des défenses reste l'attaque. Bertrand Collomb, PDG de Lafarge, profite de la crise pour saisir des occasions d'investissement en Asie : le groupe a lancé une cimenterie en Chine et y envisage un triplement de ses capacités de production de plâtre, il rachète des opérateurs en Corée, en Thaïlande, [redacted] regarde [redacted]pines. *« Quand on en a les moyens, il faut acheter à contre-cycle »*, dit M. Collomb. Franck Riboud, le patron de Danone, n'a pas fait autre chose, en rachetant coup sur coup cette année les deux plus grandes eaux minérales d'Asie, en Indonésie et en Chine. *« Les investissements n'ont jamais été aussi bon marché »*, déclarait, jeudi 24 septembre, devant la Chambre de commerce internationale, à Genève, Helmut Maucher, le président de Nestlé, tout en invitant les investisseurs à *« ne pas devenir nerveux »*, face à une crise qu'il voit durer *« deux ou trois ans »*.

Dans ce grand maelström mondial, les chefs d'entreprise ont le sentiment que l'Europe dispose malgré tout d'une carte maîtresse : l'euro. *« Ces dernières semaines, nous avons pu mesurer combien la monnaie unique européenne est un immense facteur de stabilité »*, dit M. Beffa. M. Collomb veut croire au pragmatisme de Wim Duisenberg, le président de la nouvelle Banque centrale européenne : *« Il y a encore un an, on pouvait craindre une emprise de la Bundesbank sur l'euro. La situation est radicalement différente aujourd'hui. »* Certains redoutent cependant une politique monétaire trop rigide, semblable à celle du « franc fort » au début des années 90. *« Euro fort et dollar faible, c'est la récession assurée en Europe »*, prévient M. Malone.

Pascal Galinier [redacted]

Pour la première fois depuis sept ans, les bénéfices américains seront en baisse

LA CROISSANCE exceptionnelle des Etats-unis semble toucher à sa fin. Pour la première fois depuis 1991, les bénéfices des entreprises américaines, frappées par la crise asiatique et la chute des exportations, devraient diminuer au troisième trimestre. Selon les prévisions de First Call Corp, qui synthétise l'ensemble des analyses sur le marché américain, les bénéfices des groupes de l'indice 500 de Standard & Poor's, fléchiraient de 1,1 %.

Depuis plusieurs jours, des sociétés ont lancé des avertissements au marché. Le numéro un de l'emballage, Crown Cork & Seal, a prévenu, le 22 septembre, que ses bénéfices seraient plus faibles que prévu et annoncé son intention de supprimer 7 % de ses effectifs. La firme Tupperware a révélé qu'elle enregistrerait une perte inattendue au troisième trimestre, tandis que Walt Disney a déjà averti que son bénéfice serait moindre que celui de 1997 en raison de la chute de ses ventes de vidéos en Asie.

Le mouvement risque de s'amplifier dans les prochaines semaines. Les groupes pétroliers et ceux de matières premières, qui ont vu leurs prix s'effondrer au cours des derniers mois, sont désignés comme les premières victimes. Selon les analystes, les bénéfices d'Exxon, premier groupe mondial pétrolier, pourrait diminuer de 17,8 % au troisième trimestre, ceux du chimiste DuPont de 23,2 %, et ceux de Phelps Dodge, premier producteur américain de cuivre, de 73 %.

Alors que la crise financière s'est étendue à la Russie et à l'Amérique latine, les groupes financiers deviennent aussi de plus en plus exposés. Les bénéfices trimestriels des plus grandes banques américaines devraient diminuer de 34 %, d'après les estimations de First Call. La banque Bankers Trust a annoncé, au début du mois, qu'il serait dans le rouge, à la suite d'une perte de 350 millions de dollars dans ses activités de trading en Russie. – *(Bloomberg).*

COMMENTAIRE

QUI CROIRE ?

Qui croire ? Au cours des derniers jours, plusieurs grandes entreprises européennes (Alcatel, Shell, Philips) ont annoncé des résultats semestriels moins bons que prévus. Ils ont prévenu la communauté boursière que les prochains mois pourraient apporter de nouvelles désillusions. La crise économique et financière dans les pays émergents est passée par là : elle affecte les exportations vers ces régions, des commandes sont annulées, des contrats reportés.

Mais les dirigeants politiques français [redacted] une grande sérénité. La croissance, sur le Vieux Continent, va se poursuivre à un rythme soutenu, expliquent-ils, grâce au bouclier protecteur de l'euro et à la vigueur de la demande intérieure. Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, vient de confirmer sa prévision d'une hausse du produit intérieur brut français de 2,7 % pour 1999. Alors que le chancelier Helmut Kohl l'a révisée en baisse pour l'Allemagne.

Avec des résultats d'entreprises moins brillants que prévu, l'objectif gouvernemental de croissance peut-il être atteint en France ? Confrontés à une contraction de leurs débouchés sur les marchés étrangers, les groupes seront amenés à alléger leurs programmes d'investissements. Leurs cours en Bourse baisseront, ce qui réduira l'épargne financière des ménages aisés et pèsera sur leur consommation. Enfin, pour maintenir leur rentabilité, les groupes chercheront à diminuer leurs coûts, en comprimant salaires et effectifs. Des profits en baisse, ce sont des investissements et de la consommation en moins et du chômage en plus.

A en juger par la chute récente de la Bourse, les milieux financiers accordent davantage de crédit aux prévisions des industriels qu'à celles des ministres...

Pierre-Antoine Delhommais

Sanctionné par la Bourse, Bull accélère son programme de réduction des coûts

GUY DE PANAFIEU, le PDG de Bull, veut tenir son objectif de résultat d'exploitation de 1 milliard de francs cette année. Il l'a redit jeudi 24 septembre en présentant les résultats semestriels du groupe français d'informatique. Pour cela, M. de Panafieu va accélérer les coupes dans *« les coûts »*, à travers un programme qui, pour partie, est déjà engagé depuis début 1997. *« Nous voulons réduire notre structure de coûts de 1 milliard de francs en année pleine »*, a expliqué le PDG, qui justifie ce coup d'accélérateur aux restructurations par des résultats semestriels *« inférieurs aux prévisions »*.

Les ventes de Bull, qui avaient progressé de 5 % sur l'ensemble de 1997, ont crû de 3,3 % au premier semestre 1998, à 11,7 milliards de francs. Le résultat d'exploitation a reculé à 104 millions (196 millions au premier semestre 1997), alors que le résultat net virait au rouge (353 millions de pertes). La Bourse – 25 % du capital de Bull est dans le public – a sanctionné ces résultats en ramenant la valeur de l'action de 70 francs en juillet à 46 francs actuellement.

Bull, qui emploie 21 000 personnes, dont environ 50 % en France, veut amplifier ce que sa direction appelle un *« programme de redéploiement des compétences »*. Sous ce terme sont regroupées à la fois des mesures de formation et de réorientation des salariés vers de nouveaux métiers, des pré-retraites, l'externalisation d'une dizaine d'activités (sous forme de filiales autonomes, qui travailleront pour Bull mais aussi pour d'autres clients), ainsi que des embauches.

M. de Panafieu, qui vient de donner son feu vert à la suppression de 472 emplois (sur 1 500) dans la filiale italienne de Bull, s'est refusé à préciser l'ampleur des réductions d'effectifs auxquelles donnera lieu le plan de redéploiement. Michel Audan, le directeur des ressources humaines, a estimé que l'effectif sera *« stabilisé à la baisse »*.

DÉCONVENUE

Des représentants de la CFDT et de la CGT indiquent avoir constaté *« depuis plusieurs mois une pression sur les incitations aux départs volontaires négociés, primes à la clé »*. La direction s'en défend. Mais elle indique qu'au premier semestre elle a réduit les effectifs de 200 personnes, à travers 1 100 départs et 900 embauches.

Le plan de restructuration coûtera 1 milliard de francs à Bull et 1998 et 1999. Si *« son impact »* (les économies réalisées) devrait être *« supérieur en 1999 par rapport à 1998 »*, selon M. de Panafieu, *« il fera baisser cette année le résultat net »*. Le PDG de Bull a par ailleurs réaffirmé son objectif d'augmentation de 5 % du chiffre d'affaires sur l'année.

Pour cela il faudra que la seconde moitié de l'année, qui est traditionnellement meilleure que la première chez la plupart des groupes d'informatique, soit vraiment très bonne pour Bull. Car au premier semestre la légère croissance des ventes n'a été due qu'aux activités de services (+ 10,6 %, à 6,35 milliards de francs). Les activités produits ont pour leur part reculé de 4,8 % (à 5,9 milliards).

Les deux domaines sur lesquels Bull affirme vouloir bâtir son retour à une croissance soutenue ont subi une forte déconvenue : les ventes de logiciels d'administration et de sécurisation de réseaux informatiques ont baissé de 16,6 % et celles de terminaux de paiement et de cartes à puce de 13,3 %.

Dans ce dernier domaine, M. de Panafieu a confirmé négocier un rapprochement des activités de sa filiale espagnole Telesincro (terminaux point de vente) de celles de la société française Ingenico, qui se traduirait par une entrée de Bull au capital de cette dernière.

Philippe Le Cœur

La CGT propose une consultation sur les 35 heures chez EDF-GDF

COMMENT se sortir de l'impasse des 32 heures ? Après l'annulation de l'accord sur la réduction du temps de travail chez EDF-GDF par la cour d'appel de Paris à la demande de la CGT (*Le Monde* du 24 septembre) l'organisation majoritaire a proposé, jeudi 24 septembre, aux autres syndicats d'engager une vaste consultation sur les 35 heures dans l'entreprise. *« Si les autres fédérations sont d'accord, je propose de consulter ensemble les salariés sur leur lieu de travail pour savoir ce qu'ils attendent des 35 heures »*, a affirmé jeudi Denis Cohen, secrétaire général de la Fédération de l'énergie CGT lors d'un débat organisé par quatre syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC) au CNIT, à la Défense, sur l'avenir du service public. *« Quelles que soient les propositions du personnel, je suis prêt à les accepter »*, s'est-il engagé, répondant ainsi aux vives critiques de la CFDT.

Cette organisation à l'origine de l'accord sur la réduction du temps de travail permettant à ce jour l'embauche de 5 100 jeunes chez EDF-GDF et le passage à temps partiel de 19 000 salariés a dénoncé *« l'archaïsme »* de la conception des relations sociales de la CGT et de FO et *« leur politique de la terre brûlée »*. Selon Jean-Marc Mauchauffée, l'un des responsables de la CFDT, la contestation de cet accord *« est un déni de progrès social. A qui profite le crime ? Certainement pas au personnel »*.

Si la CGT fait preuve d'ouverture, son allié FO, de son côté, revendique avec fierté cette notion d'*« archaïsme »* mais dans sa conception de défense du service public. *« Je ne souhaite pas entrer dans la polémique ouverte, qui est malsaine »*, a affirmé pour ce syndicat Robert Pantaloni, rappelant qu'il fallait respecter toute décision de justice.

CRISE SYNDICALE

Simultanément, la CGT et FO recevaient le soutien de SUD-PTT, qui dans un communiqué affirme que l'accord *« introduisait de fait un double statut dans l'entreprise avec le recrutement systématique de salariés sur une base de 32 heures, c'est-à-dire avec un salaire d'embauche moindre et un déroulement de carrière différent des autres salariés »*. Et ce syndicat de se demander : *« Peut-on parler de progrès social quand les jeunes recrutés dans ces conditions sont traités de façon discriminatoire ? »*

Curieusement, cette crise syndicale n'est apparue que lors des conclusions de ce forum régional destiné aux salariés des entreprises de l'énergie dans les Hauts-de-Seine. Durant les deux heures de discussion, les 200 participants et les élus locaux se sont plus intéressés à l'avenir du service public et à la future transposition en droit français de la directive européenne qui ouvrira le marché à la concurrence dès février 1999.

L'ensemble des intervenants ont réclamé avant l'adoption de la loi un débat sur l'énergie en France et aussi l'intégration dans les textes d'un droit à l'électricité pour tous, notamment les plus démunis. *« L'avant-projet de loi qui vient d'être publié est simplement un élément supplémentaire dans le débat. Le droit d'amendement existe au Parlement »*, a souligné Jean-Louis Dumont, député PS de la Meuse, et auteur d'un rapport sur l'avenir de l'électricité. *« D'octobre à janvier, nous avons le temps nécessaire pour avoir des échanges et nouer un dialogue »*, a ajouté de son côté Christian Bataille, le député socialiste du Nord. Pour lui, le projet de loi devrait arriver en première lecture au mois de janvier. *« Le processus ne sera pas terminé en février, il sera engagé »*, a-t-il nuancé, rappelant que l'ouverture à la concurrence est prévue officiellement le 19 de ce mois-là. Contrairement à ses autres partenaires européens, la France ne devrait donc pas être tout à fait prête à cette date. De l'avis des experts, en raison de ce calendrier serré, le débat sur la politique énergétique du pays, s'il a lieu, interviendra après le vote de la loi sur l'électricité...

Dominique Gallois

هكذا من الأصل

Le sauvetage en catastrophe de LTCM souligne la fragilité du système financier international

Seize établissements ont accepté d'apporter 25 milliards de francs au fonds spéculatif américain

Les déboires de Long Term Capital Management (LTCM), un fonds spéculatif sauvé de la faillite par une intervention de la Réserve fédérale de New York, ont donné, jeudi 24 septembre, des frissons à Wall Street. La Bourse américaine a perdu 1,87 %. Le marché américain a plongé lorsque la banque suisse UBS, la première en Europe, a révélé l'ampleur de ses pertes (3,85 milliards de francs français) liées à LTCM.

LONDRES
de notre correspondant à la City

Le sauvetage organisé en catastrophe par la Réserve fédérale de New York de Long Term Capital Management (LTCM), un gros *fonds d'investissement spéculatif* au bord de la faillite, illustre la crainte des autorités face à la menace de défaillances en chaîne sur le marché financier américain. Un consortium de seize banques a accepté, mercredi 23 septembre, d'injecter *3,75* milliards de dollars (21 milliards de francs) pour renflouer le prestigieux « hedge fund » créé par le célèbre John Meriwether. Avant l'intervention des autorités de tutelle, LTCM aurait perdu 4 milliards de dollars sur les marchés émergents. Ses fonds propres sont passés de 4,8 milliards de dollars au début de l'année à *500 000 millions* cette semaine.

« Avec les crises russe et asiatique sur le dos, le marché voulait éviter à tout prix une liquidation. Il y avait une réelle menace de déstabilisation d'un marché déjà fragilisé. C'était l'intérêt de toute la communauté financière de sauver Long Term Capital Management de la banqueroute », explique un expert new-yorkais. La perspective de la faillite de ce fonds spéculatif avait de quoi faire trembler la Réserve fédérale (Fed). *« Cette initiative montre combien la Fed a pris la mesure d'une possible crise systémique qui aurait pu entraîner des difficultés pour les banques qui avaient fait crédit à Meriwether »*, indique, à Londres, le spécialiste Rupert Bruce. Pour monter leurs complexes opérations sur des produits dérivés, les fonds de couverture empruntent des sommes énormes par rapport à leur capital. Selon certains chiffres avancés à Wall Street, LTCM avait un portefeuille de titres atteignant 100 milliards de dollars. *Dans ces circonstances*, la Réserve fédérale n'a guère eu de mal à persuader les banques créancières de la nécessité de délier les cordons de la bourse pour éviter une réaction en chaîne aux effets dévastateurs *pour l'ensemble des établissements* financiers.

Les pertes de LTCM proviennent de mauvais investissements à répétition de la part des gérants de ce « hedge fund » phare dont la grande spécialité était de parier sur les différences de taux obligataires sur les marchés. Les opérations ratées ont porté sur les obligations européennes à l'approche du basculement de l'euro, sur les taux d'intérêt des crédits immobiliers et sur les titres de compagnies sous-évaluées, cibles potentielles d'OPA. Pendant l'été, Meriwether avait joué les obligations russes, les *GKO à haut* rendement, et avait délaissé les valeurs sûres comme les obligations américaines. Or le naufrage russe a provoqué l'effet inverse, avec l'effondrement des premières et l'envolée des secondes.

John Meriwether est l'inventeur légendaire, dans les années 80, de la botte secrète de Salomon Brothers, *l'arbitrage d'obligations*, un fantastique produit financier. Mais le scandale qui, en 1991, avait secoué la banque d'affaires, convaincue d'avoir manipulé les adjudications de bons du Trésor américain, avait entraîné le départ de cet as de la finance. Sa réussite lui avait valu d'être campé dans le best-seller *Liar's Poker* (poker *menteur), une saga sur les traders* fous de l'investment bank. Après avoir accepté de payer une amende de 40 millions de dollars tout en affirmant son innocence, il s'était installé à son compte en créant son propre fonds d'arbitrage en 1994. Mais au lieu de copier les maîtres de la profession, *les Soros et autres Robertson*, et de se lancer sur des opérations à découvert à court terme sur un titre, une monnaie ou une marchandise, Meriwether fait des paris sur le long terme. Moins soumise aux aléas de la volatilité des *marchés, cette stratégie est censée* diminuer les risques courus par les investisseurs. Très rentable les deux premières années, le LTCM connaît un ralentissement en 1997 avant de commencer sa descente aux enfers au printemps et de couler sous l'onde de choc du séisme russe.

« TÊTE D'ŒUF »

Dans la vie, John Meriwether est la caricature de la « tête d'œuf » ; timide mais d'une audace sans borne, fuyant les journalistes et exigeant de ses collaborateurs la même discrétion. Pour impressionner la clientèle, riches investisseurs privés et investisseurs institutionnels, le financier « vedette », qui avait quitté Wall Street pour la banlieue cossue de Greenwich, dans le Connecticut, s'était entouré de poids lourds, dont deux prix *Nobel d'économie, Robert Merton* et Myron Scholes, spécialistes des produits dérivés et options, et un ancien vice-président de la Réserve fédérale.

L'intervention de la Fed pour venir à la rescousse de l'un de ces *« corsaires de la finance »* est pourtant loin de faire l'unanimité. Certains estiment que les partenaires de « hedge funds » sont conscients des risques encourus en confiant des avoirs à ces fonds qui ne sont pas soumis aux mêmes exigences d'informations que les autres en raison de leur implantation, la plupart du temps, dans des paradis fiscaux. Mais à l'heure de tous les périls, la Fed a préféré lancer une bouée de sauvetage à LTCM plutôt que de confier sa liquidation à l'un de ses créanciers. Cette solution draconienne avait été choisie dans le passé avec la banque d'affaires *Drexel*, victime des malversations d'un autre génie de l'arbitrage, Michael Milken, l'inventeur des fameux « junk bonds ».

Marc Roche

La Réserve fédérale américaine vole au secours d'un spéculateur privé

Les banques françaises relativisent leurs risques

LES SEIZE plus importants établissements financiers mondiaux étaient convoqués d'urgence, mercredi 23 septembre, dans les bureaux de la Réserve fédérale de New York. L'ordre du jour de ce puissant aréopage portait sur la *défaillance d'un simple* fonds d'investissement privé : le Long Term Capital Management. Le chantage d'un seul « hedge fund » a réussi à faire plier la crème des banques d'investissements.

Devant l'urgence de la situation, douze banques : *Goldman Sachs*, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Travelers Group, UBS, JP Morgan, Crédit Suisse First Boston, Salomon Smith Barney, Deutsche Morgan Grenfell, Barclays Capital, Chase Securities et BT Alex Brown ont accepté immédiatement de mettre 300 millions de dollars chacune. Par ailleurs, la Société générale a apporté *125 millions de dollars* et Lehman Brothers et Paribas ont mis 100 millions chacun. La Société générale a indiqué qu'elle ne travaillait avec LTCM que *« comme contrepartie à des opérations de marché »* garanties par des bons du Trésor. Paribas serait dans la même situation avec une petite participation de 15 millions de dollars dans un crédit. Aucune de ces deux banques, *pas plus que le Crédit* agricole, n'avait de participation au capital du *« hedge fund »*.

Au total 3,75 milliards de dollars de fonds propres seront nécessaires pour renflouer le Long Term Capital Management. Toutes ces banques ont accepté de bloquer pendant trois ans de l'argent dans ce fonds d'investissement. Avec *pour seule contrepartie*, l'assurance que la gestion du Long Term Capital Management sera pilotée par un comité de cinq banques : Goldman Sachs, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Travelers Groups et UBS.

Ce sauvetage ne laisse pas indifférent. Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, s'est publiquement interrogé *« pourquoi le poids du gouvernement fédéral doit-il être mobilisé pour aider un investisseur privé ? »*.

Enguérand Renault

L'UBS est la première victime de l'effondrement du fonds spéculatif

BERNE
de notre correspondant

La nouvelle UBS, issue de la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse, a convoqué à la hâte une conférence de presse mercredi 24 septembre. Invoquant les perturbations du marché qui se sont produites depuis la mi-août et reconnaissant le lourd *impact de l'effondrement du fonds* Long Term Capital Management (LTCM), la deuxième banque mondiale a annoncé qu'elle devait réviser ses prévisions de résultats à la baisse. Elle a reconnu avoir subi *« un important manque à gagner »* et s'attendre à une perte après impôts de 0,5 à 1 milliard de francs suisses (2 à 4 milliards de francs français) au troisième trimestre.

Dans un communiqué, l'UBS donne plusieurs raisons pour expliquer ce renversement de tendance. L'envol des taux d'intérêt sur les marchés émergents, l'effondrement des marchés russes et l'insécurité qui s'est propagée à l'Amérique latine, conjugués à une liquidité réduite et à la nervosité des marchés ont pénalisé les activités obligataires de l'UBS. La volatilité des principaux indices boursiers, qui a doublé, a affecté les portefeuilles d'actions de la banque, destinés au *« trading »*, le négoce de titres.

Cette évolution explique en grande partie l'important manque à gagner enregistré par la banque depuis la fin du mois d'août. Selon les chiffres communiqués, les activités de l'UBS dans les marchés émergents de Russie, d'Asie du sud-est et d'Amérique latine ont provoqué une diminution du bénéfice de 630 millions de francs suisses. Durant la même période, la baisse imputable aux opérations sur actions a atteint 600 millions de francs suisses.

Enfin, l'UBS a été amenée à passer des provisions de 950 millions de francs suisses (3,8 milliards de francs) en raison de son engagement dans Long Term Capital Management L. P. Dans ces conditions, le groupe s'attend à une perte après impôts de 0,5 à 1 milliard de francs suisses. Pour l'ensemble du second semestre, l'UBS prévoit un *« modeste »* bénéfice net contrastant avec l'excédent de 3,5 milliards de francs suisses réalisé pendant les six premiers mois de l'année, ce qui représentait une hausse de 22 % par rapport à la même période de 1997. *« La plupart des facteurs négatifs étant exceptionnels, ils n'affecteront pas structurellement la capacité bénéficiaire du groupe »*, ose néanmoins espérer le communiqué publié par la banque.

CHUTE DE L'ACTION

En attendant, l'action de l'UBS a chuté de plus de 10 % mercredi 24 septembre à la Bourse de Zurich, entraînant dans la foulée le titre Crédit suisse qui a reculé de 5,3 %. L'agence de notation financière Moody's a, quant à elle, placé jeudi la note de l'UBS pour sa dette à long terme sous surveillance, en vue d'un éventuel abaissement. Elle risque donc de perdre son triple A (Aaa), la meilleure note possible, de plus en plus rare. Pour Moody's, UBS reste néanmoins l'un des groupes financiers les plus solides au monde.

L'autre grande banque helvétique, Crédit suisse avait, elle, annoncé le 9 septembre la constitution d'une provision de 474 millions de dollars (2,65 milliards de francs) pour se prémunir des contrecoups de la crise asiatique le jour même où il affichait un bénéfice net semestriel de 2,4 milliards de francs suisses. Jeudi 24 septembre, la banque d'investissement américaine Morgan Stanley Dean Witter a, elle, annoncé que son résultat net pour le troisième trimestre de 1998 était en recul de 5 %, à 645 millions de dollars (3,6 milliards de francs). Depuis le début de l'année, son bénéfice atteint 2,2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs), soit 19 % de plus qu'au cours des neuf premiers mois de 1997.

Jean-Claude Bührer

هكذا من الأصل

Wall Street et le dollar pénalisés par les craintes de défaillances bancaires

La chute des cours marque la défiance des investisseurs

LES NOUVEAUX développements de la crise financière mondiale, avec le sauvetage in extremis du fonds d'investissement spéculatif Long Term Capital Management (LTCM) et l'annonce de lourdes pertes au troisième trimestre pour la grande banque suisse UBS, ont provoqué un regain d'inquiétude chez les investisseurs. Wall Street a terminé la séance du jeudi 24 septembre en nette baisse (– 1,87 %). Vendredi 25 septembre, Tokyo a reculé de 3,39 % tandis que Francfort, première place européenne à ouvrir, cédait 1,5 % après quelques minutes de transactions.

« PAS D'OASIS »

Le risque d'une crise systémique, dans laquelle la défaillance de quelques établissements financiers entraînerait des faillites en cascade, est pris très au sérieux par les opérateurs. Ces derniers s'interrogent sur la façon dont les banques ont résisté à la tempête monétaire et boursière des deux derniers mois et sur l'efficacité de leurs procédures de contrôle interne des risques de marchés. Reflet de la défiance des gestionnaires, les valeurs bancaires plongent en Bourse.

A ces craintes sur la solidité du système bancaire s'ajoutent celles sur la poursuite de la croissance en Occident. *« Il n'est pas réaliste de penser que les Etats-Unis ou l'Europe puissent rester une oasis de prospérité dans un monde qui subit des tensions croissantes »*, a affirmé mercredi le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan.

Le dollar ne profite pas de cet environnement tourmenté et de son statut de monnaie refuge. Au contraire : il est tombé, vendredi matin, à moins de 5,60 francs, son plus bas niveau depuis le mois d'avril 1997. Les anticipations de baisse des taux aux Etats-Unis pour éviter une récession, la place prééminente des banques américaines sur les marchés de capitaux et la dépréciation des dettes des pays émergents libellées en dollars, tous ces éléments affectent le billet vert.

P.-A. D.

Sony se lance dans le commerce en ligne de produits financiers

La firme nipponne devrait s'allier avec Citibank et Charles Schwab

Le champion de l'électronique grand public a décidé de se lancer avec des alliés américains (le courtier Charles Schwab et Citibank) dans la commercialisation de produits financiers allant de l'assurance-dommages à la vente de titres et de crédits. Sony s'intéresse d'autant plus à cette activité qu'elle devrait faire de plus en plus appel au commerce électronique et que Sony est très impliqué dans le multimédia et Internet.

TOKYO
correspondance

Sony, le champion de l'électronique grand public, semble s'intéresser très sérieusement au secteur financier. Déjà présente dans l'assurance-vie depuis 1979, la multinationale a fait part en juillet de son intention de pénétrer le secteur des assurances-dommages. Au début de cette semaine, le quotidien *Nikkei Shimbun* rapportait que Sony envisageait une alliance avec Charles Schwab, le leader américain du courtage en ligne, pour gérer des produits d'investissement pour particuliers au Japon sur Internet. De part et d'autre, on se borne à confirmer qu'il y a bien un intérêt de Sony pour le courtage et le télé-marketing et de Schwab pour la considérable épargne japonaise.

« Nous étudions les possibilités, mais n'avons pris encore aucune décision et formé aucune alliance », martèle Aldo Liguori, un porte-parole du groupe nippon à Tokyo. Selon une dépêche de Kyodo News du 22 septembre, Sony se serait entendu avec Citibank pour proposer des services financiers couplés à la vente de ses produits aux Etats-Unis. Sony possède déjà sa propre filiale de leasing et de crédit au Japon.

Si l'aggravation de la récession au Japon et la chute de la consommation sont préoccupants pour un groupe comme Sony (ce serait une des raisons du récent décrochage de l'action), l'inventeur du Walkman est parmi les mieux placés du secteur : ses bénéfices bruts pour l'année fiscale ont atteint la somme record de 20 milliards de francs. Mais, surtout, le groupe de Norio Ohga peut être fier d'une diversification réussie dans le cinéma (malgré des déconvenues, le bilan est positif), les jeux vidéo (la Playstation, dont les ventes ont bondi de 72 % en 1997, est une véritable vache à lait), les produits numériques (MiniDisc, très populaire au Japon, mais aussi Caméscopes) et la télévision satellite (bouquet numérique JskyB). Sony tente aussi une percée dans les micro-ordinateurs avec sa gamme de modèles de bureau et de portables.

Les ambitions de Sony dans la finance peuvent surprendre. Dans l'assurance-vie, Sony s'est allié en 1979 avec l'américain Prudential Insurance Co., pour racheter en 1996 leur filiale commune, aujourd'hui baptisée Sony Life Insurance. A 271 milliards de yens, son chiffre d'affaires représente un peu plus de 4 % des ventes totales du groupe. Dans l'assurance-dommages, Sony a créé une société chargée de préparer son entrée dans ce secteur fin 1999 : il s'agirait de vendre notamment de l'assurance automobile en marketing direct (sans passer par des agents), et de proposer des primes à des tarifs variables.

« DES REVENUS STABLES »

« C'est d'abord une source de revenus stables, beaucoup moins cyclique que les produits électroniques », explique-t-on au service communication du groupe à Tokyo, où l'on semble vouloir être très prudent et discret sur l'éventuelle stratégie du groupe dans les services financiers. Celle-ci est pourtant loin d'être intempestive : le programme de déréglementation financière du Big Bang, qui s'étend jusqu'à 2001, est en train de bouleverser, entre autres, le secteur des assurances (libéralisation des primes en 1999) et du courtage (libéralisation des commissions).

Les cloisons qui isolaient au Japon chaque segment d'activité et protégeaient de la concurrence nombre d'affaires peu rentables sautent : non seulement les sociétés concernées se regroupent mais des alliances avec des firmes étrangères, et aussi des nouveaux venus, se mettent en place. Maisons de commerce, compagnies d'assurance, se lancent dans le courtage. Pour les analystes, le moment est bien choisi et répond à la stratégie de Sony d'aller vers le contenant, puisque ces services sont censés faire de plus en plus appel à l'électronique et que Sony est très impliqué dans le multimédia et Internet. Quant au courtage sur Internet, Softbank, le géant du multimédia nippon, qui a précédé Sony en s'alliant avec l'américain E+Trade Group, prouve qu'il n'est pas nécessaire d'être issu de la banque pour ce faire.

Au contraire, la modernisation en cours du secteur financier nippon peut laisser espérer qu'il bénéficiera des dernières avancées technologiques : la promotion du commerce électronique au sens large est une des priorités des pouvoirs publics et des industriels concernés. Qu'il s'agisse pour Sony d'assurer ses arrières dans un domaine appelé à se développer, ou de se garantir des revenus stables, la firme a tout intérêt à battre le fer quand il est chaud : profiter de son immense popularité et associer son image de dynamisme et d'innovation à des produits d'un type nouveau. *« Les principales barrières dans ce domaine sont la réputation et la technologie. Sony a la capacité d'être compétitif sur ces deux tableaux »*, conclut David Threadgold, analyste de chez ING Barings à Tokyo.

Brice Pedroletti

Le japonais achète une petite télévision en chinois

Le groupe électronique japonais Sony va prendre le contrôle d'une petite chaîne nipponne de télévision par satellite en langue chinoise, selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*. Cette chaîne, baptisée Daifu, est contrôlée à 90 % par le négociant en faillite Okura and Co. Le solde est entre les mains de la chaîne hertzienne Fuji TV.

Sony prévoit de boucler l'opération avant la fin de la semaine. Le capital de la chaîne sera relevé de 50 millions de yens (environ 2 millions de francs) à 100 ou150 millions de yens et des partenaires extérieurs y seront invités. La chaîne pourrait venir enrichir le bouquet satellitaire SkyPerfectTV, dont Sony est l'un des membres fondateurs, ou servir de passerelle avec la chaîne d'Etat chinoise CCTV.

Kingfisher prend le contrôle de Castorama

LE NUMÉRO UN français des magasins de bricolage, Castorama, a annoncé, vendredi 25 septembre, avoir signé un accord de principe avec le groupe britannique Kingfisher, propriétaire de Darty et de But, en vue de *« créer le premier distributeur européen d'articles de bricolage »*. Le nouvel ensemble devrait réaliser un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs avec plus de 430 magasins. Kingfisher va faire apport de 100 % du capital de sa filiale de bricolage B & Q à Castorama. En échange, le groupe britannique recevra 54,6 % du capital élargi du nouvel ensemble, avec des droits de vote plafonnés à 50 % pendant au moins deux ans et demi. La société Castorama Dubois gardera son statut de société en commandite par actions et restera cotée en Bourse à Paris.

La Deutsche Bank entre dans le capital de Comit

LA DEUTSCHE BANK, première banque allemande, a pris une participation de 4,5 % dans le capital de la Banca Commerciale Italiana (Comit), sixième banque italienne, en achetant des titres en Bourse pour *« plus de 700 milliards de lires »* (2,3 milliards de francs), a-t-elle annoncé jeudi 24 septembre. Elle considère cet investissement *« comme très prometteur, en raison du grand potentiel de croissance de la banque »*, indique un communiqué. Les milieux financiers s'interrogent sur le rôle que veut jouer la Deutsche Bank dans la stratégie de l'une des banques italiennes les plus convoitées. Deux de ses grands actionnaires, Mediobanca et Generali, sont favorables à un rapprochement avec la Banca di Roma, contrairement à Paribas (qui détient toujours 4 % de Comit). La Commerzbank, concurrente de la Deutsche Bank, est aussi présente au capital de la Comit avec 3,3 %.

Nouvelles mesures pour GIAT

LE MINISTÈRE de la défense a proposé de nouvelles mesures sociales et industrielles pour accompagner le plan stratégique de GIAT Industries qui prévoit quelque 3 550 suppressions d'emplois d'ici à 2002. En particulier, la possibilité de départ à 52 ans pour les ouvriers d'Etat serait prolongée de deux années et étendue aux anciens ouvriers d'Etat passés sous convention collective. Une possibilité de départ à 55 ans serait offerte aux personnels sous convention collective. Il n'y aurait pas de notifications individuelles de déplacement ou de licenciement. Cependant, le ministère de la défense a confirmé la fermeture des sites de Salbris (Loir-et-Cher) et du Mans (Sarthe), mais souhaite que la direction renonce au départ des activités *« armes de petit calibre »* de Saint-Etienne. Des négociations en cours avec d'éventuels partenaires permettraient d'envisager la poursuite d'activités à Rennes et Saint-Pierre-en-Faucigny (Haute-Savoie).

Rossel s'apprête à entrer dans le capital de « La Voix du Nord »

L'arrivée du groupe belge, allié au groupe Hersant, dans le capital du quotidien lillois, devrait être annoncée au début de la semaine prochaine. Elle va permettre aux deux groupes de jouer un rôle capital dans l'ensemble de la presse wallone et du nord de la France

LILLE
de notre correspondant régional

L'étau se resserre sur *La Voix du Nord*. Le groupe belge Rossel, allié à la Socpresse (groupe Hersant), devrait annoncer en début de semaine prochaine son entrée dans le capital de *La Voix du Nord*. Le chiffre de 38 % est avancé à Lille comme à Bruxelles. La nouvelle pourrait être dévoilée lundi, ou mardi après une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de *La Voix du Nord*. Elle mettrait fin à une longue querelle entre actionnaires, mais aussi à une crise morale qui pesait depuis plusieurs mois sur la vie du plus important quotidien régional du nord de la France. Le conflit qui a opposé des actionnaires minoritaires au patron de *La Voix du Nord*, Jean-Louis Prévost, se solde par la prise de contrôle d'un des principaux groupes de presse régionale français.

L'entrée du groupe belge intervient au moment où la cour d'appel de Douai vient de renvoyer au 21 janvier 1999 sa décision sur un jugement du tribunal de commerce de Lille. Il donnait raison aux *membres du Rasar (rassemblement* des actionnaires salariés ou retraités) qui s'étaient joints à un groupe d'actionnaires minoritaires pour contester l'application d'un droit d'agrément, à l'intérieur de la société, qui a permis à Jean-Louis Prévost, PDG du groupe La Voix du Nord, de constituer une SCA (Société en commandite par action).

Cette opération faisait suite à un RES (rachat de l'entreprise par les salariés) également contestée par les actionnaires minoritaires qui avaient lancé une « OPA » sur le groupe en mai dernier. Plusieurs actions judiciaires sont également en cours qui visent à éclaircir le rôle du Crédit agricole du Nord, partenaire de la direction de *La Voix du Nord*, et dépositaire d'une partie importante du capital.

C'est par un accord avec la direction du quotidien lillois que Rossel ferait son entrée. L'entourage de Jean-Louis Prévost dément formellement avoir cédé ses actions et prétend que ce sont les minoritaires qui sont à l'origine de l'opération. Beaucoup pensent que le PDG de *La Voix du Nord* a été contraint par quelques-uns de ses plus proches alliés, qui y voyaient le seul moyen de sortir de la nasse. Cette solution ne semble pas provoquer d'hostilité de la part des opposants à Jean-Louis Prévost qui souhaitaient un changement de direction à la tête du groupe et une juste évaluation des actions.

> Le PDG avait pourtant mis en avant la nécessité de se protéger contre d'éventuels prédateurs

Il est même probable que des passerelles seront lancées assez rapidement – si ce n'est déjà fait, malgré les démentis – entre les opposants menés par Jacques Ménard, ancien directeur commercial de *La Voix*, et Rossel.

Une entrée du groupe belge dans *La Voix du Nord* surprend le personnel d'autant plus que Jean-Louis Prévost avait mis en avant la nécessité de se protéger contre d'éventuels prédateurs, et notamment le groupe Hersant, pour justifier son RES puis la transformation de VNI (Voix du Nord Investissement) en SCA. Cette dernière opération devait, selon le conseil de surveillance, représenter *« une garantie contre toute nouvelle agression sur le capital, et pour le personnel l'assurance de continuer sur la lancée d'un développement durable »*.

Il s'agissait alors, selon les responsables de *La Voix du Nord*, de contrer une opération qui *« visait indubitablement l'appropriation du savoir-faire Voix du Nord en termes de presse, de communication et de modernisation de l'outil de travail qui sont le fruit de plusieurs générations de personnel et de dirigeants (...). Mais fidèles à l'esprit de nos fondateurs, nous avons su résister (et à la Voix du Nord ce mot-là a toujours une forte résonnance) pour préserver notre indépendance et notre liberté »*, expliquait un communiqué du 5 mai, l'un des rares publiés par le groupe sur cette affaire.

Du côté de la rédaction, où l'on ne cache pas sa lassitude devant cette longue crise qui secoue le quotidien, l'arrivée du groupe belge ne suscite pas, pour l'instant, de réactions particulières. Pour Pierre Desfassiaux, délégué SNJ de *la Voix du Nord* : *« Nous sommes bien conscients de la nécessité de sortir de cette situation de blocage. »* Mais le SNJ s'inquiète de l'apparition du groupe Hersant derrière le groupe Rossel. Le grand vainqueur de l'opération risque d'être le groupe Hersant, dont l'ombre plane depuis le début de ce conflit. La Socpresse dirigé par Yves de Chaisemartin détient 40 % du groupe Rossel. Elle serait aussi en mesure de régler les problèmes posés par *Nord-Eclair*, un quotidien qui chaque année perd de l'argent et des lecteurs, et qui souffre de la guerre que lui livre son puissant concurrent.

La Voix du Nord est présente enfin en Belgique – grâce à des participations dans *La Libre Belgique*, principal concurrent du *Soir* –, mais aussi dans l'Aisne, dans les Vosges et même en Savoie, où il est en concurrence avec des journaux de la Socpresse ou de France-Antilles (les deux sociétés du groupe Hersant) et de leurs alliés.

Pierre Cherruau

Le sort de « L'Humanité-Hebdo » en discussion

L'HUMANITÉ-HEBDO va-t-elle disparaître, victime de la rénovation de son aînée, *L'Humanité* ? Au sein de l'hebdomadaire, on s'inquiète d'une éventuelle suppression du titre qui a succédé il y a un an à l'*Humanité-Dimanche*. Des journalistes évoquent aussi une possible restructuration des deux rédactions, en avançant l'hypothèse d'une quarantaine de suppressions d'emplois.

Avec ses 90 000 exemplaires diffusés en moyenne et sa diffusion originale – 70 % des exemplaires sont vendus par les militants des comités de diffusion de *L'Humanité* (CDH) –, *L'Humanité-Hebdo* jouit d'une véritable identité. Mais sa rentabilité (ses ventes étaient de 110 000 exemplaires en 1996) n'est plus la même. Une baisse imputable au lancement raté de sa nouvelle formule de l'automne 1997, ainsi qu'au refus de réfléchir à ses modes de distribu[illegible] plusieurs rédacteurs. Pierre Zarka balaie toutefois les « rumeurs » d'une suppression programmée. *« On ne touchera pas à ce titre qui a su rayonner. Nous n'avons pas intérêt à perdre l'audience qu'il représente »*, affirme le directeur de *L'Humanité*, également membre du bureau national du PCF, qui déclare *« travailler à la plus importante transformation de* L'Humanité *depuis sa naissance, avec la volonté d'en faire un produit presse original »*.

En chantier depuis plus d'un an, la nouvelle formule de *L'Humanité* devrait voir le jour en janvier 1999. Il s'agira d'une *« refondation »*, puisque le titre ne devrait plus être *« le journal du PCF »*. *« Le plus grand risque eût été de ne pas prendre de risque »*, indique Richard Béninger, administrateur général. Avec 56 000 exemplaires diffusés en moyenne en 1997 (– 3,1 % par rapport à l'année précédente), *L'Humanité* est confrontée à des difficultés financières gravissimes.

La nouvelle formule, dont le chantier a été confié à Claude Maggiori, est prête. Elle doit maintenant être soumise, ainsi que le cas de *L'Humanité-Hebdo*, aux différentes instances du PCF, d'ici à la mi-octobre. Pour M. Béninger, *« aucune décision n'est prise. Une proposition rédactionnelle a été faite par Claude Maggiori ; il y a des problèmes de télescopage et de complémentarité entre les deux titres. Au PCF, actionnaire majoritaire de* L'Humanité, *de mener des réflexions »*.

SUPPLÉMENT DU QUOTIDIEN

La nouvelle *Humanité* devrait *« parler différemment de l'information et modifier aussi son offre en semaine »*. C'est dans ce projet que devrait s'inscrire *L'Humanité-Hebdo*, qui pourrait être transformée en supplément du quotidien. Mais les réflexions devraient aussi porter sur l'entrée de journalistes non communistes et sur l'ouverture du capital. Enfin, le sort de Martine Bulard, actuelle rédactrice en chef de *L'Humanité-Hebdo*, connue pour ses positions progressistes au sein du PCF, se pose aussi.

La transformation de l'hebdomadaire en supplément du quotidien signerait en tout cas l'arrêt de mort de la vente militante, qui faisait une partie de l'originalité de ce titre depuis sa création en 1948.

Yves-Marie Labé

Maurice Lévy n'introduira pas Publicis Communication en Bourse

LE PRÉSIDENT du directoire de Publicis SA, Maurice Lévy, a estimé à *« zéro »* les chances d'introduction en Bourse de sa filiale Publicis Communication, qui chapeaute les activités publicitaires en France. *« Nous avons demandé à la banque Lazard d'examiner cette possibilité mais elle s'est avérée inenvisageable car (...) cette opération supposerait la fusion des activités de Publicis Communication avec Publicis Monde »*, a-t-il expliqué, jeudi 24 septembre, lors de la présentation des comptes semestriels. Publicis doit, néanmoins, tenter de rendre liquide la participation du groupe américain True North (26,5 % valorisés à 1,38 milliard de francs) dans Publicis Communication, d'ici au 31 décembre (*Le Monde* du 27 janvier).

Canal Plus perd 175 millions de francs au premier semestre

CANAL PLUS a annoncé, *jeudi 24 septembre*, *une perte nette de* 175 millions de francs au premier semestre de 1998, contre un bénéfice de 137 millions de francs un an plus tôt. La chaîne cryptée prévoit de perdre près de 650 millions de francs en 1998. Laurent Perpère, directeur général chargé des finances, estime néanmoins que Canal Plus est *« sur la trajectoire fixée au début de 1998 »*. En 1999, le pain noir mangé, les bénéfices pourraient être plus importants que prévu. Grâce à l'Espagne où, selon M. Perpère, *« l'accord final entre CanalSatellite Digital et Via Digital devrait être bouclé d'ici une semaine »*. Mais aussi à l'Italie, où la RAI pourrait entrer dans le capital de TelePiù au prix d'un *« partenariat possible et intelligent »*.

■ **PRESSE :** *Le Journal du dimanche* proposera une nouvelle formule vers la fin de l'année. Le *JDD « doit être chaud et apporter un "plus" magazine »*, comme le *Sunday Times*, a déclaré, jeudi 24 septembre, Gérald de Roquemaurel, PDG d'Hachette Filipacchi Médias. Le *JDD*, qui doit affronter la concurrence des journaux du septième jour dans l'ouest de la France et celle de *L'Equipe-Dimanche*, sera publié en cahiers et fabriqué à l'imprimerie du *Monde* d'Ivry (Val-de-Marne).

هكذا من الإمل

La Voix du Nord

هكذا من الأصل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ALCATEL : le groupe français prévoit de vendre 8 millions de terminaux téléphoniques mobiles en 1998 (3 millions en 1997)** pour un chiffre d'affaires d'*« un peu plus de 1 milliard d'euros »* (7 milliards de francs). Pour la première fois, l'activité aura un résultat opérationnel *« légèrement positif »*.

● **COMPAQ : le groupe américain a confirmé qu'il lancera, d'ici à fin 1998, son plan de suppression de 820 emplois** sur 2 435 en Allemagne au sein des anciennes équipes de Digital Equipment, malgré les mouvements de grève intervenus au cours du mois de septembre.

■ ***RHÔNE-POULENC*** **: les grévistes du centre pharmaceutique de Vitry (Val-de-Marne) devaient** poursuivre jusqu'à vendredi soir leur mouvement de grève commencé mercredi 23 septembre. Les syndicats demandent le retrait d'un plan de suppression de 149 postes au centre de recherche sur 2 000 salariés.

SERVICES

● **SNCF : le trafic sur la ligne C du RER était à nouveau fortement perturbé vendredi 25 septembre,** notamment sur les secteurs de Brétigny-Etampes et Brétigny-Dourdan, avec la circulation d'un train sur quatre en moyenne. Les agents de conduite de Paris-Austerlitz, en grève depuis neuf jours, réclament l'embauche d'une quarantaine de conducteurs sur la ligne.

● **AÉROPORTS DE PARIS : la grève d'une partie du personnel d'Orly** pour protester contre le transfert d'une partie des vols vers Roissy, le 24 septembre, a eu peu de répercussions sur le trafic aérien. Des retards d'une demi-heure ont été enregistrés dans la matinée, en raison de la fermeture d'une piste due à l'arrêt de travail des pompiers.

● **NTT : la filiale de téléphonie mobile de l'opérateur japonais,** NTT DoCoMo, sera valorisée environ 2 300 milliards de yens (92 milliards de francs) à l'occasion de sa prochaine entrée en Bourse. Le prix définitif des actions sera déterminé le 12 octobre, pour une cotation en Bourse dix jours plus tard.

FINANCE

● **BBV : la banque espagnole Banco Bilbao Vizcaya a pris 55 % du capital de la BHIF, la septième** banque chilienne, pour un investissement de 334 millions de dollars (1,9 milliard de francs).

● **NATIONSBANK : la fusion de la banque américaine avec la** BankAmerica a été approuvée par les actionnaires des deux groupes.

● **BNP** : la banque française et la Dresdner Bank créent une filiale en Roumanie BNP-Dresdner Bank (Romania).

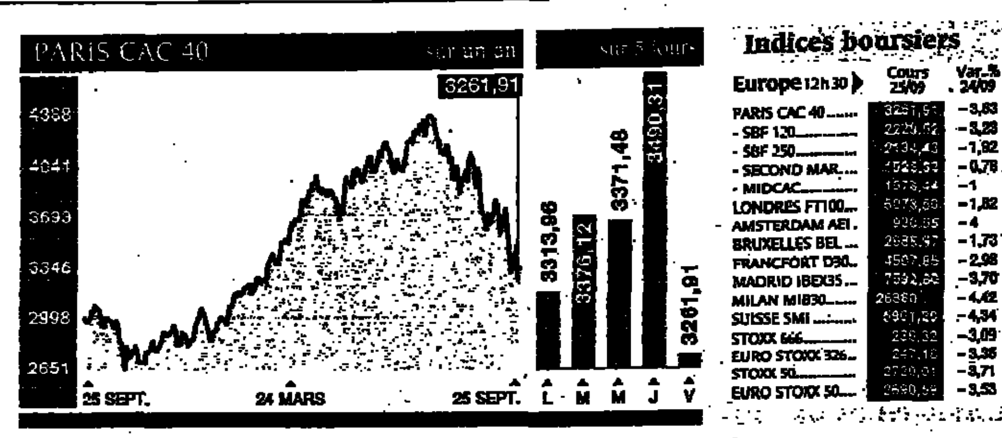
RÉSULTATS

■ **COGEMA : le groupe français, numéro un mondial du cycle du combustible nucléaire,** a enregistré une hausse de 49 % de son bénéfice net part du groupe au premier semestre, à 796 millions de francs. Ce résultat intègre un résultat exceptionnel de 648 millions de francs, *« qui comprend la plus-value dégagée à la suite de la cession de titres AGF »* apportés à l'OPA de l'assureur allemand Allianz.

■ **LAFARGE : le groupe de matériaux de construction a annoncé** jeudi un résultat net consolidé en hausse de 52 % au 1er semestre 1998, à 1,144 milliard de francs, et prévoit pour l'année une hausse *« très significative »*.

■ **METALEUROP : le groupe de transformation des métaux non ferreux, filiale de l'allemand Preussag,** a indiqué que ses résultats annuels 1997/1998 *« seront affectés »* par la baisse du dollar et des cours des métaux cotés dans cette monnaie, ainsi que par des charges exceptionnelles.

★ Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ».
www.lemonde.fr/bourse



Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 25/09	Var. % 24/09	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	[illegible]	−3,63	8,77
- SBF 120	[illegible]	−3,28	8,67
- SBF 250	2134,43	−1,92	9,74
- SECOND MAR.	[illegible]	−0,78	6,37
- MIDCAC	[illegible]	−1	−0,88
LONDRES FT100	[illegible]	−1,82	−1,21
AMSTERDAM AEI.	[illegible]	−4	1,85
BRUXELLES BEL	[illegible]	−1,73	23,58
FRANCFORT D30	[illegible]	−2,98	6,07
MADRID IBEX35	[illegible]	−3,70	4,65
MILAN MIB30	[illegible]	−4,42	7,77
SUISSE SMI	[illegible]	−4,34	−6,61
STOXX 666	[illegible]	−3,09	....
EURO STOXX 326	[illegible]	−3,36	....
STOXX 50	[illegible]	−3,71	—
EURO STOXX 50	[illegible]	−3,53	....

Monde ▶	Cours 24/09	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	−1,87	1,19
- SP 500	[illegible]	−2,19	7,45
- NASDAQ	[illegible]	−2,27	9,55
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	−6,89	−44,21
JOHANNESBURG.	[illegible]	0,26	−22,05
MEXICO BOLSA	[illegible]	−6,12	−36,30
SANTIAGO IPSA	[illegible]	−2,89	−43,49
SAO PAULO BOU.	[illegible]	−5,89	−32,88
TORONTO FSE I.	[illegible]	−2,04	−12,05
ASIE 10h15	25/09	24/09	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	−2,27	−33,72
HONGKONG H.	[illegible]	−1,70	−28,18
SÉOUL	[illegible]	−2,53	−18,02
SINGAPOUR ST.	[illegible]	−1,61	−38,12
SYDNEY ALL O.	[illegible]	−1,87	−2,03
TOKYO NIKKEI	[illegible]	−3,39	−10,06

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 24/09	Var. % 23/09	Var. % 31/12
BIS	[illegible]	+9,81	+23,13
WORMS (EX.SOM.	[illegible]	+8,82	....
GEOPHYSIQUE	[illegible]	+8,81	−53,84
GROUPE GTM	[illegible]	+8,68	+14,32
CHRISTIAN DAL	[illegible]	+8,66	−18,58
LAGARDERE	[illegible]	+8,65	−8,54
TECHNIP	[illegible]	+8,04	−25,98
ALTRAN TECHNO.	[illegible]	+8	+134,56
NORBERT DENTR.	[illegible]	+7,78	+29,27
ESSILOR INTL	[illegible]	+7,75	+23,98

Baisses ▶	Cours 24/09	Var. % 23/09	Var. % 31/12
DMC (DOLLFUS	[illegible]	−10,29	−46,96
ALCATEL	[illegible]	−6,84	−30,58
TOTAL	[illegible]	−6,68	+6,87
AIR LIQUIDE	[illegible]	−6	+1,02
UNION ASSUR.F	[illegible]	−5,57	−16,32
ELF AQUITAINE	[illegible]	−5,51	+2,71
PARIBAS	[illegible]	−5,26	—
LVMH MOET HEN	[illegible]	−5,25	−17,01
C.C.F.	[illegible]	−4,88	−14,88
CHRISTIAN DIO	[illegible]	−4,53	−24,63

PARIS SBF 250 3 mois — 2134,43 — 2799, 2666, 2533, 2400, 2267, 2134 — 25 JUIN, 11 AOUT, 25 SEPT.

NEW YORK Dow Jones 3 mois — 8001,99 — 9702, 9154, 8696, 8178, 7669, 7161, 6653, 6145 — 28 JUIN, 11 AOUT, 24 SEPT.

LONDRES FT100 3 mois — 6199, 5901, 5603, 5305, 5007, 4711, 4413, 4115 — 25 JUIN, 12 AOUT, 25 SEPT.

FRANCFORT DAX 30 3 mois — 4507,85 — 6503, 6105, 5707, 5309, 4911, 4513, 4115 — 30 JUIN, 13 AOUT, 25 SEPT.

TOKYO Nikkei 3 mois — 13723,84 — 18468, 16946, 15425, 13142, 11620 — 28 JUIN, 11 AOUT, 25 SEPT.

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

VENDREDI 25 SEPTEMBRE, la Bourse de Paris était en forte baisse à la mi-séance, dans le sillage des autres places boursières et sous l'effet du recul du dollar. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 cédait 3,83 % à 3 251,78 points. Les valeurs bancaires étaient particulièrement vendues après le renflouement du fonds spéculatif LTCM auquel ont participé la Société générale et Paribas. Réservée à la baisse au cours de la matinée, l'action Paribas chutait de 14,4 %. Egalement très attaqués, les titres Société générale, BNP et CPR cédaient respectivement 12,2 %, 10,5 % et 10 %. Moins affectés, les actions du CCF, d'AXA et de Dexia subissaient aussi le mouvement de suspiscion envers le secteur bancaire. Le titre DMC rebondissait de 3,8 %. La cotation de l'action Castorama était suspendue dans l'attente de l'annonce d'un rapprochement avec le britannique Kingfischer.

FRANCFORT

VENDREDI 25 septembre, l'indice DAX a débuté la séance sur un repli de 1,33 %, à 4 550,65 points. L'annonce, la veille, par la banque suisse UBS, d'une perte trimestrielle de 1 milliard de francs suisses a largement inquiété les investisseurs. Les valeurs financières comme Munich Re, Bayerische Vereinsbank et Dresdner Bank ont conduit la baisse du marché. A la veille des élections législatives, les investisseurs ont voulu réduire leur exposition sur le marché des actions.

LONDRES

JEUDI 24 septembre, la Bourse de Londres a terminé sur une baisse de 0,90 %, à 5 167,6 points, effaçant les gains du début de séance. L'enquête de la confédération de l'industrie britannique a confirmé la baisse de la compétitivité de l'industrie nationale.

TOKYO

VENDREDI 25 septembre, la Bourse japonaise a trébuché de 3,39 %, à 13 723,84 points, en raison de la baisse des valeurs financières. Le blocage politique de la réforme du système bancaire a lassé les investisseurs, d'autant que le système financier américain est lui aussi menacé. La Fuji Bank a perdu 8 %, la Sakura Bank 8,9 % et Bank Of Tokyo Mitsubishi a perdu 4 %.

NEW YORK

JEUDI 24 septembre, l'indice Dow Jones a reculé de 1,87 %, à 8 001,99 points, perdant une partie des gains de la veille. Le sauvetage du fonds d'investissement Long Term Capital Management a effrayé les investisseurs qui constatent tous les jours que les banques américaines accumulent de lourdes pertes sur les marchés financiers. Les cours de Morgan Stanley, Nationsbank, Travelers et J. P. Morgan ont lourdement chuté.

Valeur du jour : le sort de la LTCB toujours incertain

LA DÉGRINGOLADE de la Long Term Credit Bank (LTCB) se poursuit. Vendredi 25 septembre, l'action de la banque japonaise en quasi-faillite a encore baissé pour atteindre 22 yens, soit moins de 1 franc ! La veille, le président de Sumitomo Trust a de nouveau différé la date de la fusion de sa banque avec la LCTB, annoncée pourtant en juin et qui devait permettre le sauvetage de l'établissement en difficulté. Il a jugé qu'il était impossible que ce rapprochement se réalise avant avril 1999, étant donné le poids des créances douteuses détenues par la LTCB. Cette déclaration est intervenue alors que le débat sur le sort de la banque s'est déplacé sur le terrain politique, rendant encore plus complexe son sauvetage.

Action LTCB — en yens à Tokyo — 300, 250, 200, 150, 100, 50 — 22

Vendredi, les propos du secrétaire général du gouvernement Hiromu Nonaka, selon lesquels les fonds publics ne devraient pas être utilisés pour combler les créances douteuses des filiales de la LTCB, ont jeté un froid chez les boursiers. La banque attendait que les autorités nippones lui tendent une main secourable pour l'aider à se recapitaliser après qu'elle eut décidé d'abandonner plus de 520 millions de yens (près de 39 milliards de francs) de prêts accordés à trois de ses filiales. Le changement d'attitude du gouvernement va, vraisemblablement, obliger l'établissement à liquider ses trois filiales insolvables.

Une faillite de ces sociétés constituerait le plus gros sinistre financier jamais enregistré au Japon.

En refusant d'aider la LTCB, le gouvernement semble donner des gages à une opposition qui bloque la mise en place d'un plan de sauvetage global du secteur financier nippon. L'opposition est vivement hostile à une recapitalisation de la LTCB sur fonds publics car elle estime qu'une telle solution ne permettrait pas de faire la clarté sur les erreurs de gestion passées de la banque. Le gouvernement multiplie les signes envoyés à l'opposition. Selon le quotidien *Yomiuri Shimbun*, l'Etat japonais souhaiterait récupérer l'argent injecté en mars dans les banques de l'archipel, en cédant les titres obtenus en contrepartie de cet apport de capitaux frais. Au printemps, les pouvoirs publics avaient injecté pour 1 816,6 milliards de yens (près de 80 milliards de francs) dans les 21 principales banques de l'archipel. Une telle décision permettrait de démontrer à l'opposition que l'argent utilisé pour recapitaliser des banques n'est pas forcément irrémédiablement perdu, mais elle n'est pas de nature à soutenir les cours des actions des banques japonaises, déjà très bas. Vendredi, la chute des valeurs bancaires a entraîné la Bourse de Tokyo à la baisse, l'indice Nikkei cédant 3,4 %.

Joël Morio

Matières premières

En dollars ▶	Cours 24/09	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	—
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	0,58
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	0,29
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	−0,09
ZINC 3 MOIS	[illegible]	−0,80
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	0,74
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	3,54
PLATINE A TERME	[illegible]	−0,07
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	—
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	—
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	—
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	—
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	−0,39
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	—
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 24/09	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	0,68
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	0,80

Or

En francs ▶	Cours 24/09	Var % 23/09
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	+0,85
OR FIN LINGOT	[illegible]	+0,24
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	+1,32
PIÈCE FRANCE 20 F	319	−0,31
PIÈCE SUISSE 20 F	[illegible]	−3,04
PIÈCE UNION LAT. 20 F	316	....
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	−3,87
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	+20,44
PIÈCE 50 PESOS MEX	[illegible]	−0,25

MONNAIES

● **Dollar** : vendredi 25 septembre, le billet vert est reparti à la hausse *face au yen*, s'échangeant à 135,45 yens contre 134,93 la veille. Il profite ainsi du blocage, par l'opposition politique japonaise, du plan de restructuration du système financier nippon, et en premier lieu du sauvetage de la banque LTCB. Le mouvement de rachats de yens par les arbitragistes qui débouclent leurs positions à terme commence à se tarir, privant ainsi la devise nippone d'un puissant soutien.
Face aux devises européennes, le dollar a connu un nouvel accès de faiblesse à 1,66 mark et 5,59 francs, en raison des difficultés du système financier américain (fragilisé par les déboires du fonds d'investissement Long-Term Capital Management) et par l'anticipation d'une baisse imminente (qui pourrait intervenir le 29 septembre) des taux à court terme de la Réserve fédérale.

Cours de change

25/09 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,63	6,59	9,49	4,06	2,97	4,12	0,34	3,35	....
DM	1,66	1,97	2,84	1,21	0,89	0,12	0,99	....	0,30
LIRE (100)	1648,15	1943,01	2804,58	1196,79	876,46	1223,59	....	988,56	294,69
YEN (100)	134,95	158,84	229,32	97,80	71,68	....	8,17	80,82	24,11
FLORIN	1,88	2,22	3,20	1,36	....	1,40	0,11	1,18	0,34
FR. S.	1,38	1,62	2,34	....	0,73	1,02	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,59	0,69	....	0,43	0,31	0,44	0,04	0,35	0,11
ECU	0,85	....	1,44	0,62	0,45	0,63	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,18	1,70	0,73	0,53	0,74	0,06	0,60	0,18

Taux d'intérêt (%)

Taux 24/09 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,40	4,16	4,98
ALLEMAGNE	[illegible]	3,42	3,97	4,95
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,35	5,07	4,76
ITALIE	[illegible]	4,72	4,42	5,29
JAPON	[illegible]	0,16	0,92	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	4,70	4,67	5,18
SUISSE	[illegible]	1,40	2,95	4,01
PAYS-BAS	[illegible]	3,56	4,13	4,95

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 25/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 DÉCEMBRE 98	[illegible]	110,45	110,03
Pibor 3 mois DÉCEMBRE 98	[illegible]	96,46	96,44

Marché des changes

Devises 17h35 ▶	Cours BDF 24/09	Achat 24/09	Vente 24/09
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,59	3,99
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,34	5,94
FINLANDE (100)	[illegible]	106	116
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,07	9,92
GRÈCE (100)	[illegible]	1,75	2,26
IRLANDE	[illegible]	7,89	8,83
ITALIE (1000)	[illegible]	3,16	3,65
JAPON (100)	[illegible]	3,97	4,32
NORVÈGE (100)	[illegible]	70,50	78,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,95	3,65
SUÈDE (100)	[illegible]	66	76
SUISSE (100)	[illegible]	391	416

TAUX

● **France** : le Matif a ouvert en hausse vendredi 25 septembre à la *suite de la rechute des places boursières*. Il s'établissait à 110,18 points, soit une hausse de 15 centimes. *Le* rendement de l'OAT 10 ans ressortait à 4,10 %, sans atteindre les plus bas enregistrés ces derniers jours. Le mouvement de baisse des taux semble avoir trouvé ses limites, alors que les investisseurs ont déjà acquis beaucoup d'obligations.

● **Allemagne** : les contrats à terme sur les Bunds allemands ont ouvert en hausse vendredi 25 septembre à la suite du regain de tensions sur les places financières. Le rendement des obligations d'Etat émises à 10 ans s'établissait à 3,91 %.

● **Etats-Unis** : le marché obligataire a profité de la baisse de la Bourse américaine et joué son rôle traditionnel de refuge pour les investisseurs. Jeudi 24 septembre, le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans s'affichait à 5,14 %.

ÉCONOMIE

Prêts records pour la Banque mondiale

Fortement sollicitée par l'Asie en crise, la Banque mondiale a engagé un montant record de prêts en 1997-1998 – soit 28,594 milliards de dollars (162 milliards de francs) –, représentant un bond de 39 % par rapport à l'année fiscale précédente, selon le bilan annuel de l'institution de développement publié jeudi 24 septembre.

■ **JAPON : les onze constructeurs automobiles japonais ont assemblé en août 613 532 véhicules dans leurs usines de l'archipel, soit une baisse de 8,6 %.**

■ **Les prix à la consommation au Japon** se sont effrités de 0,1 % en août, soit un repli de 0,3 % en glissement annuel, a annoncé vendredi 25 septembre l'agence gouvernementale de gestion et de coordination.

■ **FRANCE : malgré un « environnement international à haut risque »**, les pays de la zone euro devraient connaître une croissance de 2,7 % par an entre 1998 et 2003 grâce à une demande intérieure solide, la France connaissant encore une hausse de 2,8 % de son PIB en 1999, selon les dernières prévisions du BIPE.

■ **AMÉRIQUE LATINE : l'idée d'un fonds d'urgence pour** l'Amérique latine est à l'étude, mais aucune décision formelle n'est encore prise, a indiqué jeudi un haut responsable du Fonds monétaire international (FMI).

■ **UNION MONÉTAIRE : un haut responsable du FMI a estimé jeudi,** vu la crise asiatique et les risques qu'elle fait peser sur la croissance mondiale, qu'une convergence des taux européens *« pourrait se faire au plus bas niveau actuel »*.

■ **ÉTATS-UNIS : plus de 35 millions de personnes vivent en** dessous du *seuil* de pauvreté aux Etats-Unis, un nombre quasi inchangé depuis 1996, mais le revenu moyen des foyers a continué à augmenter entre 1996 et 1997, a annoncé jeudi le bureau du recensement.

■ **Les commandes de biens durables** ont progressé de 1,6 % en août aux Etats-Unis, enregistrant ainsi leur troisième gain mensuel consécutif, a annoncé jeudi le département du commerce.

■ **Le produit intérieur brut (PIB)** a progressé de 1,8 % en rythme annuel au deuxième trimestre aux Etats-Unis, selon les chiffres définitifs publiés jeudi par le département du commerce, qui a révisé en hausse sa précédente estimation de 1,6 %.

■ **CRISE FINANCIÈRE : l'agence d'évaluation financière Fitch IBCA** a indiqué jeudi qu'elle n'excluait *« plus »* une récession à l'échelle planétaire pour l'année 1999.

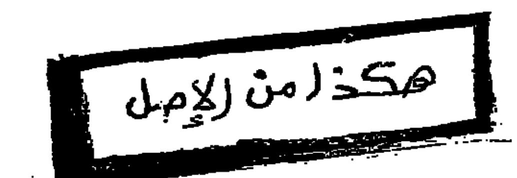
■ **ROYAUME-UNI : la baisse des prix du pétrole** a fait tomber en août les revenus pétroliers au Royaume-Uni à leur niveau le plus bas depuis 1983, soit depuis que l'indicateur mensuel de la Royal Bank of Scotland (RBS) a été créé, a indiqué la RBS vendredi 25 septembre.

■ ***RUSSIE*** **: le versement de 4,3 milliards de dollars** promis par le FMI et bloqué en septembre aiderait à alléger le poids du paiement de sa dette la Russie qui devra sinon puiser sur ses *« réserves intérieures »*, a affirmé jeudi le vice-premier ministre chargé des finances, Alexandre Chokhine.

■ **ALLEMAGNE : l'inflation est restée faible** en septembre en ex-Allemagne de l'Ouest, à 0,7 % sur un an, essentiellement grâce aux bas prix des produits pétroliers, selon un chiffre provisoire publié jeudi par l'Office des statistiques de Wiesbaden.

■ **Le chancelier allemand Helmut Kohl** a révisé en baisse ses prévisions de croissance, tablant sur une hausse de 2,7 % de croissance du produit intérieur brut (PIB) en 1998 et d'*« environ »* 2,5 % en 1999.





RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 25 SEPTEMBRE
Liquidation : 23 octobre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−4,09 %
CAC 40 : 3242,85

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	979	[illegible]	− 2,45	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	967	[illegible]	− 0,72	[illegible]
Renault (T.P.)	2815	[illegible]	− 0,88	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1230	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	970	[illegible]	+ 0,51	[illegible]
Accor	1198	[illegible]	− 4	[illegible]
AGF	312,10	[illegible]	− 0,73	[illegible]
Air Liquide	846	[illegible]	− 1,18	[illegible]
Alcatel	531	[illegible]	− 4,14	[illegible]
Alstom	111,40	[illegible]	+ 0,35	[illegible]
Altran Techno. #	1079	[illegible]	− 5	[illegible]
Atos CA	1050	[illegible]	+ 1,33	[illegible]
Axa	574	[illegible]	− 7,31	[illegible]
Bail Investis	845	[illegible]	− 1,89	[illegible]
Bazar Hot. Ville	645	[illegible]	+ 0,31	[illegible]
Bertrand Faure	378	[illegible]	− 3,43	[illegible]
BIC	312	[illegible]	− 1,79	[illegible]
BIS	604	[illegible]	− 8,77	[illegible]
B.N.P.	346,50	[illegible]	− 9,95	[illegible]
Bollore Techno	1090	[illegible]	− 3,66	[illegible]
Bongrain	2700	[illegible]	− 0,37	[illegible]
Bouygues	1075	[illegible]	− 0,46	[illegible]
Bouygues Offs	146	[illegible]	− 2,05	[illegible]
Bull#	45,50	[illegible]	− 4,06	[illegible]
Canal +	1288	[illegible]	− 1,78	[illegible]
Cap Gemini	831	[illegible]	− 1,56	[illegible]
Carbone Lorraine	238	[illegible]	− 2,73	[illegible]
Carrefour	3450	[illegible]	− 0,52	[illegible]
Casino Guichard	569	[illegible]	− 3,33	[illegible]
Casino Guich.ADP	356	[illegible]	− 4,46	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	1060	[illegible]	—	[illegible]
C.C.F.	352	[illegible]	− 5,68	[illegible]
Cegid (Ly)	923	[illegible]	− 2,49	[illegible]
Cerus Europ.Reun	38,90	[illegible]	− 1,29	[illegible]
CFF.(Ferrailles)	407,50	[illegible]	− 0,36	[illegible]
CGIP	2400	[illegible]	− 2,54	[illegible]
Chargeurs	302	[illegible]	− 4,96	[illegible]
Christian Dalloz	565	[illegible]	− 2,65	[illegible]
Christian Dior	465	[illegible]	− 5,59	[illegible]
CIC - ACTIONS "A"	554	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Ciments Francais	291	[illegible]	− 0,34	[illegible]
Clarins	437	[illegible]	− 1,60	[illegible]
Club Mediterranee	415	[illegible]	− 3,13	[illegible]
Coflexip	452,60	[illegible]	− 1,90	[illegible]
Colas	1100	[illegible]	− 1,81	[illegible]
Comptoir Entrep.	12,50	[illegible]	− 4	[illegible]
Comptoirs Mod.	3541	[illegible]	+ 1,10	[illegible]
CPR	268	[illegible]	− 11,56	[illegible]
Cred.Fon.France	68	[illegible]	—	[illegible]
Credit Lyonnais CI	405	[illegible]	− 1,23	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	375,20	[illegible]	− 5,65	[illegible]
Damart	4510	[illegible]	− 0,22	[illegible]
Danone	1546	[illegible]	− 6,85	[illegible]
Dassault-Aviation	1400	[illegible]	− 1,85	[illegible]
Dassault Systemes	223	[illegible]	+ 2,69	[illegible]
De Dietrich	281	[illegible]	− 7,29	[illegible]
Deveaux(Ly)#	850	[illegible]	− 2,35	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	56	[illegible]	− 4,82	[illegible]
Dexia France	751	[illegible]	− 4,12	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	56,75	[illegible]	+ 4,84	[illegible]
Dynaction	191	[illegible]	− 2,61	[illegible]
Ecia	1006	[illegible]	− 1,59	[illegible]
Eiffage	408	[illegible]	− 6,34	[illegible]
Elf Aquitaine	719	[illegible]	− 1,11	[illegible]
Eramet	155	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Eridania Beghin	1100	[illegible]	− 1,36	[illegible]
Essilor Intl	2230	[illegible]	− 1,52	[illegible]
Essilor Intl.ADP	2099	[illegible]	− 1,19	[illegible]
Esso	456	[illegible]	+ 2,85	[illegible]
Eurafrance	2879	[illegible]	− 9,86	[illegible]
Euro Disney	9,40	[illegible]	− 7,97	[illegible]
Europe 1	1150	[illegible]	− 2,17	[illegible]
Eurotunnel	5,35	[illegible]	+ 0,93	[illegible]
Fimalac SA	525	[illegible]	− 2,85	[illegible]
Finextel	124	[illegible]	− 9,27	[illegible]
Fives-Lille	404	[illegible]	− 4,20	[illegible]
France Telecom	387	[illegible]	− 5,16	[illegible]
Fromageries Bel	5300	[illegible]	− 2,26	[illegible]
Galeries Lafayette	5340	[illegible]	− 2,62	[illegible]
Gascogne	485	[illegible]	− 2,88	[illegible]
Gaumont #	380	[illegible]	—	[illegible]
Gaz et Eaux	264,80	[illegible]	− 3,32	[illegible]
Geophysique	356,90	[illegible]	− 4,73	[illegible]
G.F.C.	620	[illegible]	− 1,29	[illegible]
GrandVision	116,60	[illegible]	+ 1,11	[illegible]
Groupe Andre S.A.	556	[illegible]	− 0,17	[illegible]
Groupe GTM	463	[illegible]	+ 2,59	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	120	[illegible]	− 7,08	[illegible]
Guilbert	730	[illegible]	− 1,64	[illegible]
Guyenne Gascogne	2285	[illegible]	− 4,15	[illegible]
Hachette Fil.Med.	1201	[illegible]	+ 0,74	[illegible]
Havas Advertising	888	[illegible]	− 5,96	[illegible]
Imetal	554	[illegible]	− 5,77	[illegible]
Immeubl.France	418	[illegible]	+ 0,47	[illegible]
Infogrames Enter.	333	[illegible]	− 7,20	[illegible]
Ingenico	130,20	[illegible]	− 3,22	[illegible]
Interbail	149	[illegible]	− 3,89	[illegible]
Intertechnique	1900	[illegible]	− 3,68	[illegible]
ISIS	390	[illegible]	− 2,56	[illegible]
Jean Lefebvre	480	[illegible]	—	[illegible]
Klepierre	970	[illegible]	− 0,61	[illegible]
Labinal	1480	[illegible]	− 5,06	[illegible]
Lafarge	482	[illegible]	− 0,91	[illegible]
Lagardere	182	[illegible]	− 1,09	[illegible]
Lapeyre	415	[illegible]	− 1,20	[illegible]
Lebon (Cie)	234	[illegible]	—	[illegible]
Legrand	1380	[illegible]	—	[illegible]
Legrand ADP	882	[illegible]	− 3,62	[illegible]
Legris indust.	245,80	[illegible]	− 1,38	[illegible]
Locindus	785	[illegible]	—	[illegible]
L'Oreal	2824	[illegible]	− 3,82	[illegible]
LVMH Moet Hen.	829	[illegible]	− 7,11	[illegible]
Marine Wendel	850	[illegible]	− 2,11	[illegible]
Metaleurop	25,80	[illegible]	− 5,62	[illegible]
Michelin	238	[illegible]	+ 0,37	[illegible]
Montupet SA	208	[illegible]	− 5	[illegible]
Moulinex	93	[illegible]	− 3,22	[illegible]
Natexis	276	[illegible]	− 2,89	[illegible]
Norbert Dentres.#	223	[illegible]	− 3,58	[illegible]
Nord-Est	109,60	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Nordon (Ny)	422	[illegible]	+ 1,65	[illegible]
NRJ #	920	[illegible]	− 4,34	[illegible]
Olipar	47,35	[illegible]	− 9,39	[illegible]
Paribas	364	[illegible]	− 14,53	[illegible]
Pathe	1075	[illegible]	− 2,32	[illegible]
Pechiney Act Ord A	173	[illegible]	− 1,79	[illegible]
Pernod-Ricard	410	[illegible]	− 1,70	[illegible]
Peugeot	963	[illegible]	− 3,01	[illegible]
Pinault-Print.Red	922	[illegible]	− 1,40	[illegible]
Plastic Omn.(Ly)	610	[illegible]	− 1,63	[illegible]
Primagaz	442	[illegible]	− 4,97	[illegible]
Promodes	3561	[illegible]	− 1,93	[illegible]
Publicis #	950	[illegible]	− 1,36	[illegible]
Remy Cointreau	87	[illegible]	− 3,33	[illegible]
Renault	230	[illegible]	− 3,13	[illegible]
Rexel	488,90	[illegible]	− 5,91	[illegible]
Rhodia	66	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Rhone Poulenc A	232	[illegible]	− 4,56	[illegible]
Rochefortaise Com.	559	[illegible]	− 0,71	[illegible]
Rochette (La)	17,20	[illegible]	+ 1,74	[illegible]
Royal Canin	295	[illegible]	− 1,18	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	7000	[illegible]	+ 8,42	[illegible]
Sade (Ny)	217	[illegible]	− 5,06	[illegible]
Sagem SA	3785	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Saint-Gobain	770	[illegible]	− 5,32	[illegible]
Salvepar (Ny)	455	[illegible]	− 0,43	[illegible]
Sanofi	816	[illegible]	− 1,22	[illegible]
Saupiquet (Ns)	445	[illegible]	− 5,61	[illegible]
Schneider SA	318	[illegible]	− 8,80	[illegible]
SCOR	335	[illegible]	− 1,79	[illegible]
S.E.B.	473,10	[illegible]	− 2,76	[illegible]
Sefimeg CA	373,60	[illegible]	− 1,76	[illegible]
SEITA	377	[illegible]	+ 1,28	[illegible]
Selectibanque	70	[illegible]	− 4,28	[illegible]
SFIM	550	[illegible]	− 5,45	[illegible]
SGE	222,50	[illegible]	− 1,12	[illegible]
Sidel	393,10	[illegible]	− 3,33	[illegible]
Silic CA	1075	[illegible]	− 0,09	[illegible]
Simco	454	[illegible]	− 3,96	[illegible]
S.I.T.A	1280	[illegible]	− 1,09	[illegible]
Skis Rossignol ■	93,30	[illegible]	− 2,46	[illegible]
Soc.Fonc.Lyon.#	870	[illegible]	− 3,44	[illegible]
Societe Generale	744	[illegible]	− 11,02	[illegible]
Sodexho Alliance	1062	[illegible]	− 4,70	[illegible]
Sogeparc (Fin)	417	[illegible]	− 2,15	[illegible]
Sommer-Allibert	195	[illegible]	—	[illegible]
Sophia	223	[illegible]	− 2,19	[illegible]
Spir Communic. #	339,60	[illegible]	− 0,20	[illegible]
Strafor Facom	365	[illegible]	− 4,10	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	970	[illegible]	− 4,22	[illegible]
Synthelabo	1094	[illegible]	− 2,92	[illegible]
Technip	470	[illegible]	− 2,12	[illegible]
Thomson-CSF	195	[illegible]	− 2,56	[illegible]
Total	700	[illegible]	− 1,42	[illegible]
UIF	460	[illegible]	− 1,08	[illegible]
Unibail	721	[illegible]	+ 2,91	[illegible]
Union Assur.Fdal	661	[illegible]	+ 4,38	[illegible]
Usinor	58,10	[illegible]	+ 1,37	[illegible]
Valeo	398,80	[illegible]	− 1,52	[illegible]
Vallourec	221	[illegible]	− 4,66	[illegible]
Via Banque	142,50	[illegible]	− 5,19	[illegible]
Vivendi (ex CGE)	1142	[illegible]	− 4,72	[illegible]
Worms (ex.Someal)	92,50	[illegible]	− 4,86	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1192	[illegible]	− 0,41	[illegible]
Elf Gabon	700	[illegible]	− 0,14	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	105	[illegible]	− 6,57	[illegible]
Adecco S.A.	2203	[illegible]	− 4,67	[illegible]
Adidas-Salomon AG#	610	[illegible]	+ 3,27	[illegible]
ALLIANZ AG	1721	[illegible]	− 0,58	[illegible]
American Express	448	[illegible]	− 2,81	[illegible]
Amvescap Act ord	37,20	[illegible]	− 11,29	[illegible]
Anglo American #	169	[illegible]	− 3,49	[illegible]
Anglogold Ltd #	250	[illegible]	+ 8,20	[illegible]
Amgold #	228	[illegible]	+ 5,21	[illegible]
Arjo Wiggins App.	10,50	[illegible]	− 0,47	[illegible]
A.T.T. #	339	[illegible]	− 2,18	[illegible]
Banco Santander #	94	[illegible]	− 6,70	[illegible]
Barrick Gold #	109,60	[illegible]	+ 5,83	[illegible]
B.A.S.F. #	209	[illegible]	− 3,34	[illegible]
Bayer #	210,10	[illegible]	+ 0,71	[illegible]
Crown Cork ord.#	175,80	[illegible]	− 3,29	[illegible]
Crown Cork PF CV#	175	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	510	[illegible]	− 0,98	[illegible]
De Beers #	82	[illegible]	+ 1,58	[illegible]
Deutsche Bank #	335	[illegible]	− 9,70	[illegible]
Diageo PLC reg.#	49,80	[illegible]	− 5,62	[illegible]
Dresdner Bank	245	[illegible]	− 11,02	[illegible]
Driefontein #	26,85	[illegible]	+ 3,91	[illegible]
Du Pont Nemours #	318,50	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Eastman Kodak #	476,70	[illegible]	− 3,92	[illegible]
East Rand #	1,14	[illegible]	+ 3,50	[illegible]
Echo Bay Mines #	12,90	[illegible]	+ 12,01	[illegible]
Electrolux #	76,90	[illegible]	+ 2,60	[illegible]
Equant N.V.	294,70	277,50	− 5,83	[illegible]
Ericsson #	110	107	− 2,72	[illegible]
Ford Motor #	276,50	[illegible]	− 4,15	[illegible]
Gencor act.regr.	9,70	[illegible]	+ 4,12	[illegible]
General Elect. #	465,10	[illegible]	− 2,79	[illegible]
General Motors #	333,60	[illegible]	− 5,18	[illegible]
Harmony Gold #	25,50	[illegible]	+ 4,90	[illegible]
Hitachi #	25,50	[illegible]	− 4,11	[illegible]
Hoechst #	228	[illegible]	− 0,83	[illegible]
I.B.M #	745	[illegible]	− 2,95	[illegible]
I.C.I #	47	[illegible]	− 5,31	[illegible]
Ito Yokado #	265	[illegible]	− 1,84	[illegible]
Kingfisher plc #	49,80	[illegible]	− 0,20	[illegible]
Matsushita #	74,95	[illegible]	− 1,66	[illegible]
Mc Donald's #	329,60	[illegible]	− 4,12	[illegible]
Merck and Co #	775	[illegible]	− 2,96	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	29,20	[illegible]	− 4,10	[illegible]
Mobil Corporat.#	443,20	[illegible]	—	[illegible]
Morgan J.P. #	521	[illegible]	− 7	[illegible]
Nestle SA Nom. #	11000	[illegible]	—	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	67,60	[illegible]	—	[illegible]
Nokia A	459	[illegible]	− 6,31	[illegible]
Norsk Hydro #	211	[illegible]	− 2,84	[illegible]
Petrofina #	1981	[illegible]	− 2,17	[illegible]
Philip Morris #	263	[illegible]	− 3,80	[illegible]
Philips N.V #	283	[illegible]	− 3,88	[illegible]
Placer Dome Inc #	76,85	[illegible]	+ 4,09	[illegible]
Procter Gamble	422	[illegible]	− 4,02	[illegible]
Quilvest	324	[illegible]	—	[illegible]
Randfontein #	13,20	[illegible]	+ 8,33	[illegible]
Rio Tinto PLC #	66,10	[illegible]	− 2,26	[illegible]
Royal Dutch #	274,60	[illegible]	− 2,40	[illegible]
Sega Enterprises	91,80	[illegible]	—	[illegible]
Schlumberger #	286,50	[illegible]	− 2,96	[illegible]
Shell Transport #	35	[illegible]	− 6,57	[illegible]
Siemens #	315	[illegible]	− 4,79	[illegible]
Sony Corp. #	397	[illegible]	− 2,51	[illegible]
STmicroelectronics	283	[illegible]	− 8,12	[illegible]
Sumitomo Bank #	44	[illegible]	− 0,68	[illegible]
T.D.K #	367	[illegible]	—	[illegible]
Telefonica #	215	[illegible]	− 4,60	[illegible]
Toshiba #	20,50	[illegible]	− 3,65	[illegible]
Unilever #	385	[illegible]	− 6,44	[illegible]
United Technol. #	457	[illegible]	− 4,26	[illegible]
Volkswagen A.G #	395	[illegible]	− 2,27	[illegible]
Yamanouchi #	122,30	[illegible]	− 2,65	[illegible]
Zambia Copper	8	[illegible]	− 0,62	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 25 SEPTEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	119,50	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	104,60	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	123,37	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	—	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	100,35	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	113,89	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	107,70	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	131,22	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	119,20	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	101,96	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,21	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	—	[illegible]
Financder 9%91-06#	132,46	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	114,28	[illegible]
Floral9,75%90-99#	104,50	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	100,01	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	102,75	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	106,92	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	101,65	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	109,79	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01 CA#	109,99	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,45	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	118,60	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	—	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	—	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	103,65	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1030	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	◆	51	[illegible]
Baccarat (Ny)	◆	870	[illegible]
Bains C.Monaco		802	[illegible]
Bque Transatlantl.	◆	235	[illegible]
Bidermann Intl.	◆	110	[illegible]
Champex (Ny)	◆	17,80	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2250	[illegible]
Continental Ass.Ly		655	655
Darblay	◆	500	[illegible]
Didot Bottin	◆	650	[illegible]
Eaux Bassin Vichy	◆	2502	[illegible]
Electr.Madagascar		155	[illegible]
Elect.Strasbourg		660	[illegible]
Ent.Mag. Paris		1680	1680
Fichet Bauche	◆	42,50	42,50
Fidei		73	[illegible]
Finalens		270	[illegible]
F.I.P.P.		220	[illegible]
Fonciere (Cie)		810	[illegible]
Foncina #	◆	595	[illegible]
Francarep	◆	282	[illegible]
From. Paul-Renard	◆	1051	[illegible]
Generali Fce Assur		1638	[illegible]
Gevelot	◆	990	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	210	[illegible]
G.T.I (Transport)	◆	350	[illegible]
Immobail		228	[illegible]
Immobanque		656	[illegible]
Lucia	◆	77	77
Monoprix		490	[illegible]
MLPC International		474,90	[illegible]
Metal Deploye		725	725
Mors		5,65	[illegible]
M.R.M. (Ly)		300	298,50
Navigation (Nle)	◆	129,50	129,50
ONA 100 DH	◆	679	679
Optorg	◆	375	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)		865	[illegible]
Paris Orleans		325	[illegible]
Promodes(CI)		2375	[illegible]
PSB Industries Ly		639	[illegible]
Raynal Rog.ex.SAP	◆	303	[illegible]
Rougier #		270	[illegible]
Saga		316	[illegible]
S.I.P.H.	◆	167	[illegible]
Sofragi	◆	4520	[illegible]
Taittinger	◆	4157	[illegible]
Tour Eiffel	◆	545	[illegible]
Vermandoise Sucr.	◆	6350	[illegible]
Vicat		485,50	[illegible]
Caves Roquefort	◆	1995	[illegible]
Elyo		375	[illegible]
Finaxa		520	[illegible]
Gaillard (M)	◆	1699	1699
Gd Moul.Strasbourg	◆	2055	2055
Hotel Lutetia		620	619
Hotels Deauville		900	900
L.Bouillet (Ly)	◆	376	376
Lloyd Continental	◆	11490	11490
Matussiere Forest		50,40	50
Monceny Financiere	◆	3300	3300
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	122	122
Poliet		524	525

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 25 SEPTEMBRE

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		47,70	[illegible]
AFE #		940	[illegible]
Aigle #		425	[illegible]
Albert S.A (Ns)	◆	218,70	[illegible]
Arkopharma #		398	[illegible]
Assystem #		165	[illegible]
Bque Picardie (Li)	◆	960	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#		395	[illegible]
Bque Vernes	◆	144,90	[illegible]
Beneteau CB#		580	[illegible]
B I M P		137,20	[illegible]
Boiron (Ly)#		405	[illegible]
Boisset (Ly) #		330	[illegible]
Bitz S.A.	◆	298,50	[illegible]
C.E.E #	◆	161	[illegible]
Change Bourse (M)		191	[illegible]
CNIM CA#		215	[illegible]
Codetour		354,10	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	◆	450	[illegible]
Conflandey #		257,20	[illegible]
C.A. Hte Normandie		339	[illegible]
C.A. Paris IDF		872	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine		299,40	[illegible]
C.A.Loire Atl.# Ns		312	[illegible]
C.A.Pas de Calais		570	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)		475	[illegible]
C.A. Oise CCI		356,10	[illegible]
C.A. Somme CCI		315	[illegible]
C.A.Toulouse (B)		430	[illegible]
Groupe J.C.Darmon		609	[illegible]
Devernois (Ly)		425	[illegible]
Ducros Serv.Rapide	◆	46,80	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#		289	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)		306,50	[illegible]
Expand s.a		234,80	[illegible]
Factorem		768	[illegible]
Faiveley #		148	[illegible]
Finacor		25,10	[illegible]
Fininfo		1800	[illegible]
Assur.Bq.Populaire		580	[illegible]
Gautier France		385	[illegible]
Gel 2000		32	[illegible]
GEODIS #		390	[illegible]
GFI Industries #		208,80	[illegible]
Garodet (Ly) #		17	[illegible]
GLM S.A.		180	[illegible]
Gpe Guillin # Ly		210	[illegible]
Kindy #		106	[illegible]
Guerbet S.A.		147	[illegible]
Hermes Intl		372,10	[illegible]
Hurel Dubois		727	[illegible]
ICBT Groupe #		151	[illegible]
I.C.C. #		155,50	[illegible]
ICOM Informatique		540	[illegible]
Idianova Particip.		95	[illegible]
Int. Computer #		47	[illegible]
IPBM		52	[illegible]
M6-Metropole TV		914	[illegible]
Manitou #		826	[illegible]
Manutan		345	[illegible]
Marie Brizard #		529	[illegible]
Maxi-Livres/Profr.		42	[illegible]
Mecelec (Ly)	◆	85,10	[illegible]
MGI Coutier #		295	[illegible]
Monneret Jouets Ly#		140	[illegible]
Naf-Naf #		65	[illegible]
NSC Gpe (Ny)		800	[illegible]
Onet #		770	[illegible]
Paul Predault		160,10	[illegible]
P.C.W.		19 —	
Petit Boy #		95	85,90
Phyto-Lierac #		201	198
Pochet	◆	620	620
Poujoulat Ets (Ns)	◆	160	180
Radiall #		500	485,60
Robertet #		950	925
Rouleau-Guichard	◆	205	205
Securidev #		71,90	68,35
Smoby (Ly) #		445	442
Sofco (Ly)	◆	12,05	12,85
Sofibus		350	350
Sopra #		1920	[illegible]
Steph.Kelian #		92,50	92,60
Sylea		331	311
Teisseire-France		168	164
TF1		973	[illegible]
Thermador Gpe. #		315	317,10
Transiciel #		502	[illegible]
Trouvay Cauvin #		110	111
Unilog		1706	[illegible]
Union Fin.France		588	585
Viel et Cie #		119,80	115
Vilmorin et Cie #		572	564
Virbac		350	360

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 25 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligène Oncor	24	[illegible]
Belvédère	689	[illegible]
BVRP	312	[illegible]
Chemunex	10,05	10,45
Duran Duboi	350	[illegible]
Eurofins scientific	428	[illegible]
FDM Pharma n.	30	[illegible]
Genset	380	[illegible]
Guyanor action B	6	[illegible]
Infonie	170	[illegible]
Joliez-Regol	77,90	[illegible]
La Cie Group	101,10	[illegible]
Olitec	689	[illegible]
Omnicom	610	[illegible]
Picogiga	122	119
R2I Santé	399,90	399,90
Serp Recyclage	631	610

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 25 SEPTEMBRE

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Euraltech	◆	80,10	80,10
Europe Finance Ind.	◆	638	638
Cibox-LCI	◆	228	228
CTT-SCETA	◆	490	490
Sté lecteurs du Monde	◆	189,80	[illegible]
Troc de l'Ile	◆	154	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 24 septembre

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		154,26	[illegible]
Agipi Actions (Axa)		137,79	[illegible]
BNP — 3615 BNP			
Antigone Trésorie		918201	[illegible]
Natio Court Terme		14728	[illegible]
Natio Court Terme 2		399972	[illegible]
Natio Epargne		2258,74	[illegible]
Natio Ep. Croissance		3543,33	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine		154,12	[illegible]
Natio Epargne Retraite		182,73	[illegible]
Natio Epargne Trésor		11929,73	[illegible]
Natio Euro Valeurs		1211,46	[illegible]
Natio Euro Oblig.		1120,43	[illegible]
Natio Euro Opport.		1197,54	[illegible]
Natio Euro Perspect.		1960,15	[illegible]
Natio Immobilier		1599,11	[illegible]
Natio Inter		1152,61	[illegible]
Natio Monétaire C		5625,73	[illegible]
Natio Monetaire D		5285,28	[illegible]
Natio Oblig. LT		240,43	[illegible]
Natio Oblig. MT C		930,79	[illegible]
Natio Oblig. MT D		899,63	[illegible]
Natio Opportunités		220,19	[illegible]
Natio Placement C		81411,90	[illegible]
Natio Placement D		76496,07	[illegible]
Natio Revenus		1147,21	[illegible]
Natio Sécurité		11534,04	[illegible]
Natio Valeurs		1610,35	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE			
Monodec		95993,41	[illegible]
Oblig. tres cat.		298,76	[illegible]
CDC Management			
Livret Bourse Inv. D PEA	◆	964,85	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C	◆	2586,19	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D	◆	2316,30	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C		329,82	[illegible]
Patrimoine Retraite D		312,24	[illegible]
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
Fonsicav C		20417,09	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C		20242,06	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 0836680900 (2,23 F/mn)			
Écur. Act. Futur D PEA		343,35	[illegible]
Écur. Capitalisation C		274,40	[illegible]
Écur. Expansion C		86477,09	[illegible]
Écur. Géovaleurs C		4056,11	[illegible]
Écur. Investis. D PEA		273,69	[illegible]
Écur. Monétaire C		13436,95	[illegible]
Écur. Monétaire D		12454,62	[illegible]
Écur. Trésorerie C		329,65	[illegible]
Écur. Trésorerie D		309,10	[illegible]
Écur. Trimestriel D		2085,29	[illegible]
Éparcourt-Sicav D		196,58	[illegible]
Géoptim C		14256,19	[illegible]
Géoptim D		12762,84	[illegible]
Horizon C		2626,08	[illegible]
Prévoyance Écur. D		107,52	[illegible]
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM Asset Management			
Amplia	o	123989,14	[illegible]
Atout Amérique		192,50	[illegible]
Atout Asie		66,72	[illegible]
Atout France Europe		1009,53	[illegible]
Atout France Monde		349,43	[illegible]
Atout Futur C		984,39	[illegible]
Atout Futur D		916,99	[illegible]
Coexis		2106,61	[illegible]
Dièze		2555,02	[illegible]
Elicash	o	986320,45	[illegible]
Eurodyn		3049,91	[illegible]
Indicia	◆	2093,77	[illegible]
Indocam Convert. C		15578,17	[illegible]
Indocam Convert. D		14260,33	[illegible]
Indocam Europe Nouv.		9166,06	[illegible]
Indocam Hor. Eur. C		1236,34	[illegible]
Indocam Hor. Eur. D		1166,72	[illegible]
Indocam Multi Oblig.		967,59	[illegible]
Indocam Orient C	◆	137,75	[illegible]
Indocam Orient D	◆	123,76	[illegible]
Indocam UniJapon		729,75	[illegible]
Indocam Str. 5-7 C		2111,33	[illegible]
Indocam Str. 5-7 D		1510,43	[illegible]
Moné.J C	o	12324,27	[illegible]
Moné.J D	o	11675,06	[illegible]
Oblifutur C		614,47	[illegible]
Oblifutur D		566,33	[illegible]
Oraction		1198,31	[illegible]
Revenu-Vert		1216,94	[illegible]
Sévéa	◆	123,73	[illegible]
Synthésis		21229,28	[illegible]
Univers Actions		266,51	[illegible]
Uni Associations	o	121,58	[illegible]
Uni-Foncier		1720,20	[illegible]
Uni-Régions		1871,33	[illegible]
Univar C	o	319,38	[illegible]
Univar D	o	299,44	[illegible]
Univers-Obligations		266,29	[illegible]
Fonds communs de placements			
Indocam Dollar 3 m.	◆	16601,30	[illegible]
Indocam Val. Restr.	◆	15131,57	[illegible]
Optalis Dynamiq. C	◆	112,63	[illegible]
Optalis Dynamiq. D	◆	111,51	[illegible]
Optalis Équilib. C	◆	112,28	[illegible]
Optalis Équilib. D	◆	109,43	[illegible]
Optalis Expansion C	◆	101,70	[illegible]
Optalis Expansion D	◆	101,70	[illegible]
Optalis Sérénité C	◆	108,79	[illegible]
Optalis Sérénité D	◆	103,93	[illegible]
Pacte Sol. Logem.	◆	530,79	[illegible]
Pacte Vert T. Monde	◆	558,19	[illegible]
CIC BANQUES			
Francic		174,07	[illegible]
Francic Pierre		166,22	[illegible]
Europe Régions		254,50	[illegible]
CIC PARIS			
Associc		1132,84	[illegible]
Cicamonde		1652,26	[illegible]
Converticic		465,57	[illegible]
Ecocic		1835,67	[illegible]
Mensuelcic		10130,68	[illegible]
Oblicic Mondial		4175,51	[illegible]
Oblicic Régions		1246,39	[illegible]
Rentacic		167,28	[illegible]
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
Euro Solidarité		1481,10	[illegible]
Lion 20000 C		17682,30	[illegible]
Lion 20000 D		16543,35	[illegible]
Lion-Associations C		11639,21	[illegible]
Lion-Associations D		11030,48	[illegible]
Lion Court Terme C		27398,86	[illegible]
Lion Court Terme D		24138,68	[illegible]
LionPlus C		1757,83	[illegible]
LionPlus D		1610,19	[illegible]
Lion Trésor		2632,70	[illegible]
Oblilion		2408,76	[illegible]
Sicav 5000		883,85	[illegible]
Slivafrance		1493,22	[illegible]
Slivam		624,58	[illegible]
Slivarente		268,11	[illegible]
Slivinter		837,94	[illegible]
Trilion		5210,63	[illegible]
Crédit Mutuel FINANCE			
Avenir Alizes		2774,39	[illegible]
CM Option Dynamique		161,74	[illegible]
CM Option Equilibre		310,93	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		162,95	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T		972,57	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. C		177,68	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J		23693,24	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde		1743,64	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.		2048,12	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre		1118,73	[illegible]
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		114,40	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		316,15	[illegible]
Saint-Honoré Capital		22390,30	[illegible]
St-Honoré March. Emer.		355,08	[illegible]
St-Honoré Pacifique		509,13	[illegible]
St-Honoré Vie Santé		2056,66	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux	◆	1886,59	[illegible]
Stratégie Ind.Europe		1035,55	[illegible]
Stratégie Rendement		2191,29	[illegible]
Sicav Info Poste : 0836685010 (2,23 F/mn)			
Amplitude Amérique C		123,67	[illegible]
Amplitude Amérique D		123,32	[illegible]
Amplitude Europe C		191,02	[illegible]
Amplitude Europe D		187,32	[illegible]
Amplitude Monde C		1067,71	[illegible]
Amplitude Monde D		998,42	[illegible]
Amplitude Pacifique C		68,72	[illegible]
Amplitude Pacifique D		68,17	[illegible]
Élanciel France D PEA		229,93	[illegible]
Élanciel Euro D PEA		561,44	[illegible]
Émergence Euro Poste		167,95	163,85
Géobilys C		736,63	[illegible]
Géobilys D		689,36	[illegible]
Intensys C		123,60	[illegible]
Intensys D		113,71	113,54
Kaleis Dynamisme C		1245,59	[illegible]
Kaleis Équilibre C		1176,02	1152,96
Kaleis Sérénité C		1121,17	1110,07
Latitude C		153,34	153,34
Latitude D		136,16	136,16
Oblitys D		681,94	[illegible]
Plénitude D PEA		245,63	[illegible]
Poste Gestion C		15421,74	15421,74
Poste Gestion D		14835,62	[illegible]
Poste Première		42036,91	[illegible]
Poste Première 2-3		53633,43	[illegible]
Revenus Trimestr. D		5359,50	[illegible]
Thésora C		1088,85	[illegible]
Thésora D		952,65	[illegible]
Trésorys		277626,30	277626,30
Solstice D		2389,54	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		39277,70	39277,70
Actimonétaire D		31118,19	[illegible]
Cadence 1 D		1090,77	[illegible]
Cadence 2 D		1078,48	[illegible]
Cadence 3 D		1067,17	[illegible]
Capimonétaire C		422,87	[illegible]
Capimonétaire D		372,26	[illegible]
Sogeoblig C/D		10148,33	[illegible]
Interoblig C		325,91	[illegible]
Intersélection France D		423,10	414,80
Sélect Défensif C		1146,97	1127,24
Sélect Dynamique C		1228,61	[illegible]
Sélect Équilibre 2		928,65	912,66
Sélect PEA 3		868,04	853,11
Sogepea Europe		1280,08	1254,96
SG France opport. C		2392,75	[illegible]
SG France opport. D		2265	2220,59
Sogenfrance C		2457,50	[illegible]
Sogenfrance D		2231,11	2187,36
Sogépargne D		317,91	314,76
Soginter C		307,26	295,35

SYMBOLES
o cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

■ **Mgr ALAIN BOUILLON**, vicaire général du diocèse aux armées françaises, est décédé samedi 19 septembre à l'âge de soixante-quatre ans. Né le 13 juin 1934 à Bitche (Moselle), il avait fait ses études au lycée français de Baden-Baden et au prytanée militaire de La Flèche. Licencié en théologie catholique de l'université de Strasbourg, ordonné prêtre en 1964 à Strasbourg, Alain Bouillon a été aumônier militaire de 1967 à 1998. En 1991, il avait été nommé vicaire général du diocèse aux armées et, l'année suivante, il était devenu directeur du pèlerinage militaire international de Lourdes.

■ **KONGOLO MOBUTU**, fils cadet de président de l'ex-Zaïre Mobutu Sese Seko, est mort jeudi 24 septembre sur la Côte d'Azur, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de trente et un ans. Lors de la chute du régime de son père, *en mai 1997, il était commandant* adjoint du Service action et renseignement militaire (SARM), un service de sinistre réputation dans l'ex-Zaïre. A Kinshasa, Kongolo Mobutu avait été surnommé « Saddam Hussein » en raison de sa brutalité.

NOMINATIONS

Diplomatie

Gilles Chouraqui a été nommé ambassadeur auprès de la République des Philippines, par décret publié au *Journal officiel* du 19 septembre, en remplacement de Samuel Le Caruyer de Beauvais.

[*Né le 9 mars 1947*, titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences politiques, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, Gilles Chouraqui fut admis au concours pour le recrutement de secrétaires des affaires étrangères en 1968. Nommé troisième secrétaire à Pékin (1970-1972), il est ensuite affecté à la direction d'Asie-Océanie, puis à la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères (1975), avant d'être détaché à la mission interministérielle de la mer (1979-1980). Puis il est nommé successivement délégué dans les fonctions de sous-directeur à la direction des affaires juridiques du Quai d'Orsay (1980-1983), conseiller culturel à Londres (1983-1988), conseiller pour les affaires internationales au cabinet de Jack *Lang au ministère de la culture et de la* communication (1988-1989), consul général à Hongkong (1991-1992) et chargé de mission à la direction des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères (1992-1994). Gilles Chouraqui était, depuis mai 1994, directeur adjoint d'Asie et Océanie à l'administration centrale.]

Ville de Paris

Bernard Bled, directeur du cabinet du maire de Paris, Jean Tiberi, a *été* nommé secrétaire général de la Ville de Paris, en remplacement de Jean-Claude le Taillandier de Gabory, démissionnaire. Il est remplacé au poste de directeur de cabinet par son adjoint, **Christian Poncet** (*Le Monde* du 23 septembre).

[Né le 29 juillet 1944 à Paris, Bernard Bled a été affecté, comme agent administratif, à la direction du personnel de la préfecture de la Seine en 1962. Il y restera jusqu'en 1975, date de son affectation au Conseil de Paris, où il devient, en 1978, adjoint au chef du service du protocole de la Mairie de Paris. Chef adjoint (1980-1983), chef du cabinet (1983-1991), puis directeur du cabinet du questeur du Conseil de Paris, Roger Romani, de 1991 à 1995, Bernard Bled fut parallèlement chargé des fonctions de secrétaire général adjoint (1983-1985), puis secrétaire général (1985-1995) du Conseil de Paris. Ayant intégré le corps des administrateurs de la Ville de Paris *en 1991, il a cumulé, depuis l'élection de Jean* Tiberi à la mairie, en 1995, les fonctions de secrétaire général adjoint de la Ville et de directeur de cabinet du maire. Depuis juin 1998, Bernard Bled est aussi responsable de la mission Paris 2000.]

[Né en juillet 1958, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Christian Poncet fut affecté au ministère de l'intérieur à sa sortie de l'ENA, en 1985. Détaché comme sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la Loire (1985-1986), il fut ensuite chef du cabinet de Michèle Barzach, ministre délégué à la santé et à la famille (1986-1988). Sous-préfet de Châteaudun (Eure-et-Loir) de 1988 à 1991, Christian Poncet fut secrétaire *général de l'Ecole normale supérieure* (1991-1992), avant de retrouver un poste dans l'administration territoriale comme secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud (1992-1994). Conseiller technique au cabinet d'André Rossinot, au ministère de la fonction publique (1994-1995), il était depuis juillet 1995 directeur adjoint du cabinet du maire de Paris.]

Culture

Sur proposition du ministre de la culture et de la communication Catherine Trautmann, **François Barré** et **Dominique Wallon** ont été nommés respectivement directeur de l'architecture et du patrimoine et directeur de la musique, *de la danse, du théâtre et des spec*tacles lors du conseil des ministres du 23 septembre.

[Né le 18 janvier 1939 à Paris, François Barré, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est affecté à la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay à sa sortie de l'ENA en 1965. L'année suivante, il rejoint le cabinet de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux avant de fonder, en 1969, à Paris, le Centre de création industrielle (CCI), qu'il dirige jusqu'en 1977. Conseiller pour la politique architecturale auprès du président de la régie Renault (1978-1980), il est ensuite directeur du parc de La Villette (1981-1990), délégué aux arts plastiques (1990-1993) et *président du* Centre Georges-Pompidou (1993-1996). Devenu directeur de l'architecture au ministère de la culture, en mars 1996, François Barré avait été nommé directeur du patrimoine par intérim et chargé par Catherine Trautmann de conduire une concertation en vue de réunir les deux directions centrales, en septembre 1997.]

[Né le 21 juin 1939 à Paris, Dominique Wallon, *licencié en droit et diplômé de l'Institut* d'études politiques de Paris, intègre l'inspection des finances à sa sortie de l'ENA en 1966. Il a été président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) d'avril 1961 à avril 1962, et membre de la direction politique nationale et de la commission économique du Parti socialiste unifié (PSU) de 1968 à 1974. Chargé de mission au Commissariat *général du Plan* (1970-1974), il est ensuite détaché en qualité de professeur associé à l'Institut d'études politiques de Grenoble (1974-1976), avant de devenir président de la Maison de la culture de Grenoble (1977-1978). En octobre 1981, il est nommé auprès de Jack Lang au ministère de la culture, où il devient directeur du développement culturel (1982-1986). Chargé de mission pour la politique culturelle auprès de Robert Vigouroux, maire de Marseille (1986-1989), il est ensuite directeur général du Centre national de la cinématographie, de 1989 à 1995, date à laquelle il réintègre l'inspection des finances. Nommé directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture en novembre 1997, Dominique Wallon avait été nommé directeur par intérim de la musique *et de la danse en février 1998 et chargé de* conduire la réunification de ces deux directions.]

Equipement

Marie-Line Meaux, secrétaire générale des grandes opérations d'urbanisme, a été nommée le *19 septembre* secrétaire générale du groupe central des villes nouvelles. Elle cumulera les deux fonctions.

[Née en 1948 à Périgueux, Marie-Line Meaux, administrateur civil hors classe, est ancienne élève de l'ENA *et* titulaire d'un DEA d'urbanisme. Après avoir travaillé au centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Bordeaux, elle est nommée, en 1985, chef de bureau à la direction de l'architecture et de l'urbanisme du ministère de l'équipement puis, en 1989, directeur du programme de recherche et d'expérimentation « Cité projets » au plan Construction et architecture. En septembre 1991, elle rejoint la direction départementale de l'équipement (DDE) des Hauts-de-Seine pour s'occuper de la mission d'études pour le site Renault de Billancourt. En 1994, elle est nommée adjointe au directeur de la DDE du Val-d'Oise et prend en charge le grand projet urbain (GPU) d'Argenteuil. En juillet 1997, elle devient adjointe au directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement, des transports et du logement.]

Collectivités locales

Jean-Pierre Sueur, maire (PS) d'Orléans, a été élu à l'unanimité, jeudi 24 septembre, président de l'Association des maires des grandes villes de France, succédant à Michel Delebarre, maire (PS) de Dunkerque. Il en était vice-président depuis 1995.

[Né le 28 février 1947 à Boulogne-sur-Mer, Jean-Pierre Sueur est agrégé de lettres modernes, docteur ès lettres. Il commence sa carrière de professeur en Tunisie puis la poursuit, à partir de 1973, à l'université d'Orléans. Elu député PS du Loiret en 1981, il est réélu en 1986 et en 1988. De 1991 à 1993 *il est secrétaire d'Etat chargé des collectivi*tés locales auprès du ministre de l'intérieur. Il est maire d'Orléans depuis 1989. Très impliqué dans les politiques de la ville successives, Jean-Pierre Sueur a remis en février 1998 au gouvernement un rapport intitulé « Demain la ville » comprenant 50 propositions.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 21-mardi 22 septembre sont publiés :
● **Environnement** : un décret portant création de la réserve naturelle de la tourbière des Dauges (Haute-Vienne).
Au *Journal officiel* du mercredi 23 septembre sont publiés :
● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République slovaque, relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la Tchécoslovaquie, signées à Bratislava le 24 juin 1996 et à Paris le 7 août 1996 ;
– un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouver*nement de la République tchèque* relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la Tchécoslovaquie, signées à Prague le 16 mai 1995 et à Paris le 19 juin 1995 ;
– un décret portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kazakhstan dans les domaines de la culture et des arts, signé à Almaty le 17 septembre 1993.
● **CNIL** : une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant re*commandation sur l'utilisation* des systèmes de vote par codes-barres dans le cadre d'élections par correspondance pour les élections professionnelles.

Au *Journal officiel* du jeudi 24 septembre sont publiés :
● **Privatisation** : deux avis de la Commission des participations et des transferts, du 8 et du 22 septembre, relatifs au transfert au secteur privé d'une participation minoritaire de l'Etat au capital de CNP Assurances SA, le second étant favorable ; un arrêté relatif aux moda*lités du transfert au secteur privé* de cette participation.
● **Publication** : un avis de parution à La Documentation française de l'ouvrage *La Contribution française à la rédaction de la déclaration universelle des droits de l'homme* (216 pages, 110 francs).

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

Croix, 26 septembre 1943,
Monteleger, 26 septembre 1998.

« Je ne connais qu'un seul devoir et c'est celui d'aimer »
Albert Camus

Merci
Mamy,
de nous montrer notre devoir.

Lydia, Mickaël, Corentin.

Décès

Mme Henri VILATTE

nous a quittés le 18 septembre 1998.

Son frère Jules Mouchlack a la tristesse d'annoncer ce départ.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière du Montparnasse.

Mme Hélène Bessmann,
son épouse,
Les docteurs Max et Nicole Berkman,
son gendre et sa fille,
Gisèle Berkman et Olivier Le Trocquer,
Didier Berkman,
ses petits-enfants,
Le docteur Pierre Berkman,
et son épouse.
Michel Bessmann,
son fils,
ainsi que ses enfants,
Claude Bessmann,
sa fille,
ainsi que ses enfants,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Richard BESSMANN,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 23 septembre 1998, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu lundi 28 septembre, à 10 30, au cimetière de Pantin.

Dr Max et Nicole Berkman,
19, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.

– M. et Mme Yvan Abitbol,
et leurs enfants,
Mme Jacqueline Abitbol,
et ses enfants,
Mme Pierre Abitbol
et sa fille,
Les familles Abitbol, Pariente Samama, Slama Tibi.
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Maurice ABITBOL,
née Frida TIBI.

L'inhumation a eu lieu le 24 septembre 1998.

Le service religieux aura lieu le samedi 26 septembre, à 11 heures, à l'oratoire, au 44, avenue de la Victoire.

18, allée Georges-Récipion,
75019 Paris.

– M. et Mme Pierre Villiaumey,
son fils et sa belle-fille,
Marc et Claire,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

Docteur Madeleine Elisabeth ABELS,

survenu le 22 septembre 1998.

L'inhumation aura lieu le lundi 28 septembre, à 11 heures, au cimetière de Vanves, 40, rue Sadi-Carnot.

5, passage du Clos,
92380 Garches.

– Le Pouliguen.

Mme Emile Sorin,
Ses enfants et ses petits-enfants,
annoncent dans la douleur le décès de

Gislaine BURGUET-SORIN,

le 22 septembre 1998, au Pouliguen.

La célébration aura lieu le samedi 26 septembre, en la collégiale de Guérande (44), à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

– M. Pierre-André Garcin,
son époux,
Guilhem et Jean,
ses enfants,
M. et Mme Paul Guerre,
ses parents,
M. et Mme Olivier Guerre,
ses frère et belle-sœur,
Valérie et Laurence,
ses nièces,
Mme William J. Garcin,
et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Madame Pierre-André GARCIN,
née Christine GUERRE,

survenu à Paris le 22 septembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 septembre à 10 h 30 en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris (7e), suivie de l'inhumation au cimetière parisien du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire part.

– Le 23 septembre 1998,

Louis J. MATHIEUX

nous a quittés « pour un éternel matin ».

Marthe Mathieux,
son épouse,
Parents et amis,
vous associent à leur douleur et à leur foi.

« Que sa joie soit notre joie. »

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Rédemption, à Lyon (6e), le samedi 26 septembre, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Guillotière ancien.

« Cet amour
est un amour sans fin,
Il ignore la mort,
il est comme un long fleuve
Il change seulement
de lèvres et de terre. »
P. Neruda

Au revoir,

Léa.

Marie, Olivier, Julia,
tous les amis sont avec vous.

– Marie-Paule Massiani,
sa femme,
Laure et Yves Ravot,
Marie-Ange et Xavier Houot,
Jérôme Massiani,
ses enfants,
Marion, Chloé, Charles et Gaspard,
ses petits-enfants,
Alain Massiani,
Marie-Geneviève Massiani,
Claire Massiani,
Laurent et Nicole Massiani,
Cécile et Robert Veilhan,
Isabelle et Joseph de Sagazan,
ses frères et sœurs,
Ses neveux et nièces,
cousins et cousines,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean MASSIANI,
conseiller maître
à la Cour des comptes,

le 21 septembre 1998.

Les obsèques ont été célébrées vendredi 25 septembre à 9 heures en l'église Sainte-Marguerite, au Vésinet (Yvelines).

– Mme Maxime Subra,
Emmanuel, Cyril, Alexis,
M. et Mme Frédéric Subra,
Edouard,
Mlle Henriette Subra,
Mme Simone Blaize,
ont la douleur de faire part du décès survenu le 24 septembre 1998, de

M. Jacques SUBRA,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,

dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 septembre à 10 h 45, en la chapelle de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, 20, rue Armagis, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

8 *bis*, rue d'Ayen,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

Mme Paul Weill, née Denise Kahn,
son épouse,
M. J.-H. Gougenheim,
son neveu,
et ses enfants et petits-enfants,
Mme P.-H. Franck,
sa belle-sœur,
et ses enfants et petits-enfants,
M. J.-P. Kahn,
son beau-frère,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Paul WEILL,
ingénieur civil des Mines,

survenu le 19 septembre 1998, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

11, route de la Reine,
92100 Boulogne.

– Mme Marie Labat,
son épouse,
Mlle Françoise Labat,
sa fille,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. François LABAT,

survenu le 21 septembre 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

[François Labat a appartenu de 1973 à 1982 au service de la photocomposition du *Monde*. La direction du journal et ses anciens collègues prient ses proches d'accepter leurs plus sincères condoléances.]

Souvenir

– En ce mois de septembre, souvenons-nous de

Anne CELLIER

Comme chaque année, une messe sera célébrée à son intention ; elle aura lieu le samedi 24 octobre, dans la chapelle de l'institut de l'Assomption, 6, rue de Lübeck, 75116 Paris.

Services religieux

Fernand DESNOT

nous a quittés le 13 août 1998.

En hommage à sa mémoire un service religieux sera célébré le jeudi 1er octobre, à 18 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, rue de l'Eglise, à Asnières-sur-Seine.

Tous les amis qui l'ont connu sont invités à participer à la cérémonie ou à s'unir par la pensée.

27, Grande-Rue-Charles-de-Gaulle,
92600 Asnières-sur-Seine.

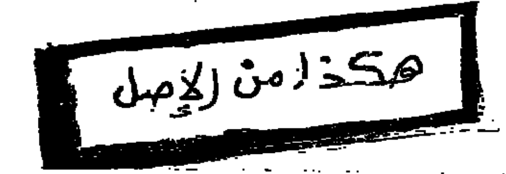
– Un dernier hommage sera rendu à la mémoire de

Georges MEYER,

décédé le 8 septembre 1998.

A cette occasion et pour clôturer le mois de deuil, un office de commémoration sera célébré aux Galeries Lafayette par le rabbin David Meyer, le samedi 3 octobre, à 20 heures (entrée angle boulevard Haussmann-rue de Mogador).

La présence des amis de la famille et du personnel de l'entreprise sera d'un grand soutien.



MÉDECINE **Les autogreffes de membre, réimplantation de main, *pied ou doigts sectionnés lors d'un* accident sont pratiquées couramment, avec des taux de réussite de 50 à 75 %. ● LES ALLOGREFFES, pour lesquelles sont utilisés des prélèvements effectués sur des donneurs, entraînent des réactions de rejet combattues par l'administration de médicaments immunosuppresseurs. ● GRÂCE AUX AVANCÉES de la recherche pharmaceutique, une équipe internationale de chirurgiens, dirigée par le Français Jean-Michel Dubernard et l'Australien Earl Owen, a pu réaliser, mercredi 23 septembre à Lyon, la première allogreffe d'une main et de son avant-bras. ● CETTE PREMIÈRE a suscité quelques remous chez les spécialistes de la microchirurgie. Certains craignent que cette opération n'ait des retombées négatives sur les dons d'organe.**

L'allogreffe de la main réalisée à Lyon : une première contestée

Les progrès des médicaments anti-rejet ont rendu possible la transplantation, par une équipe internationale, de la main d'un donneur sur un patient amputé depuis neuf ans. Mais la lourdeur du traitement postopératoire suscite la critique de certains spécialistes

UNE ÉTAPE importante dans l'histoire des greffes, chez l'homme, d'organes et de tissus vient d'être franchie avec la transplantation effectuée à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, le mercredi 23 septembre, d'une greffe de main prélevée la veille sur une personne en état de mort cérébrale (*Le Monde* du 25 septembre). Si rien ne permet encore d'affirmer que l'intervention sera un succès complet, cette première mondiale consacre les progrès réalisés ces dernières années dans le champ de l'immunologie grâce, notamment, à la mise au point de puissants médicaments « anti-rejet ».

« Pouvoir greffer une main provenant d'un donneur est un rêve que je poursuis depuis 1971. Cette année-là, avec mon ami le professeur Earl Owen, nous nous étions promis de réussir une telle intervention », confie le professeur Jean-Michel Dubernard, chef du service de chirurgie de la transplantation et d'urologie à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Vingt-sept ans plus tard, le rêve s'est réalisé, le spécialiste lyonnais ayant, avec le professeur Owen, directeur médical de l'Institut de microchirurgie d'Australie (Sydney), dirigé une opération qui, *« pratiquée sous anesthésie générale avec complément loco-régional »*, aura duré de 10 h à 23 h, le 23 septembre, et nécessité le travail de huit chirurgiens hautement spécialisés de plusieurs nationalités.

« QUELQUE PART EN FRANCE »

La première mondiale de Lyon n'a pu être réalisée que grâce aux prélèvements effectués *« quelque part en France »*, le 22 septembre, d'un greffon chez une personne en état de mort cérébrale. Après avoir consulté le président du comité d'éthique et des hospices civils de Lyon, le président du conseil d'administration de cet établissement et le professeur Didier Houssin, directeur général de l'établissement français des greffes, il a été décidé de fournir une information très détaillée à la famille concernée. On a d'autre part procédé, comme l'éthique l'impose, à une restauration du corps du défunt.

« Après les examens habituels effectués chez tout donneur d'organe, le prélèvement a consisté à sectionner le bras droit, au-dessus du coude, à le perfuser pour le refroidir avant de le transporter à Lyon. Une prothèse spécialement fabriquée a été alors mise en place pour redonner au corps du défunt une apparence normale, explique-t-on à l'hôpital Edouard-Herriot. *Le greffon a été préparé dans notre établissement. L'avant-bras du donneur a été sectionné à un niveau adapté. Les principales artères et veines, les principaux muscles, tendons et nerfs ont été repérés et individualisés pour faciliter la suture chez le receveur. Ce dernier a, quant à lui, été soumis à la série d'investigations habituelles. Des examens spécifiques ont précisé l'état des os, des muscles, des tendons et des vaisseaux de son moignon. Aucune contre-indication à la transplantation n'a alors été notée. »*

Au bloc opératoire de l'hôpital Edouard-Herriot, les os de l'avant-bras du greffon ont, dans un premier temps, été fixés à ceux du receveur par des plaques et des vis. La circulation sanguine a ensuite été rétablie en suturant les artères radiale et cubitale du receveur à celles du greffon et en raccordant trois des principales veines.

Ainsi revascularisée, la main a – *« de manière stupéfiante »*, note le professeur Dubernard – repris son aspect normal.

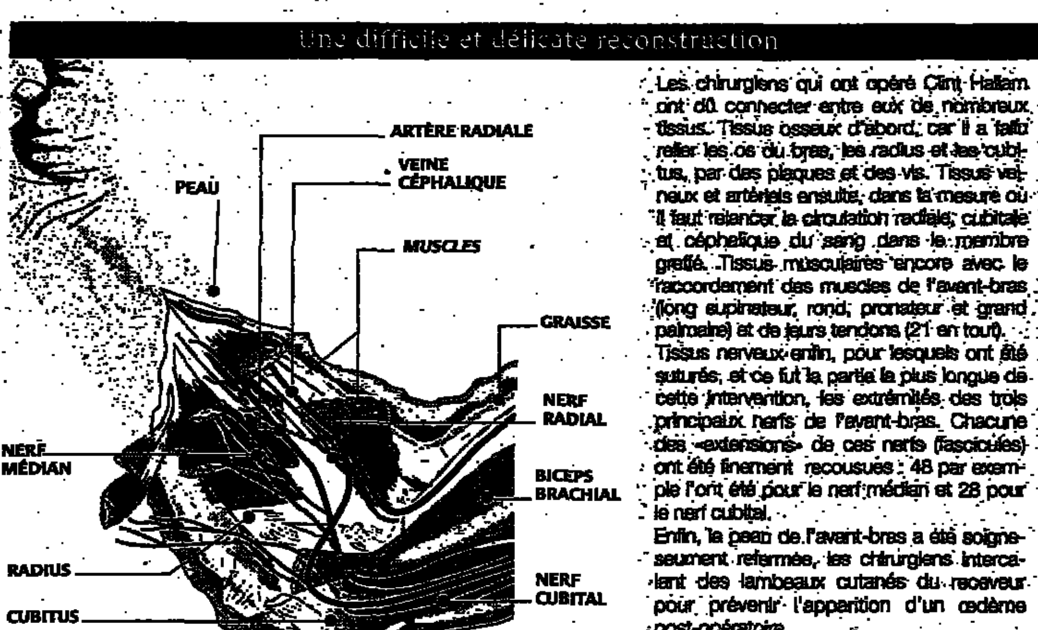
Les 21 tendons et les différents muscles ont alors été mis bout à bout. La suture des trois principaux nerfs de l'avant-bras a ensuite été réalisée, ce qui fut la tâche la plus longue de cette intervention. Chacun des fascicules de ces nerfs a été suturé : 48 pour le nerf médian et 28 pour le nerf cubital. Enfin, la peau a été soigneusement refermée, les chirurgiens intercalant les lambeaux cutanés du receveur pour prévenir l'apparition d'un oedème postopératoire.

Tous les gestes chirurgicaux effectués sur le donneur et sur le greffon ont été réalisés sous la direction du professeur Dubernard. La réimplantation a, quant à elle, été réalisée sous la direction du professeur Owen, l'un des « papes » mondiaux de la microchirurgie. Les huit chirurgiens de l'équipe se sont relayés, tant durant la préparation du greffon que lors de sa réimplantation.

Coïncidence ou non, l'histoire des allogreffes des membres avait débuté à Lyon, au début du siècle, avec les travaux novateurs conduits par Alexis Carrel. Il convient de distinguer les allogreffes – provoquées grâce à des prélèvements effectués chez des donneurs – des autogreffes – réimplantations de segments de membres sur le même individu. Les autogreffes se sont multipliées au cours des trente dernières années, en France et dans le monde. Aujourd'hui, des services d'urgence spécialisés dans ce domaine existent dans la plupart des centres hospitalo-universitaires français, s'adressant aux personnes victimes, pour diverses raisons, d'amputations de doigts ou de mains. Au fil du temps, les résultats de ces autogreffes se sont considérablement améliorés. Pour le membre supérieur, les meilleurs résultats à long terme varient entre 50 % et 75 %, en fonction du type de la lésion initiale. Les meilleurs résultats (récupération totale de la motricité et de la sensibilité, reprise d'une activité professionnelle) sont obtenus lorsque la lésion est proche du poignet et lorsque l'intervalle de temps entre l'accident et l'intervention chirurgicale est court. *« L'entraînement de l'équipe chirurgicale est aussi un facteur très important,* explique le professeur Dubernard. *Sans être une opération de routine, la réimplantation d'un membre supérieur est désormais une chirurgie bien réglée, nécessitant l'utilisation de techniques microchirurgicales, particulièrement au niveau des petits vaisseaux et des nerfs dont il faut suturer tous les fascicules. »*

Le défi des professeurs Dubernard et Owen était donc, en fait, moins chirurgical qu'immunologique.

Jean-Yves Nau



Huit chirurgiens de quatre grands services

L'équipe internationale de chirurgiens qui a réalisé la première mondiale de greffe de main provenant d'un donneur était composée des professeurs Jean-Michel Dubernard, chef du service de chirurgie de la transplantation et d'urologie (hôpital Edouard-Herriot, Lyon), député (RPR) du Rhône ; Earl Owen, directeur médical de l'Institut de microchirurgie d'Australie (Sydney) ; Nadey Hakim, chef du service de transplantations du Saint-Mary's Hospital (Londres) ; Marco Lanzetta, chef du service de chirurgie de la main et de microchirurgie de l'hôpital de Monza (université de Milan) ; Xavier Martin, Guillaume Herzberg, Marwan Dawahra (hôpital Edouard-Herriot, Lyon) ; et Hari Kapila (Canterbury Hospital, Sydney).

Un Néo-Zélandais de 48 ans

La personne qui a bénéficié de la greffe de main pratiquée à l'hôpital Edouard-Herriot est un citoyen néo-zélandais. Agé de quarante-huit ans, Clint Hallam est marié et père de quatre enfants. C'est un homme d'affaires qui vit à Perth (Australie). Il a été victime en 1984 d'un accident de tronçonneuse ayant entraîné une section de l'un de ses avant-bras. Une tentative de réimplantation par autogreffe avait alors immédiatement été réalisée mais avait échoué, conduisant à l'amputation, en 1989. Depuis, M. Hallam souhaitait une allogreffe et avait contacté à plusieurs reprises le centre de microchirurgie de Sydney. *« Très motivé et équilibré, il a été totalement informé du déroulement de l'intervention, des suites opératoires et des risques à court, moyen et long terme du traitement immunosuppresseur qu'il lui faudra suivre,* précise-t-on à Lyon. *Il a également accepté d'être suivi pendant plusieurs années, tant sur le plan médical que psychologique. Toutes les personnes qu'il a rencontrées ont été impressionnées par sa personnalité, son courage et sa détermination. »*

Un traitement anti-rejet « éthiquement déraisonnable »

POUR SAVOIR si la première mondiale de Lyon sera un succès, il faudra attendre les résultats du traitement anti-rejet administré au malade. Ce dernier reçoit aujourd'hui un traitement immunosuppresseur particulièrement puissant associant quatre substances : un sérum « antilymphocytes » (produit fabriqué à Lyon), du Tacrolimus (molécule issue de la recherche japonaise et commercialisée par la firme Fujisawa), du Mycophenolate Mofetil (issu de la recherche américaine), ainsi que des corticoïdes. Rendues possibles depuis peu grâce aux travaux de recherche et développement lancés par l'industrie pharmaceutique, de telles associations ont démontré leur efficacité dans les greffes d'intestin ; un organe qui, comme la peau, est très immunogène et déclenche donc de vives réactions de rejet.

Cette fois, le risque est d'autant plus grand que les os du greffon contiennent de la moelle osseuse susceptible d'entraîner rapidement le dangereux phénomène dit « du greffon contre l'hôte ». *« Ce risque est réduit grâce au traitement immunosuppresseur,* explique-t-on à Lyon. *Un état de tolérance identique à celui observé dans les greffes d'organe devrait s'installer dans les semaines à venir. »* Des explorations ultrasonores, des mesures thermographiques et des prélèvements de peau seront effectués pour déceler de manière précoce les éventuels phénomènes de rejet cutané. En cas de rejet, des applications locales de pommade à base de Tacrolimus et de corticoïdes seront associées à une augmentation des doses médicamenteuses. Si tout se passe bien, le traitement immunosupresseur sera allégé dans une dizaine de jours. Mais il devra néanmoins être *« maintenu à vie »*.

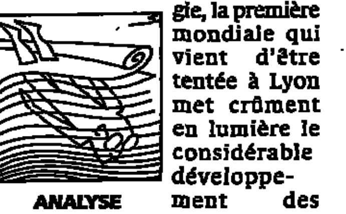
Une telle contrainte fait que plusieurs spécialistes contestent d'ores et déjà le bien-fondé de cette première. *« C'est sûrement une voie de recherche à suivre. Mais je ne prendrais pas le risque de donner des traitements immunosuppresseurs à vie pour un problème qui n'est pas vital mais fonctionnel,* souligne le professeur Jean-Yves Alnot, chef du service de chirurgie orthopédique et chirurgie de la main à l'hôpital Bichat - Claude-Bernard. *Et ce d'autant que ce patient avait toujours son autre main. »*

Pour le professeur Michel Merle, président de la Société française de chirurgie de la main, l'administration à vie de médicaments immunosuppresseurs est *« éthiquement déraisonnable »* à cause du risque *qu'il comporte d'infections, voire de pathologies malignes.* Il estime d'autre part totalement infondé d'envisager dès aujourd'hui, comme le fait le professeur Dubernard, l'application de cette technique à tous les amputés des deux mains, aux mères d'enfants nés sans bras qui le demanderaient.

J.-Y. N.

Le dépeçage des corps

AU-DELÀ de l'exploit technique, des incertitudes quant à la survie du greffon et de la polémique naissante dans les milieux, toujours passionnés, de la chirurgie, la première mondiale qui vient d'être tentée à Lyon met crûment en lumière le considérable développement des greffes humaines d'organes et de tissus et, corollaire, l'accroissement des prélèvements indispensables à ces thérapeutiques. Quelle qu'en soit l'issue, il est clair que cette première inaugure une *nouvelle ère : celle où les chirurgiens* pourront prélever des segments de membres, sinon des membres entiers sur des personnes en état de mort cérébrale mais maintenues en état de « survie artificielle ». On ne manquera pas de noter que cette première coïncide avec la mise en service, en France, du premier registre national informatisé destiné à ceux qui veulent, de leur vivant, faire savoir qu'ils refusent que l'on pratique de tels prélèvements sur leur cadavre.


ANALYSE

UNE PUISSANCE SYMBOLIQUE

Bien que la main ne soit ni un « tissu », ni un « organe », son prélèvement et sa greffe sur une personne s'inscrivent dans le cadre juridique connu, caractérisé notamment par le consentement présumé du donneur. Comme les lois de bioéthique le leur imposent, les chirurgiens ont consulté le registre national informatisé et vérifié que la personne sur le *corps de laquelle ils souhaitaient* prélever le bras n'avait pas de son vivant exprimé d'opposition à de telles pratiques. Ils ont, parallèlement, informé la famille de leur intention et obtenu l'accord de cette dernière.

Pour autant, cette procédure habituelle a permis un geste qui dépasse de beaucoup le cadre législatif et réglementaire commun. Le rôle considérable de la main dans le développement de l'espèce humaine, la richesse, la complexité des liens qu'entretiennent mains et cerveau, confèrent à cette partie du corps humain une puissance symbolique comparable à celle de l'œil. Greffer une main prélevée sur un cadavre ne peut, de ce fait, être comparé à une greffe de rein, de coeur ou de foie. Et, à l'inverse, accepter la greffe de la main d'un autre place à l'évidence le receveur dans une situation qui dépasse de beaucoup les seules questions de schéma corporel et de *« membre fantôme »*.

Les chirurgiens concernés ont pleinement perçu la portée de leur geste. Il n'en reste pas moins que le risque est plus grand que jamais de voir se développer, face à des prélèvements sans cesse plus nombreux, un refus grandissant, des oppositions. L'admiration collective des prouesses chirurgicale coïnciderait alors avec la frayeur individuelle de la dissémination *post-mortem* des principaux éléments organiques de son corps. Et le don généreux, altruiste de son coeur ou de ses reins, qui apparut avec les premières greffes, laisserait place au refus angoissé de cette métempsycose organique, de cette réincarnation parcellaire engendrée par une chirurgie triomphante.

C'est dire l'effort que devront accomplir les servants de cette discipline s'ils ne veulent pas que leur savoir et leur puissance thérapeutique ne nuisent gravement à leur image.

J.-Y. N.

Un demi-siècle de progrès chirurgicaux

● **Greffes de rein** : les premières ont été tentées, avec un relatif succès, à partir de 1950, puis à Paris en 1951 par les professeurs *Kuss, Teinturier* et Milliez. Un début de survie prolongée fut obtenu en 1952 par une équipe dirigée par le professeur Jean Hamburger. Depuis 1985, on a pratiqué en France plus de 20 000 de ces greffes chez des personnes souffrant d'insuffisance rénale. Les progrès accomplis dans la maîtrise des phénomènes de rejet font que, cinq ans après l'intervention, 70 % des greffons sont fonctionnels. A la différence des Etats-Unis où la pratique de la greffe d'un rein prélevé sur un donneur vivant est relativement fréquente, on préfère en France, pour des raisons éthiques, privilégier le prélèvement sur cadavre de cet organe.

● **Greffes de cœur** : la première fut tentée, le 3 décembre 1987 en Afrique du sud, par le professeur Christian Barnard. La survie du malade fut de 18 jours. La première européenne fut réalisée à Paris par le professeur Christian Cabrol. A partir des années 1980, on commença à faire des greffes du bloc « cœur-poumons », puis, par la suite, des greffes associant coeur, poumons et foie, coeur et pancréas, coeur et reins. On pratique chaque année en France, plusieurs centaines de greffes de coeur. La plupart des greffés peuvent reprendre une activité normale et certains d'entre eux même une activité sportive. Les échecs surviennent le plus souvent dans les premiers mois suivant l'intervention.

● **Greffes de foie** : la première a été tentée en 1963 par le professeur Thomas Starzl, puis en 1964 en France par le professeur Demirleau. Par la suite, des progrès chirurgicaux ont permis de substituer à la greffe de l'organe entier de simples parties prélevées chez des donneurs vivants. Cette intervention est aujourd'hui de plus en plus fréquemment pratiquée. On en dénombre 600 à 700 par an en France.

● **Prélèvements** : chaque année, en France, on recense environ 1600 cas de sujets en état de mort cérébrale et qui peuvent donner lieu à des prélèvements d'organes. Pour diverses raisons médicales ou à cause de l'opposition manifestée par les familles, tous les prélèvements ne sont pas effectués. En pratique, le nombre des sujets en état de mort encéphalique recensés et faisant l'objet de prélèvements multi-organes se situe entre 800 et 900. L'opposition à une telle pratique est observée dans environ 30 % des cas. Cette opposition émane le plus souvent de l'entourage (plus de 70 % des cas) et, plus rarement, du défunt lui-même (25 %). Dans certains cas, le prélèvement ne peut être effectué du fait de l'opposition exprimée par le procureur de la République.

● **Autogreffes de membres** : 300 à 350 doigts et mains sont réimplantés sur leur propriétaire chaque année en France. La première retransplantation de bras remonte à 24 ans. En 1974, on a greffé un orteil sur la main d'un individu pour remplacer l'un de ses doigts perdu.

Le deuxième tour du monde en solitaire de Marc Thiercelin

Sponsorisé par une société de vente par correspondance, le navigateur qui s'était fait connaître lors du Vendée Globe prendra le départ, samedi 26 septembre, à Charleston, aux Etats-Unis, de la course Around Alone, l'ancien BOC Challenge



PHOTOS EMMANUELLE THIERCELIN

Marc Thiercelin à bord de son nouveau monocoque, « Somewhere »

CHARLESTON (Caroline du Sud)
de notre envoyée spéciale

Seul autour du monde. Around Alone. C'est le nouveau nom du BOC Challenge depuis que la British Oxygen Corporation a décidé d'interrompre son partenariat avec cette circumnavigation à escales créée en 1982. Mais qu'importe les appellations. Après sa deuxième place au Vendée Globe (tour du monde en solitaire sans escale), Marc Thiercelin ne rêvait que de reprendre la mer.

On l'avait quitté aux Sables-d'Olonnes trempé jusqu'aux os, pompant l'eau qui s'infiltrait depuis le cap Vert dans tous les recoins de son *Crédit-Immobilier-de-France* – l'ancien bateau de Christophe Auguin, puis d'Yves Parlier, remanié pour l'occasion –, on le retrouve radieux à la barre de *Somewhere* : un 60-pieds flambant neuf financé par la ligne de vêtements de loisirs de La Redoute. Contrairement au skipper américain Robin Davie (*South-Carolina*), à l'Australien Neil Hunter (*Paladin-II*), qui vendent sur les pontons tee-shirts et posters pour boucler leur budget, ou au chercheur d'or canadien Sebastien Reidl, qui, à cause de l'effondrement des cours, fait payer 20 dollars (environ 120 francs) à qui voudrait inscrire son nom sur la coque de son *Project-Amazon*, Thiercelin n'a pas eu à ramer. Pas cette fois.

Pour financer son Vendée Globe, il avait créé un jeu de société, Captain Marck, destiné aux enfants, une idée originale qui avait séduit le Crédit immobilier de France. Pour une fois qu'un marin venait avec un projet commercialisable plutôt qu'une simple demande de fonds ! La banque a donné… en achetant le brevet du jeu. Et Thiercelin a pu partir. L'idylle n'a duré qu'un an, mais le virus du grand large s'est durablement installé. *« J'ai découvert une nouvelle dimension temporelle*, dit Marc Thiercelin. *Il y a la partie terrestre qu'on emmène : la culture, la musique, des idées, des envies, le souvenir de ses proches, et du papier pour raconter tout ça. Puis il y a la part de mer que l'on veut découvrir. »*

PAS UN HOMME-SANDWICH

Pour approfondir, il s'est trouvé une planche de salut moins poétique que ses idées : la vente de textiles par correspondance. Un responsable du sponsoring chez Somewhere, anciennement employé par Vert Baudet, déjà partenaire sur le Vendée Globe, l'y a aidé. Il a fait valoir le profil peu banal et l'esprit inventif du skipper – ébéniste issu de l'école Boulle –, illustrateur pour Kenzo ou Nino Cerruti.

L'affaire est entendue jusqu'en février 2001. Pour Somewhere, Marc Thiercelin a le physique de l'emploi : jeune (trente-huit ans), assez décontracté et photogénique pour promouvoir une future ligne « sportive » et développer un réseau de magasins. Mais le navigateur ne se considère pas comme un homme-sandwich. *« Somewhere et moi sommes partenaires*, dit-il. *Je leur apporte un savoir-faire, une équipe, mais, d'une certaine façon, aussi un public. »* Il a lui même fixé son programme de course : encore la Transat Le Havre-Carthagène en 1999, en 2000 la Transat anglaise Plymouth-Newport, *« un rêve de gosse »*, et la Québec–Saint-Malo, *« une belle course en équipage »*, puis le Vendée Globe, *« parce que je veux le gagner »*.

« Ce bateau, dit Marc Thiercelin, *c'est la concrétisation d'un long cheminement. Un vrai travail de création qui fait qu'on devient le roi du pétrole après être parti de rien. »* Il n'envie pas la notoriété involontaire des naufragés du Vendée Globe, sur lesquels les sponsors se sont rués. *« C'est un surprenant système de prime time. Mais ces skippers devront quand même faire leurs preuves, et nous devrons convaincre, en décrivant mieux notre vie et notre état d'esprit à bord, qu'on peut faire des choses passionnantes sans se blesser. »*

Plus jeune, à la barre de son Optimist puis de son Laser, il songeait déjà à tout cela. Avant de quitter sans regret la voile olympique après avoir échoué à la sélection pour les Jeux de Los Angeles, anonyme, bien qu'il ait été vice-champion du monde de Laser. Toujours, malgré ses activités artistiques, il a gardé son amour à la mer *« et un goût d'inachevé »*. *« L'olympisme, c'est à la fois plus pointu et moins riche que la course au large »*, dit-il. Parisien d'origine mais breton d'adoption, il a skippé des charters en Afrique, puis racheté un bateau de course de 15 mètres transformé en école de croisière pour enfants. Il a dirigé un centre de voile dans les Côtes-d'Armor *« pour transmettre »*. Puis il y a eu la Mini-Transat et cinq Solitaires du Figaro. Il voyait encore plus grand. *« Le Vendée Globe, je l'ai voulu pendant trois ans*, dit-il. *Il n'était pas question de ne pas être à la hauteur. »*



Selon lui, les marins du tour du monde d'aujourd'hui doivent trouver l'équilibre entre la solitude de la mer et la communication, essentielle pour les sponsors. *« En mer, on peut redevenir animal*, dit-il. *Vivre au rythme de la nature, à condition tout de même de respecter des horaires pour parler à la terre : on doit être un mélange homogène de Bernard Moitessier et d'Alain Colas. »*

Fort de ces conclusions, il veut donc tenter à nouveau un tour du monde. L'Around Alone est inédite pour lui, l'intrigue, même si elle n'est pas son objectif premier. Il ne connaît pas encore assez bien son bateau – le plus récent de la flotte –, mis à l'eau en juillet à Cherbourg. *« Ses quatre étapes représentent quatre chances*, dit-il, *alors qu'un Vendée Globe peut s'arrêter pour un rien. Pour l'instant, je me considère comme un outsider. Les choses se dessineront mieux après la première étape. »*

Patricia Jolly



Avantage aux constructeurs français

Cinq des sept voiliers engagés dans la course Classe I sont nés de la recherche des architectes navals français Jean-Marie Finot et Pascal Conq – *Fila* de l'Italien Giovanni Soldini (1997), *PRB* (1996) et *Somewhere* (1998) des Français Isabelle Autissier et Marc Thiercelin, *Gartmore-Investment-Management* (1998) du Britannique Josh Hall et *Team-Group-4* (1998) de son compatriote Mike Golding. Si les bateaux diffèrent en fonction de leur date de construction et des options choisies par les skippers, la victoire finale se jouera certainement entre eux. Depuis la victoire de Christophe Auguin dans le BOC Challenge en 1991, les « plans » Finot-Conq sont invaincus dans les tours du monde.

Le parcours de l'Around Alone

LE TOUR DU MONDE EN SOLITAIRE AVEC ESCALES

DÉPART	ARRIVÉE	DISTANCE (en milles*)
1 – Charleston (Caroline du Sud), le 26 septembre.	– Le Cap (Afrique du Sud), prévue aux alentours du 1er novembre.	6 830
2 – Le Cap le 5 décembre.	– Auckland (Nouvelle-Zélande), prévue fin décembre début janvier 1999.	6 374
3 – Auckland, le 6 février 1999	– Punta del Este (Uruguay), prévue aux alentours du 5 mars 1999.	6 552
4 – Punta del Este, le 11 avril.	– Charleston, prévue aux alentours du 7 au 10 mai 1999.	4 285

Seize monocoques et quatre étapes

● **Les concurrents :**
– Classe I, 50 à 60 pieds (15,24 m à 18,28 m) : Isabelle Autissier (Fra.), *PRB* ; Mike Golding (R.-U.), *Team Group 4-Securitas* ; Josh Hall (R.-U.), *Gartmore-Investment-Management* ; Management ; Fedor Konioukov (Rus.), *Modern-University-for-the-Humanities ; Sebastian Reidl (Can.), Project-Amazon* ; Giovanni Soldini (Ita.), *Fila* ; Marc Thiercelin (Fra.), *Somewhere.*
– Classe II, 50 pieds (12,19 m à 15,24 m) : Robin Davie (R.-U.), *South-Carolina* ; Michael Garside (R.-U.), *Magellan-Alpha* ; Neil Hunter (Aus.), *Paladin-II* ; Jean-Pierre Mouligne (Fra.), *Cray-Valley* ; Neal Petersen (RSA), *www. no-barriers. com ;* Minoru Saito (Jap.), *Shuten-Dohji-II* ; George Stricker (E.-U.), *Rapscallion-III* ; Brad Van Liew (E.-U.), *California-Challenge* ; Viktor Yazykov (Rus.), *Wind-of-Change-Russia.*

● **Le règlement :**
Le classement s'effectue en temps réel. Pour se qualifier, chaque concurrent a réalisé une navigation de 2 000 milles en solitaire. Le routage météo individuel est interdit. Les concurrents ont tous accès aux mêmes données, fournies par l'organisation de la course, et aux fichiers météo publics accessibles sur Internet *(lire ci-dessous).*
En course, aucun contact physique autre que de passer un message ou des fournitures médicales n'est admis entre bateaux, concurrents ou autres. Les escales sont autorisées.
Les concurrents peuvent y embarquer de l'équipement, effectuer des réparations et recevoir de l'aide à condition que le bateau soit « mouillé » ou accosté.
La date limite pour l'arrivée finale est fixée au 12 septembre 1999 à 12 heures locales.

● **Sécurité :**
Un moteur inboard avec hélice fixe pouvant propulser le bateau jusqu'à 5 nœuds est obligatoire, ainsi que deux balises Sarsat de détresse.

● **Participation :**
L'édition 1998-1999 rassemble la plus faible participation depuis la création de l'épreuve : 20 bateaux en 1994-1995, 25 en 1990-1991 et 1986-1987, 17 en 1982-1983.

● **Palmarès Classe I :**
– 1982-1983 : Philippe Jeantot *(Crédit-Agricole-I)*, en 159 jours 2 heures et 55 min.
– 1986-1987 : Philippe Jeantot *(Crédit-Agricole-II)*, en 134 jours 5 heures et 23 min.
– 1990-1991 : Christophe Auguin *(Groupe-Sceta)*, en 120 jours 22 heures et 36 min.
– 1994-1995 : Christophe Auguin *(Sceta-Calberson)*, en 121 jours 17 heures et 11 min.

L'accès à la météo d'Internet est autorisé

CHARLESTON (Caroline du Sud)
de notre envoyée spéciale

La mer a joué bien des tours à Isabelle Autissier. Comme un démâtage, puis un naufrage et la perte de son bateau au sud des côtes australiennes en décembre 1994, lors du dernier BOC Challenge. Mais son pire souvenir de course est plus récent. *« C'est d'avoir perdu Gerry »*, souffle-t-elle. Gerry, c'est Roufs, le navigateur canadien disparu dans les mers du Sud en janvier 1997 lors du Vendée Globe. Elle l'a désespérément cherché dans une terrible tempête, cernée par des vagues gigantesques. Son impuissance l'a marquée à jamais.

Depuis, l'Association internationale des monocoques de classe open (Imoca), dont la navigatrice rochelaise fait partie, a mené une sérieuse réflexion sur la sécurité. Une nouvelle jauge pour les voiliers de 60 pieds open, définie en accord avec les architectes navals et les organisateurs de course, entrera en vigueur dès le prochain Vendée Globe, en 2000-2001. La direction de l'Around Alone, qui ne pouvait l'exiger sous peine de condamner de coûteux bateaux à une retraite anticipée, la recommande fortement.

Outre la nécessité d'établir des critères plus précis pour mieux préparer les bateaux au pire – angle de chavirage, quilles pivotantes, etc. – Isabelle Autissier et bien d'autres se sont posé le problème de la météo. Le routage individuel étant interdit sur les courses autour du monde en solitaire, les navigateurs, qui ont besoin d'informations, n'ont de choix que d'interpréter les fichiers fournis par la course : des prévisions à 5 jours effectuées d'après des relevés d'observation et dont la cohérence est vérifiée par un expert.

Si ces données sont généralement fiables pour l'Atlantique, sur lequel on dispose de nombreux renseignements, elles le sont moins pour le Grand Sud où les bateaux de passage sont aussi rares que les terres. Les relevés satellites ne suffisent pas toujours. Isabelle Autissier explique que l'on ne lui annonçait que 35 nœuds de vent alors qu'elle en a essuyé 70 à la recherche de Gerry Roufs. *« A terre, vous aviez les moyens de le savoir par des informations publiques disponibles comme sur Internet par exemple, mais auxquelles nous n'avions pas accès*, regrette-t-elle. *C'était un peu comme partir les yeux bandés. »*

CRÉDIT TÉLÉPHONIQUE

La navigatrice a rapporté ce paradoxe aux organisateurs de l'Around Alone. Américains et experts en matière de Toile, ils avaient anticipé la question. *« Nous n'avons même pas eu à changer notre règlement*, dit l'Américain Mark Schraeder, ancien concurrent du BOC et directeur de course pour la troisième édition consécutive, *puisqu'il stipule que ce qui est disponible gratuitement peut être utilisé par tous et que c'est le cas d'Internet. »*

Sensibles aux possibles différences de budget affectant les navigateurs, l'organisation de l'Around Alone a souhaité rendre équitable l'accès à la météo sur le Web. Tous ont donc reçu, entre autres, un ordinateur de bord et un standard M (téléphone satellite) fournis par la course. Ils disposeront également d'un *« crédit téléphonique généreux »* pour se connecter ou communiquer avec le PC Course. Une première, qui devrait se généraliser sur ce type d'épreuve. *« L'appareil qu'ils nous prêtent coûte 50 000 francs*, calcule Isabelle Autissier, *et la connexion environ 20 francs la minute, ce qui porte le prix de consultation d'une carte météo à 400 ou 500 francs. »*

Cet effort des organisateurs ne gommera pas pour autant les différences. *« Je ne maîtrise pas Internet*, avoue Marc Thiercelin, *même si mon entourage m'aide à m'y mettre, et je ne suis pas encore au niveau d'Isabelle en météo. »* En 1994, déjà, sans l'aide de la Toile, Autissier avait bouclé la première étape reliant Charleston au Cap avec cinq jours d'avance sur le deuxième grâce à deux superbes options météo.

P. Jo.

Football : à Bastia, Marseille a renoué avec la victoire

L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE A GAGNÉ (2-0) le match avancé de la 7e journée de championnat de France de première division qui l'opposait, en Corse, à l'équipe de Bastia. Les buts ont été marqués par Robert Pires (36e), qui signe là sa première réalisation sous le maillot phocéen, et « Titi » Camara (67e). Pour permettre à son équipe de renouer avec la victoire, après un mois de doute, Rolland Courbis avait aligné une équipe dont la construction n'était pas sans rappeler celle du onze tricolore d'Aimé Jacquet : quatre défenseurs (Gallas, Domoraud, Blanc, Colleter), trois milieux récupérateurs (Brando, Roy, Luccin), un animateur (Pires) et deux attaquants (Maurice, Camara). En fin de match, l'entraîneur phocéen a procédé à trois remplacements (Mouret à la place de Luccin, Dugarry à la place de Camara et Issa à la place de Pires), faisant ainsi tourner son effectif. Un effectif soumis à une forte pression, comme les larmes et les déclarations de « Titi » Camara à la sortie du terrain l'ont prouvé. *« A Marseille, il y a beaucoup de concurrence, et quand on a la chance de jouer, on a intérêt à être bon… »*, a-t-il sangloté devant les caméras de Canal Plus. Dans l'autre match avancé, Toulouse et Auxerre n'ont pu se départager (0-0).

DÉPÊCHES

■ **JUDO : le professeur Claude-Louis Gallien,** président de la Commission nationale de lutte contre le dopage, a confié, vendredi 25 septembre, au *Parisien*, que le judoka Djamel Bouras, champion olympique 1996, ne s'était peut-être pas dopé à la nandrolone comme les contrôle l'ont établi mais avait fait usage d'un médicament (nor-androstene-diol) alors autorisé, dont les métabolites (NDLR : traces résiduelles) peuvent, selon le quotidien, *« se ressembler au point d'être confondues »*.

Pluies et averses par l'ouest

SAMEDI, une dépression située près de la Bretagne dirige sur la France un flux de sud à sud-est. Un *front froid actif* traverse le pays d'ouest en est, avec de la pluie et des averses parfois orageuses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– Le ciel restera très nuageux, avec de la pluie en début de matinée et des averses localement orageuses l'après-midi. Le vent de sud-est soufflera assez fort. La température maximale avoisinera 18 à 21 degrés.

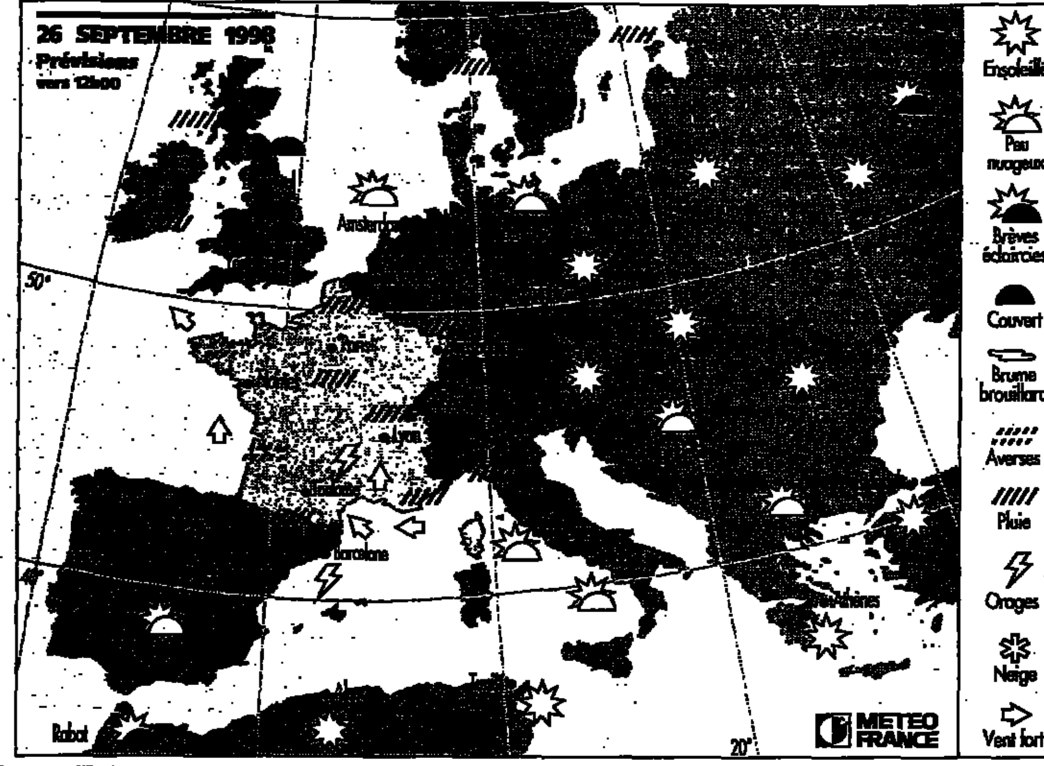
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur les Ardennes, le ciel sera voilé le matin, puis très nuageux l'après-midi avec de la pluie en fin de journée. Ailleurs, la pluie arrivera en cours de matinée, puis le ciel sera très nuageux l'après-midi, avec des averses. Il fera 19 à 22 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– Le ciel sera voilé par des nuages élevés le matin, puis les nuages deviendront nombreux l'après-midi, avec de la pluie en fin de journée. Il fera de 21 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Les pluies orageuses du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi, avec des averses fréquentes et des orages locaux. Il fera 20 à 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.– Sur Rhône-Alpes, le ciel sera voilé le matin, puis il pleuvra en cours d'après-midi, des orages éclateront par endroit. Le vent de sud soufflera à 70 km/h en rafales dans la vallée du Rhône. Ailleurs, la pluie du matin laissera place à un ciel très nuageux, avec des averses orageuses. Il fera de 19 à 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Le temps sera maussade, avec un ciel couvert et des pluies orageuses, parfois assez fortes localement. Le vent marin soufflera à 80 km/h en rafales dans le golfe du Lion. Il fera de 21 à 24 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ANTILLES.** A partir du 25 octobre, tous les vols d'Air France à destination ou en provenance des Caraïbes – précisément Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Martin, La Havane, Saint-Domingue, Port-au-Prince, Antigua, Caracas et Cayenne – seront non-fumeurs. *Idem* pour les liaisons avec l'océan Indien, la Réunion, l'île Maurice, Madagascar et les Seychelles.

■ **AÉRIEN.** La compagnie suisse de transport aérien SAirGroup (Swissair) et Air Littoral ont défini les axes d'un projet d'accord selon lesquels la première prendra une participation de 44 % dans la seconde. La compagnie régionale française rejoint ainsi Swissair, Austrian, Sabena, TAP, Turkish Airlines, AOM, Crossair, Lauda Air et Tyrolean Airlines au sein de Qualiflyer, un système d'alliances entre compagnies européennes de taille moyenne.

PRÉVISIONS POUR LE 26 SEPTEMBRE 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	22/28 N	KIEV	11/16 S	VENISE	17/22 N	LE CAIRE	22/30 S
				POINTE-A-PIT.	25/31 S	LISBONNE	17/19 P	VIENNE	12/20 S	MARRAKECH	16/26 S
				ST-DENIS-RÉ.	20/25 N	LIVERPOOL	16/17 C	AMÉRIQUES		NAIROBI	15/26 S
				EUROPE		LONDRES	16/18 C	BRASILIA	20/32 S	PRETORIA	15/29 S
				AMSTERDAM	14/22 S	LUXEMBOURG	14/22 N	BUENOS AIR.	13/26 P	RABAT	17/24 N
FRANCE métropole		NANCY	13/22 P	ATHENES	18/26 S	MADRID	12/17 P	CARACAS	25/30 N	TUNIS	22/35 S
AJACCIO	14/24 P	NANTES	14/20 P	BARCELONE	20/23 P	MILAN	17/22 P	CHICAGO	21/29 S	ASIE-OCÉANIE	
BIARRITZ	16/22 P	NICE	16/21 P	BELFAST	12/16 P	MOSCOU	1/10 N	LIMA	14/19 C	BANGKOK	24/30 P
BORDEAUX	15/22 P	PARIS	15/20 P	BELGRADE	12/19 S	MUNICH	10/22 N	LOS ANGELES	15/17 C	BOMBAY	25/30 P
BOURGES	14/20 P	PAU	14/21 P	BERLIN	12/20 N	NAPLES	19/26 N	MEXICO	14/21 P	DJAKARTA	26/31 C
BREST	13/18 P	PERPIGNAN	18/22 P	BERNE	11/19 N	OSLO	3/7 P	MONTREAL	12/25 N	DUBAI	28/37 S
CAEN	14/19 P	RENNES	13/19 P	BRUXELLES	15/22 S	PALMA DE M.	20/26 C	NEW YORK	20/25 N	HANOI	26/31 N
CHERBOURG	13/19 P	ST-ETIENNE	15/21 P	BUCAREST	11/23 S	PRAGUE	10/19 S	SAN FRANCIS.	13/17 C	HONGKONG	26/31 S
CLERMONT-F.	15/21 P	STRASBOURG	12/22 P	BUDAPEST	13/20 S	ROME	19/26 N	SANTIAGO/CHI	7/14 P	JERUSALEM	20/31 S
DIJON	13/22 P	TOULOUSE	16/22 P	COPENHAGUE	10/15 N	SEVILLE	17/23 S	TORONTO	15/27 S	NEW DEHLI	25/32 P
GRENOBLE	14/22 P	TOURS	14/21 P	DUBLIN	12/16 P	SOFIA	10/20 S	WASHINGTON	20/31 S	PEKIN	16/27 S
LILLE	14/19 P	FRANCE outre-mer		FRANCFORT	15/23 S	ST-PETERSB.	4/9 S	AFRIQUE		SEOUL	19/28 N
LIMOGES	14/18 P	CAYENNE	23/32 N	GENEVE	11/19 C	STOCKHOLM	6/12 P	ALGER	19/30 S	SINGAPOUR	26/29 P
LYON	15/22 P	FORT-DE-FR.	26/31 S	HELSINKI	3/9 S	TENERIFE	17/22 S	DAKAR	27/29 P	SYDNEY	12/20 C
MARSEILLE	17/22 P	NOUMEA	21/25 C	ISTANBUL	17/23 S	VARSOVIE	10/20 S	KINSHASA	20/29 N	TOKYO	23/27 P

Situation le 25 septembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 27 septembre à 0 heure TU

ASTRONOMIE

Les anneaux de Jupiter revisités par la sonde Galileo

A LA DIFFÉRENCE des anneaux de Saturne, spectacle admirable auquel une bonne paire de jumelles permet d'être *convié*, ceux de Jupiter ne sont quasiment pas observables depuis la Terre. « *Les quatre planètes géantes de notre système solaire – Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune – possèdent des anneaux très différents,* explique le planétologue Bruno Sicardy, de l'observatoire de Paris-Meudon. *Ceux de Jupiter sont les plus discrets, les moins massifs, les plus ténus. Ils sont très transparents et laissent passer 99,99 % de la lumière.* »

A tel point qu'il a fallu attendre l'arrivée, en 1979, de la sonde américaine Voyager-1 pour les découvrir. « Les », car les observations réalisées depuis une vingtaine d'années ont permis de décomposer en trois parties la ceinture de poussières microscopiques entourant la géante gazeuse. *Primo,* un halo de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de long, gros nuage laiteux commençant non loin de Jupiter. *Secundo,* l'anneau *qualifié de principal qui naît* visuellement là où le halo meurt et s'étale sur quelque 6 000 kilomètres. *Tertio,* lui succède, sur près de 100 000 kilomètres, ce que les astronomes appellent poétiquement les fils de la Vierge. Cette traînée de poudre va mourir dans le *vide interplanétaire.*

Aujourd'hui, c'est au tour de la sonde Galileo, lancée par la NASA en 1989, de nous fournir des images au sujet de ces trois éléments. Parvenu dans les faubourgs de Jupiter *en décembre 1995,* cet engin a déjà fourni d'abondantes informations sur une bonne partie du système jovien. Une équipe de chercheurs américains de l'université Cornell et des observatoires nationaux d'astronomie optique vient d'annoncer que les données de Galileo leur avaient permis de démontrer comment s'étaient formés les anneaux de Jupiter. Par la même occasion, ils ont révélé que les fils de la Vierge étaient en fait l'imbrication de deux systèmes annulaires.

Principal enseignement tiré des photographies prises par Galileo, les anneaux de poussières sont directement liés aux quatre petits satellites qui gravitent dans la « proche » banlieue de la planète. *Découverte en 1892, Amalthée est* le plus gros d'entre eux et ressemble à une pomme de terre bosselée dont le plus grand diamètre mesure 270 kilomètres. Tout aussi irrégulières quant à leur forme, ses trois petites sœurs, Métis, Adrastée et Thébé n'ont été repérées *qu'en 1979 et 1980 sur des* images envoyées par les sondes Voyager-1 et 2.

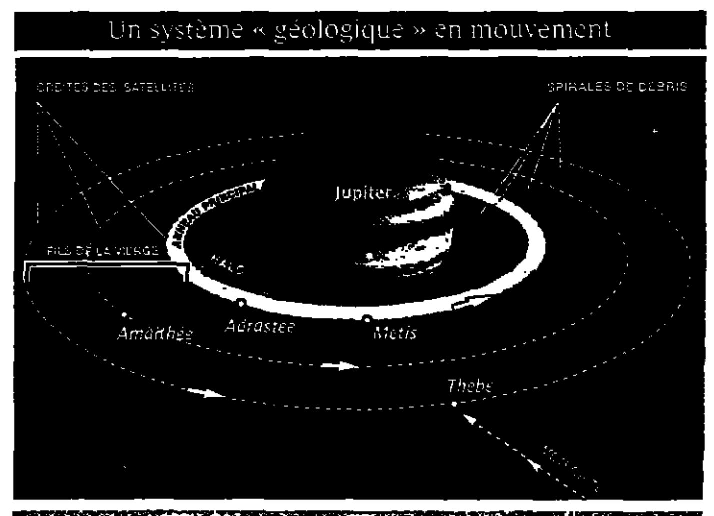
DÉBRIS DE SATELLITES

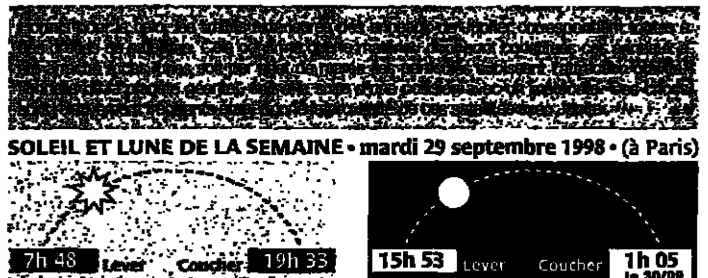
Les photos de Galileo ont prouvé ce que certains planétologues supposaient déjà. « *On s'était aperçu qu'au niveau de l'orbite des petits satellites les anneaux de Jupiter présentaient des surdensités s'étendant vers l'intérieur, vers la planète* », raconte Bruno Sicardy. De là à émettre l'hypothèse que la matière composant les anneaux était directement issue de ces quatre satellites, il n'y avait qu'un pas.

Lors des impacts météoritiques, fréquents sur ces corps proches du gigantesque « aimant » gravitationnel qu'est Jupiter, « *les débris sont éjectés à une vitesse si élevée qu'ils échappent à l'attraction du satellite* » et se dirigent vers la planète, se répandant uniformément entre elle et la lune dont ils sont issus, explique l'astronome Joseph Burns, de l'université Cornell. Rien d'étonnant donc à ce que la limite externe de l'anneau principal corresponde aux orbites très proches de Métis et d'Adrastée. Voilà aussi ce qui explique la nouvelle distinction de deux zones au sein des fils de la Vierge. *La première va jusqu*'à l'orbite d'Amalthée, la seconde jusqu'à celle de Thébé.

Si ces phénomènes dynamiques d'érosion et de dispersion sont désormais relativement simples pour ce qui concerne Jupiter, il n'en va pas de même pour les anneaux de Saturne, infiniment plus importants et plus complexes. En effet, si l'on rassemblait tous les cailloux, particules, poussières et autres mini-satellites qui les composent, on obtiendrait une lune de taille honorable. Les planétologues échafaudent donc plusieurs hypothèses, les combinent, les testent et sont sûrs au moins d'une chose : c'est un processus quasiment géologique, impliquant collisions, érosion, éjections, recompositions, qui est en œuvre tout autour de la planète. Des mini-satellites s'agrègent et se désagrègent en quelques semaines. On en saura probablement plus lorsque la sonde Cassini, partie en 1997, arrivera dans les parages de Saturne. Rendez-vous en 2004.

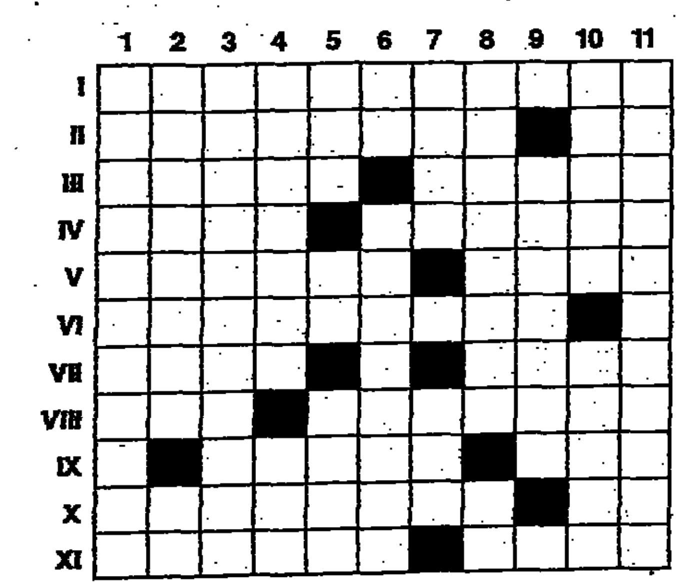
Pierre Barthélémy





MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 98230

▸ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Apparence trompeuse. – II. Manque de suite dans les idées. Son livre est plein de bons mots. – III. Bon de transport. La vieille sous un autre nom. – IV. Chef de famille, il fit bonne impression en *Italie*. Port normand. – V. S'attache facilement. Dans les îles Wallis. – VI. Serait plus à sa place du 1 au 11. – VII. Blanche, elle devient rouge dans la bagarre. Chasseur américain. – VIII. Arrivée chez nous. Enfonçait dans les fonds. – IX. Tendu. En péril. – X. Suivirent en douce. Stratégie asiatique. – XI. On les compte après le second tour. Creusé par les eaux.

VERTICALEMENT

1. Qui mettent le chef à nu. – 2. Vient de faire sa rentrée. Toujours d'un bon rapport. – 3. Corps protecteur. – 4. Prouve qu'il n'y a pas de temps à perdre. Firme allemande. – 5. Labiée à fleurs jaunes. Métal blanc. République européenne. – 6. Réfléchit. En mesure d'assurer la suite. – 7. Personnel féminin. Jus de fruits à consommer avec modération. – 8. Du latin frappant. Possessif. – 9. Comme une omelette cuite à point. – 10. Dans les règles. En dehors des règles. – 11. Ouverture de la boîte.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98229

HORIZONTALEMENT

I. Congélation. – II. Agioteur. Ho. – III. Dièse. Li. Mu. – IV. UV. Prénom. – V. Cémenté. Ope. – VI. Elue. Miel. – VII. Fossette. Il. – VIII. Ors. Resurgi. – IX. La. Ma. Aluns. – X. Illustré. Et. – XI. Eeur (ruée). Assise.

VERTICALEMENT

1. Caducifolié. – 2. Ogive. Orale. – 3. Nié. Mess. Lu. – 4. Gospels. Mur. – 5. Eternueras. – 6. Le. Etêté. Ta. – 7. Aulne. Tsars. – 8. Trio. Meules. – 9. Moi. Ru. – 10. Ohm. Peignes. – 11. Nouvelliste.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Quatre chevaux

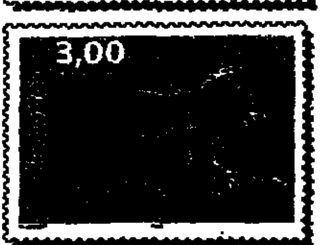
CAMARGUAIS, trotteur français, pottok, ardennais. La Poste mettra en vente générale, lundi 28 septembre, quatre timbres (un à 2,70 F, deux à 3 F et un à 4,50 F) ayant pour thème les races françaises de chevaux. Notons, à propos de la valeur à 2,70 F, qu'il y avait une dizaine d'années que La Poste n'avait pas émis de timbre commémoratif au tarif « lent ».

La première représentation d'un cheval remonte à 1917, sur un timbre de la série des *Orphelins de guerre* représentant une « paysanne à la charrue ». S'ils sont apparus sur de nombreux timbres, les chevaux n'y faisaient jusqu'à ce jour que de la figuration, en particulier dans la série artistique – Géricault, Brayer, Seurat, etc. – et sur des sujets historiques.

Au format horizontal 36,85 × 26 millimètres, d'après des photos mises en page par Roxane Jubert, les timbres sont imprimés en héliogravure en feuilles de quarante.

P. J.





D.R.

★ **Vente anticipée le dimanche 27 septembre : avec cachet premier jour à l'hippodrome de Vincennes, 2, route de la Ferme à Paris 12e ; sans mention premier jour à l'Espace Latitude Camargue à Arles (13) ; à l'hippodrome du Croisé-Laroche à Marcq-en-Barœul (59) ; à la salle des fêtes d'Argentan (61) ; à l'hippodrome de La Glacerie (50), à l'hôtel de ville de Saint-Lô (50) ; au Musée de l'Ardenne à Charleville-Mézières (08).**

EN FILIGRANE

■ **VENTES.** Deux ventes sur offres clôturées les 29 septembre et 13 octobre sont au sommaire du catalogue Roumet (17, rue Drouot, 75009 Paris). Parmi les quelque 4 000 lots, noter, outre un 1 F vermillon (prix de départ 100 000 F), une sélection d'oblitérations provisoires de janvier 1849, une collection de chiffres-taxe carrés (chiffre-taxe utilisé comme timbre-poste sur avis de réception de 1872, 60 000 F) et des boîtes à timbres (250 à 2 400 F).

HISTOIRE Sous le titre *Fascisme et communisme*, Plon publie les échanges de lettres entre deux historiens, le Français François Furet, mort en 1997, et l'Allemand Ernst Nolte. Admirateur de Heidegger, celui-ci a exposé, dans un article paru en 1986 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, une thèse qui a fait scandale : celle du nazisme comme *« réaction excessive »* à l'universalisme bolchevique. ● L'*HISTORIKERSTREIT* (« querelle des historiens ») était né, qui vit Nolte accusé par des intellectuels, emmenés par Jürgen Habermas, de vouloir atténuer les responsabilités allemandes tout en banalisant la Shoah. ● FRANÇOIS FURET réfute l'analyse de Nolte, notamment lorsqu'il évoque la *« rationalité »* de l'antisémitisme nazi, mais il entend aussi briser l'ostrascisme dont se dit victime son confrère, en débattant « scientifiquement » et courtoisement avec lui.

Furet contre Nolte, un duel courtois sur les illusions sanglantes du siècle

Sous le titre « Fascisme et communisme », Plon publie la correspondance entre l'historien français et son homologue allemand, dont la thèse du nazisme comme « réaction excessive » au bolchevisme a fait scandale. Il s'agit dans ce débat de pouvoir discuter de tout, y compris du négationnisme

IL Y A QUELQUES ANNÉES encore, un débat sur le thème « Fascisme et communisme » aurait pris le ton d'un affrontement. Il est symptomatique que la discussion engagée sur cette question entre l'historien français François Furet et son homologue allemand Ernst Nolte ait pris la forme académique d'un échange de lettres entre « chers collègues », se félicitant mutuellement de leur talent et de leur hauteur de vue et établissant dans la plus parfaite courtoisie le programme de leurs échanges. Le colloque a remplacé l'estrade.

Dans son livre *Le Passé d'une illusion* (Laffont-Calmann-Lévy, 1995), François Furet avait souligné ce qu'il trouvait de *« choquant et faux »* dans les thèses controversées d'Ernst Nolte sur le fascisme et notamment sur sa variante nazie en Allemagne. Admirateur de Heidegger, Nolte décrit le fascisme comme une réaction, certes outrée et pervertie, au déracinement de l'universalisme démocratique et plus particulièrement à sa forme la plus extrême : l'universalisme bolchevique. Le nazisme ne serait que la réponse allemande à la menace communiste. Et le génocide juif, dont Nolte ne cache pas l'horreur qu'il lui inspire, aurait un fondement « rationnel » : les liens de l'universalisme juif avec la démocratie et le bolchevisme.

Une revue italienne, *Liberal*, a demandé à Nolte de réagir aux objections de Furet, puis à Furet de répondre à Nolte. Huit lettres furent ainsi publiées, reprises après la mort de François Furet, en 1997, par la revue libérale française *Commentaire* (nos 79 et 80, automne 1997 et hiver 1997-1998). Furet, sans masquer ce qui le sépare de Nolte – sur les origines du fascisme, sur la culpabilité allemande, sur la nature de la Shoah –, entend bien rompre l'ostracisme dont se disent victimes *« une œuvre et une interprétation qui sont parmi les plus profondes qu'ait produites ce dernier demi-siècle »*.



JOHN HEARTFIELD/ADAGP

Original du montage photographique de John Heartfield, paru dans AIZ (Arbeiter Illustrierte Zeitung) en avril 1934 et accompagné de la légende suivante : « Camouflage. A la suite de l'échec de la propagande nazie dans la classe ouvrière, Goebbels convainc Hitler de porter la barbe de Marx lorsqu'il s'adresse aux travailleurs. »

DISCUSSION « SCIENTIFIQUE »

C'est bien de cela qu'il s'agit d'abord : de pouvoir discuter de tout, sans préjugé, sans limitation, fût-elle celle de l'antifascisme, dans lequel les deux auteurs voient souvent poindre les séquelles de la propagande soviétique. Rien ne doit être interdit de discussion, même le négationnisme : *« Je partage votre hostilité au traitement législatif ou autoritaire des questions historiques*, écrit Furet. *L'Holocauste (...) doit d'autant moins faire l'objet d'un interdit préalable que bien des éléments en restent mystérieux et que l'historiographie sur le sujet n'en est qu'à son commencement. »*

La discussion est donc « scientifique ». Deux savants spécialistes se penchent sur le cadavre de notre siècle et en font l'autopsie. Le respect autant que la gravité du sujet détournent de les comparer aux médecins de Molière mais n'interdisent pas de goûter la part de la comédie : coquetteries mandarinales, stratégies d'évitement – *« Les différences qui subsistent entre nous me semblent n'être que des différences d'accentuation »* –, polissage de concepts, préciosités dialectiques, poignards cachés sous des fourreaux de soie. Ce duel exquis, pourtant, n'est pas pour rire. Derrière les enjeux de la vérité historique et de l'explication scientifique se cachent de profondes passions : ce que Furet nomme joliment, à propos de Nolte, *« des ressorts existentiels »*.

JUMEAUX MONSTRUEUX

Chez Nolte, ces ressorts sont transparents. Faire entrer le fascisme – et sa variante allemande – dans la rationalité de l'histoire européenne, l'expliquer comme une réaction de défense extrême de la contre-révolution à la révolution bolchevique, bref dresser un arbre généalogique des tragédies du siècle qui part du tronc et de la violence communistes, c'est déplacer ailleurs qu'en Allemagne les causes du nazisme. Le goulag est antérieur à Auschwitz, la terreur antibourgeoise antérieure à la terreur antijuive, à qui elle aurait servi de modèle. Européaniser, globaliser le fascisme, y compris dans sa radicalité nazie, c'est alléger le fardeau d'une culpabilité spécifiquement allemande. Face aux menaces concrètes du *« capitalisme totalement déchaîné »*, Nolte souhaite la réunification d'une conscience nationale allemande qui passe par la déculpabilisation, la relativisation des liens entre le nazisme et son pays.

François Furet n'est évidemment pas disposé à aller aussi loin. Le libéralisme est sa passion, d'autant plus brûlante qu'il doit y faire fondre son passé de militant communiste. Le nazisme, répète-t-il, ne naît pas de la menace bolchevique ; l'un et l'autre prennent naissance *« dans le déficit politique constitutif de la démocratie moderne »*, dans une volonté de destruction du monde libéral. Ce sont des jumeaux monstrueux de l'illusion révolutionnaire, rêvant, l'un, de façonner l'avenir selon les formes d'un passé mythique, l'autre, d'inventer l'homme selon d'improbables et impérieuses lois de l'histoire. Illusions destinées, après avoir massacré, à mourir. Dans sa dernière lettre, Furet s'en prend à la gauche, qui veut *« séparer démocratie et capitalisme (...) alors qu'ils forment ensemble une même histoire »*. Il est vrai qu'il ajoute, non sans mélancolie : *« L'historien doit réagir contre ce qui prend, à l'époque où il écrit, un air de fatalité : il sait trop bien que ces sortes d'évidences collectives sont éphémères. »*

P. L.

★ Ces lettres, accompagnées d'une préface de *Commentaire* et de l'extrait du *Passé d'une illusion* consacré à Nolte, sont éditées sous le titre *Fascisme et communisme* (Plon, 148 p., 89 F).

Les raccourcis d'Alain Besançon

Alain Besançon, comme François Furet, est un ancien communiste devenu un opposant radical. Nazisme et communisme, affirme-t-il, sont des idéologies également criminelles, qu'il conviendrait de traiter de la même façon si l'une et l'autre étaient aujourd'hui également dangereuses. Or ce n'est pas le cas. La maladie nazie – qui n'a d'ailleurs touché qu'un nombre limité de pays – est moralement éradiquée, alors que la maladie communiste, dont le monde entier a été atteint, continue à bénéficier d'une étrange amnésie, proche de l'amnistie.

Le besoin de rééquilibrer la balance, le désir de créer une mémoire des massacres communistes équivalente à la mémoire de la Shoah prise en charge par les juifs, le sentiment d'une décommunisation incomplète des esprits conduisent l'essayiste à préférer souvent la théologie morale à l'histoire pour comprendre les malheurs du siècle. Avec des raccourcis parfois étonnants, comme celui-ci : *« Le capitalisme n'existe que par opposition à un socialisme qui n'existe pas, sinon dans l'idéologie. »*

★ *Le Malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah* (Fayard, 168 p., 110 F, en librairie le 30 septembre).

« Noyau rationnel » et « croyance irrationnelle »

● Ernst Nolte à François Furet :

« Au Moyen Age, il y eut l'"antisémitisme" des affabulations sur l'utilisation du sang chrétien ou sur les "meurtres rituels", mais on peut considérer comme noyau rationnel des pogromes le monopole juif (contraint plutôt que voulu) du prêt financier. Il est possible de comprendre rationnellement ces mouvements d'insurrection contre l'"usurier", mais ils étaient sans doute injustifiés car ils menaçaient le développement de l'économie marchande. C'est en ce sens que, selon moi, l'"antisémitisme" nazi avait lui aussi un noyau rationnel, mais ce dernier n'était pas non plus légitime car il menaçait un développement possible et positif : le passage du mouvement ouvrier à la social-démocratie, au sein de laquelle certains juifs, tels Otto Bauer ou Léon Blum, jouèrent également un rôle important. C'est précisément la raison pour laquelle me semble injustifiée l'idée que ce serait faire l'apologie du nazisme que de le considérer comme étant d'abord une réaction contre le bolchevisme. Le nazisme ne fut, certes, pas seulement une réaction contre le bolchevisme, mais une réaction excessive, et, en règle générale, l'excès dans ce qui est au départ justifié conduit à l'injustifiable. En tant que nationalisme allemand, le nazisme n'était pas moins légitime que le nationalisme français ou italien, mais dès qu'il a pris la forme d'une privation des droits, telle qu'elle était stipulée au point 4 du programme de son parti, il devint un excès illégitime. » *9 mai 1996* (chapitre IV, pp. 54-55).



VERBATIM

● François Furet à Ernst Nolte :

« Vous voulez donner à ce massacre, de la part de Hitler et des nazis, ce que vous appelez un "noyau rationnel". Mais d'après les exemples que vous avancez, je n'arrive pas à comprendre ce que vous entendez par "rationnel". Si vous voulez dire par là *"intelligible par la raison"*, je vous ferai remarquer que les croyances les plus folles le sont : et l'imputation aux juifs de toutes les injustices sociales n'est pas plus "irrationnelle" que l'assimilation du bolchevisme à un complot dont ils tireraient les ficelles. Dans les deux cas, on part d'un fait vrai – l'existence de grands capitalistes juifs, ou la présence d'un certain nombre de juifs dans le premier état-major bolchevique – pour en tirer des conséquences absurdes, qui peuvent aussi ouvrir la voie à des crimes. En ce qui concerne Hitler et ses affidés, d'ailleurs, les juifs n'incarnent pas seulement à leurs yeux le bolchevisme, mais aussi le capitalisme apatride. Ils leur permettent de réunir magiquement dans une même haine un seul peuple supposé incarner deux idées et deux régimes sociaux contradictoires. L'historien peut apercevoir, là encore, où prend naissance ce mirage à la fois puissant et pervers : pour beaucoup de raisons, dont je n'ai pas la place ici de faire l'inventaire même sommaire, les juifs sont dans le monde moderne le peuple le plus porté à l'universalisme – donc à la fois au libéralisme et au communisme, après avoir été le peuple le plus persécuté-ghettoïsé par l'Europe chrétienne, et enfermé dans la promesse de son élection divine, qui lui a permis de survivre. Mais ce trait si extraordinaire que présentait le judaïsme européen moderne (ou "assimilé", selon le terme français) avant la deuxième guerre mondiale ne permet de donner aucun "noyau rationnel" à la croyance qu'en éliminant les juifs on se débarrasse à la fois du communisme et du capitalisme. Cette croyance reste tout à fait "irrationnelle" (au regard de son examen par la raison), même si l'historien peut en trouver les sources dans l'expérience du passé, transfigurée par la passion idéologique. » *24 juin 1996* (chapitre V, pp. 67-69).

Un philosophe à l'origine de la « querelle des historiens »

NÉ À WITTEN, dans la Ruhr, le 11 janvier 1923, Ernst Nolte est un des intellectuels allemands les plus en vue. Après des études de philosophie à Berlin et Fribourg, où il eut pour professeur Martin Heidegger, il s'intéresse très tôt au rapport entre l'idéalisme allemand et les écrits de Marx. Paru en 1963, son premier ouvrage, *Der Faschismus in seiner Epoche* (*Le Fascisme dans son époque*, Julliard, 1970), contribue à sa nomination aux chaires d'histoire moderne de Marburg et de l'Université libre de Berlin. Suivent, non traduits, *L'Allemagne et la guerre froide* (1974) et *Marxisme et révolution industrielle* (1983). C'est la parution, le 6 juin 1986 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, d'un article du philosophe devenu historien qui déclencha l'une des plus violentes querelles intellectuelles de l'Allemagne contemporaine. Dans ce texte titré « Un passé qui ne veut pas passer », Nolte soutenait que le nazisme ne pouvait se comprendre sans référence au bolchevisme, rappelant que le goulag précédait chronologiquement Auschwitz. Nombre d'intellectuels, emmenés par le philosophe Jürgen Habermas, accusèrent alors Nolte de diriger un *« complot révisionniste »* visant à atténuer la responsabilité nationale et à banaliser le génocide juif. L'*Historikerstreit* (« querelle des historiens ») était lancé. En 1987, un nouvel ouvrage, *Der Europäische Bürgerkrieg 1917-1945* (*La Guerre civile européenne 1917-1945*), provoque une retentissante polémique. Nolte en reprenait les points essentiels dans *Streitpunkte. Heutigeund künftige Kontroversen um den Nationalsozialismus* (1994).

L'historien français François Furet – spécialiste de la Révolution française et de sa réévaluation critique, qu'il entend débarrasser de ses tentations « mythologisantes » – rend publiquement hommage à Ernst Nolte dans une note très controversée de son propre ouvrage, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*. Malgré les distances que Furet marquait par rapport à certaines des positions de son collègue allemand, l'essai, publié en Allemagne dès 1996 sous le titre sensiblement nuancé *Das Ende der Illusion*, a permis d'amorcer un dialogue entre les deux intellectuels, auquel mit fin la brusque disparition de Furet le 12 juillet 1997. La reprise de leurs échanges en volume a paru au printemps 1998 chez Herbig Verlag, à Munich, sous le titre *Feindliche Nähe. Kommunismus und Faschismus im 20. Jahrhundert. Briefwechsel.*

COMMENTAIRE

LA FIN D'UN TABOU

Comparer le fascisme et le communisme n'a, en soi, rien de nouveau. C'était entre les deux guerres un lieu commun de la réflexion politique. La démocratie bourgeoise inventée au XIXe siècle semblait déjà usée. Selon qu'on insistait sur la destruction prioritaire de la démocratie ou sur celle de la domination bourgeoise, on se situait du côté du fascisme ou du côté du communisme. La comparaison était plus que légitime : évidente.

Après la seconde guerre mondiale et la révélation de la Shoah, cette comparaison est devenue plus qu'impossible, interdite. Ceux qui s'y essayèrent – David Rousset par exemple – furent renvoyés dans leur coin sous les injures : comparer le communisme de Staline et le nazisme hitlérien, c'était vouloir, pour les besoins de la guerre froide, renvoyer dos à dos victimes et bourreaux, gommer le rôle des communistes dans le combat commun contre l'ennemi. C'était, surtout, banaliser le nazisme, lui ôter son statut de perversion absolue. Un anticommuniste aussi résolu que Raymond Aron écrivait : *« La différence est essentielle à cause de l'idée qui anime l'une et l'autre entreprise (...). Dans un cas est à l'oeuvre la volonté de construire un régime nouveau, et peut-être un autre homme, par n'importe quels moyens ; dans l'autre une volonté proprement démoniaque de destruction d'une pseudo-race. »*

Avec l'effondrement du communisme, nous sommes entrés dans une troisième phase. Fascismes et communisme appartiennent désormais – du moins peut-on le croire – au passé de l'Occident. La guerre froide s'est achevée, le XXe siècle finissant fait le terrible bilan de ses passions idéologiques. La ruine des utopies laisse, en théorie, le champ libre aux historiens, à la critique scientifique, au libre examen des tragédies. Mais les bilans ne sont jamais neutres, les comparaisons innocentes. Ni la pensée de l'histoire dénuée d'arrière-pensées sur le présent et sur l'avenir.

Pierre Lepape

Roddy Frame, guidé par sa bonne étoile

Le fondateur d'Aztec Camera retrouve la forme avec « The North Star »

ANNUS HORRIBILIS. Les fans de rock préfèrent oublier 1983, tant la mémoire est douloureuse au rappel de ces créatures aux formes généreuses (Samantha Fox, Sabrina) et au verbe court qui parasitèrent les ondes. Pour les acheteurs de disques non périssables, le salut passera par deux poches de résistance, non répertoriées sur la carte du rock : Athens, Georgie, patrie de REM ; East Kilbride, bourg d'Ecosse et berceau d'Aztec Camera. Avec la même ferveur suicidaire, les deux formations défendent alors les vertus mélodiques léguées par les grands aînés (Beatles, Dylan, Velvet Underground).

Roddy Frame, le jeune prodige (dix-neuf ans) d'Aztec Camera – nom qui doit tout à une chanson de Teardrops Explode *et rien aux* pyramides de Teotihúacan –, devient aussitôt le chouchou de la presse spécialisée, soulagée de tenir en un seul personnage un *songwriter* inespéré et un guitariste flamboyant, à l'aise sur scène. Son album *High Land, Hard Rain* ne récolte que des lauriers, et les comparaisons pleuvent comme autant de couperets : « nouveau Dylan » (compliment auquel seul Bruce Springsteen a survécu), « Elvis Costello écossais », « Boy Wonder ». Les cinq efforts suivants d'Aztec Camera renverront progressivement Roddy Frame dans l'anonymat.

Quinze ans après la pose de cette pierre angulaire, le chanteur consolide enfin sa discographie. Album brillant et dynamique, *The North Star* cultive le paradoxe : il signifie à la fois un retour aux sources et un nouveau départ pour son auteur, la trentaine sereine et un rien pantouflarde : *« Ces chansons marquent l'aboutissement d'une période de renouveau pour moi. J'ai passé beaucoup de temps en vacances, sur la plage. Je me suis redécouvert à travers mon passé, celui de* High Land, Hard Rain, *et je me suis laissé guider par la simplicité. La plupart des chansons ont été écrites dans ma cuisine, à Londres. »*

UN ROMANTIQUE ILLUMINÉ ?

De format court (37 minutes, dix chansons, aucun déchet), *The North Star* est un hommage vibrant et tout à fait hors de propos à l'ère pré-psychédélique, au moment même où des apprentis s'échinent stérilement à recopier le glamour des années 70 : *« Je pense que les gens qui ont produit la meilleure musique venaient de petites villes et que la période la plus féconde correspond au croisement des années 50 et 60 : le son de Motown, de Presley. A la fin des années 60, les étudiants des universités et des* art schools *ont trop intellectualisé cette musique. Ce disque n'a pas de prétention intellectuelle. »*

A l'âge de quatre ans, le jeune Roddy aurait réclamé une guitare électrique et un ampli pour Noël. Armé ici de deux instruments de légende, une Gretsch demi-caisse et une Fender Telecaster, le virtuose – qui déclina autrefois l'offre de remplacer Johnny Marr, des Smiths – continue de se faire plaisir : le son, clair, avec des basses grondantes et un vibrato aérien, est aussi ludique que celui de Brian Setzer, ancien leader des Stray Cats et autre revivaliste des *Golden Fifties*. Quelques filets d'orgue Hammond et de piano viennent parfois s'infiltrer dans les aspérités de ce mur de six cordes. Mine de singles potentiels, *The North Star* s'enrichit d'influences revendiquées (Bowie le père et les amis d'Echo and The Bunnymen pour *Back to the One*, Bruce Springsteen pour *Reason for Living*) ou non (Billy Joel pour *The North Star*, Stevie Wonder pour *Strings*). Moins convaincante, la ballade japonisante *Autumn Flower* fait écho à la collaboration avec Ryuchi Sakamoto en 1993 sur le terne *Dreamland*. A son tour, Roddy Frame peut être considéré comme un précurseur de la britpop, phénomène qu'il n'a pas repris à son compte.

Le fol optimisme des paroles adresse également un pied de nez à l'humeur de l'époque. Frame n'hésite pas à employer des gros mots comme « bonheur », « joie », « grâce ». Il ne les chante pas en regardant ses chaussures mais la tête dans les étoiles. Un romantique illuminé ? *« Mes textes représentent une tentative de poésie en relation avec la nature, l'analogie entre les sentiments humains et les éléments naturels ; le soleil, la mer, le ciel comme miroir des émotions. Quelqu'un les a comparés aux écrits de Khalil Gibran ! »*

BEAUTÉ LYRIQUE

Incognito, Roddy Frame livre ici son meilleur album depuis son grand œuvre : *« Nous n'avons probablement jamais surpassé* High Land, Hard Rain, reconnaît-t-il. *Ce disque avait des velléités artistiques, il voguait entre la pop, le jazz, le folk. Nos albums suivants ont sans doute été mieux enregistrés, mais n'ont jamais atteint ce niveau d'inspiration.* Stray [en 1990], *par exemple, était beaucoup trop éclectique. »* L'homme d'Aztec Camera, qui n'ignore pas que *High Land, Hard Rain* est pratiquement introuvable aujourd'hui, rêve d'une réédition remasterisée, dont il s'occuperait personnellement.

La beauté lyrique de *The North Star* devrait contrarier le géant Warner, que Roddy Frame vient de quitter au profit d'Independiente. Ce petit label héberge d'ailleurs un auteur piégé, lui aussi, par l'excellence de sa première œuvre : Lee Mavers, incapable depuis 1991 de donner suite à l'album éponyme des La's. En confirmant que son collègue s'est remis au travail, Roddy Frame apporte une deuxième bonne nouvelle.

Bruno Lesprit

★ *The North Star*, 1 CD Independiente. Distribué par Small/Sony.


SMALL
Roddy Frame.

DÉPÊCHES

■ **BANDE ORIGINALE : Naïve, la maison de disques lancée fin 1997 par Patrick Zelnik, ex-président de** Virgin-France, vient de publier sa première référence, la bande originale du film de Jean-Pierre Limosin, *Tokyo Eyes*. La musique est signée Xavier Jamaux, compositeur des groupes Ollano et Bang Bang, un des représentants de la scène techno groove française. La distribution est assurée par le réseau Auvidis, racheté en juillet par Naïve.

■ **ROCK : le groupe Noir Désir a demandé à des artistes de remixer ou rejouer une série de leurs chansons.** Les candidats devaient présenter le fruit de leur travail anonymement. Certaines célébrités ont ainsi été écartées au profit de nouveaux venus. Parmi les onze titres figurant sur un album devant sortir le 5 novembre : *Oublier*, par Replikam, *Tostaky*, par Pills, *One Trip, One Noise*, par Treponem Pal, *Lolita nie en bloc*, par Anna Logik...

■ **CHANSON : Boucherie Productions a signé un contrat de licence pour le groupe Paris Combo** avec l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). L'album *Paris Combo* paraîtra cet automne chez Tinder Records, un label californien de world music, qui avait déjà commercialisé outre-Atlantique Fatal Mambo, l'Orchestre national de Barbès ou Henri Dikongué.

■ **VARIÉTÉS : Une Musique, filiale discographique de TF 1, vient de signer un accord de licence avec Sony Music** pour la distribution internationale du groupe Nomads, dont la chanson *Yakalelo* a été un des tubes de l'été en France. L'album *Better world* sortira chez Saint-Georges, filiale de Sony (Wes, Deep Forest, Alan Stivell...). Selon Une Musique, Nomads a vendu un million de singles en France, en Suisse et au Benelux.

SÉLECTION DISQUES

PHILIPPE BOESMANS
Summer Dreams (quatuor à cordes n(S,o2). Love and Dance Tunes. Ornemented Zone.
Dale Duesing (baryton), Jean-Luc Plouvier (piano), ensemble Musique nouvelle, Patrick Davin (direction).

Cette monographie confirme principalement la sensibilité très viennoise du Belge Philippe Boesmans, que l'on avait appréciée lors de la création française (au Châtelet, fin 1994) de *La Ronde*, opéra tiré de la pièce homonyme d'Arthur Schnitzler. *Summer Dreams*, le quatuor à cordes n° 2 de Boesmans, baigne en effet dans une atmosphère qui tend à faire de ce compositeur né en 1936 une sorte de Zemlinsky (beau-frère de Schoenberg) de la fin du XXe siècle. Lyrique quoique pudique, passionnée mais nullement débraillée, tour à tour sensuelle et corrosive, l'expression propre à Boesmans laisse toujours filtrer une pointe de mélancolie. Comme si la folle élégance des gestes virtuoses et des alliages de timbres tentait de masquer une secrète inquiétude. Mal assumée hélas !, dans des *Love and Dance Tunes* à la vocalité forcée ou dans une *Ornemented Zone* anéantie par une avalanche de notes.

Pierre Gervasoni

★ 1 CD Ricercar 206492. Distribué par Auvidis.

GYÖRGY LIGETI
György Ligeti, édition vol. 7 : Trio pour violon, cor et piano. Dix pièces pour quintette à vent. Six bagatelles pour quintette à vent. Sonate pour alto.
Saschko Gawriloff (violon), Marie-Luise Neunecker (violon), Pierre-Laurent Aimard (piano), Tabea Zimmermann (alto), London Winds.

Quel que soit le style développé par Ligeti au cours de sa longue production, la dimension illusionniste a toujours prévalu. Les London Winds la servent idéalement dans une fausse perspective de folklorisme bartokien au cours de *Bagatelles* savoureusement douces-amères, puis dans une non moins ambiguë application du sérialisme avec *Dix pièces* pour quintette à vent en forme de pâte hétérogène rebelle à toute mise en moule. Les deux autres pièces de ce programme – un *Trio* décadent jouant avec l'affect romantique et un hallucinant solo d'apparence « multipistes » – soulignent la réussite de la mise en abîme des références (Brahms, Beethoven, Reich, le système tempéré...) entreprise depuis une quinzaine d'années et désignent ce disque comme le plus représentatif de Ligeti paru à ce jour dans le cadre de l'intégrale consacrée au compositeur hongrois pour ses soixante-quinze ans.

P. Gi.

★ 1 CD Sony Classical SK 62309.

FRANÇOIS COTINAUD
Loco Solo

Le saxophoniste François Cotinaud fut, il y a une vingtaine d'années, d'une formation rassembleuse de certains des musiciens qui comptent aujourd'hui – Denis Colin, Didier Petit, Bruno Girard... Il a enregistré, à deux reprises, en quartette, laissé un duo miraculeux avec le batteur Ramon Lopez ; le voilà en solo. Le genre a ses histoires pour l'éternité, mais bien plus encore de démonstrations vaines. Cotinaud s'y risque et son *Loco Solo* est un grand bonheur. Les respirations, les mécaniques des instruments – ténor et soprano – participent autant à cette action musicale en relation directe à l'auditeur que le déroulé des mélodies. Une citation de *Misterioso*, de Thelonious Monk, et trois variations sur la *Sequenza IX*, de Luciano Berio, peuvent donner les clés – jazz et musique contemporaine sources de l'improvisation – des musiques très personnelles créées par le saxophoniste. Par son sens de l'espace et du volume, une sonorité claire, le délié du découpage rythmique, Cotinaud fait de ses expressions spontanées des histoires chargées d'une sereine beauté.

Sylvain Siclier

★ 1 CD Musivi MJB006. Distribué par Mélodie.

P. J. HARVEY
Is This Desire ?

Multipliant les collaborations (avec Nick Cave, Tricky, John Parish, Pascal Comelade...), on avait peur que Polly Jean se disperse au détriment de son art. Ce quatrième album la hisse à nouveau au sommet. On y retrouve ces explosions cathartiques de sensualité, cette émotion à vif et les chansons toutes en nerfs qui, dès 1992 *(Dry)*, avaient fait d'elle un personnage référence de la décennie. On y caresse aussi la venimeuse volupté de son disque *To Bring You My Love*. Fondues en une seule, ces deux tendances explorent des paysages envoûtants. *Is This Desire ?* est peuplé de femmes à la chair tourmentée. Leurs émois se lisent dans le dépouillement d'une musique qui puise dans la magie d'un blues primitif, dans l'efficacité basique du rock, sans négliger les attrayants mystères des laboratoires trip-hop. La colère peut se hérisser en crêtes anguleuses (*The Sky Lit Up*), se lover en un murmure menaçant (*The Wind*) ou une prière (*Catherine*), comme se voiler de mélancolie grâce aux rondeurs d'une basse ou au romantisme d'un piano (*The Garden, The River*). Du grave à l'aigu, P. J. Harvey sait transformer ses psalmodies en des refrains canons (*A Perfect Day Elise*). A un ou deux détails près (*Electric Light*), son meilleur album.

Stéphane Davet

★ 1 CD Island CID 8076. Distribué par Polygram.

CHANSONS FERROVIAIRES

La SPEF (Association pour la sauvegarde du patrimoine enregistré francophone) s'était déjà fait remarquer par la publication d'un coffret thématique de belle envergure, *Les Chansons toxiques* – quarante chansons (1907-1946), de la coco de Fréhel au Martini de rivales plus méconnues. Les *Chansons ferroviaires*, compilées par la même bande de collectionneurs éclairés, offrent *« deux heures de voyage en chansons enregistrées entre 1907 et 1947 »*. Apparue en 1804, la première locomotive annonce la révolution des transports et celle du rythme – le boogie-woogie d'Yves Montand, les « tchouk-tchouk » orchestraux de *Train surprise*, chanté par Louis Boucot dans l'opérette *Oh ! Papa*. Dans ce recueil où les années 30 sont fort bien représentées, Jacques Bernard a sélectionné un texte satirique de Henri de Bernier, enregistré en 1907 par Maurice de Féraudy (*« Un soir au bord d'une terrasse, deux amants, couple tendre et fier, regardaient au loin dans l'espace la ligne d'un chemin de fer »*), une chanson paillarde (*De Paris à Rouen*, par Charlus, 1912), quelques frissons de foire (*La Sonnerie d'alarme*, par Victor Lejal, 1910). Charles Trénet, Edith Piaf (*Paris Méditerranée*), et aussi Arthur Honegger (*Pacific 231*, enregistré en 1930) donnent l'atmosphère ferroviaire, souvent coquine.

Véronique Mortaigne

★ 1 coffret de 2CD SPMS 2002. Distribué par Media 7.

SHEIKH YASIN AL-TUHÂMI
The Magic of the Sufi Inshad (1)
YUSSEF YUSSEF SHETÂ & ABDEL GHAFFAR RAMADÂN
Songs of the Nile (2)

Voici deux nouveaux volumes de la très belle collection de musiques traditionnelles proposée par le label Long Distance, où vient de paraître également un album de la chanteuse mauritanienne Ooleya Mint Amartichitt (*Praise Songs*). Ni goût du jour ni faux pas vers la musique du monde bon marché, le programmateur Alain Weber (Festival d'automne, Cité de la musique, Paris Quartier d'été...) et le producteur Armand Amar offrent à leurs artistes de vraies conditions d'enregistrement, du temps (des plages superbes de 50 minutes pour Sheikh Yasin Al-Tuhâmi). Al-Tuhâmi, invité au Festival d'automne l'an dernier ainsi que Yussef Shetâ et Abdel Ghaffar Ramadân, avait chanté au Théâtre des Bouffes du Nord, où l'album d'Al-Tuhâmi a été enregistré – le second le fut au Caire. Al-Tuhâmi, chanteur dévotionnel né à Assiout, incarne la déchirure et la passion de l'homme religieux. Il est soutenu par le luth *oud*, la flûte *ney* ou le *kanoun*. Avec Yussef Shetâ et Abdel Ghaffar Ramadân, originaires du delta du Nil, ce sont les fêtes et contes paysans qui resurgissent au travers des voix chaudes, des flûtes, et notamment de l'*arghul*, l'instrument roi en Egypte, double flûte en roseau, sorte de clarinette adoucie.

V. Mo.

★ (1) 2 CD Long Distance 3039552. Distribué par CNR/Arcade.
★ (2) 1 CD Long Distance 3026732. Distribué par CNR/Arcade.

Les meilleures ventes d'albums en France

	Artiste ou groupe		Titre	Maison de disques
1	CÉLINE DION	1	S'il suffisait qu'on s'aime	COLUMBIA
2	DIVERS ARTISTES	2	Notre-Dame de Paris	POMME
3	LOUISE ATTAQUE	3	Louise Attaque	POLYDOR
4	MANAU	4	Panique celtique	POLYDOR
5	MICHEL SARDOU	E	Bercy 98	TREMOR
6	LARA FABIAN	7	Pure	POLYDOR
7	LARA FABIAN	E	Carpe Diem	POLYDOR
8	BEE GEES	18	One Night Only	POLYDOR
9	666	9	Paradox	PANIC RECORDS
10	CUT KILLER SHOW	8	Opération Freestyle	MERCURY

Période du 13/09 au 19/09 inclus E = Nouvelle entrée
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Portée par sa prestation au Stade de France aux côtés de Johnny Hallyday, Lara Fabian parvient à afficher au Top album l'ancien et le nouveau (*Pure*, au 6e rang, *Carpe Diem* au 7e). *Ce que je sais de Johnny Hallyday* a perdu une place (38e). Céline Dion dépasse tout le monde sans *Titanic*, mais avec du Goldman chanté en anglais. *A la légère* de Jane Birkin, sans Gainsbourg, entre à la 11e place, *Electro Schock Blues*, de Eels, à la 25e, *Bal à Vienne*, du violoniste André Rieu, apparaît à nouveau (74e), faisant preuve d'une belle longévité dans le genre classico-ambiance. Hubert-Felix Thiéfaine entre à la 10e place du classement des compilations (*78/98*), tandis que *Belle* (de *Notre-Dame de Paris*, chantée en trio (Lavoie, Garou et Fiori) fait un malheur en tête des singles.

Mozart, porte d'entrée de la planète souveraine du pianiste Christian Zacharias

La défection de Martha Argerich a contraint l'Orchestre de Paris à modifier son programme de rentrée

On attendait Chostakovitch, Prokofiev et Martha Argerich à Pleyel, pour la rentrée de l'Orchestre de Paris. *Ce fut Mozart et Christian Zacharias. Le pianiste allemand a confirmé sa souriante souveraineté en s'emparant du Concerto nº 25. En deuxième partie, le chef Armin Jordan n'a pas convaincu avec des Valses de Ravel dénuées de leur part de ténèbres et de mystère.*

RAVEL : *Le Tombeau de Couperin* ; MOZART : Concerto pour piano nº 25 K. 503 ; RAVEL : *Valses nobles et sentimentales, La Valse*. Christian Zacharias (piano), Orchestre de Paris, Armin Jordan (direction). Salle Pleyel, le 23 septembre, 20 heures.

On prévoyait Chostakovitch et Prokofiev, on a savouré Mozart ; on attendait Argerich, ce fut Zacharias. Bien fou, l'Orchestre de Paris, qui s'enorgueillissait de faire sa rentrée avec Martha le feu follet. Autant vouloir commander aux étoiles ! Mais le mystère d'une absence est toujours respectable, même si on ne compte plus les défections de celle que le public continue à chérir. Et puis l'intéressée n'a-t-elle pas promis que le programme initial serait donné dès la saison prochaine ?

Va donc pour Mozart ! Mais avant, le *Tombeau de Couperin*, lequel n'est pas précisément d'une grande facilité sous ses allures simplissimes. Ravel ou l'art de faire de la musique de chambre avec un grand orchestre... Encore aurait-il fallu, outre une articulation impeccable, ce sens de la ligne qui ne s'abandonne pas au colorisme pur, ce je ne sais quoi qui *« jamais ne pèse ou pose »* mais cependant exhale une vraie vitalité. Revenons à Mozart. A cet antépénultième concerto composé l'année des *Noces de Figaro* : à la fois martial et poétique. Passé la longue introduction orchestrale, l'entrée du piano semble d'une autre dimension, un monde où tout serait simple, facile, beau : la planète Zacharias. Jeu énergique et doux, délié jusque dans le legato, fin et nuancé, violent et contenu, mais surtout d'une aisance magnifique. Malgré un orchestre dont le tempo le gêne parfois aux entournures, dont le manque d'alacrité génère quelquefois l'impatience, voire l'impertinence, incitant à ce qui pourrait devenir de la préciosité si l'on avait affaire à moins forte partie que ce pianiste-là.

Dans le mouvement lent, Zacharias met en place une rhétorique sans faille. On peut juste regretter qu'il n'ait pas complètement atteint cette évidence de l'émotion qui est au-delà de la maîtrise de l'expression. L'orchestre, un peu trop clair et présent, ne l'y a certes pas poussé. Le rondo final, véritable lieto fine d'opéra, plein d'élan et de saveur, confirme la souriante souveraineté de l'interprète. En *bis*, la *Sonate en sol majeur L. 335* de Scarlatti. Epoustouflant de finesse, de musicalité, d'humour et de virtuosité.

LES BRIBES DE LA DANSE

Seconde partie du concert : nouvelle descente dans des contrées nettement plus terre à terre. Si la valse reste chez Ravel une danse par essence « empêchée » (le symbole d'un monde brillant et révolu), elle n'est pas pour autant lettre morte. Or ces *Valses nobles et sentimentales* aux tempos trop lourds nous offrent la perspective d'un très premier degré. Peu de vie dans des phrases où l'individualisation des timbres forme rarement une vraie ligne mélodique, où, de ce morcellement, naît une impression d'indifférenciation dynamique, où la musique, enfin, a la migraine.

Valse déchue, valse désintégrée, mais valse tout de même, jusque et surtout dans *La Valse*, qu'Armin Jordan enchaîne sans crier gare : pourquoi pas, le *Moins Vif* (nº 7 des *Nobles et sentimentales*) ayant pour le moins préparé le terrain. Mais c'est une musique sans ténèbres et sans mystère – ni réminiscences grinçantes ni bouffées nostalgiques –, bien loin de ce *« tourbillon fantastique et fatal »* dont parle le compositeur. Certes, l'orchestre a enfin trouvé une voix collective, mais sa sensualité par trop appliquée semble ramasser précautionneusement les bribes éparses de la danse.

On a heureusement connu Armin Jordan plus convaincant dans d'autres répertoires, et puis une annulation, un changement de programme... Mais le public parisien était bien celui des grands soirs. En hors-d'œuvre, une algarade de plusieurs minutes lors même que le chef attend, bras croisés, au pupitre, puis la dégustation de grandes toux sonores, gosier bien ouvert, que ponctue la sonnerie de portables concertants. Vous avez dit sans-gêne ?

Marie-Aude Roux

SORTIR

PARIS

Petites pièces
Les Méfaits du tabac, Le Tragédien malgré lui, Le Chant du cygne et *La Demande en mariage*, soit quatre « petites pièces » d'Anton Tchekhov réunies, mises en scène et, pour deux d'entre elles, interprétées par Jacques Mauclair. Quatre pièces dont le thème principal est celui du couple dans son expression à la fois tendre et cruelle, drôle et grave, ironique et sans complaisance.
Théâtre du Marais, 37, rue Volta, Paris 3e. Mº Arts-et-Métiers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-42-78-03-53. 100 F et 150 F. Jusqu'au 30 décembre.

Lisa Doby
Cette jeune chanteuse – vingt-cinq ans – fait grimper sur les tables le public germanique et espagnol des clubs, qui fait fête à une voix où le gospel et la soul se rejoignent sur un répertoire bien conçu. Paris peut la découvrir dans le cadre un rien plus réservé du jazz-club Lionel Hampton.
Méridien Etoile, jazz-club Lionel Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. Les 25 et 26, 22 h 30 et 0 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.

Screamin'Jay Hawkins
Avec sa légende, ses excès, son imagerie – tête de mort et vaudou de carnaval –, mais surtout une voix de *shouter* encore en forme, Screamin' Jay Hawkins vient en voisin au club blues, soul et boogie le plus dynamique des rives parisiennnes de la Seine. On peut en attendre de grands moments.
Maxwell Cafe, 17, boulevard Vital-Bouhot (île de la Jatte), 92 Neuilly. Les 25 et 26, à 22 h 30. Tél. : 01-46-24-22-00. 150 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Ainsi va la vie
de Forest Whitaker (Etats-Unis, 1 h 55).
Avions de papier
de Farhad Mehranfar (Iran, 1 h 30).
La Classe de neige (*)
de Claude Miller (France, 1 h 36).
Conte d'automne
Film français d'Eric Rohmer (France, 1 h 50).
Le Dernier Voyage de Robert Rylands
de Gracia Querejeta (Espagne, 1 h 40).
Inquiétude
de Manoel de Oliveira (Portugal, 1 h 50).
Magic Warriors
de Ronny Yu (Etats-Unis, 1 h 43).
Le Témoin du marié
Film italien de Pupi Avati (Italie, 1 h 43).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Deux mains, la nuit
de Robert Siodmak. Américain, 1945, noir et blanc (1 h 23).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).
Scarface
de Howard Hawks. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 30).
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).

FESTIVALS

Akira Kurosawa
Le Garde du corps : le 25, à 18 h 30, 21 h.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Barberousse : le 25, à 20 h 40.
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).

VERNISSAGES

W. Eugene Smith
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mº Bastille. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 25 septembre au 3 janvier. 25 F.

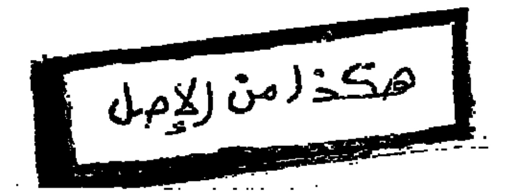
ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Baal
de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-Christian Grinevald.
Théâtre de la Main-d'or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 11e. Mº Ledru-Rollin. Le 25, à 20 h 30. Tél. : 01-48-05-67-89. 100 F et 150 F.
L'Homosexuel ou La Difficulté de s'exprimer
de Copi, mise en scène de Philippe Adrien.
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvres, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. Le 25, à 20 heures. Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F.
La Dame de chez Maxim
de Georges Feydeau, mise en scène de Roger Planchon.
Opéra-Comique, 5, rue Favart, Paris 2e. Mº Richelieu-Drouot. Le 25, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 70 F à 200 F.
Ningen
de Christian Taguet, mise en scène d'Augustin Letelier, avec le Cirque baroque.
Espace chapiteau du parc de La Villette, Paris 19e. Mº Porte-de-la-Villette. Le 25, à 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Romanès, cirque tsigane
mise en scène d'Alexandre Bouglione-Romanès.
Chapiteau Romanès, passage Lathuile, Paris 18e. Mº Place-de-Clichy. Le 26, à 15 heures et 20 h 30. Tél. : 01-43-87-16-38. 50 F et 100 F.
Orchestre philharmonique de Radio-France
Mahler : *Symphonie nº 9*. Günther Herbig (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. Le 25, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.
Le Soldat inconnu
Café Ephémère (Forum des Halles), cour intérieure niveau-1, Paris 4e. Mº Châtelet-Les-Halles. Le 25, à 19 heures. Entrée libre.
Lo'Jo Triban
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. Mº Pigalle. Le 25, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 70 F.

DERNIERS JOURS

30 septembre :
La Dernière Bande
de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F.
Diego Rivera, Frida Kahlo
Musée Maillol, 61, rue de Grenelle, Paris 7e. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 40 F.





Le cinquantième anniversaire de l'hebdomadaire allemand « Stern »

Le magazine de Hambourg a consacré à cette occasion sa couverture à Claudia Schiffer, faute d'un entretien avec le chancelier Helmut Kohl. Le succès commercial se poursuit, mais les meilleurs journalistes s'en vont

POUR donner plus de majesté à son cinquantième anniversaire, *Stern*, « l'autre magazine » allemand de Hambourg – à côté du *Spiegel* –, aurait volontiers publié un entretien avec Helmut Kohl. L'accord était conclu. Or le chancelier est un homme susceptible. Avant de recevoir les rédacteurs de *Stern*, il a lu dans un numéro du magazine un article qui lui était consacré qui lui a fortement déplu.

Ce n'est pas étonnant, étant donné que *Stern* a toujours eu un faible pour la social-démocratie, dans sa version modérée. Helmut Kohl a alors annulé le rendez-vous. Pas de chancelier donc dans le numéro du cinquantenaire consacré à l'Allemagne vue par les Allemands. Mais Claudia Schiffer sur la couverture. L'histoire ne dit pas si *Stern* a ainsi augmenté ses ventes – un million deux cent mille exemplaires chaque semaine, plus de sept millions de lecteurs.

« Le poids des mots, le choc des photos. » Le slogan de l'hebdomadaire *Paris-Match* conviendrait parfaitement à *Stern*. Créé en 1948 avec une licence accordée dans leur zone d'occupation par les Britanniques, *Stern* a été pendant des décennies un modèle pour avoir adroitement mélangé l'usage de la photographie sensationnelle et le journalisme politique. Classé au centre gauche, le magazine a soutenu les sociaux-démocrates, défendu l'ouverture à l'Est des années 70 et critiqué la Démocratie chrétienne.

Son fondateur, Henri Nannen, mort en 1996, était un ami de Willy Brandt, bien qu'il eut fait ses classes de journaliste dans la presse du IIIe Reich.

Par goût de la provocation comme par nécessité commerciale, *Stern* fut dans les années rebelles de la République fédérale de tous les combats « alternatifs ». Les Verts y ont toujours trouvé une tribune, de même que les pacifistes anti-américains dans les années 80. Le magazine a alors publié l'emplacement des sites des fusées nucléaires américaines en Allemagne pour faciliter la tâche des manifestants. Il avait été aussi un des premiers journaux ouest-allemands à s'ouvrir à la République démocratique allemande. En contrepartie, Henri Nannen espérait que



ses journalistes pourraient travailler librement de l'autre côté du mur. Ce fut évidemment un échec.

Le plus grand revers fut cependant provoqué par la publication, en mai 1983, des « Carnets secrets de Hitler ». Un ancien journaliste du magazine avait procuré à Henri Nannen, en garantissant leur authenticité, les journaux intimes du Führer, qui se révélèrent vite être des faux. Un médiocre faussaire les avait rédigés à partir d'un livre douteux et de quelques articles du *Volkischer Beobachter* et autres publications nazies. Henri Nannen se défendit comme il put, portant plainte contre le journaliste indélicat (qui avait empoché 7 millions de deutschemarks – 21 millions de francs en 1983) et invoquant la nécessité journalistique de ne pas se laisser « griller » par les concurrents pour expliquer sa hâte à publier les « Carnets ».

Cette affaire porta un coup à *Stern*, qui ne s'en remit jamais tout à fait. Le sensationnel et les starlettes plus ou moins dévêtues ont pris le pas sur la politique pour maintenir le tirage à un niveau enviable. Les meilleurs journalistes ont peu à peu quitté ce qui reste un des grands succès de la presse allemande de l'après-guerre.

Daniel Vernet

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Pierre Haski

■ Pour Salman Rushdie – et pour tous ceux qui ont souhaité le voir libéré de la menace –, l'heure du soulagement a enfin sonné. L'accord conclu entre Londres et Téhéran marque symboliquement, en tout cas veut-on le croire côté britannique, la fin de l'engagement de l'Iran dans le *« terrorisme d'Etat »* contre l'auteur des *Versets sataniques*. C'était un pas indispensable pour toute normalisation entre l'Iran et le reste du monde, et c'est fondamental dans l'évaluation du risque que court en permanence Rushdie. L'*« affaire Rushdie »* a donc connu hier un tournant. Mais le calvaire de l'écrivain traqué n'a pas nécessairement pris fin. Reste en effet le *« terrorisme privé »*, celui de ces fondamentalistes pour qui la fatwa de l'imam Khomeiny est un texte sacré et irrévocable, surtout depuis la disparition de son auteur

RFI
Jacques Rozenblum

■ Comparée à sa grande sœur tchèque, la Slovaquie, dont les citoyens sont appelés aux urnes aujourd'hui et demain pour renouveler leur Parlement, fait figure de vilain petit canard. Malgré de bons résultats économiques, elle est le seul pays d'Europe centrale à avoir été recalé à l'examen d'entrée dans l'Union européenne et dans l'OTAN, pour cause de déficit démocratique. Il faut dire que si la première moitié de l'ancienne Tchécoslovaquie a porté à sa tête un artiste, la seconde a hérité d'un boxeur. Vladimir Meciar exerce en effet dans la catégorie poids lourds, un art pas toujours très noble. Tout oppose Vaclav Havel et Vladimir Meciar. Contrairement au rejeton de la grande bourgeoisie anticommuniste qu'est le premier, le second, lui, a été élevé à la dure école de la rue. Le Slovaque voue à son voisin une haine teintée de complexe d'infériorité. C'est d'ailleurs lui qui a inspiré le divorce de 1993 sous prétexte qu'il vaut mieux être maître dans la provinciale Bratislava que jouer les seconds rôles à Prague la sophistiquée.

LES ÉCHOS
Françoise Crouïgneau

■ A deux jours du scrutin allemand, la nébuleuse des coalitions possibles confirme l'étroitesse du choix des électeurs. Comme un temps en France ou en Grande-Bretagne, il leur faudra trancher à l'issue d'une bataille sans grand relief menée... autour de l'extrême centre. On a vu ces derniers jours les champions des deux grands partis en présence jouer à front renversé. Le chrétien-démocrate Helmut Kohl se poser en garant de l'économie sociale de marché qu'il incarne depuis seize ans et qu'il a vainement tenté de réformer depuis deux ans. Le socialiste Gerhard Schröder se faire le chantre d'une modernité et d'un sens de l'initiative pouvant mettre à mal l'Etat-providence. Mais, au-delà de cette illustration germanique de la fin des idéologies, un fait s'impose. Avec la fin de son éclipse électorale, l'Allemagne annonce son retour, bien décidée à renforcer sa place sur la scène européenne et mondiale en cette fin de siècle.

EN VUE

■ Les sondes américaines **Pioneer 10** et **Pioneer 12** et la sonde européenne **Ulysse**, qui naviguent aux confins du système solaire, sont sorties de leur trajectoire, happées par une force mystérieuse dont l'origine intrigue les savants.

■ Un tribunal de Stockholm jugera, le 1er octobre, un jeune Anglais accusé d'avoir, au cours d'un match Suède-Angleterre, jeté par une fenêtre du Raasunda Stadion un tonneau de bière après un caddy de canettes.

■ *« Eh bien ! voilà comment la jeunesse anglaise, libérée des châtiments corporels, trouve bon de se comporter »*, pense **Lord Beloff**, pair du royaume, pour qui le hooliganisme sévit en Grande-Bretagne depuis que les écoles publiques ont aboli le fouet.

■ Récemment, le cuisinier du lycée des Graviers-Blancs, à Besançon, a découvert, en sortant un plat congelé du micro-ondes, une seringue hypodermique de la forme, de la taille et de la couleur d'un salsifis.

■ Le politicien influent, proche du premier ministre, objet d'une fellation n'a pas été inquiété par les juges de Papouasie Nouvelle-Guinée, mais **Regina Gibol**, jeune Papoue, auteur des faits, accusée de pornographie, a passé le mois de juillet en prison.

■ Le garçon de Kaiserslautern en Allemagne, enfermé, en août, dans une niche de voyage, nourri de pain et d'eau et battu avec une cuiller de bois, a pu s'enfuir au bout de trois semaines. La fillette du village de Xinlong, en Chine, récemment trouvée dans le poulailler de ses parents où, depuis trois ans, elle vivait d'un peu de riz avec les canards et les poules n'avait plus la force de marcher.

■ Un homme qui, après avoir assommé dans un élevage d'autruches un mâle reproducteur de 100 kilos, l'avait traîné dans sa voiture, plumé, puis offert rôti à des compagnons de beuverie, a été interpellé, jeudi 24 septembre, par les gendarmes de Grignols en Gironde.

■ L'activité touristique décline en Ouganda, notamment dans le nord du pays où les éléphants, qui ne cessent de bouger pour fuir les combats entre les forces gouvernementales et l'Armée de résistance du Seigneur, échappent aux objectifs des safaris-photos.

■ Les touristes « visitent » le bébé *« Bill Clinton »*, né dans l'est de l'Ouganda, pendant le voyage en Afrique du président américain en mars 1998.

■ Des parents libanais protestent : *« Pourquoi l'état civil refuse-t-il pour notre enfant le prénom Albert-Monaco ? D'autres, de par le monde, s'appellent bien Washington ? »*

Christian Colombani

SUR LA TOILE

LE « LOS ANGELES TIMES » POLYGLOTTE

■ Le *Los Angeles Times*, dont la version web est devenue une référence en matière de presse électronique, innove : il vient de décider de mettre au point avec Alis Technologies un procédé de traduction automatique en espagnol (dans les prochains mois, puis en 1999 en japonais et en français), qu'il appliquera à certaines de ses rubriques (« divertissement », « destination LA ») et qui préservera la mise en page originale.
www.latimes.com

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

■ Le site du Sénat mettra en ligne le 27 septembre, jour du scrutin, les résultats des élections en temps réel, les listes partielles (à partir de midi) des sénateurs battus, réélus ou nouvellement élus, la composition du nouveau Sénat, les commentaires de l'AFP et, de 17 h 30 à 19 heures, une émission de télévision en direct et en Real Video.

INTERNAUTE FRANÇAIS TYPE

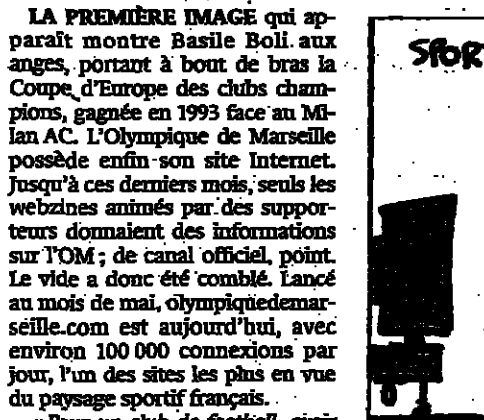
■ Selon une étude France Télécom/Novatris, l'internaute français moyen est parisien, âgé d'une trentaine d'années et connecté depuis moins de six mois. – *(AFP.)*

www.olympiquedemarseille.com

Le Stade-Vélodrome comme si vous y étiez

LA PREMIÈRE IMAGE qui apparaît montre Basile Boli aux anges, portant à bout de bras la Coupe d'Europe des clubs champions, gagnée en 1993 face au Milan AC. L'Olympique de Marseille possède enfin son site Internet. Jusqu'à ces derniers mois, seuls les webzines animés par des supporteurs donnaient des informations sur l'OM ; de canal officiel, point. Le vide a donc été comblé. Lancé au mois de mai, olympiquedemarseille.com est aujourd'hui, avec environ 100 000 connexions par jour, l'un des sites les plus en vue du paysage sportif français.

« Pour un club de football, avoir un site Internet n'est pas une priorité. Pour vendre des places ou des produits dérivés, rien de tel qu'un bon catalogue en couleurs, voire un Minitel, explique Roland Scheubel, le directeur commercial de l'OM. *Mais nous devions nous y mettre. La personne qui se trouve à New York et qui achète des chocolats Lenôtre par Internet doit pouvoir aussi se procurer son écharpe de l'OM. En tout cas, cette expérience nous a permis de confirmer que le club possédait des supporteurs partout dans le monde. »* Ouverte il y a deux semaines, la liste de diffusion du site – offrant des informations sur la vie du club et des joueurs – a déjà été souscrite par près d'un millier de fans originaires de vingt-cinq pays.





Par les rubriques qu'il propose, ce site préfigure aussi la chaîne de télévision, OMTV, dont se dotera le club d'ici à la fin de l'année. Y figurent des renseignements pratiques (accès au stade, prix des places...), des interviews d'après-match (en texte aujourd'hui, sonores demain), des images animées des buts marqués lors de la dernière rencontre. Des liens, enfin, avec certains sites de supporteurs n'ayant pas leur langue dans leur poche permettront d'avoir accès à des opinions plus tranchées sur la prestation de tel joueur ou sur la politique du club. Notons que l'historique de l'OM présenté par ce site officiel ne fait mention ni de l'ancien président Bernard Tapie ni du fameux match truqué contre Valenciennes en mai 1993.

D'autres développements sont en cours. Il est ainsi question de publier des images de la pelouse prises de différents endroits des tribunes afin que les futurs abonnés de l'OM aient une idée de ce qu'ils verront au stade. Dimanche 20 septembre déjà, une webcaméra tenue par des étudiants de l'Ecole d'architecture de Marseille donnait, en direct sur le Web, un panoramique du public juste avant le coup d'envoi du match contre Bordeaux.

Frédéric Potet

Le monde de Léa *par Alain Rollat*

PARDONNE-LEUR, petite Léa, ils ne savent pas ce qu'ils disent parce qu'ils ne savent pas voir au-delà des apparences. Ils te voient différente, alors ils te disent anormale. De leur point de vue, c'est logique. Ils ignorent encore que leur logique est bancale. Sois patiente. Leurs progrès sont lents mais réels.

Tu serais née hier, ils t'auraient étiquetée « mongolienne » à cause de ton visage rond et de tes yeux bridés. Ils se croient plus savants depuis qu'ils t'appellent « trisomique ». Excuse-les de voir une anomalie génétique dans ce qui fait la beauté de ta singularité. Car tu es belle, petite Léa. Tu es belle parce que tu es une fleur rare. Tu peux déjà le voir dans les yeux de tes parents. La caméra qui t'a filmée s'en est aperçue. D'autres le découvriront en regardant ce courageux documentaire de Martine Salvador programmé samedi 26 septembre, à 13 h 45, sur France 2. Ils feront la connaissance de ta maman espiègle, pressée que tu lui racontes *« comment c'est »* dans ton univers. Elle le devine quand tu ris aux éclats de sa curiosité impatiente. Ils entendront ton père se dire *« fier »* de toi. Il y a de quoi. Les enfants comme toi sont des perles de lumière condensée, des diamants bruts. Toi aussi, petite Léa, tu peux être fière de tes parents. Ils ont eu l'audace d'affronter le regard des autres en t'acceptant telle que tu es, et maintenant ils en sont libérés.

Le problème des autres, vois-tu, c'est leur conscience séparatiste, leur manie infantile de trier les êtres et les choses en les passant au tamis de leur prétendue normalité. Ils font des tas de différences, inventorient, répertorient, rangent, classent, divisent, subdivisent, etc. Tant et si bien qu'ils finissent par ne plus s'y retrouver. Alors, ils ont peur. Dans un réflexe de survie, ils ordonnent à toutes ces différences de se rassembler, de leur ressembler. Ils éliminent celles qui font de la résistance, les taxent d'anormalité, les enferment. Ils appartiennent à l'espèce monocolore, univoque, ethnocentrique, au genre commun des fleurs carnivores.

Ils voudraient que tu sois comme eux, que tu vives comme eux, que tu entres dans leur moule. Le tien vaut bien le leur. Ta mère te dira qu'il a été fondu dans une forge mystérieuse où veille une conscience unitaire qui perçoit la même étincelle en tout être, en toute chose, et qui sait qu'il existe bien d'autres couleurs que celles de l'arc-en-ciel sur la palette de la vie. Il faudra donc, petite Léa, que, ces gens soi-disant normaux, tu les apprivoises. Ne désespère pas si, dans la rue, ils s'apitoient sur toi. Les vrais handicapés, ce sont eux.

« Le Monde » (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year « Le Monde » 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03



هكذا من الأصل

VENDREDI 25 SEPTEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

18.45 Die Drei Codonas ■■
Arthur Maria Rabenalt (Allemagne, 1940, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

21.00 ► Nos funérailles ■■
Abel Ferrara (Etats-Unis, 1996, 95 min). Canal +

21.00 Sur la route de Madison ■■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1995, 135 min). Ciné Cinémas

21.05 Brigadoon ■■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1954, *v.o., 110 min*). Cinétoile

21.55 L'Impossible M. Bébé ■■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

22.55 Certains l'aiment chaud ■■■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 120 min). Cinétoile

23.20 Last Seduction ■■
John Dahl (Etats-Unis, 1993, 110 min). TSR

23.40 Le Dernier de la liste ■■
John Huston (Etats-Unis, 1963, N., v.o., 100 min). Ciné Classics

0.15 In This Our Life ■■
John Huston (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 85 min). France 2

0.55 Le Trésor du pendu ■■
John Sturges (Etats-Unis, 1958, 85 min). Cinétoile

1.15 Le Voyeur ■■
Michael Powell (Grande-Bretagne, 1960, 100 min). Ciné Cinémas

3.55 Kika ■■
Pedro Almodovar (France - Espagne, 1993, 110 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.10 Presse Hebdo. Semaine allemande. Avec Bernard Guetta, Eric Zemmour, *Joachim Leibel, Georges Valance*. LCI

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Semaine allemande. Michael Naumann. LCI

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : PJ Harvey, Emir Kusturica, Alexandra Boulat, Guy Savoy. Canal +

19.00 Tracks. Tribal : Gothics. Back Stage : Le boom asiatique. *No Respect : La longue marche des* baskets. Afro-Cuban All Stars. Arte

19.00 De l'actualité à l'Histoire. La nouvelle Allemagne. *Invités : Jacques-Pierre Gougeon*, Michaela Wiegel, Isabelle Bourgeois, August von Kageneck. Histoire

19.00 Les Lumières du music-hall. *Ray Ventura*. Serge Gainsbourg. Paris Première

20.00 Envoyé spécial, les années 90. Koweït l'enfer. Super foetus. *Invité : Nicolas Sarkis*. *Histoire*

20.05 C'est la vie. Couple mixte : pas évident. TSR

20.55 Thalassa. Comme un poison dans l'eau. France 3

22.10 Faut pas rêver. Afrique du Sud : La fièvre du samedi soir. France : Le dernier train. Turquie : L'église des musulmans. Invité : Khaled. France 3

22.35 Bouillon de culture. De Gaulle-Gallo face à Mitterrand-Lacouture. Invités : Max Gallo, Jean Lacouture, Gilles Martin-Chauffier. France 2

23.15 Sans aucun doute. Les victimes de l'administration. TF 1

23.35 ► Les Dossiers de l'Histoire. Les cent ans du Salon de l'auto. France 3

DOCUMENTAIRES

18.15 Telenovelas. Le miroir cathodique. Planète

18.15 Gestes d'artisans. [1/2]. *Le métal*. *Histoire*

19.30 La Danse de l'avion. Odyssée

19.45 L'Héritage culturel d'Oscar Wilde. Planète

19.50 Histoire d'opéra. Otello. Muzzik

20.15 Palettes. Vermeer, le grain de la lumière : *L'Astronome*, 1668. Arte

20.30 L'Esprit du jaguar. [3/4]. Les chasseurs de la mer des Caraïbes. Odyssée

20.35 Israël, 1948-1998. [4/6]. *Renaissance d'une Nation*. *Planète*

21.00 Les Grandes Civilisations oubliées. [3/4]. Les deux âges de Carthage. Histoire

21.00 Jean Poiret, un prince sans rire. Paris Première

21.20 Cachemire, la vallée du désespoir. Odyssée

21.30 Les Lions d'Etosha. Planète

22.00 Conférences de presse. [2/2]. *Conférence du 25 mars 1959*. *Histoire*

22.05 Les Chefs-d'œuvre et leurs secrets. Un tableau, une vie. Odyssée

22.20 Grand format. Tupamaros. Arte

22.35 Paquebots de légendes. [4/4]. Le rêve continue. Odyssée

22.45 Un siècle de danse. [4 et 5/5]. De la danse libre à la danse moderne. Paris Première

23.00 La IIIe République. [4 et 5/6]. Histoire

23.10 Méditerranée, rive sud. [8/13]. Maroc, une histoire ancienne. Planète

23.35 Les Métiers. La région Centre : *le potier et l'huilier de noix*. *Odyssée*

0.45 La Case de l'Oncle Doc. La Légende des sciences [2/12]. Juger (le destin des savants). France 3

MUSIQUE

21.00 7e nuit des Djangos d'or. Muzzik

22.45 Maria Joao Pires. Œuvres de Mozart, Schumann. Mezzo

0.25 Le Live du vendredi. Pascal Obispo. M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Des mots qui déchirent. Marco Pauly. Festival

20.40 Au-delà de la vérité. Michael Switzer. RTL 9

20.45 Le Policier de Tanger. Stephen Whittaker. Arte

20.50 ► En quête d'identité. Eric Woreth. M 6

22.10 La Laïque. Maurice Failevic. Festival

23.30 Belle comme le diable. Patrice Gautier. Téva

SÉRIES

19.00 Demain à la une. Un Noël explosif. M 6

20.40 Two. Chasse à l'homme. Série Club

20.40 Galactica. *Les guerriers victorieux*. 13ème Rue

20.55 Deux flics. Les Revenants. France 2

20.55 Cybill. Le grand jour. Téva

21.15 Fallen Angels. *Meurtre* en diagonale (v.o.). Canal Jimmy

21.30 Kindred. Episode pilote. 13ème Rue

21.50 Game On. Bruce Willis, un poisson *à la main* (v.o.). *Canal Jimmy*

22.25 Dream On. Le choix de l'abonné nº 9 (v.o.). Canal Jimmy

22.35 Une fille à scandales. Bully for Dave (v.o.). Téva

22.50 Seinfeld. Amour, délices et pâté de campagne (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 22.20 Arte
Grand format : Tupamaros

Figures emblématiques des mouvements de guérilla d'Amérique latine, les Tupamaros ont lutté à partir de 1963 pour une plus grande justice en Uruguay. Le 31 juillet de cette année-là, pour célébrer la fête nationale helvétique, des membres de la communauté suisse d'Uruguay tiennent un stand de tir quand soudain un groupe prend d'assaut le stand afin de s'emparer des armes. Ce coup de main marque le point de départ du mouvement national de libération des Tupamaros. Il va durer jusqu'à l'entrée des guérilleros au Parlement, au printemps 1995. Aujourd'hui, les anciens révolutionnaires sont sortis de la clandestinité et se battent pour une plus grande démocratie au sein des institutions. Heidi Specogna et Rainer Hoffmann ont recueilli les souvenirs d'anciens dirigeants du mouvement qui, pour la première fois, ont accepté de parler devant une caméra. Au centre du documentaire, Pepe Mujica, membre fondateur des Tupamaros. Emprisonné à plusieurs reprises, retenu comme otage par la dictature militaire de 1972 à 1985, il sera élu député en 1995. Aujourd'hui il n'a pas renoncé au blue-jean et il aspire toujours à changer la société, mais de façon légale. Dans son bureau exigu du Parlement, il fait le bilan de sa lutte contre la dictature, exprime son espoir et sa frustration de ne pas pouvoir *« aider davantage les gens »*. A travers ses souvenirs et ceux de ses compagnons d'armes défile l'histoire de l'Uruguay. Un beau film sans pathos qui éclaire par petites touches un pays autrefois appelé la Suisse de l'Amérique latine, avant de subir treize ans de dictature militaire. – *E H.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Le Bigdil.
19.55 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.55 Chéri-Chéries !
23.15 Sans aucun doute. Les victimes de l'administration.
1.05 Formule foot.

FRANCE 2

19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Deux flics. Les Revenants.
22.35 Bouillon de culture. De Gaulle-Gallo face à Mitterrand-Lacouture.
23.50 Au nom du sport.
0.00 Journal, Météo.
0.10 Cycle Bette Davis.
0.15 In This Our Life ■■ Film. John Huston (v.o.).

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Thalassa. Comme un poison dans l'eau.
22.10 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Soir 3.
23.35 ► Les Dossiers de l'Histoire. Les cent ans du Salon de l'auto.
0.30 Libre court. 23 rue des Francs-Bourgeois.
0.45 La Case de l'Oncle Doc. La Légende des sciences. [2/12].

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 ► Nos funérailles ■■ Film. Abel Ferrara.
22.35 Jour de foot.
23.20 A l'épreuve du feu. Film. Edward Zwick.
1.15 C'est la vie parisienne Film. Alfred Rode.

ARTE

19.00 Tracks.
19.50 Arte info.
20.15 Palettes. Vermeer : *L'Astronome*, 1668.
20.45 Le Policier de Tanger. Téléfilm. Stephen Whittaker.
22.20 Grand format. Tupamaros.
23.55 Boat People, passeport pour l'enfer ■ *Film. Ann Hui (v.o.)*.
1.40 Le Dessous des cartes. Les frontières d'Israël [2].

M 6

19.00 Demain à la une.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Joyeuse pagaille.
20.35 La Famille Touvabien.
20.40 Décrochage info, Politiquement rock.
20.50 En quête d'identité. Téléfilm. Eric Woreth.
22.30 Au-delà du réel, l'aventure continue.
23.25 Buffy contre les vampires.
0.25 Le Live du vendredi. Pascal Obispo.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. L'irrésistible ascension du tango. [5/5].
20.30 Agora. *Michel Le Bris (Les Flibustiers de la Sonore)*.
21.00 Black and Blue. Les petits airs de Count Basie.
22.10 Fiction. *Les Mots*, de Jean-Paul Sartre.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Les Derniers Romantiques allemands. Par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Günther Herbig : *Symphonie nº 9*, de Mahler.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Watson, Ligeti.
23.05 Jazz-club.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Valery Gergiev.
23.00 Opera. *Lady, Be Good !*, de Gershwin, par le Chœur et l'Orchestre Eric Stern, Teeter (Dick Trevor), Morrison (Susie Trevor), Alexander (Watty Watkins)...

SAMEDI 26 SEPTEMBRE

FILMS DU JOUR

14.50 Le Dernier de la liste ■■
John Huston (Etats-Unis, 1963, N., 95 min). Ciné Classics

14.55 Tiens bon la barre Jerry ■■
Norman Taurog (Etats-Unis, 1959, N., 85 min). Cinétoile

23.00 Le Médaillon fatal ■■
Bernard *Knowles* (Grande-Bretagne, 1945, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

0.40 Le Journal d'une femme de chambre ■■
Luis Bunuel (France, 1964, N., 95 min). Cinétoile

1.50 Country, les moissons de la colère ■■
Richard Pearce (Etats-Unis, 1984, 105 min). Cinéstar 2

2.05 Die Drei Codonas ■■
Arthur Maria Rabenalt (Allemagne, 1940, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. LCI

MAGAZINES

14.30 Le Magazine de l'Histoire. Spécial journées du patrimoine. Invités : Jean-Michel Leniaud, Philippe Salvadori. Histoire

16.30 De l'actualité à l'Histoire. La nouvelle Allemagne. Invités : Jacques-Pierre Gougeon, Michaela Wiegel, Isabelle Bourgeois, August von Kageneck. Histoire

17.30 Envoyé spécial, les années 90. Koweït l'enfer. Super foetus. Invité : Nicolas Sarkis. Histoire

18.00 A bout portant. Léo Ferré. Paris Première

19.00 T.V. +. Canal +

19.00 Histoire parallèle. *Semaine du 26 septembre 1948*. Bernadotte assassiné, quel avenir pour la Palestine ? Invité : Elias Sanbar, historien palestinien. Arte

20.00 Thalassa. Le Crabe au sang bleu. TV 5

20.30 Le Club. Invité : Roland Giraud. Ciné Classics

20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Marc Lazar, Eric Vigne, Claude Durand, Jean-Claude Casanova. Histoire

21.00 Faut pas rêver. Escapade dans les Vosges. Syrie : Le chant des norias. France : La vallée des pendus. Italie : Le pont aux reflets d'or. TV 5

21.35 Metropolis. Les globes du Roi-Soleil. Felice Varini. Derrière la page. Arte

22.20 Ciné-Cinécourts. L'Afrique. *Invités : José Laplaine*, Abderrahmane Sissiko, Kadiatou Konaté, Amadou Diallo. Ciné Cinémas

DOCUMENTAIRES

17.55 Sa Majesté, le roi Norodom Sihanouk. [2/2]. Odyssée

18.00 Océan, une quête pour la survie. [3/3]. Le feu et l'eau. La Cinquième

18.15 La Louve d'Abyssinie. TSR

18.20 L'Instinct animal. Planète

18.30 La IIIe République. [4 et 5/6]. Histoire

18.35 Directors. Sydney Pollack. Ciné Cinémas

19.00 L'Île des enfants. Odyssée

19.05 Jean Poiret, un prince sans rire. Paris Première

19.40 Si dure la douleur. Planète

19.55 CIA. *[4/5]. Vietnam :* la naissance de Phenix. Odyssée

20.00 La Terre des mille colères. [3/6]. Les volcans sous la loupe. Canal J

20.35 Telenovelas. Le miroir cathodique. Planète

20.45 ► L'Aventure humaine. *Le Naufrage de La Belle*. Arte

20.50 Horizons extrêmes. L'Antarctique, l'avenir du continent glacé [3/3]. TMC

20.50 La Danse de l'avion. Odyssée

21.35 La Quête du futur. [4/22]. Les mystères du cosmos. Planète

21.45 Karsha, la route de la rivière gelée. TMC

21.45 Carlos Gardel à la télévision. [2/2]. Ciné Classics

21.50 L'Esprit du jaguar. [3/4]. Les chasseurs de la mer des Caraïbes. Odyssée

21.55 L'Amérique des années 50. *[4/7]. A Burning Desire*. *Canal Jimmy*

22.00 L'Héritage culturel d'Oscar Wilde. Planète

22.00 Gestes d'artisans. [2/2]. Le métal. Histoire

22.35 Sectes tueuses. [1/3]. Le miroir aux alouettes. France 3

22.40 Portugal, un portrait naturel. [3/3]. Le littoral. Odyssée

22.55 Israël, 1948-1998. [4/6]. Renaissance d'une Nation. Planète

23.00 De Gaulle ou l'éternel défi. [3/6]. Entre les communistes et nous. Histoire

23.40 Les Chefs-d'œuvre et leurs secrets. Un tableau, une vie. Odyssée

23.50 Les Lions d'Etosha. Planète

0.00 Un siècle d'aviation. [3/4]. Un siècle d'aviation civile mondiale. Histoire

0.10 Music Planet. Maria Joao. Arte

0.15 Paquebots de légendes. [4/4]. Le rêve continue. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

14.00 Basket-ball. *Pro A*. Gravelines - Limoges. Canal +

14.30 Formule 3000. Eurosport

14.40 Tennis. Coupe Davis. *Israël - France. Le double*. *France 2*

15.00 Cyclisme. Tour d'Espagne. Fuenlabrada. Contre-la-montre. TSR

16.00 Cyclisme. Tour d'Espagne. Fuenlabrada. Eurosport

16.55 Rugby. Coupe d'Europe. Toulouse - Ulster. France 2

23.00 Golf. Westin Texas Open. AB Sport

23.10 Boxe. Championnats d'Europe. Poids mouche. David Guerault – Alexandre Mahmutov. France 2

MUSIQUE

18.00 Bach par Marthaler. *Concerto pour violon en mi majeur*. Avec Elissa Lee Koljonen et l'Orchestre de jeunes Gustav-Mahler, dir. James Judd. Mezzo

18.00 Hommage à Charlie Parker. A la Grande Halle de la Villette à Paris 89. Avec Stan Getz, Dizzy Gillespie, Percy Heath, Milt Jackson, Hank Jones, Max Roach, Jackie McLean, Phil Wood. Muzzik

18.30 Celibidache dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. *Trois Nocturnes*, de Debussy ; *Songe d'une nuit d'été*, de Mendelssohn. Mezzo

19.35 Tchaïkovski 150th Anniversary Concert from China. *Concerto pour piano nº 1 et Symphonie nº 6, Pathétique*. Avec Roger Woodward, piano et l'Orchestre symphonique du *Central philharmonique de Pékin, dir.* Tan Lihua et Han Zhongjie. Muzzik

20.30 Soirée Gershwin. *Porgy and Bess*. Mise en scène de Trevor Nunn. *Par l'Orchestre philharmonique* de Londres, dir. Simon Rattle. Mezzo

23.00 Andrea Chénier. Scala de Milan 85. Dir. Riccardo Chailly. Muzzik

THÉÂTRE

0.10 Les Caprices de Marianne. *Alfred de Musset. Mise en scène*. Lambert Wilson. France 3

TÉLÉFILMS

18.35 Les chiens ne font pas des chats. Ariel Zeitoun. Festival

20.30 Le Fils du cordonnier. *Hervé Basié [1/3]*. *Ciné Cinémas*

21.00 Nanou ou Gaëlle. Christine François. France 3

22.25 Les Carnassiers. Yves Boisset. Festival

22.35 Attention fragile, 1986-1987. Manuel Poirier. Arte

23.00 Le Visage de l'au-delà. Gary Nelson. 13ème Rue

SÉRIES

19.45 La Vie à cinq. Les démons du passé. Téva

20.15 The Rutles, All You Need Is Cash. (v.o.). Arte

20.30 Les Rois maudits. [3/6]. Festival

20.35 McCallum. Une mort à petite dose. Canal +

20.40 Les Cinq Dernières Minutes. Le Faux Nez. Série Club

20.40 Derrick. Dîner avec Bruno. L'indifférence. RTL 9

20.40 New York Undercover. Dealer n'est pas jouer. Une affaire classée X. 13ème Rue

20.50 Le Caméléon. Sur la corde raide. M 6

21.00 New York Police Blues. T'en fais trop Charlie. Canal Jimmy

21.45 The Sentinel. Le prix d'une vie. M 6

22.00 Le Retour de Sherlock Holmes. Le rituel Musgrave. Disney Channel

22.13 High Incident. Personne n'entre à El Camino (v.o.). 13ème Rue

22.25 Stargate. Dans le nid du serpent. TSR

22.30 *Orages d'été. [5/8]*. TV 5

22.40 Profiler. Le pouvoir corrompt. M 6

23.45 Star Trek, la nouvelle génération. La flèche du temps. Canal Jimmy

0.30 American Gothic. La semeuse. 13ème Rue

0.35 Millennium. Les blessures du passé. France 2

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une *sélection des programmes du câble et du satellite*.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques
◆ *Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.*

NOTRE CHOIX

● 0.10 France 3
Saturnales

Lambert Wilson, metteur en scène, acteur et crooner

EN 1994, il signait sa première mise en scène, *Les Caprices de Marianne*. Lambert Wilson aime trop, semble-t-il, la pièce de Musset pour laisser à quiconque le soin de le diriger dans le rôle d'Octave, le dandy qui séduit la belle et mal mariée Marianne. Il s'entremet auprès d'elle pour le compte de son ami Coelio, garçon pur s'il en fut, et qui en meurt. Toujours le théâtre de Musset tourne autour des souffrances de la lutte inégale entre cynisme et innocence. D'où découlent des conventions de caractères et de situations aujourd'hui difficiles à assumer, surtout quand, comme ici, on déplace l'histoire dans les années 50 (en hommage à *La Dolce Vita*) et à Naples (pour profiter du cadre magiquement délabré des Bouffes du Nord) avec intermèdes musicaux appropriés. Pourquoi pas, mais aussi pourquoi ? Il ne s'agit d'ailleurs que d'un parti pris décoratif.

Le passage à la télévision permet de reléguer hors champ ce qui n'est pas indispensable pour se concentrer sur les acteurs. Ce qui souligne leur disparité. Les personnages de farce voulus tels par Musset font du folklore, d'autres du néoréalisme. L'époux de Marianne la joue parrain mafieux. Lambert Wilson choisit la désinvolture désabusée, un « naturel cinéma ». Comme il s'agit d'une captation, la marge de manœuvre du réalisateur, Jean-Daniel Verhaeghe, est réduite. Alors on n'a ni le cinéma ni le théâtre, juste une sorte de téléfilm sans rythme. Pourtant, Fabrice Michel (Coelio) dégage une émotion brutale, une gaucherie décalée qui lui donnent quelque chose d'inquiétant, loin du romantisme gémissant de la tradition. Et Laure Marsac offre toute l'ambiguïté d'une jeune garce encore ingénue, dure et lumineuse – une Marianne magnifique.

Lambert Wilson sera encore dans les « Saturnales » le 3 octobre avec son spectacle *Démons et merveilles*, composé de chansons de films de 1930 à 1960. Sans nostalgie, il les fait *découvrir* ou réentendre. Il sait chanter, bouger avec un micro : un vrai crooner. Ce n'est pas du rétro, c'est de la réinterprétation pleine de charme.

Colette Godard

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 MacGyver.
14.50 Alerte à Malibu.
15.40 Flipper.
16.40 Dingue de toi.
17.10 Hercule.
18.05 Sous le soleil.
19.05 Melrose Place.
20.00 Journal, Spécial F1.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Drôle de jeu.
23.15 Hollywood Night. Haute tension. Téléfilm. Rick Jacobson.
0.55 Formule F1.
1.30 TF1 nuit, Météo.
1.45 Très pêche.

FRANCE 2

13.40 Consomag.
13.45 Trisomie. Les Choix.
14.40 Tennis. Israël - France.
16.40 Tiercé.
16.50 Rugby. Toulouse - Ulster.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Comment faire ?
19.25 Comment faire plus ?
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 Météo, Journal, Météo.
20.55 Tout le monde chante Salvador.
23.10 Boxe. Championnat d'Europe des poids mouche. David Guerault – Alexandre Mahmutov.
0.25 Journal, Météo.
0.35 Millennium. Les blessures du passé.
1.20 Bouillon de culture. De Gaulle-Gallo face à Mitterrand-Lacouture.

FRANCE 3

13.57 Keno.
14.05 Le Magazine du cheval.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.05 Destination pêche.
15.40 Couleur pays.
18.13 Expression directe. UNSA.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 1.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Mister Fowler, brigadier chef. Atelier clandestin.
20.40 Tout le sport.
21.00 Nanou ou Gaëlle. Téléfilm. Christine François.
22.35 Sectes tueuses. [1/3]. Le miroir aux alouettes.
23.35 Météo, Soir 3.
23.55 Saturnales. 0.00 et 1.50 Journal des spectacles. 0.10 Les Caprices de Marianne. Pièce d'Alfred de Musset.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00
13.30 C'est ouvert le samedi.
14.00 Basket-ball. Antibes - Pau.
15.40 Football américain.
17.05 Maguinnis, flic ou voyou.
► En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.25 La Légende de Calamity Jane. [3/13]. Sur la piste des bisons.
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. +.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 McCallum. *Une mort à petite dose.*
22.15 Supplément détachable.
23.00 Risque maximum. Film. Ringo Lam.
0.35 Leçons de séduction. Film. Barbra Streisand (v.o.).

LA CINQUIEME/ARTE

13.30 Couples légendaires. Franklin et Eleanor Roosevelt.
14.00 Fête des bébés.
14.30 Le Journal de la santé.
15.00 Passe-partout.
15.30 Les Aventuriers de l'Egypte ancienne. [3/13].
15.55 Sur les chemins du monde.
16.00 Cache-cache à Bornéo.
17.00 Gala.
17.30 100 % question.
18.00 Océan, une quête pour la survie. [3/3]. Le feu et l'eau.
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 septembre 1948.
19.50 Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes.
20.15 The Rutles, All You Need Is Cash. [3/3].
20.45 ► L'Aventure humaine. Le Naufrage, de *La Belle*.
21.35 Metropolis.
22.35 Attention fragile, 1986-1987. Téléfilm. Manuel Poirier.
0.10 Music Planet. Maria Joao.
1.10 Le Roi ébahi ■ Film. Imanol Uribe.

M 6

13.15 Code Quantum.
14.10 Drôle de chance.
15.05 Les McKenna.
16.10 Le Magicien.
17.10 Amicalement vôtre.
18.10 Mission impossible, 20 ans après.
19.10 Turbo. Mondial de l'automobile : le centenaire.
19.45 Warning.
19.54 Le Six minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi. 20.50 Le Caméléon. Sur la corde raide. 21.45 The Sentinel. Le prix d'une vie. 22.40 Profiler. Le pouvoir corrompt.
23.35 Le Jeu de la vengeance. Téléfilm. Jack Ersgard.
1.15 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

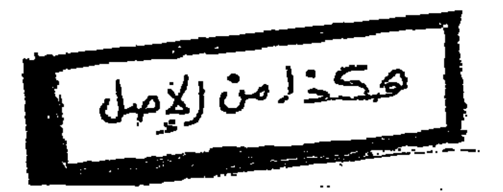
18.35 Profession spectateur. Carrefour : C'était hier déjà ; Premières loges : Frédéric Leidgens, acteur.
20.00 Comédie-Française. *Les Femmes savantes*, de Molière.
22.35 Opus. L'Académie européenne de musique d'Aix-en-Provence.
0.05 Le Gai Savoir. Paul Veyne.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 A l'Opéra.
20.00 Les Fiançailles au couvent. Opéra de Prokofiev. Donné le 21 mars, salle Théodore Truttini, à Genève, par *le Chœur du Grand Théâtre de Genève* et l'Orchestre de la Suisse Romande, dir. Guillaume Tourniaire. Adriana Kohutkova (Louisa), Anne Howells (La Duègne), *Marie-Ange Todorovitch* (Clara).
23.07 Présentez la facture.

RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de R. Schumann, Mendelssohn.
20.00 La Jeunesse de Richard Strauss. *Concerto pour cor nº 1*, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Metzmacher, Neunecker, cor ; œuvres de Wagner, R. Strauss, Brahms, Mozart.
22.00 Da Capo. David Oistrakh. Œuvres de Tartini, Lalo, Beethoven, Chostakovitch, Tchaïkovski.



Le Monde

SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1998

La République dominicaine en proie aux inondations après le passage du cyclone Georges

L'ouragan, qui se dirige vers la Floride, a fait plus d'une centaine de morts et des milliers de sans-abri

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Encore sous le choc, les Dominicains tentent de reprendre un semblant de vie normale dans un pays dévasté par le cyclone Georges. Le bilan continue de s'alourdir dans cette île caraïbe, la plus durement touchée par l'ouragan qui poursuit sa route vers la Floride. Selon un nouveau décompte provisoire rendu public, jeudi soir 24 septembre, par le porte-parole de la présidence, Adriano Miguel Tejada, le nombre de morts s'élève à 125, et 218 700 personnes sont sans abri. La veille, le *président Leonel Fernandez avait fait état de centaines de disparus dans les provinces à l'est et au sud-ouest de la République dominicaine.*

Quarante-huit heures après le passage de l'œil du cyclone Georges, des centaines de personnes sont toujours menacées par les inondations provoquées par les pluies diluviennes accompagnant le cyclone. Réfugiés sur les toits de leurs maisonnettes englouties par la crue du fleuve Ozama, plusieurs dizaines de familles attendaient désespérément des secours, jeudi après-midi, près de Sabana Pendida, dans la grande banlieue de Saint-Domingue. Faute d'équipement, une dizaine de pompiers avaient dû emprunter trois hors-bord à des particuliers pour tenter de secourir ces familles.

A San Juan de la Maguana, à 200 kilomètres à l'ouest de la capitale, des dizaines de personnes ont été emportées par de violentes inondations provoquées par le débordement du barrage de Sabaneta, situé en amont de la ville. A mesure que les communications sont *rétablies avec l'intérieur du pays,* les récits catastrophiques se multiplient.

MOYENS DE SECOURS INSUFFISANTS

A Manomatuey, dans une région caféière à l'ouest de Saint-Domingue, une école rurale qui servait de refuge à une quarantaine de personnes a été balayée par un torrent de boue. Seuls cinq cadavres avaient été retrouvés, jeudi, dans cette zone d'accès difficile. San Pedro de Macoris, à l'est du pays, a été ravagé. 135 000 de ses 200 000 habitants sont sans abri et les plantations de canne à sucre qui encerclent la ville ont été dévastées.

Saint-Domingue semble avoir été bombardée. Des dizaines de milliers d'arbres, de poteaux électriques et d'enseignes arrachés par les vents entravent la circulation. Pour éviter les pillages, un couvre-feu est en vigueur de 8 heures du soir à 6 heures du matin. Mal informée, sans eau potable ni électricité, la population est livrée à elle-même face à l'imprévoyance des autorités et à la faiblesse des *moyens de secours.*

Dans les quartiers populaires, la plupart des maisonnettes ont perdu leur toit de tôle. Des commerçants peu scrupuleux commencent à spéculer sur les prix des matériaux et des aliments, qui manquent dans beaucoup de refuges ouverts à la hâte par les autorités.

Les conditions sanitaires se dégradent rapidement dans ce pays qui était déjà menacé par une épidémie de dengue, une dangereuse maladie tropicale. Pour faire face à cette *« tragédie nationale »*, le président Fernandez a lancé un appel à l'aide aux Dominicains de la diaspora, pour la plupart installés aux Etats-Unis, et aux *« pays amis »*. Dès mercredi, la France a envoyé une équipe de reconnaissance pour évaluer les besoins, et les premiers secours américains sont attendus vendredi. L'Espagne a pour sa part promis une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 3 millions de francs.

Il faudra des années pour effacer les destructions causées par Georges. Des centaines de kilo*mètres de lignes haute tension ont* été détruites, et la seule remise en état du réseau électrique coûtera près de 700 millions de francs. Les parcs industriels de La Romana, de San Pedro de Macoris et de Saint-Domingue ont subi d'importants dégâts et beaucoup d'entreprises vont devoir licencier. Plusieurs complexes touristiques sur la côte orientale, l'une des plus belles des Caraïbes, ont essuyé les premiers assauts de Georges.

Jean-Michel Caroit

La Coupe du monde n'a pas enrichi les policiers du RAID

POUR EUX, la Coupe du monde de football n'aura eu aucun effet financier positif. Ils se seront tout au plus enrichis de souvenirs... Les *policiers du RAID (unité de recherche, d'assistance, d'intervention et de dissuasion) ont* pourtant l'impression de ne pas avoir ménagé *leur peine. Records d'assiduité auprès des* seize équipes dont ils avaient la charge, présence permanente auprès du glorieux trophée – ils en ont assumé la garde pendant la compétition –, ces fonctionnaires recrutés pour leur aptitude à déjouer les coups durs *n'ont pas eu le temps de respirer.*

Pendant ces cinq semaines dédiées au culte du ballon rond, ils ont multiplié les heures supplémentaires, suivant à la trace les stars et les sans-grade du football dont ils avaient en charge la protection rapprochée. Outre l'équipe de France, le RAID s'est occupé de celles d'Autriche, du Cameroun, du Chili, d'Italie, d'Afrique du Sud, d'Arabie saoudite, du Danemark, de Belgique, de Corée du Sud, du Mexique, des Pays-Bas, de l'Allemagne, des Etats-Unis, de l'Iran et de la Yougoslavie, laissant les seize autres qualifiés aux bons soins de la gendarmerie. Pour cet effort, mobilisant de un à six policiers selon l'importance des équipes et les risques supposés qui pesaient *sur elles, le RAID n'a pas été avare de son* temps. Le fonctionnaire le moins sollicité a effectué 216 heures supplémentaires ! Il s'oc*cupait de la Belgique, auteur d'un parcours* discret sur les terrains. Ses trois collègues aux basques des footballeurs de l'Arabie saoudite *ont été les plus mal lotis.* Ils ont totalisé chacun 720 heures supplémentaires.

11 856 HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Quant aux six policiers qui assuraient la protection de l'équipe de France, ils se sont contentés de 432 heures en sus de la durée normale de leur service, se consolant bon gré, mal gré à l'idée d'avoir vécu presque minute par minute la chevauchée des Bleus de Zinedine Zidane vers la victoire.

L'euphorie du titre de champion du monde ne leur a cependant pas fait oublier la dure réalité du métier. L'addition de toutes les heures supplémentaires attribuées aux hommes du RAID s'élève à 11 856 ! A peine *rentrés à Bièvres (Essonne) dans le cantonnement* de CRS qui abrite leur quartier général, les policiers ont eu une mauvaise surprise. Par *l'intermédiaire d'un courrier officiel, l'administration* leur faisait savoir que seules 20 heures supplémentaires par fonctionnaire seraient *prises en compte dans leur rémunération.* Bon prince, elle précisait toutefois que ces heures seraient comptabilisées au taux maximal, soit 54,46 francs. La Coupe du monde aura donc rapporté 1 089,20 francs à chaque policier du RAID ayant participé à la surveillance des équipes en compétition. Ils ont donc alerté le Syndicat national des officiers de police (SNOP) pour qu'il interpelle le ministère de l'intérieur.

« Les fonctionnaires du RAID ne sont pas des tire-au-flanc, souligne Olivier Poli, secrétaire régional du SNOP, *ils ont choisi ce service et en connaissent les difficultés. Mais les traiter de cette manière est particulièrement démotivant. Surtout au moment où l'on débat du passage aux 35 heures... »*

Pascal Ceaux

L'électorat de droite et les abstentionnistes arbitreront la législative partielle de Toulon

TOULON
de notre correspondant

Comme le 3 mai 1998, lors de la précédente élection partielle, Odette Casanova (PS) et Cendrine Le Chevallier (FN) seront opposées, dimanche 27 septembre, lors du second tour du scrutin législatif organisé dans la première circonscription du Var. Après l'invalidation des deux élections précédentes, le 6 février et le 28 juillet 1998, le premier tour du 20 septembre s'est traduit par un net recul de la droite. Celle-ci est passée de 37,94 % des suffrages, en mars 1993, à 20,99 % le 20 septembre. Pour la troisième fois consécutive, l'opposition sera absente au second tour.

Son candidat, Marc Bayle (divers droite) se résigne aujourd'hui, non sans mal, à la décision des dirigeants de L'Alliance de ne donner aucune consigne de vote aux électeurs. Mais lui qui, en congé du RPR en 1997, avait alors appelé à voter pour Mme Casanova, précise qu'à *« titre personnel »*, il croit *« fondamentalement que la droite doit marquer sa différence avec le Front national. »* Le mot d'ordre de la droite risque, à ses yeux, d'amplifier *« la culture négative d'une droite qui continue de vivre un gros malaise et risque de déraper encore vers le FN »*. Ce risque est confirmé par le ralliement à Mme Le Chevallier, pour le second tour, de Pierre Joffard et Charles Bourgouin, conseillers municipaux divers droite, ou de Louis Bernardi, conseiller général RPR.

Les responsables de la droite varoise ne font sans doute pas la même analyse. Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général, refuse ainsi de choisir *« entre l'arrogance des socialistes et la démagogie et l'immobilisme de l'équipe municipale en place »*. M. Falco, qui a en tête la prochaine élection municipale à Toulon, affirme encore : *« Je me battrai contre le FN et le PS, dont les valeurs ne sont pas comparables, mais qui sont d'égales menaces. Le premier m'embourbe et me marginalise à Toulon, le second veut prendre le conseil général. »*

« RAPPROCHEMENT »

Les deux candidates, elles, poursuivent leur campagne et s'efforcent notamment de mobiliser les nombreux abstentionnistes du premier tour (56,98 %). Mme Le Chevallier juge légitime la demande de réciprocité électorale de son parti qui, le 21 septembre, appelait *« les électeurs de Dunkerque et d'Aubagne à appliquer, au second tour, les règles de la discipline de désistement national pour faire barrage aux candidats socialo-communistes »*. Le FN *« attend que, de leur côté, le RPR et l'UDF en fassent autant pour la candidate du FN arrivant en tête à Toulon face à une candidate socialo-communiste »*. L'épouse du maire de Toulon est convaincue que *« ce rapprochement des nationaux est en marche, par-delà les déclarations des leaders et des états-majors de la droite. Je ne désespère pas que nous arrivions à une plate-forme commune avec la droite, dans le cadre d'une liste municipale d'ouverture »*, ajoute-t-elle. Pour sa part, Mme Casanova regrette *« le manque de courage de la droite »*. Jeudi 24 septembre, au cours d'un meeting de soutien au candidat communiste d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, en compagnie de Robert Hue, François Hollande, premier secrétaire du PS, a accusé la droite de *« céder chaque jour un peu plus »* aux idées de l'extrême droite et a comparé la position de L'Alliance, à Toulon, à celle de Ponce Pilate.

José Lenzini

La gauche en tête à Aubagne et Dunkerque

Dans la 9e circonscription des Bouches-du-Rhône, Alain Belviso (PC), candidat à la succession du député (PC) sortant Jean Tardito, affronte au second tour Bernard Deflesselles (DL). Il l'a nettement devancé au premier tour (40,62 % des voix contre 27,47 %), tandis que la candidate FN, Joëlle Melin, a été éliminée en dépit de ses 22,27 %. M. Belviso devrait toutefois, pour l'emporter, mobiliser les abstentionnistes puisqu'il était dès le premier tour le seul représentant de la gauche gouvernementale. A Dunkerque (Nord), André Delattre (PS) et Franck Dhersin (DL) sont arrivés au coude à coude avec respectivement 31,26 % et 31,02 % des voix. Mais là, c'est le socialiste qui dispose de réserves de voix qui s'étaient portées au premier tour sur d'autres candidats de gauche.

Une main étrangère

par Pierre Georges

LES MÉDECINS et les chirurgiens ont parfois un langage d'alpiniste, de conquérants de l'inutile. Sauf, bien évidemment, qu'ils ne font pas dans l'inutile. Et c'est donc une « première », une voie encore non explorée du grand Meccano humain, que viennent de réaliser, autour du professeur Jean-Michel Dubernard, toute une cordée de spécialistes internationaux.

Une greffe totale de la main, un exploit inouï, vertigineux, insensé. Prendre la main d'un donneur mort et la greffer à un receveur vivant, dans une opération d'une *infinie complexité et d'une* minutie chirurgicale certainement inédite. Voici l'information telle *qu'elle a été très largement diffusée*, dans cette urgence du faire-savoir autant que du faire, et qui *provoque autant de bruit que* n'en provoqua, en son temps, l'annonce de la première greffe du cœur par le professeur Barnard.

Le cœur jadis, la main aujourd'hui. Hormis le cerveau, la boucle semble bouclée. Ou en voie de l'être, du moins si cette greffe réussit, ce que le temps dira. Nous vivons désormais l'âge médical de l'homme en pièces détachées ou rattachées, comme l'on voudra. Nous baignons tous, depuis des années, dans cette certitude désormais scientifique que bien des greffes sont possibles et sont pratiquées quotidiennement. Cœur, poumons, reins, foie, pancréas, cornée, peau, tout est deve*nu routine qui paraissait, hier,* insensé ou fiction à la Frankenstein.

Mais il reste que cette greffe d'une *main semble paradoxale*ment plus dérangeante, plus inquiétante, dans la symbolique de la pièce détachée, que celle, par exemple, du cœur. C'est là un sentiment étrange, irraisonné sans aucun doute, mais pourtant bien réel. On conçoit aisément qu'un homme puisse vivre avec le cœur d'un autre homme, d'autant que l'alternative est simple : la greffe ou la mort. On a beaucoup plus de difficultés à imaginer qu'un être puisse cohabiter avec un membre ou une partie de membre qui n'est pas lui et qu'il aura sans cesse sous les yeux.

Ce questionnement, répétons-le, peut paraître étrange ou bien secondaire par rapport aux enjeux et aux espoirs suscités chez tous les hommes victimes d'amputation. Mais il est. Un être vivant *peut-il sans dommages psy*chologiques graves intégrer ou réintégrer dans son schéma corporel, *un membre*, le *même et* pourtant un autre, dont il avait fait son deuil ? Etre lui-même et *pas vraiment lui ?*

L'interrogation vaudrait, vaut sans doute pour toute greffe et pour tout greffé. *Mais* de manière certainement beaucoup moins permanente lorsqu'il s'agit d'organes internes, invisibles, intégrés dans le secret de la mécanique corporelle. Une main, c'est autre chose, un lien privilégié avec le cerveau, une relation permanente entre le centre de commandement et un outil génial. L'amputation rompt par définition, et dans une intense souffrance psychologique, ce rapport privilégié. La greffe peut-elle le rétablir ?

Autrement exprimé, peut-on vivre normalement avec la main d'un autre sans substituer à la souffrance *du manque* la souffrance d'un corps, d'une main étrangère ? Cette question-là est *finalement aussi inédite que la* première chirurgicale réalisée à Lyon. Et dans un cas comme dans l'autre, seul le temps apportera une réponse sur les risques de rejet.

Les chargés de réalisation de Radio-France sont en grève

À DEUX mois de l'expiration de son mandat à la tête de Radio-France, Michel Boyon est soudainement confronté à un mouvement de grève d'une centaine de chargés de réalisation, qui empêche la diffusion des programmes de France-Culture et de France-Musique et perturbe celui de France-Inter.

« Les conditions de fabrication des émissions se dégradent. La concertation et la confiance se sont délitées avec la direction de la régie des personnels de production et les directions des chaînes de programmes », estiment la CGT, la CFDT, la CFTC et FO dans le préavis de grève déposé le 18 septembre. Les chargés de réalisation considèrent que leurs moyens de travail ont été réduits. *« Auparavant, on disposait de quatre heures pour réaliser le montage et le mixage d'une émission, aujourd'hui on nous demande de faire la même chose en trois heures »*, explique une chargée de réalisation. Du coup, les personnels se posent en garants de la qualité du travail. *« Qu'ils nous disent s'ils veulent une baisse de la qualité ou plus de travail de notre part »*, lance un gréviste.

L'ARRIVÉE DU NUMÉRIQUE

Certains d'entre eux se méfient aussi de l'arrivée du numérique, dont ils savent qu'il transformera leurs conditions de travail et menacera peut-être l'emploi de certains techniciens. La demande *« d'un plan de formation cohérent au numérique »* fait d'ailleurs partie des revendications.

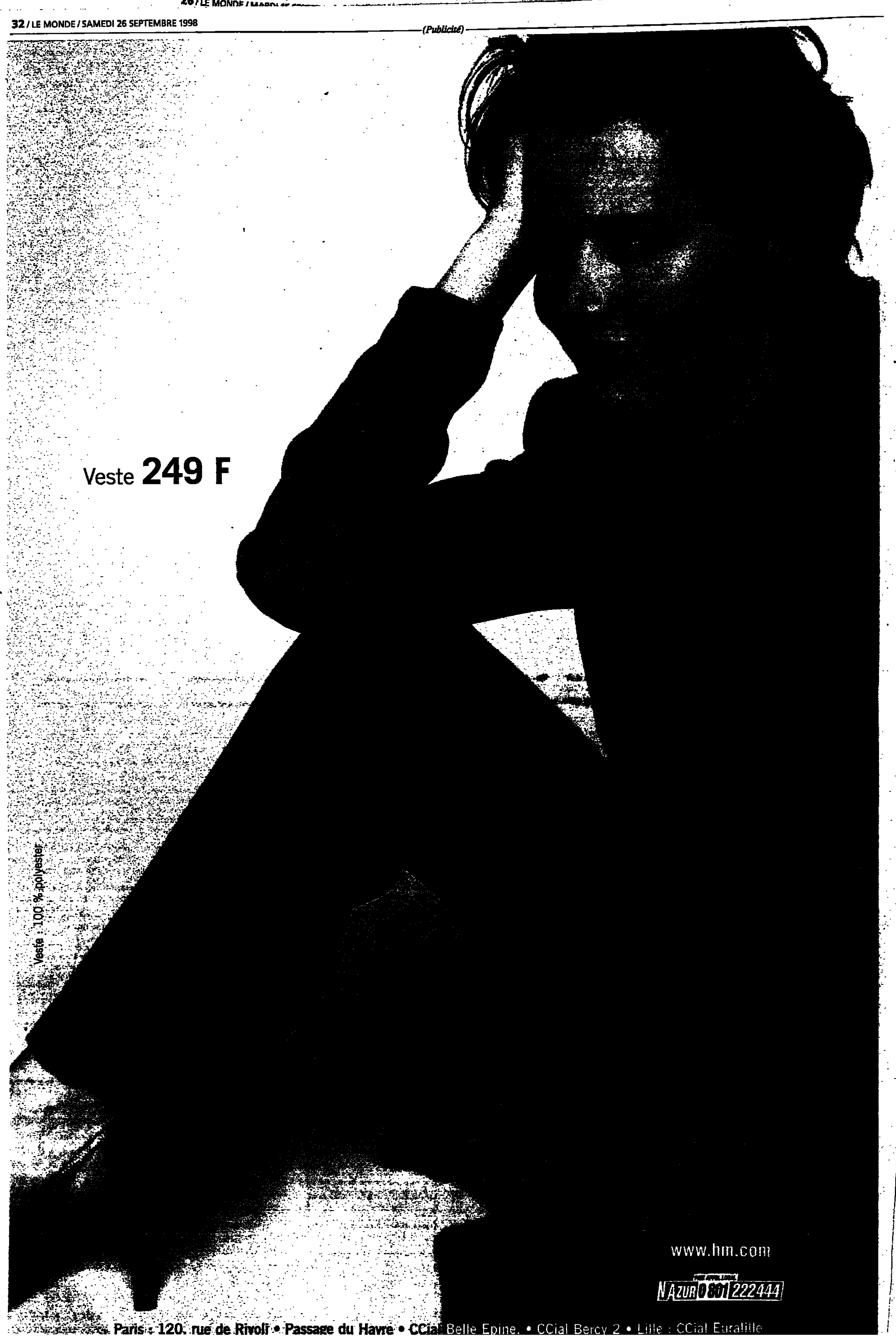
Dans cette grève pèse aussi le malaise qui règne à France-Culture, dont les collaborateurs sont déboussolés par la politique de la nouvelle direction (*Le Monde* du 25 juin).

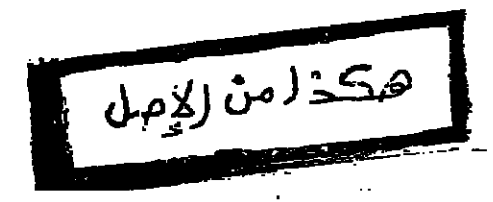
Françoise Chirot

Tirage du *Monde* daté vendredi 25 septembre : 535 061 exemplaires – 3

هكذا من الإهمال

(Publicité)





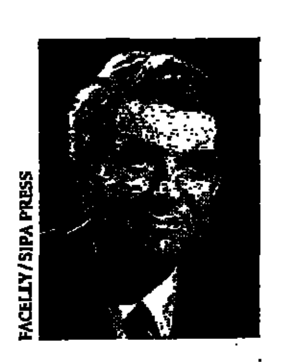
Le Monde

S U P P L É M E N T

Allemagne, année 2000

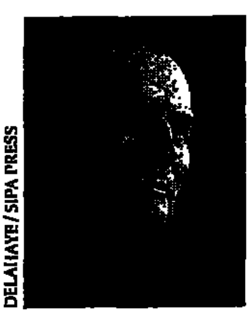
L'Allemagne de l'après-Mur a définitivement succédé à l'Allemagne de l'après-guerre, celle dont François Mauriac avouait dans un trait corrosif l'aimer tellement qu'il était *« ravi qu'il y en [eût] deux »*. En marge des élections générales du dimanche 27 septembre, *Le Monde* présente une nouvelle Allemagne, qui rêve de modernité et de normalité.

La Love Parade, Berlin, 1997. [illegible]



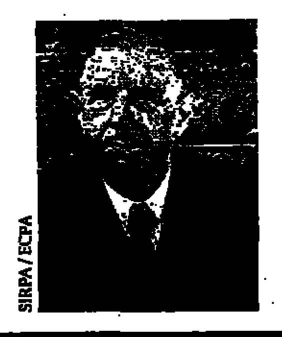
Jean-Pierre Chevènement
1996

« Le plus grand service que la France puisse offrir à l'Allemagne et à l'Europe, c'est la France »



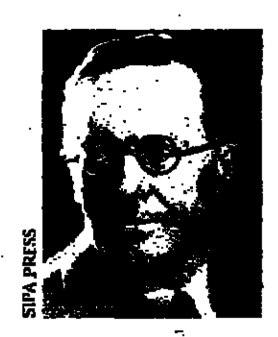
François Mitterrand
1989

« Je n'ai pas peur de la réunification. L'histoire est là, je la prends comme elle est »



Charles de Gaulle
1946

« l'Allemagne demeure l'Allemagne, c'est-à-dire un grand peuple massivement installé au cœur de l'Europe, qui dans l'abîme se souvient des sommets et que le démon de la guerre pourrait encore tenter un jour, si la chance lui était offerte de retrouver sa grandeur »



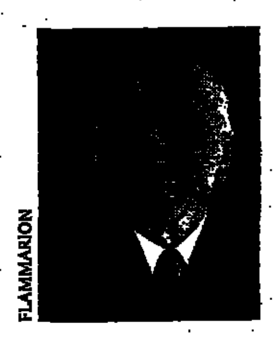
Jean Giraudoux
1922

« L'Allemagne n'est pas une entreprise sociale et humaine, c'est une conjuration poétique et démoniaque »



Jacques Delors
1998

« Il faut œuvrer ensemble pour empêcher que la France et l'Allemagne deviennent les vieilles demoiselles rentières de l'Europe et, pire encore, freinent l'élan de la construction européenne »



François Mauriac

« J'aime tellement l'Allemagne que je suis ravi qu'il y en ait deux »

Madame de Staël
1808

« La puissance du travail et de la réflexion est l'un des traits distinctifs de la nation allemande »

Pierre Viénot
1931

« Choisir notre conduite envers l'Allemagne, c'est choisir en premier lieu l'idée que nous nous faisons de la France »

Maurice Druon
1997

« C'est une puissance nombreuse, forte, lourde et sûre de soi. Il n'y a qu'une seule chose qui puisse empêcher l'Allemagne d'être reprise par ses démons impérialistes, c'est le souvenir des démons nazis »

Roman Herzog
1998

« De vieux clichés franco-allemands reviennent en force : la France, cœur latin de l'Europe, l'Allemagne, porte-monnaie germanique. Face à la société mondiale de l'information, la France réagirait avec un chauvinisme culturel défensif, tandis que l'Allemagne se laisserait aller à l'abandon de son identité culturelle... Ces clichés n'ont aucune valeur pour moi »

Dominique Strauss-Kahn
1998

« Je suis heureux de le dire devant vous aujourd'hui : j'aime l'Allemagne, j'aime sa langue et sa culture que je connais depuis mon enfance »

Karl Lamers
1996

« La normalité, c'est connaître sa propre histoire et la regarder en face »

Stendhal
1823

« Il me semble que l'on fait plus de plaisanteries à Paris pendant une seule soirée que dans toute l'Allemagne en un mois »

Joseph Rovan
1994

« L'Allemagne est un petit pays en Europe, faible et pauvre »

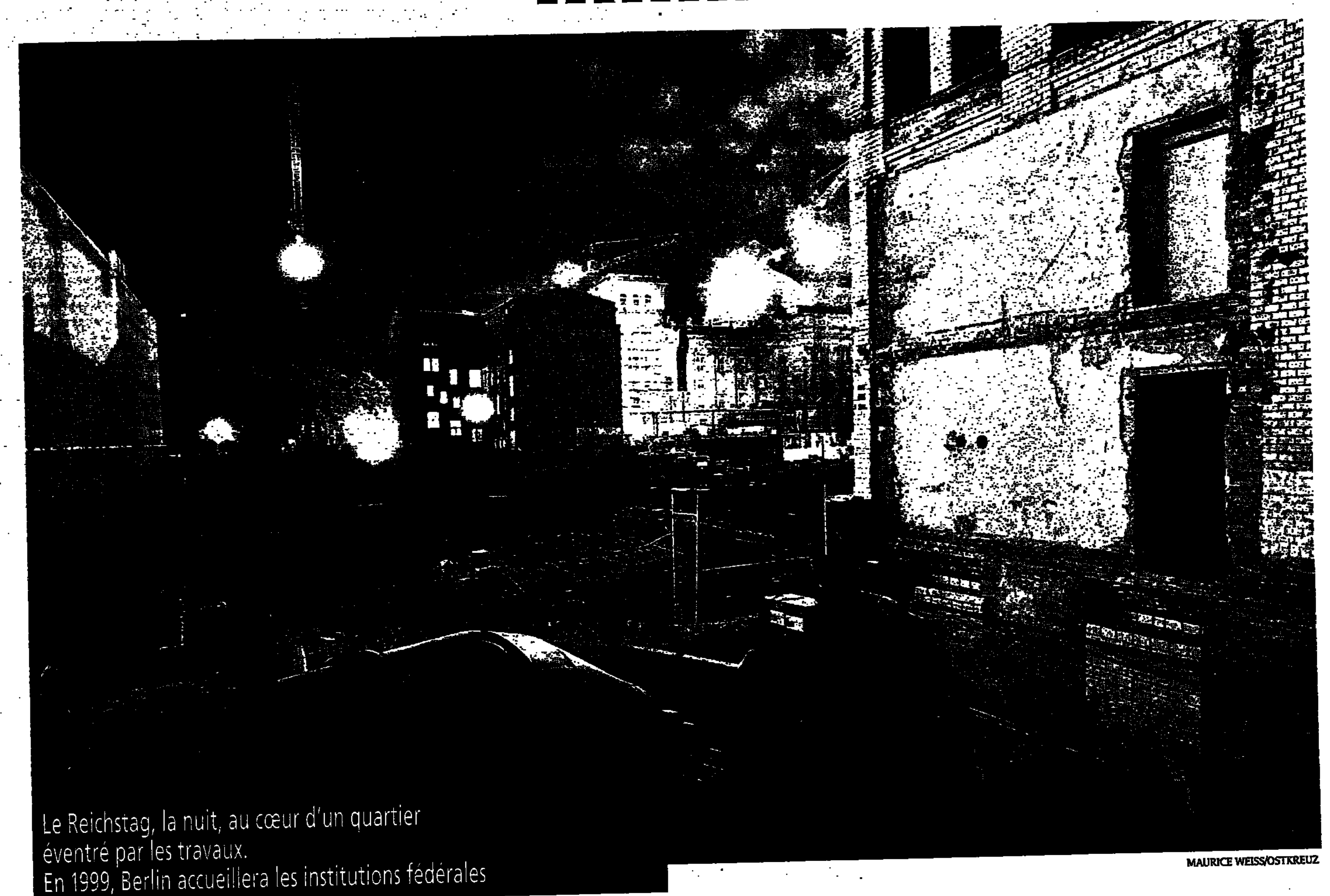
Günter Grass
1997

« J'ai honte de mon pays, qui n'est plus qu'un lieu de production économique »

Robert de Saint-Jean
1948

« Il n'y a pas de danger allemand ; il existe seulement une impuissance française »

Francfort-



Le Reichstag, la nuit, au cœur d'un quartier éventré par les travaux.
En 1999, Berlin accueillera les institutions fédérales

MAURICE WEISS/OSTKREUZ

Francfort-Berlin : carnet de route

Pendant un mois, notre envoyé spécial Lucas Delattre a parcouru un pays en mutation. Un cheminement à travers la réalité, mais aussi les obsessions et les rêves allemands

FRANCFORT-SUR-LE-MAIN, 2 JUILLET

« Quelle amertume chez les Allemands de l'Ouest, quelle hostilité mutuelle ! », s'étonnait le sociologue Norbert Elias il y a un peu plus de vingt ans. C'était l'époque du terrorisme, de la Fraction armée rouge. Un climat de guerre civile larvée. La rue allemande bruissait de révolte. Norbert Elias voyait poindre à l'horizon *« un Etat policier ou la dictature d'un parti »*.

A Francfort, l'extrême gauche faisait trembler la bourgeoisie et les nantis. Aujourd'hui, vingt ans après, tout est oublié. Cette métropole sans âme a retrouvé son calme. Les galeries commerçantes dessinent un univers froid, réservé aux piétons de passage. Plus personne après la fermeture des magasins. Le silence de l'argent qui travaille est presque assourdissant.

Ici se fait l'histoire. Les pays de la zone euro ont choisi pour capitale ce siège de banque centrale. Mais on ne s'aperçoit de rien. *« L'euro arrive »*, indique simplement une affiche électorale de la CDU, avec un portrait souriant du chancelier Kohl. Les agences bancaires affichent à l'intention de leurs clients des conseils pratiques pour le passage à la monnaie unique. En fait, l'euro paraît se mettre en place dans une quasi-indifférence.

Les vrais sujets de préoccupation de l'opinion publique sont ailleurs. La télévision et la radio sont de bons baromètres. On y trouve chaque jour des émissions de débat « pour ou contre » qui sont particulièrement suivies et appréciées. Ces *« talkshows »* très bavards peuvent durer plusieurs heures.

Voici quelques-uns des sujets abordés en ce tout début d'été : « De l'opportunité ou non de généraliser les réductions de vitesse à 30 km/heure pour la circulation en ville » ; « Du comportement envahissant des touristes allemands aux Baléares » ; « De l'usage écologique de l'eau de pluie et des moyens de la récupérer facilement chez soi »... L'écologie est à l'honneur, ou bien encore le sexe. Aucune limite dans l'impudeur : sur les chaînes privées, on discute des *« orgasmes difficiles »* ou de *« la taille idéale du membre viril »*.

Difficile donc, à la première approche, de se faire une idée précise du pays. Vue de Francfort, l'Allemagne n'offre qu'une image brouillée d'elle-même et s'exprime, d'ailleurs, dans un langage qui n'aide pas du tout à la compréhension des choses. Les anglicismes ont envahi la langue allemande. *« Notre team a très bien joué, mais les Croates avaient un power extraordinaire »*, dit le chancelier Kohl, interviewé en direct après la défaite de l'équipe nationale, en quart de finale de la Coupe du monde de football. Quant au slogan officiel de la campagne CDU, il s'agit tout simplement de *« Keep Kohl »*.

FRANCFORT, 3 JUILLET

Rendez-vous avec Jürgen Habermas. Le philosophe nous reçoit chez son éditeur, Suhrkamp, dans le joli quartier de Westend, à Francfort. Comme toujours en Allemagne, cette rencontre se déroule selon le rituel de l'entretien en tête-à-tête : on nous apporte du café servi dans une bouteille thermos (*« avec ou sans sucre ? Du lait ? »*). Dehors, seul le bruissement des arbres interrompt le silence. Pressé mais attentif, Habermas s'exprime avec l'allemand des philosophes, une langue extrêmement conceptuelle et froide, dépourvue de toute passion. L'homme est très attentif à la formulation des questions qu'on lui pose. Il n'aime pas l'imprécision. On le sent parfois un peu agacé par la simplicité de nos préoccupations.

Qu'est-ce qui a changé depuis la réunification ? Quelle a été l'importance de la césure de 1989-1990 ? L'auteur de *Droit et démocratie* et de la *Théorie de l'agir communicationnel* estime que ce tournant a surtout été porteur d'une déception : *« On a eu l'illusion que les différences sociales et économiques entre l'Est et l'Ouest allaient disparaître rapidement. On sait aujourd'hui que ce ne sera pas le cas. »*

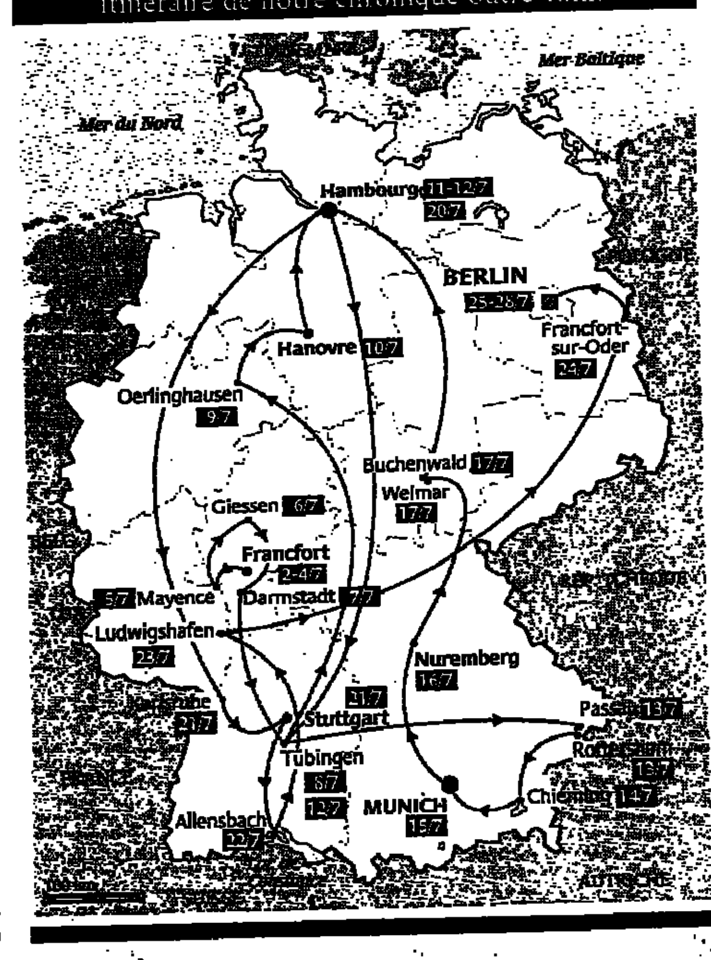
Jürgen Habermas constate un *« phénomène nouveau : la force de l'extrême droite »*. Dans les nouveaux Länder, le phénomène s'explique par l'aggravation soudaine des différences sociales, le chômage et le malaise d'*« une jeunesse tout d'un coup privée de modèles parentaux »*. A l'Est, les tentations autoritaires sont cependant *« canalisées »*, selon Habermas, par le parti communiste réformé (PDS), *« qui va progressivement devenir un parti social-démocrate comme un autre »*. Mais le *« potentiel d'extrême droite existe aussi à l'Ouest »*, constate l'ancien assistant d'Adorno, *« même si cela reste moins important qu'en France avec le Front national »*.

Ce sujet d'inquiétude ne conduit pas Jürgen Habermas à douter de la solidité de la démocratie en Allemagne. *« Je suis aujourd'hui plutôt moins inquiet qu'à l'arrivée au pouvoir d'Helmut Kohl. L'ancrage de la culture démocratique n'a cessé de s'affermir depuis la fin des années 70, époque d'instabilité politique intérieure grave. C'est sans doute le fruit à long terme de la révolte étudiante de 1968, qui a été un catalyseur pour les valeurs politiques libérales. »*

On constate, en entendant parler Habermas, que 1968 a joué un rôle au moins aussi important pour l'évolution de la société allemande que 1989 et la chute du Mur de Berlin. La réunification a marqué le début d'une prise de conscience toute nouvelle, celle d'une vulnérabilité du « modèle allemand », fondé sur l'Etat-providence, le consensus social et la négociation à tous les niveaux. La mondialisation fait peur. Ici aussi, le livre de Viviane Forrester (*L'Horreur économique*) a été et continue d'être un best-seller.

La seule solution, selon Habermas, consiste à *« renforcer l'Europe, à en faire un Etat fédéral afin de parvenir à mettre en place une politique économique et sociale commune »*. En se levant, il conclut : *« Ce genre de propos n'est pas très populaire aujourd'hui, à une époque où l'Etat-nation est à nouveau en vogue dans les milieux intellectuels allemands. »*

Itinéraire de notre chronique outre-Rhin



FRANCFORT, 4 JUILLET

Mis à part le deutschemark, les symboles de fierté nationale sont plutôt rares en Allemagne. Comme le DM est en train de disparaître, d'autres points d'ancrage sont activement recherchés. Parmi eux, la révolution de 1848, dont on fête cette année le cent cinquantième anniversaire, occupe une place de choix. De nombreux livres paraissent à ce sujet : un engouement exceptionnel, qui correspond à une nouvelle vision du passé. Les historiens allemands considéraient traditionnellement les événements de 1848 comme l'expression d'une « révolution ratée » et l'indice que l'Allemagne avait été incapable d'entrer au bon moment, comme les autres nations européennes, dans la modernité politique.

Le point de vue qui prédomine aujourd'hui est complètement différent. On considère que le « printemps des peuples » a été au contraire la première étape d'une tradition parlementaire qui, bon an mal an, a fini par porter ses fruits après la chute du nazisme en 1945.

A Francfort, non loin de l'église Saint-Paul où se réunirent les élus du Parlement de 1848, une exposition retrace les événements et en donne une lecture particulièrement intéressante. Les premières salles sont consacrées à la Révolution française et à son influence en Allemagne. Les révolutions de 1848 et les diverses formes ou étapes de leur échec (Paris, Vienne, Berlin, Prague, Milan) sont ensuite illustrées par de nombreux documents.

Mais la partie la plus étonnante vient à la fin de l'exposition. Après avoir passé en revue l'histoire du progrès des droits fondamentaux en Allemagne et médité sur quelques-unes des plus belles citations de l'actuelle Constitution fédérale, le visiteur est conduit, dans la dernière salle de l'exposition et comme s'il s'agissait de son apothéose, à admirer un exemplaire original du traité de Maastricht ! Comme si la construction européenne était le couronnement d'un long processus d'émancipation, l'expression ultime de la raison en marche. ●●●

Allemands cherchent chancelier rassurant, européen et novateur...

BILAN L'Européen Helmut Kohl, conservateur bon teint, est entré dans l'histoire comme l'homme de la réconciliation. Mais son œuvre d'ouverture reste inachevée. De gauche ou de droite, le prochain gouvernement sera confronté au défi de remettre sur les rails une réunification allemande qui *menace chaque jour un peu* plus l'ensemble de l'Allemagne de partir à la dérive.

● Le transfert de la capitale *de Bonn à Berlin* replace l'Allemagne face à son passé. Certains analysent ce « déménagement » comme un renoncement au « village *fédéral* » de Bonn *pour* la splendeur d'une cité, capitale culturelle du début du siècle, qui fut aussi le centre de la barbarie nazie.

● La *réunification a relancé* le débat sur le fédéralisme. Les Länder étant passés de onze à seize, les coûts structurels se sont *considérablement alourdis.* Le système de répartition de la richesse nationale est aujourd'hui remis en cause par les plus riches.

Huit ans après sa réunification, l'Allemagne aspire à des changements profonds. Les dernières années ont été des années de mauvais sang : la reconstruction de l'Allemagne de l'Est est une catastrophe morale ; à l'Ouest, la *montée du chômage et les difficultés* de l'adaptation à la mondialisation ont mis à l'épreuve le modèle de l'après-guerre ; l'élargissement de l'Europe à l'Est pose enfin à nouveau la *question de l'espace allemand.*

Les Européens vouent un immense respect au chancelier Helmut Kohl pour avoir su gérer l'effondrement de l'Union *soviétique* et la réunification allemande en les rassurant sur la volonté européenne de la nouvelle Allemagne. Le psychodrame qu'a suscité la perte du *deutschemark au profit de l'euro* témoigne cependant que les choses sont encore loin d'être aussi clarifiées qu'on veut le croire. Mais il y a plus perturbant : l'accroissement de *la violence xénophobe dans* les régions de l'Est et, dans les régions de l'Ouest, le malaise récurrent que font peser les associations d'expatriés des régions anciennement allemandes *d'Europe de l'Est et Russie.*

Ces associations, que le chancelier a toujours cru bon de ménager, ont été la cause de tensions entre lui-même et le président François

L'obsession de Helmut Kohl a été de permettre aux Allemands de l'Ouest de redevenir fréquentables. Mais la xénophobie et la violence renaissent

Mitterrand, lorsque celui-ci a exigé des Allemands, en 1990, qu'ils garantissent avant la réunification l'intangibilité de la frontière germano-*polonaise sur la ligne des fleuves* Oder et Neisse. Elles n'ont cessé ces derniers mois de susciter des tensions graves avec la République tchèque à propos des Sudètes et *tirent profit du processus d'élargis*sement de l'Union européenne pour que soit reconnu aux expatriés le droit à se réinstaller où bon leur semble. Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière, *qui avait* besoin des voix des deux millions de Sudètes et leurs descendants pour assurer sa majorité lors des élections régionales de Bavière le 13 septembre, n'a cessé d'envenimer *le problème en se faisant le dé*fenseur de leur cause.

Le parti de M. Stoiber, l'Union chrétienne sociale (CSU), est le pendant bavarois de la CDU du chancelier Kohl, avec laquelle elle gouverne à Bonn. C'est dire qu'on ne peut *purement et simplement* réduire cette attitude à un épiphénomène provincial qui se justifierait par la nécessité de grappiller des voix à l'extrême droite. La Bavière *est le deuxième* Land de l'Allemagne par son importance, elle en est le temple de la high-tech. Il faut bien admettre qu'il existe dans la mouvance de l'actuelle majorité une frange *national-conservatrice* qui, depuis la réunification, n'a jamais cessé de ruminer sa méfiance à l'égard du processus européen.

BILAN COMPLEXE

L'autorité du chancelier a étouffé tout véritable débat public. Mais cela ne doit pas tromper : la question de ce que sera l'Allemagne de de*main n'est pas résolue.* Malgré l'immense prestige que lui a valu dans le monde entier, et en Allemagne, la réunification, le bilan d'Helmut Kohl est à cet égard plus complexe qu'il n'y paraît. Ceux *qui vont gérer* le pays dans les années à venir vont se retrouver avec une réalité morcelée.

L'obsession du chancelier a été de permettre aux Allemands de l'Ouest de *redevenir* fréquentables. Il a joué à fond la carte d'une réconciliation européenne qui devait permettre à ses concitoyens, quelle que soit leur histoire, de sortir de leur ghetto moral. A l'inverse de *Willy Brandt,* l'ancien chancelier social-démocrate qui incarnait une Allemagne morale face à une Allemagne collaborationniste, Helmut Kohl a tenté d'englober tout le monde dans cette réconciliation. Les résistants et les SS, les anciens et les modernes, les conservateurs et les progressistes. Willy Brandt incitait les jeunes Allemands à une constante remise en cause, l'Européen Helmut Kohl est un conservateur bon teint, qui n'imagine qu'une Europe aux vertus allemandes ; qui s'oppose farouchement à l'intégration des immigrés dans la société ; qui a cru naïvement que l'appartenance à la grande famille allemande suffirait à résoudre le problème de la réunification dès lors que les « traîtres » communistes à la nation allemande se*raient éliminés* de la place.

Davantage qu'un affrontement droite-gauche, on pressent une ligne de coupure entre une Allemagne passéiste et de nouvelles gé*nérations politiques plus occiden*tales et européennes, qui seraient les mieux à même de poursuivre l'œuvre d'ouverture inachevée que laisse le chancelier. C'est la génération de ceux qui, à l'Ouest, ont demandé des comptes à leurs aînés, dans les années 60-70, pour le passé nazi de l'Allemagne, qui ont bénéficié de cette « rupture » pour pouvoir se fondre dans la société européenne des « trente glorieuses », où, un peu partout, sous l'influence des Etats-Unis, on profitait de la prospérité ambiante pour s'ouvrir à la modernité. Anciens contestataires ou *néolibéraux, ils n'ont* pas la nostalgie de l'Allemagne du passé. Ils éprouvent le besoin d'apporter leur expérience souvent douloureuse dans les débats européens d'aujourd'hui, *que ce soit sur le rôle* de l'Union en ex-Yougoslavie, l'évolution du modèle économique et social de demain, la construction d'une Europe plus respectueuse de son environnement.

INDÉCISION

Ces dirigeants se retrouvent aussi bien au SPD, du moins dans cette frange du parti chrétien-démocrate présentée aujourd'hui comme la relève du chancelier Kohl, avec à sa tête Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire, et Volker Rühe, le ministre de la défense. Ils sont aiguillonnés par les Verts, qui *depuis le tout début du régime* Kohl, dans les années 80, ont été ceux qui ont posé les questions incommodes.

Helmut Kohl a géré la chancellerie, ces dernières *années, sur* ses acquis plus que dans un désir de réformes. Son maintien risquerait de maintenir l'Allemagne dans cet état d'indécision qui semble être le sien aujourd'hui, et qui pose problème à l'heure d'échéances européennes cruciales. Son retrait, à l'inverse, ne se passerait pas non plus sans douleur. Il aura fallu tout son poids, cette année, pour que le pays n'éclate pas sur la question du lan*cement* de la *monnaie unique euro*péenne. Au sein de son propre parti, les futurs dirigeants auront une lourde tâche pour maintenir la cohésion d'une formation où les ultraconservateurs veillent dans l'ombre, comme on le voit en Bavière.

De gauche ou de droite, le prochain gouvernement sera confronté au défi de remettre sur les rails une réunification allemande qui menace chaque jour un peu plus l'ensemble de l'Allemagne de partir à la dérive. Les erreurs commises ont été monumentales : diabolisation de toutes les élites de l'Est, qu'elles aient été au pouvoir ou dans l'op*position interne au régime ; refus de* considérer les différences d'évolution entre les deux sociétés ; mise du pays en coupe réglée par les capitaux de l'Ouest.

La déliquescence de l'autorité engendre, malgré les subsides en tout genre, sentiment d'impuissance, xénophobie, et une violence incontrôlable des jeunes. Un dangereux « réservoir » pour tous ceux qui sauraient habilement utiliser à *l'Ouest ce mécontentement* à des fins anti-européennes et revanchistes.

Henri de Bresson



JENS DIETRICH/NETZHAUT

Joschka Fischer

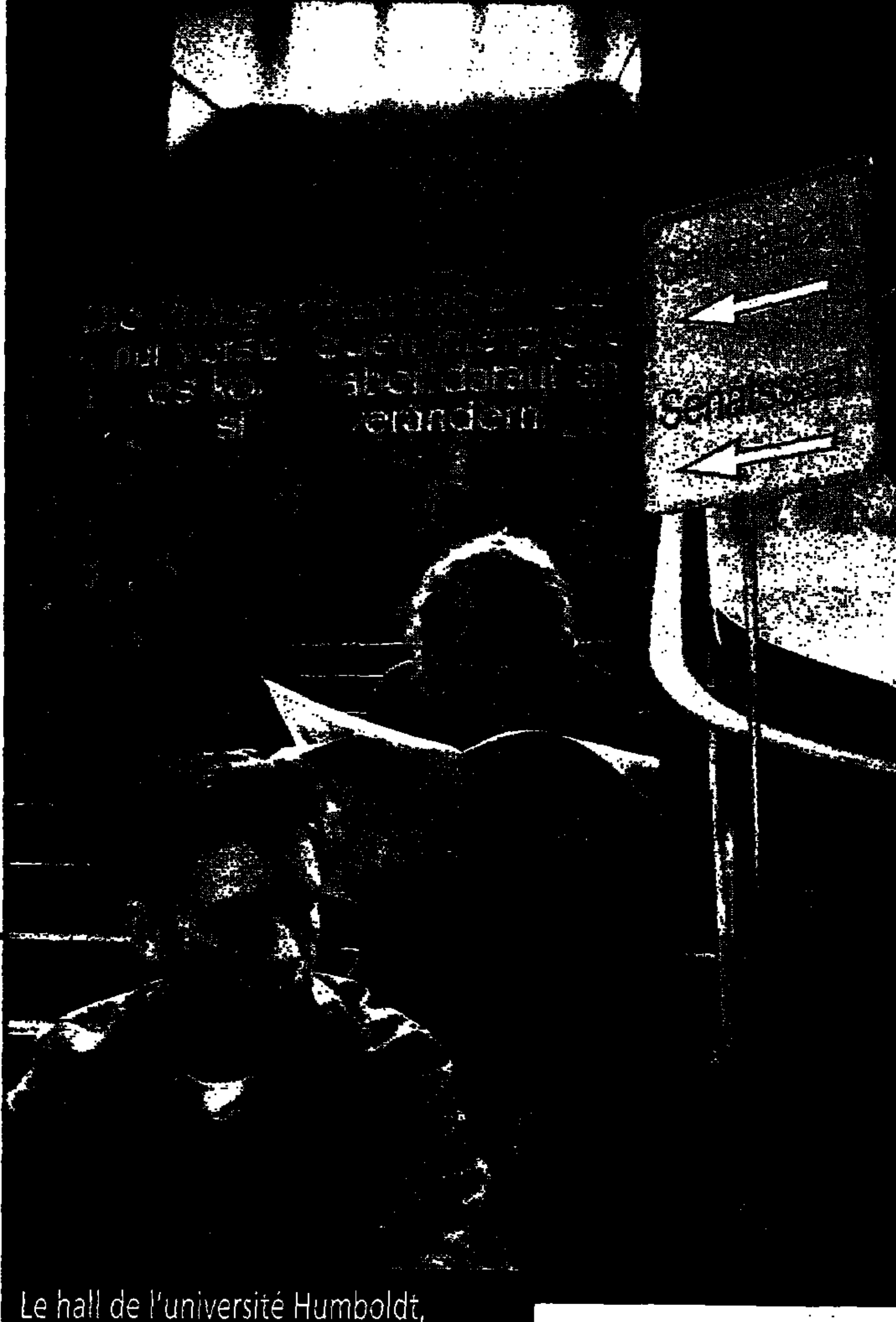
La reconversion d'un Vert en baskets

A son arrivée en baskets lors de la séance inaugurale du Bundestag, en 1983, où les Verts faisaient une entrée fracassante, Joschka Fischer symbolisait *l'irruption de la génération* politique de l'après-guerre sur la scène politique allemande. Le premier choc passé, ses discours ont marqué l'opinion bien au-delà de l'électorat des Verts.

Quinze ans plus tard, à cinquante ans, l'homme aux baskets aspire à devenir, si les élections de septembre lui sont favorables, ministre des affaires étrangères d'un gouvernement de coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts. Le bon vivant, qui ne dédaignait pas les détours parisiens d'un *week-end pour essayer un res*taurant, s'est mis au jogging et au régime, prenant une allure ascétique pour battre la campagne et tenter de convaincre que les Verts sont eux aussi capables de gouverner.

Pendant quinze ans, il n'a cessé *de se battre, avec des hauts* et des bas, pour que son parti, qui fusionnait des écologistes purs et durs avec d'anciens soixante-huitards, accepte les réalités du pouvoir. *Il a milité pour la* monnaie unique, pour que l'Europe s'engage militairement en ex-Yougoslavie au nom des droits de l'homme. L'ancien militant « spontanéiste », qui se battait autrefois à Francfort contre les capitalistes et les impérialistes avec son ami « Dany » Cohn-Bendit, a renoncé depuis longtemps à sa vieille lutte pacifiste contre la décision de renforcer *la panoplie nucléaire de l'OTAN* outre-Rhin.

H. de B.



STEPHANE HARTER/VU

Le hall de l'université Humboldt, à Berlin-Est. L'avenir de leur système de formation préoccupe les Allemands

Francfort-Berlin : carnet de route

●●● Il y a, vu d'Allemagne, une continuité historique évidente entre la prise de la Bastille, la révolution de 1848, et la création de l'Union européenne et la naissance de l'euro... L'exposition, il est vrai, a été conçue par des historiens spirituellement assez proches d'Helmut Kohl.

MAYENCE, 5 JUILLET

« Littérature et immigration » : titre d'une conférence-débat ce dimanche matin à 11 heures. Nous sommes à Mayence, capitale du Land de Rhénanie-Palatinat, ancienne métropole ecclésiastique du Saint-Empire, dominée par une splendide cathédrale de grès rose. La salle est bien remplie. On raffole décidément des tables rondes dans ce pays.

Réunis sur un podium, plusieurs écrivains ou personnalités politiques : des auteurs étrangers vivant en Allemagne, une élue écologiste du Parlement régional, un conseiller municipal chrétien-démocrate, mais aussi *Günter Wallraff,* le reporter-sociologue qui aime aller fouiller dans les recoins les plus sombres de la société allemande.

« Depuis que Fassbinder est mort, il n'y a plus personne pour transposer au cinéma ou en littérature le thème de la relation avec l'étranger », déplore Günter Wallraff. Plus largement, l'auteur de *Tête de Turc* considère que l'Allemagne est de moins en moins disposée à entendre une parole critique et dénonce le conformisme ambiant : *« L'ignorance et l'intolérance de cette société me terrifient davantage que les groupes de jeunes fascistes qui défilent en faisant le salut nazi. »*

La majorité des participants au débat semble considérer que l'Allemagne est en train de sérieusement virer à droite depuis la réunification. Autour de la table ronde, tout le *monde* constate que la modification restrictive de la législation sur l'asile, en 1993, a marqué un tournant important. Qu'on estime ou non *que cette* nouvelle loi était nécessaire, le fait d'avoir élevé de solides digues *face* à l'immigration massive a durablement marqué les esprits.

L'Allemagne est-elle ou non un pays d'immigration ? Cette question purement formelle fait l'objet de débats interminables outre-Rhin. Les faits parlent d'eux-mêmes : l'Allemagne accueille officiellement plus de 40 % des étrangers venant s'installer légalement *dans l'Union* européenne, sans parler des illégaux. Avec l'élargissement à l'Est, beaucoup craignent une arrivée *massive* de migrants et décrivent des scénarios inquiétants. L'Allemagne craint d'être envahie par des millions de Polonais, de Roumains ou de Bulgares...

Le pays est profondément divisé. Il y a ceux qui, comme Günter *Wallraff*, considèrent qu'on doit résolument prendre en compte la réalité multiculturelle du pays. L'auteur de *Tête de turc* consacre une partie de ses droits d'auteur au financement d'un projet de cohabitation entre familles allemandes et étrangères à Duisburg, dans la Ruhr. Et puis il y a les autres qui, comme les chrétiens-démocrates actuellement au pouvoir, estiment qu'un *Turc né en Allemagne* (y compris ceux dont les parents sont eux-mêmes nés en Allemagne) continue d'être *un étranger, en vertu du droit du sang. L'immigration* est le plus souvent un sujet de débats rhétoriques et militants. A l'indifférence de la majorité des conservateurs correspond l'attitude systématiquement *« multikulti »* des autres. Lors du débat de Mayence, la députée écologiste propose d'appliquer le principe de la discrimination positive en faveur des étrangers. Elle pousse un touchant *cri du cœur : « Faisons systématiquement la promotion de la littérature étrangère ! »*

En ce début d'été, beaucoup s'interrogent : les immigrés devraient-ils mieux savoir parler l'allemand ? Le débat est très vif. L'idée a été lancée par la CSU, la branche bavaroise de l'Union chrétienne-démocrate. Une fois de plus, de nombreux débats télévisés se succèdent sur ce thème. On *s'interroge pendant* des heures pour savoir si un citoyen de l'Union européenne est vraiment un étranger. Si tel est le cas, doit-il, lui aussi, connaître les subtilités de la langue de Goethe ? Ou bien le problème concerne-t-il exclusivement les « véritables étrangers », autrement dit les Turcs ?

Au même moment, on apprend que le gouvernement CSU de Bavière vient de décider de renvoyer vers Belgrade des Albanais qui tentaient d'obtenir le statut de réfugiés en Allemagne. Là-dessus, aucun débat : la nouvelle passe quasiment inaperçue.

MAYENCE, LE MÊME JOUR

Chacun, dans ce pays, semble se définir par l'appartenance à un groupe. Les particularismes sont rois. Il est politiquement très incorrect de dire : *« Je suis fier d'être allemand »* (cette formule est considérée comme un signe de reconnaissance de l'extrême droite). A l'inverse, on est applaudi si l'on déclare : *« Je suis fier d'être rhénan »*, mais aussi *« je suis fier d'être une femme »*, ou bien *« je suis fier d'appartenir au troisième âge »*.

Sur la grand-place de Mayence, on peut voir ce jour-là un extraordinaire marché de produits et services destinés aux vieux. Tout autour de la place, les stands les plus étonnants attendent leurs *clients : l'un pro*pose des produits pour diabétiques, l'autre des voyages organisés « spécial troisième âge », le troisième des systèmes de sécurité anticambriolage, etc.

Lorsqu'on appartient à une minorité, on le fait savoir. A l'occasion d'un grand défilé d'homosexuels organisé début juillet à Cologne, on pouvait voir une scène étonnante : des soldats de la Bundeswehr en uniforme s'échangeaient des caresses et adoptaient des poses lascives sur un véhicule de l'armée. La parade avançait sous une pluie de préservatifs. Le tout était filmé par la télévision publique, qui retransmettait le *défilé intégralement* et en direct.

Dans cette même Allemagne, le concubinage entre un homme et une femme était encore *considéré*, au début des années 50, comme un délit par le code pénal...

De Bonn à B…

هكذا من الأصل

rant, européen et moa

Jost Stollmann

Le « Bill Gates » de Gerhard Schröder

[illegible]

De Bonn à Berlin

Le transfert de la capitale de Bonn à Berlin renvoie les Allemands face à leur histoire

Pour appuyer son argumentation, Willy Brandt, chaud partisan du transfert de la capitale de l'Allemagne réunifiée de Bonn à Berlin, eut un mot malheureux. Dans le débat au Bundestag de juin 1991, il fit un parallèle entre les Français qui abandonnèrent Vichy dès que Paris fut libéré et les Allemands qui se devaient de délaisser la *« petite ville au bord du Rhin »* pour la capitale historique de l'Allemagne unie après le départ de forces soviétiques. Dans l'esprit de l'ancien chancelier social-démocrate, il ne s'agissait pas de comparer Bonn à Vichy, comme ses adversaires le lui reprochèrent. Pour lui, qui avait toujours défendu une *« certaine idée de l'Allemagne »*, y compris dans la lutte contre le nazisme sous un uniforme étranger, il allait de soi que Berlin devait retrouver sa place naturelle.

Mais en Allemagne, rien ne va de soi quand il s'agit de la nation et de ses manifestations symboliques. Les partisans du maintien des organes du pouvoir à Bonn voyaient dans le transfert à Berlin, non un simple déménagement, mais une déclaration de principe : l'Allemagne réunifiée tournait le dos à l'engagement occidental de la République fédérale ; elle renouait avec le Reich de 1871 ; elle se rapprochait de ses marches de l'Est ; elle renonçait à la modestie du « village fédéral » pour la splendeur d'une cité qui avait été, au début du siècle, un des foyers culturels de l'Europe avant de devenir le centre de la barbarie nazie. Au risque de tomber dans le contresens historique, Berlin devenait synonyme de Prusse, d'autoritarisme et de national-socialisme, bien que les Berlinois aient été parmi les derniers à céder à Hitler.

VERS UNE « SPLENDEUR EUROPÉENNE »

Il est vrai que les deux régimes démocratiques installés en Allemagne au XX[e] siècle élirent leur domicile en dehors de Berlin. Pour des raisons différentes : la République de 1918, à Weimar, afin d'être à l'écart des turbulences révolutionnaires ; la République fédérale de 1949, à Bonn, pour être dans une zone d'occupation occidentale, à l'abri des pressions soviétiques. Il est vrai aussi que la République de Berlin – e vocable contestable commence à s'imposer ne ressemblera pas à la République de Bonn. Pas seulement à cause de considérations géographiques : Berlin n'est qu'à 80 kilomètres de la frontière orientale de l'Allemagne, ou constitutionnelles : Berlin représenterait le centralisme aux dépens du fédéralisme, etc. La République de Berlin sera différente de la République de Bonn parce que l'Allemagne tout entière a changé depuis la réunification. Comme l'écrivent deux universitaires américains, *« Si l'essence de la République de Bonn fut l'ancrage de la démocratie sur le sol allemand, alors l'essence de la République de Berlin sera de savoir comment les Allemands se débrouillent avec leur puissance en Europe et dans le monde »*.

Berlin met les Allemands devant leur histoire et les oblige à repenser leur passé, alors que plus de cinquante ans après la fin de la guerre, certains seraient tentés de tourner la page. Les interminables discussions autour des monuments, des noms des rues, des édifices laissés par le régime national-socialiste et plus tard par le communisme est-allemand témoignent de la difficulté à assumer les traces de la tragédie. Tel ministère refuse de s'installer dans un bâtiment qui abrita jadis un centre du pouvoir national-socialiste. Tel autre est fier de renouer par l'architecture avec la grande tradition administrative prussienne. Faut-il construire un immense monument aux victimes de la Shoah, comme pour solde de tout compte, ou développer le projet d'une *« topologie de la terreur »* qui conserve les lieux de l'horreur ? Faut-il détruire le « Palais de la République », vestige du socialisme à la mode Honecker ? Faut-il reconstruire à côté du Stadtschloss, le château des Hohenzollern, pour redonner au Berlin historique un semblant d'unité ?

« On ne peut pas escamoter de notre conscience politique l'histoire allemande, avec ses contradictions et ses souffrances », déclare Michael Naumann, le journaliste-éditeur pressenti par Gerhard Schröder pour occuper les fonctions inédites de ministre de la culture dans un cabinet dirigé par les sociaux-démocrates. Il veut une capitale qui soit aussi une capitale de la culture, avec une *« culture de capitale »*, et non, sous-entendu, cette culture du provincialisme qui fut la marque de la République de Bonn. A gauche, l'on veut que le tabou de la *« splendeur berlinoise »* touche à sa fin. Berlin devra rayonner bien au-delà des frontières, comme pendant les années 20. La *« splendeur berlinoise »* devra être européenne et remettre l'Allemagne à sa place : au centre du continent.

Daniel Vernet



PIERRE ADENIS/SIPA PRESS

Angela Merkel

Un trait d'union politique Est-Ouest

Ministre fédérale de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire, Angela Merkel, quarante-quatre ans, est l'une des rares personnalités de l'Est à avoir trouvé sa place sur la scène politique fédérale. Rien ne prédestinait spécialement la jeune physicienne de l'*Académie des sciences* de l'ex-RDA à entrer en politique, si ce n'est peut-être sa proximité avec l'Eglise évangélique. A l'automne 1989, celui de la chute du régime communiste et de l'ouverture du *mur de Berlin, on croisait une* timide jeune femme dans les locaux de Demokratische Aufbruch (Rupture démocratique), l'une de ces formations éphémères de la transition démocratique de l'ex-Allemagne de l'Est.

Porte-parole adjointe de Lothar de Maizière, dernier premier ministre de la RDA, elle est aux premières loges pour suivre le difficile processus de réunification. Elle y est remarquée par le chancelier Kohl, à la recherche de personnalités de la CDU de l'Est non marquées par la collaboration avec les communistes. Elue députée dans le premier Parlement de la nouvelle Allemagne, fin 1990, elle est promue en janvier, à trente-six ans, ministre des femmes et de la jeunesse, poste qu'elle occupera jusqu'aux élections de 1994, et en décembre 1990 vice-présidente de la CDU. Cette ascension vertigineuse, par la seule volonté du chancelier, suscite bien des commentaires acides. Mais travailleuse et tenace, elle sert fidèlement les projets d'Helmut Kohl, qui l'envoie en 1993 en Mecklembourg-Poméranie occidentale, ex-RDA, mettre de l'ordre dans la fédération régionale de la CDU. Son implantation n'y a pas toujours été facile. Devenue trop « wessie » (allemande de l'Ouest) pour beaucoup de gens de l'Est, elle représente cependant ceux qui ont choisi de positiver la réunification plutôt que de jouer la confrontation avec l'Ouest. C'est l'une des rares passerelles politiques entre les deux Allemagnes.

H. de B.

Magdebourg : depuis dix ans, presque tous les indices permettant de s'apercevoir qu'on est « à l'Est » ont disparu



JÖRN VANHÖFEN/OSTKREUZ

Où est-il passé, ce peuple qu'on dit obsédé par la notion de discipline collective ? *« La réunification s'est ajoutée à d'autres phénomènes de fragmentation de la société »*, souligne l'essayiste Lothar Baier, qui vit à Francfort.

Ce bon connaisseur de la France considère qu'un énorme fossé court à travers le pays : *« Les Allemands de l'Est sont des étrangers de langue allemande. »* L'auteur d'*Un Allemand né de la dernière guerre* constate qu'aucun sens ou projet global ne semble aujourd'hui se dégager dans son pays : *« La société a accumulé des acquis dont elle ne sait pas quoi faire. »*

GIESSEN, 6 JUILLET

A Giessen, au nord de Francfort, le politologue Claus Leggewie nous reçoit chez lui, dans un capharnaüm de livres et de dossiers. Il nous livre une analyse tout à fait similaire à celle de Lothar Baier. *« Le pays vit dans le statu quo*, nous explique cet intellectuel proche des Verts. *La césure de 1989 n'a pas été mise à profit pour une nouvelle fondation. Nous sommes en présence d'une Allemagne de l'Ouest plus grande qu'avant, c'est tout. Les différences Est/Ouest et Nord/Sud sont plus fortes que jamais. »*

Les égoïsmes régionaux se renforcent. Les riches (la Bavière, le Bade-Wurtemberg) ne veulent plus payer pour les moins riches (les nouveaux Länder de l'Est, mais aussi la Sarre ou la Basse-Saxe). Personne n'accepte de renoncer à sa part de bien-être. D'où un sentiment de *« grave malaise »*. Les jeunes qui utilisent leur bulletin de vote sont de plus en plus minoritaires.

Comment sortir de l'impasse ? Le président de la République, Roman Herzog, a appelé ses concitoyens à effectuer un *« grand sursaut »* collectif (*« grosser Ruck »*). Les médias rivalisent d'inventivité – et même parfois de brutalité dans le ton – pour dénoncer les pesanteurs du « système », à commencer par le coût de l'Etat social et les carences du système éducatif. La plupart des élites vantent les réformes engagées aux Pays-Bas depuis dix ans (*« le pays le plus intéressant d'Europe »*, selon Claus Leggewie) tout en déplorant la paralysie politique allemande.

« Les choses évoluent néanmoins. Nous sommes tout de même mieux armés que la France pour penser la globalisation et affronter ses conséquences », estime Claus Leggewie, qui considère qu'une nouvelle génération est en train de prendre le pouvoir en Allemagne. Une génération de « non-conformistes », sans complexe vis-à-vis de la modernité et de ses attributs les plus symboliques (Internet, la volatilité des marchés financiers, la flexibilité du travail). Ils succèdent progressivement à la génération des témoins de la seconde guerre mondiale (Helmut Kohl) et à celle des soixante-huitards, dont l'influence est considérable dans tout le pays.

Leggewie, analyste influent, incarne parfaitement la figure contemporaine de l'intellectuel « de gauche » allemand. Professeur dans une université de province, il passe une bonne partie de son temps aux Etats-Unis. Comme la majorité des universitaires et des membres de la « bourgeoisie du savoir » (*Bildungsbürgertum*), il est politiquement « rouge/vert ». On est très loin de la France. Spontanément, il évoque l'œuvre de Pierre Bourdieu, qu'il considère comme une véritable *« catastrophe »*, à mille lieux des réalités de notre temps.

DARMSTADT, 7 JUILLET

Où sont les zones en perdition à la périphérie des grandes villes ? Il semble qu'il n'y ait jamais d'espace complètement déstructuré dans ce pays. Ce sont les centres des villes qui connaissent les dégradations les plus graves. A Francfort, Hanovre ou Hambourg, le quartier de la gare centrale est celui des marginaux ou des exclus : drogue, prostitution, déchéance. Les banlieues, ici, sont pavillonnaires. C'est le milieu privilégié des classes moyennes.

Où est le chômage de masse ? On ne le distingue guère. A Darmstadt, un peu au sud de Francfort, sa réalité semble invisible. Le tissu social n'est pas traversé par les mêmes déchirures qu'en France. Toute personne ne bénéficiant d'aucun salaire ou allocation de chômage a droit à l'aide sociale, quel que soit son âge : son montant est de 3 400 francs par mois pour une personne seule avec un enfant. Les municipalités prennent également en charge à 100 % le logement et les frais médicaux de la personne concernée. Plus important encore : de multiples solidarités locales sont à l'œuvre.

Bernd Haberkern est ingénieur des eaux à Darmstadt. Dans ses moments de liberté, il réfléchit aux moyens de financer des logements sociaux pour familles défavorisées. Complètement bénévole, il a permis à plusieurs familles allemandes et étrangères de se loger dans des pavillons neufs. La majeure partie du financement (chaque lotissement représente environ 7 millions de francs) se fait grâce à des prêts à taux zéro, qui ont été obtenus auprès du Land de Hesse. Des dons ont permis la création d'une petite société. L'Eglise protestante, partenaire du projet, a fourni des terrains gratuitement.

Ce sont des gens comme Bernd Haberkern qui permettent à l'Allemagne de tenir debout. Mais tout n'est pas rose pour autant : *« Mon inquiétude*, confie-t-il, *c'est l'intégration des jeunes Turcs. Ils ne reconnaissent pas plus la légitimité de leurs parents que celle de la société allemande. Voilà bien ce qui pourrait devenir, demain, le problème majeur de ce pays. »*

●●●

هكذا من الأصل

Le fédéralisme allemand est en crise

Les Länder sont-ils trop nombreux et trop puissants ? Les plus riches continueront-ils de payer pour les plus pauvres ? Le débat s'amplifie

En Allemagne, il n'y a pas un mammouth face à un ministre de l'éducation, mais seize ministres de l'éducation face à seize éléphants. Il y a aussi seize justices différentes, seize polices, seize Constitutions régionales, seize Parlement régionaux... Seize, c'est le nombre des Länder de la République fédérale d'Allemagne. Ces Etats fédérés n'ont rien à voir avec les vingt-deux régions françaises. Le budget de ces dernières apparaît dérisoire par rapport à celui de leurs homologues allemandes: 14,3 milliards de francs pour l'Ile-de-France, moitié moins pour Rhône-Alpes, contre 200 milliards de francs pour la Bavière. Les dépenses de l'ensemble des Länder sont équivalentes à celles de l'Etat fédéral.

RÉVOLTE CROISSANTE

L'Allemagne, qui n'a connu le centralisme que sous le IIIe Reich, entre 1933 et 1945, et sous le régime communiste en RDA, a une longue tradition de fédéralisme. Ses régions ressemblent à des mini-Etats, dirigés par des ministres-présidents, qui se donnent parfois des airs de souverains, comme dans les « *Etats libres* » des anciens royaumes de Bavière ou de Saxe. Pourtant, ce fédéralisme est aujourd'hui en crise, pour au moins trois raisons. Le nombre des Länder, passé de onze à seize avec la réunification, est trop élevé, entraînant des coûts de structure excessifs ; l'opposition entre le gouvernement fédéral et les Länder peut bloquer les réformes lorsqu'ils sont dirigés par des majorités antagonistes, ce qui était le cas ces dernières années ; enfin, le système de péréquation qui permet de répartir la richesse nationale est remis en cause par les plus riches, comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg, qui ne veulent plus payer pour les plus pauvres, comme la Sarre, Brême ou l'ex-RDA. A cela s'ajoute la révolte croissante d'une partie des Länder contre l'Europe, qu'ils accusent de les priver d'une grande partie de leurs prérogatives.

Certaines études suggèrent de réduire à sept le nombre de ces Etats fédérés. Il paraîtrait logique d'intégrer la Sarre (1,1 million d'habitants), qui n'a rejoint la RFA qu'en 1957, à la Rhénanie Palatinat ; ou d'inclure les villes-Etats de Brême et de Hambourg en Basse-Saxe et au Schleswig-Holstein. Mais cette réflexion a été stoppée en 1996 après que la population du Brandebourg eut refusé la fusion avec Berlin. Ce rejet avait des raisons culturelles, la population du Brandebourg ne voulant pas passer sous la coupe des « *wessis* » berlinois. Chaque réforme se heurte à mille problèmes techniques et susceptibilités régionales. « *La réforme du fédéralisme en Allemagne, c'est une entreprise comparable à la régionalisation en France* », explique, dubitatif, Karl-Heinz Klar, représentant de la Rhénanie-Palatinat auprès du gouvernement fédéral.

Le partage des compétences entre le gouvernement fédéral et les Länder suscite lui aussi des tensions perpétuelles, ravivées par l'intégration européenne. Bonn cherche à réduire le pouvoir du Bundesrat, la seconde chambre du Parlement, qui a son mot à dire dès lors que le processus budgétaire touche aux finances des Länder. Dominé par le SPD, qui y dispose d'une majorité de blocagge, le Bundesrat a torpillé la grande réforme fiscale du chancelier Kohl en 1997 pour des raisons de tactique électorale.

Pour mettre fin à ce blocage jugé « *abusif* » par les partisans de Helmut Kohl, le ministre des finances, Theo Waigel, a proposé de séparer clairement les finances des Länder et de l'Etat fédéral. Dans son idée, le budget fédéral ne serait plus soumis au Bundesrat, tandis que les Länder, libres de lever certains impôts, seraient incités à une meilleure gestion en raison des risques de concurrence fiscale et du recul de l'Etat-providence.

Wolfgang Clement, ministre-président social-démocrate de Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus grand des Länder, réfute toutefois cette analyse. « *Il est bon que le Bundesrat et les Länder puissent participer à l'équilibre des pouvoirs dans notre Etat. Notre système est un système sage et subtil d'équilibre des pouvoirs. Il force au compromis, ce qui est bon pour les Etats démocratiques* », dit-il.

Les Länder ont accueilli d'autant plus froidement le projet Waigel que celui-ci veut réserver à l'Etat fédéral les impôts indirects, susceptibles d'augmenter (la TVA n'est que de 16 % en Allemagne et le litre d'essence coûte un franc de moins qu'en France), et laisser aux Länder les impôts directs, comme le très lourd impôt sur le revenu. Le ministre des finances d'Helmut Kohl veut aussi supprimer les domaines dans lesquels l'Etat fédéral et les Länder ont des compétences partagées (un cinquième du budget fédéral), et donner par exemple aux seuls Länder des compétences comme la construction des universités. Chacun essaie de se débarrasser de ses obligations financières : M. Clement demande ainsi que les communes soient déchargées des dépenses qui leur incombent pour l'aide sociale, l'équivalent du RMI.

UN SYSTÈME JUGÉ INJUSTE

La remise en cause du système de péréquation financière par la Bavière et le Bade-Wurtemberg est justifiée officiellement par leur refus de payer pour les Etats du Nord, qu'ils jugent mal gérés par les sociaux-démocrates (SPD). Elle vise en réalité le financement des nouveaux Länder de l'Est, qui absorbent chaque année plus de 100 milliards de deutschemarks de transfert de l'Ouest.

Munich et Stuttgart ont déposé plainte devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe contre le système actuel, qualifié d'injuste. « *Il y aura toujours une solidarité entre les Länder, car il y a aura toujours des spécificités économique régionales. La Bavière est actuellement dans une situation économique très bonne, mais elle a bénéficié des transferts pendant trente ans* », rétorque M. Clement, dont le Land, en dépit des difficultés du bassin de la Ruhr, a presque toujours payé pour les autres. « *Les nouveaux Länder de l'Allemagne de l'Est auront besoin pour quelque temps encore de système de compensation financière et d'autres soutiens* », poursuit M. Clement, en reconnaissant que cette aide pose des problèmes. « *Nous avons du mal à expliquer ici en Rhénanie du Nord-Westphalie pourquoi nous envoyons autant d'argent dans les nouveaux Länder, alors que nous avons un chômage de 15 % et plus en certains endroits* », explique-t-il.

La plainte de la Bavière et du Bade-Wurtemberg a peu de chances d'aboutir : elle se heurte à la Constitution allemande qui donne une prééminence à l'Etat fédéral pour « *établir des conditions de vie équivalentes sur le territoire fédéral* ». Quelques aménagements sont possibles, mais l'Allemagne ne semble pas prête à passer d'un Etat fédéral à une fédération d'Etats.

De notre correspondant à Bonn, Arnaud Leparmentier

Seize mini-Etats, seize ministres-présidents

LA STRUCTURE DE L'ÉTAT

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
entérine
CHANCELIER FÉDÉRAL
nomme, révoque (sur proposition du chancelier)
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MINISTRES)
élit pour 5 ans
élit
CONSEIL DES LÄNDER (Bundesrat)
ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
PARLEMENT FÉDÉRAL (Bundestag)
GOUVERNEMENTS DES 16 LÄNDER
PARLEMENTS DES 16 LÄNDER
élit pour 4 ans
60,5 MILLIONS D'ELECTEURS

LES 16 LÄNDER ET LEUR POIDS DÉMOGRAPHIQUE

% DE LA POPULATION VIVANT DANS LE LAND (1995)

GREGOR SCHLÄGER/VISUM/COSMOS

Les petits chanteurs du chœur de l'Eglise Saint-Thomas de Leipzig. La musique est une occupation privilégiée

DARMSTADT, MÊME JOUR

Avant de quitter Darmstadt, petite visite au photographe français Régis Bossu, qui habite ici depuis trente ans. En partant, un détail attire mon attention : quelle est la signification de ce code-barres inscrit sur toutes les poubelles du quartier ? Explication : ce système permet aux équipes d'éboueurs de la municipalité d'enregistrer le nombre de ramassages d'ordures effectués auprès de chaque foyer.

Il n'y a qu'un passage par mois. Les particuliers qui ne parviennent pas à s'adapter peuvent faire appel à un ramassage privé, beaucoup plus cher. Les relations de voisinage se dégradent : tout le monde essaye de mettre ses déchets en trop dans la poubelle du voisin. Du coup, les conteneurs à ordures sont fermés à clé, avec un cadenas bien solide. Certains se rendent, la nuit, sur les aires de repos d'autoroutes pour se débarrasser de [...]

[...] *thalle*. La *Kunsthalle* est un musée ne possédant pas de réserves propres mais qui présente des œuvres empruntées un peu partout, selon les moyens financiers dont elle dispose. Celle de Tübingen (80 000 habitants), dans le riche Bade-Wurtemberg, est particulièrement réputée. Ses expositions attirent régulièrement un public capable de venir de toute l'Allemagne, exprès pour l'occasion. « *S'il y a un avantage culturel au fédéralisme, c'est là qu'il faut le chercher* », souligne Götz Adriani, directeur de la *Kunsthalle* de Tübingen.

> De toutes les facettes de la culture, c'est avec la musique que l'Allemagne entretient les relations les plus étroites et les plus passionnées

Götz Adriani, pourtant, est un partisan du centralisme en matière culturelle. Il déplore que l'Allemagne ne dispose pas d'une grande métropole capable d'assurer un vaste rayonnement vers l'extérieur. « *Berlin ne sera jamais Paris ou Londres, parce qu'elle n'a pas le même passé prestigieux. Nous sommes un pays où tout, y compris l'art, obéit au principe du patchwork* », constate-t-il.

Le directeur de la *Kunsthalle* de Tübingen a été [...]

[...] rénovation. Une dure polémique a été nécessaire, depuis un an, pour parvenir à des solutions acceptables par tous. Pouvait-on, par exemple, faire appel au peintre est-allemand Bernhard Heisig, ancien membre du Parti communiste de RDA, qui fut, adolescent, engagé dans les Jeunesses hitlériennes ?

Le débat a fini par se calmer : d'accord pour Heisig, qui représentera avec Polke, Baselitz et Beuys, l'art allemand. Quid des artistes étrangers ? Après tout, « *le Reichstag est le lieu politique le plus représentatif de toute l'Allemagne* », souligne Götz Adriani. Il a été décidé de passer commande auprès d'un artiste de chaque ancienne puissance alliée.

Pour la France, ce sera Christian Boltanski, dont l'art de la métaphore et le goût pour le thème du passé ont joué un rôle déterminant dans le choix du jury (il a aussi été retenu « *en tant qu'artiste juif, sensible au thème du passé de l'Allemagne* », souligne Götz Adriani). Pour les Etats-Unis, ce sera Jenny Holzer, qui a le mérite de travailler régulièrement autour du thème de la commémoration. La Grande-Bretagne est repré[...]

TÜBINGEN, SUITE

De toutes les facettes de la culture, c'est avec la musique que l'Allemagne entretient les relations les plus étroites et les plus passionnées. A Tübingen, j'assiste à un concert du pianiste Christian Solte et du violoniste Jochen Brusch à l'Institut français que dirige Anne Longuet-Marx. Au programme : Debussy, Ysaye, Chausson.

Après le concert, j'apprends que Christian Solte n'est pas un musicien professionnel, mais qu'il est l'un des procureurs du tribunal de Tübingen. Lors d'une longue discussion quelques jours après le concert, Christian Solte livre sa pensée sur les différences entre la musique allemande (« *un art de la forme, un langage qui prend en compte la totalité des choses, empli de nostalgie et d'utopie* ») et la musique française (« *un art de la couleur, plus sensible à la danse et au corps, plus ironique aussi* »). A Tübingen, il existe des dizaines de quatuors à cordes et de chorales amateurs.

OERLINGHAUSEN, 9 JUILLET

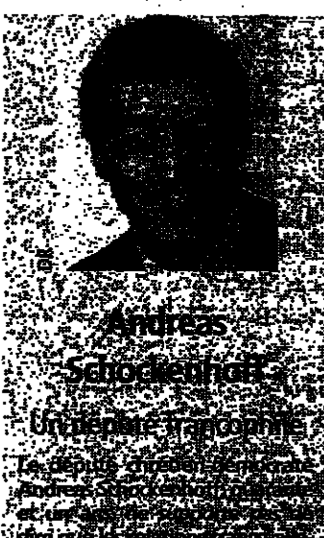
S'il est un thème qui domine le débat public outre-Rhin, c'est celui de l'éducation, la *Bildung*. Comment résorber le chômage ? En modernisant le système éducatif et le contenu des savoirs.

Nous sommes à Oerlinghausen, une petite ville de 17 000 habitants dans la sévère et très catholique Westphalie. A part l'église, le seul foyer de sociabilité locale semble être un *Fitness Center* annoncé par un panneau à l'entrée de la ville.

Ici habite Friedrich Mahlmann (cinquante-trois ans), directeur de lycée, professeur d'anglais et de français. Auteur d'un petit roman au vitriol de 150 pages dénonçant la réalité quotidienne de la vie

DIPLOMATIE Longtemps puissance économique plus que politique, l'Allemagne veut désormais jouer un rôle à la hauteur de sa puissance retrouvée. Le règlement du conflit yougoslave et le changement de rôle de l'OTAN ont marqué la fin d'une diplomatie réduite au pouvoir du chéquier. Aujourd'hui, l'Allemagne doit définir une véritable politique extérieure.

● La réunification a ouvert la voie à un travail de réconciliation entre l'Allemagne et ses voisins d'Europe centrale. Les relations commerciales sont d'ailleurs en plein essor : depuis 1993, les exportations vers l'ensemble de la zone ont doublé.



Les affres de la puissance retrouvée

Débarrassée de ses vieux démons, l'Allemagne doit aujourd'hui définir une véritable politique extérieure

A la fin des années 80, un universitaire de Hambourg, Christian Hacke, avait publié un livre au titre provocateur : *Une puissance mondiale malgré elle, la politique étrangère de la République fédérale.* C'était avant la réunification de 1990. A l'époque, les Allemands (de l'Ouest) et leurs partenaires en étaient restés à la formule d'Helmut Schmidt : *« L'Allemagne est un géant économique et un nain politique. »*

Divisée, son ancienne capitale toujours placée sous la tutelle des quatre puissances victorieuses du IIIe Reich, hantée par la honte d'Auschwitz et traumatisée par les deux catastrophes provoquées par une politique de puissance, l'Allemagne avait fait d'une nécessité une vertu. Les Etats-Unis détenaient les clés de sa sécurité, l'URSS celles de son destin en tant que nation. Sa diplomatie serait donc modeste, alignée sur le grand frère américain, coordonnée dans toute la mesure du possible avec les partenaires européens et, en fonction des dispositions de ses interlocuteurs, coopérative envers les Soviétiques.

LE TOURNANT YOUGOSLAVE

L'Allemagne rêvait d'être une grande Suisse, à l'abri des soubresauts du monde. Le mot d'ordre de son action extérieure était *so wohl als auch* (aussi bien ceci que cela), en d'autres termes : préserver les bonnes relations pour éviter les choix déchirants.

Cette situation a radicalement *changé avec la réunification, mais il* a fallu quelque temps pour que les Allemands eux-mêmes et leurs partenaires étrangers s'aperçoivent des conséquences de cette évolution. Sans doute la contradiction entre la puissance économique de la RFA et son « abstinence » sur la scène internationale avait-elle éclaté au grand jour bien avant 1989-1990. Pour se tirer d'affaire, le gouvernement de Bonn pratiquait volontiers la *« diplomatie du chéquier »* : faute *de pouvoir s'engager militairement* aux côtés de ses alliés, il finançait leurs actions. Ce fut le cas encore pendant la guerre du Golfe.

Le tournant s'est produit avec la crise yougoslave. Pour la première fois, la RFA s'est émancipée de ses tuteurs d'outre-Atlantique d'autant plus facilement que les Américains semblaient au début se désintéresser des Balkans. Et elle n'a pas hésité à prendre une position en flèche par rapport à ses alliés européens.

Les prémices de cette attitude étaient déjà visibles dans les négociations ayant conduit à la réunification. Les archives de la chancellerie récemment publiées montrent le soin, presque l'obsession, que les *diplomates ont mis à placer* l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les quatre grandes puissances. Le chancelier Kohl et ses collaborateurs considéraient que quarante ans de démocratie en RFA avaient donné le droit aux Allemands de ne pas être traités en partenaires mineurs auxquels les crimes des pères devaient être constamment reprochés. Cette revendication légitime les a amenés à refuser toute ingérence dans le règlement des aspects intérieurs de l'unité et à obtenir une voix au chapitre dans la solution des aspects extérieurs.

La guerre en Yougoslavie a placé l'Allemagne devant deux problèmes dans la mesure où Bonn plaidait ouvertement et résolument pour la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie : une attitude « déviante » était-elle légitime ? Peut-*on prôner une politique sans assumer* les risques inhérents à sa mise en œuvre ? Les dirigeants de Bonn ont apporté des réponses à ces deux questions. Grâce à une habile politique du fait accompli progressif, le chancelier Kohl et ses ministres ont fait admettre leurs réponses, non seulement à l'opposition social-démocrate, mais encore à une partie « réaliste » des Verts.

A la première question, les Allemands ont répondu qu'aussi longtemps qu'ils respectaient les principes de la solidarité atlantique et européenne, ils étaient parfaitement habilités à exprimer une position nationale et à vouloir influencer la politique commune dans le sens souhaité. Après tout, les autres Etats de l'Alliance atlantique ou de l'Union européenne n'agissent pas différemment. Il ne s'agit donc pas d'une originalité allemande. La nouveauté réside dans la prétention allemande à adopter une attitude « normale ».

« UN MOMENT DE VÉRITÉ »

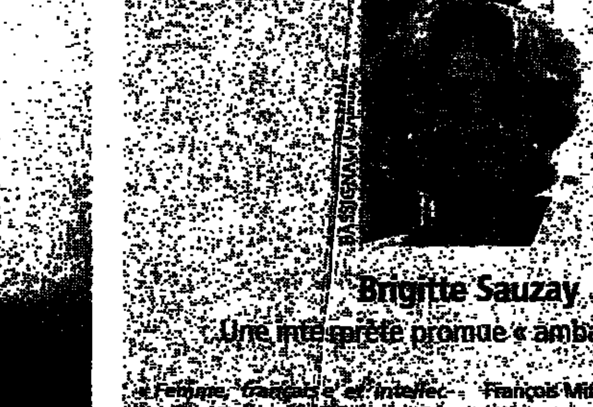
La deuxième question a constitué *« un moment de vérité pour la politique extérieure allemande en général »*, explique un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Pendant des décennies, les dirigeants avaient donné une interprétation restrictive de la Constitution, selon laquelle les soldats allemands ne pouvaient être engagés que dans le cadre de l'OTAN pour défendre la communauté occidentale face à *un danger extérieur.*

La nouvelle situation en Europe après la fin de la guerre froide, l'apparition de foyers de tensions et de crises, la transformation du rôle de l'OTAN en force de rétablissement de la paix, obligeaient les Allemands à revoir leur position. L'envoi de la Bundeswehr « hors zone » a donné lieu à d'interminables discussions et à un arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Mais, finalement, les soldats allemands participent en Bosnie à la surveillance des accords de Dayton, dans la force internationale commandée par l'OTAN.

Cette normalisation de la politique extérieure a atteint l'engagement européen de l'Allemagne. Celle-ci n'est pas moins européenne qu'auparavant, mais elle l'est différemment, à la manière française ou... britannique. La construction européenne n'est plus pour elle un impératif moral supérieur aux intérêts strictement nationaux ; elle est un moyen de défendre des positions politiques et économiques.

L'Allemagne veut jouer un rôle à la mesure de sa puissance retrouvée, y compris en revendiquant un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle le fait sans enthousiasme, comme si elle y était contrainte par la situation, parfois nostalgique de l'époque où elle était priée de rester à l'écart. Il lui faut définir une politique extérieure qui ne soit plus une liste de bonnes intentions, mais l'expression de choix précis. *Comme l'écrit l'auteur* d'*Une puissance mondiale malgré elle*, elle doit trouver *« un nouvel équilibre entre la puissance et l'éthique, entre la responsabilité et l'intérêt, entre la marge de manœuvre nationale et les engagements globaux »*. Des choix que le confort de la guerre froide rendait superflus et que l'après-guerre froide rend inévitables.

Daniel Vernet



Brigitte Sauzay

Une interprète promue « ambassadeur »

« Femme, française et intellectuelle » : telle est l'image que le quotidien de la gauche berlinoise, le *Tageszeitung*, se fait de Brigitte Sauzay, nommée fin juin 1998 ambassadrice de Gerhard Schröder, candidat à la chancellerie du Parti social-démocrate (SPD), pour les relations franco-allemandes. Un compliment dangereux, quand on sait l'attirance-répulsion des Allemands pour les intellectuels français. En retour, la formule éclaire la personnalité du chef de file du SPD, séduit par une femme qui, bien que pur produit du sérail parisien, porte sur l'Allemagne un regard hors des sentiers battus.

Ancienne étudiante de l'université de Fribourg, Brigitte Sauzay a été l'interprète officielle de trois présidents français, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, dans leurs relations avec les chanceliers allemands. Elle était devenue pour François Mitterrand une proche conseillère.

Avec le professeur allemand Rudolph von Thadden, historien renommé spécialiste de la Prusse et de la France, elle a, sous le parrainage de Manfred Stolpe, ministre-président du Brandebourg, fondé un institut pour familiariser les intellectuels de l'Est à la relation franco-allemande. L'institut est situé à Genshagen, près de Potsdam, en pleine Allemagne ex-communiste. Publié en 1998, son deuxième ouvrage, *Retour à Berlin*, est une fine chronique au quotidien de la complexité franco-allemande.

H. de B.

Deux vieilles dames prennent le thé face à la cathédrale de Cologne. Seize pour cent des Allemands ont plus de soixante-cinq ans

Le héros du livre est un directeur de lycée confronté aux pesanteurs et aux aberrations ordinaires d'un univers complètement déconnecté du réel. On n'est pas loin d'un *« mammouth »* à l'allemande. Un monde où les professeurs mêlent sans cesse des jugements de morale à leurs cours, d'où les notions d'autorité du maître, de responsabilité personnelle et de performance ont complètement disparu et où les séminaires de méthode ont remplacé depuis longtemps toute réflexion sur les contenus. Absentéisme, médiocrité, esprit bureaucratique et procédurier : voilà l'école d'aujourd'hui, selon Mahlmann.

« Notre système scolaire est rouillé. Nous n'avons aucun mécanisme de sanction pour les mauvais profs ni d'encouragement pour les bons. Ils sont employés à vie et ne font jamais l'objet d'inspections. Les syndicats sont maîtres des mutations », nous dit l'auteur du roman au cours d'un entretien chez lui. Friedrich Mahlmann a été nommé à vie à la direction du lycée d'Oerlinghausen par la municipalité. Bien qu'engagé politiquement et membre de la CDU, il déplore l'emprise des partis sur l'école, qui fonctionne selon le principe du donnant-donnant (*grosso modo*, SPD et CDU se répartissent les postes).

Friedrich Mahlmann est partisan de la privatisation de l'école. Il souhaite que le mot « élite » cesse d'être un tabou en Allemagne. Il dénonce les rythmes scolaires allemands, pourtant souvent considérés comme un modèle à l'étranger : *« L'école à mi-temps, telle que nous l'appliquons, est un mauvais système. Nous devons adopter la journée pleine et restaurer l'importance du savoir, même si cela doit coûter plus cher. »* L'Allemagne ferait bien, selon lui, de se doter d'un peu plus de centralisme, notamment dans l'organisation des examens : dans tous les Länder (sauf la conservatrice Bavière), *chaque établissement est libre de définir lui-même le* contenu et le déroulement des épreuves du baccalauréat !

HANOVRE, 10 JUILLET

Il n'y a pas longtemps, à la télévision, le chancelier Helmut Kohl et son prédécesseur social-démocrate Helmut Schmidt étaient invités à échanger publiquement leurs souvenirs et leur expérience du pouvoir. Ils révélaient qu'ils avaient eu souvent recours à des amis prêtres ou théologiens lorsqu'ils avaient été confrontés à des choix politiques particulièrement difficiles. *« Parfois, en politique, il est utile de prier »*, soulignait Helmut Kohl.

L'Eglise continue d'exercer, en Allemagne, une influence considérable. A l'école, les cours de religion sont obligatoires. L'Etat prélève auprès des contribuables un impôt qu'il reverse aux deux Eglises chrétiennes. Celles-ci, de leur côté, sont toujours au cœur de l'espace public, même si la pratique religieuse est continuellement en baisse. Grâce à tout un réseau d'écoles, d'organisations caritatives et d'hôpitaux, l'institution ecclésiale continue à structurer une bonne partie de la société.

A Hanovre, nous rendons visite à Axel von Campenhausen, qui gère, pour le Land de Basse-Saxe, l'immense patrimoine constitué par les cloîtres et abbayes confisqués dans cette région par les princes protestants à l'époque de la Réforme. La fondation qu'il dirige possède des dizaines d'églises, de cloîtres et d'abbayes romanes, mais également des milliers d'hectares de forêts, d'exploitations agricoles et de terrains de chasse. Ce haut fonctionnaire, outre qu'il contrôle une fortune considérable, dispose d'un droit de veto sur la nomination des prêtres.

Quel rôle joue l'Eglise aujourd'hui en Allemagne ? *« Lorsque les Eglises donnent leur avis sur l'évolution sociale du pays, elles sont écoutées attentivement. Elles servent également de lieu de refuge quand ça va mal ou après une catastrophe »*, souligne Axel von Campenhausen.

Mais la différence entre catholiques et protestants n'est pratiquement plus ressentie en Allemagne : *« Qui se rappelle encore que les mariages mixtes étaient encore relativement rares il y a quarante ans ? »*, s'interroge notre interlocuteur. Aujourd'hui, la confession ne joue plus aucun rôle dans le choix d'un conjoint. Même dans les familles chrétiennes, le mariage n'est plus une obligation sociale, tant le concubinage est répandu.

On sent, en discutant avec le baron von Campenhausen, que l'ancienne Allemagne n'a pas complètement disparu. Lorsqu'il parle de la Basse-Saxe, c'est avec des concepts géographiques hérités du XVIe siècle. Comme si nous n'étions pas ici dans l'un des seize Länder, mais dans la principauté de Calenberg-Göttingen. Les frontières sentimentales de cette Allemagne-là s'arrêtent aux pays baltes, où les ancêtres de notre interlocuteur étaient de grands propriétaires terriens, des *Junker*. Un grand-père est mort *en Sibérie après l'arrivée des bolcheviks au pouvoir.* Un oncle, membre de l'Eglise confessante, qui réunissait les membres de l'Eglise protestante opposés à Hitler, est mort à Dachau. Lui-même continue d'entretenir le souvenir de la *Heimat* en participant aux réunions des Chevaliers baltes, une association à caractère culturel plus que véritablement politique. *« J'ai souffert quand Helmut Kohl a reconnu le caractère définitif de la frontière Oder-Neisse »*, admet ce baron conservateur, membre de la CDU.

HAMBOURG, 11 JUILLET

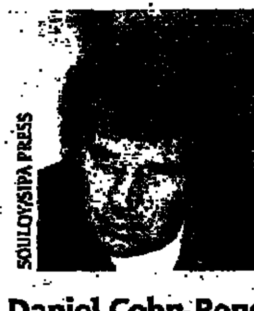
Hambourg n'est pas qu'une ville d'argent. C'est aussi l'une des capitales intellectuelles du pays. La grande bourgeoisie, à Hambourg, est plus cosmopolite qu'à Bonn ou à Berlin.

Dans une villa des bords du grand lac de l'Alster, nous sommes reçus par l'astrophysicien Reimar Lüst, président de la fondation Alexander von Humboldt. Cette institution financée par l'Etat offre, depuis l'époque du chancelier Adenauer, des bourses d'études à des scientifiques du monde entier désireux de se rendre en Allemagne. C'est à travers un riche réseau de fondations comme la « Humboldt » que l'Allemagne a su, après la seconde guerre mondiale, rétablir son influence et son rayonnement intellectuel, si durablement endommagés par le nazisme.

Mais Reimar Lüst est soucieux : *« Nous avons trop peu d'étudiants étrangers en Allemagne. Les Japonais, qui venaient étudier la médecine chez nous, vont désormais aux Etats-Unis. »* ●●●

هكذا من الأصل

Le retour des Allemands en Pologne



SOULOY/SIPA PRESS

Daniel Cohn-Bendit

Un mutant franco-allemand pour l'Europe

« Il parle aux Français de l'Allemagne, aux Allemands de la France, et de l'Europe à tout le monde », écrivent Lucas Delattre et Guy Herzlich dans leur livre d'entretiens avec Cohn-Bendit, *Une envie de politique*. Symbole d'une jeunesse frondeuse, « Dany le rouge » avait bouleversé la France, le temps d'un printemps, avant d'être expédié par de Gaulle, vengeur, vers cette Allemagne que ses proches avaient dû fuir, et dont il n'avait pris la nationalité que par contradiction.

Il laissait aux Français un pincement au cœur et apportait sa gouaille, sur le pavé rugueux de Francfort, à une jeunesse allemande en plein règlement de comptes avec la génération des pères. Francfort, symbole du capitalisme allemand, fut aussi la capitale de la rébellion. Ce furent les années de plomb, du terrorisme et de la haine. Avec ses amis, Daniel Cohn-Bendit milite contre la terreur, pour un *modernisme révolutionnaire*. Il en sortira les Verts allemands, devenus aujourd'hui le parti charnière de la scène politique allemande.

Trop français pour les Allemands, Daniel Cohn-Bendit laissera à d'autres les joies du pouvoir. Tout au plus occupera-t-il à la municipalité de Francfort, au début des années 90, les fonctions de conseiller pour l'intégration des cultures. Mais c'est un sentimental qui n'a cessé de croire dans les vertus du débat. Devenu en 1994 député des Verts allemands au Parlement européen, il y trouve un forum à la mesure de sa double culture. La nostalgie de mai 68 lui vaut en France un regain de popularité et une occasion unique : celle de devenir, en tant qu'Allemand, tête de liste d'un parti français pour les élections européennes de 1999. Les Verts, à la recherche d'une personnalité charismatique pour les conduire, semblent s'être laissé convaincre. Véritable passerelle des relations franco-allemandes, Cohn-Bendit, qui ne renie pas Francfort, où il a son foyer, est en passe de devenir au niveau européen le premier représentant d'un nouveau type politique mutant.

H. de B.

Les « touristes de la nostalgie » sont bien accueillis dans leur ancienne Prusse orientale, mais les Polonais restent vigilants

On les appelle les *« touristes de la nostalgie »* : chaque année, on les voit arriver dans ces régions orientales du nord de la Pologne qui furent avant-guerre la Prusse orientale, c'est-à-dire, pendant des siècles, l'une des sources de la germanité. Depuis que les chevaliers teutoniques, chassés des terres saintes, en avaient fait leurs terrains d'évangélisation, de conquêtes.

Ils viennent en famille, en groupes d'amis, ils ont l'âge d'avoir des souvenirs d'avant-guerre. On les croise au bord des lacs de Mazurie, avec de grandes cartes qu'ils consultent pour se rappeler où étaient les choses, pour se remémorer des souvenirs.

Wegorzewo s'appelait alors Angerburg. Les Lendorff avaient leur château à proximité. Le dernier des châtelains s'est suicidé après l'attentat à la bombe que l'opposition aristocratique avait tenté contre Hitler en 1944 non loin de là. C'est de son quartier général de Mazurie, d'immenses blockhaus perdus dans la forêt dont on visite aujourd'hui les ruines, dynamités à leur retrait par les SS, que le Führer dirigeait les opérations contre l'Union soviétique.

Le château des Lendorff, Steinort, est aujourd'hui une bâtisse mal entretenue, déserte, sur laquelle les touristes polonais, nombreux à parcourir les lacs, jettent un œil distrait. Toute la campagne environnante, paradis des cigognes l'été, est peuplée de grosses fermes joufflues, entretenues vaille que vaille par leurs actuels habitants. Les anciens Mazuriens, qui travaillaient pour les Prussiens, sont peu nombreux. On retrouve sur les marchés quelques vieilles parlant allemand qui vendent leurs légumes. Les Allemands ont été chassés par l'avance de l'Armée rouge, puis par les nouvelles autorités polonaises. On a fait venir de nouveaux habitants, d'autres régions de Pologne ou d'Ukraine.

L'arrivée des touristes allemands a un bon côté dans ces régions pauvres. Ils ne sont pas mal accueillis. La paroisse de Gizycko leur offre le dimanche un office en allemand et les guinguettes affichent leur menu en deux langues. Mais les Polonais restent vigilants. Le maintien de la législation interdisant la vente de terres aux étrangers reste sacro-saint. Les nationalistes polonais veillent. C'est une épine dans les négociations avec l'Union européenne. Même si l'on peut quand même contourner le problème en s'arrangeant avec des hommes de paille ou en montant une société avec des Polonais qui en détiennent officiellement la majorité.

Il est clair que les Polonais ont besoin des capitaux allemands. Ceux des autres aussi d'ailleurs. Les Français, après un démarrage extrêmement lent, s'y sont mis petit à petit et les grandes chaînes de distribution françaises portent aujourd'hui les couleurs tricolores à la conquête des campagnes polonaises. Mais le business reste d'abord le business avec l'Allemagne. Normal quand on possède une histoire et une frontière communes aussi longues, que la main-d'œuvre polonaise coûte tellement moins cher que celle de l'ex-Allemagne de l'Est, où le climat social est mauvais.

Après la réunification allemande, il y a eu un moment de panique. Les Allemands allaient-ils revenir, se demandait-on dans toutes ces villes et tous ces villages de déplacés de fraîche date, que ce soit en Prusse orientale ou le long de frontière, dans ces régions de Poméranie et de Silésie attribuées par les vainqueurs à la nouvelle Pologne. Conscients de la susceptibilité polonaise, les autorités allemandes ont pris les précautions nécessaires, invitant notamment les Français à servir de témoin de la réconciliation au sein du groupe de Weimar, du nom de la ville où eut lieu la première rencontre triangulaire entre les ministres des affaires étrangères des trois pays.

TRAVAIL DE RÉCONCILIATION

Les Polonais, de leur côté, se sont montrés prévenants, accordant aux minorités allemandes restantes, surtout en Silésie, un droit de représentation parlementaire à l'égal des autres minorités. Du côté d'Oppole, dans ces régions de moyenne montagne le long de la frontière tchèque, où l'on a vite compris qu'apprendre l'allemand et se réclamer de la minorité pouvait rendre service, le commerce germano-polonais est aujourd'hui florissant.

Ce travail de réconciliation est toutefois une œuvre de longue haleine. A Bonn comme à Varsovie, on est conscient que les relations sont encore à la merci du moindre incident stupide. Les Polonais ont trop souffert des Allemands pour ne pas avoir les nerfs à fleur de peau ; à l'inverse, la tendance de beaucoup d'Allemands, notamment à l'Est, de mépriser les Polonais est encore loin d'être complètement éradiquée.

Il a suffi cet été qu'un Allemand lambda intente une action en justice contre la législation polonaise en matière de propriété pour déclencher des foudres nationalistes en Pologne. Les négociations d'élargissement avec la Pologne nécessiteront de part et d'autre beaucoup de doigté.

De notre envoyé spécial à Gizycko, Henri de Bresson

Des horizons nouveaux à l'Est

Le commerce de l'Allemagne avec ses voisins est-européens est en plein essor : depuis 1993, les exportations vers l'ensemble de la zone ont doublé. L'Allemagne exporte 10% de ses produits dans les pays d'Europe centrale et orientale. Rapportées à la richesse nationale, ces exportations restent cependant modestes. Vers la Russie, elles ne représentent que 0,5% du PIB, alors que celles qui vont vers les Pecos représentent 2,2% du PIB.

Protestation contre un projet d'autoroute à Fribourg-en-Brisgau. L'écologie est la priorité nationale

THOMAS KERN/LOOKAT

●●● L'Université allemande ne va pas bien. Elle atteint la limite de ses capacités avec l'accroissement considérable du nombre d'étudiants depuis vingt ans. Ces derniers sont extrêmement mécontents de leurs conditions d'études.

Comment sortir de l'impasse ? Reimar Lüst, comme beaucoup d'autres, se prononce en faveur d'une *« sélection renforcée »* et d'un abandon de la gratuité des études : *« Trop d'étudiants vont à l'Université pour profiter d'un radiateur en hiver »*, déplore-t-il. La réforme ne doit pas seulement être supportée par les étudiants. Elle doit aussi concerner le corps enseignant : *« Nous avons trop de germanistes et pas assez d'ingénieurs. »* Le chantier de l'éducation est en pleine effervescence.

Ce jour-là, Reimar Lüst revenait de Brême, où une grande école privée est en train de voir le jour. De grands groupes industriels comme Daimler-Benz sont sollicités pour apporter un cofinancement. Les initiatives de ce genre, complètement impensables il y a quelques années, se multiplient dans tout le pays.

HAMBOURG, 12 JUILLET

A quoi ressemble un milliardaire allemand ? Nous essayons de le savoir en rendant visite à Michael Otto, cinquante-cinq ans, l'une des premières fortunes de tout le pays d'après le magazine *Forbes*. Le groupe Otto, qu'il dirige, est une entreprise familiale qui a réussi, puisqu'il s'agit du plus grand groupe mondial de vente par correspondance (100 milliards de francs de chiffre d'affaires). Combien gagne, combien possède Michael Otto ? Mystère : ces choses-là ne se disent pas en Allemagne. Juste un indice : la famille vient de faire l'acquisition d'un nouveau gratte-ciel à New York, 5e Avenue. Elle en possédait déjà trois à Manhattan, à travers une société immobilière entièrement contrôlée par elle. Comme tant de ses compatriotes, Michael Otto est un héritier. Son père, un réfugié de l'Est, a commencé à partir de zéro après 1945, en créant un commerce de chaussures, rapidement transformé en multinationale de la vente à distance. Aux commandes de l'entreprise depuis près de vingt ans, Michael Otto a étendu les frontières de l'empire paternel, aujourd'hui présent aux Etats-Unis, au Japon, en Inde, en Chine, en Corée du Sud, sans oublier la France (à travers Les 3 Suisses).

L'originalité de M. Otto, c'est son engagement permanent pour la défense de l'environnement et la nature en général. Il a été le premier à comprendre que l'intérêt bien compris de l'entreprise consistait à supprimer du catalogue les fourrures, les meubles en bois tropical, les réfrigérateurs équipés de chlorofluorocarbones, etc. *Les chemises Otto sont garanties « pur coton sans usage de pesticides »*. Toute la stratégie de communication de l'entreprise s'articule autour de cette image « propre ».

Plus étonnant encore : à l'intérieur de l'entreprise, tout est organisé selon l'optimum écologique (produits d'entretien « bio », recyclage intégral de l'eau de pluie, interdiction du plastique à la cantine...). Mais alors, *quid* de l'énergie ? Là-dessus, Michael Otto fait une entorse à ses convictions : *« Sans le nucléaire, on ne peut pas s'en sortir. »* Dans ce pays, on ne s'offusque vraiment pas des paradoxes.

PASSAU, 13 JUILLET

La presse, en Allemagne, est dotée d'un extraordinaire réseau de quotidiens locaux ou régionaux. Le pouvoir de ces titres ne se mesure pas tant à l'influence qu'à la capacité financière dont ils disposent.

Franz-Xaver Hirtreiter, quarante-trois ans, dirige le groupe de presse de Passau, en Bavière. Nous le retrouvons dans un immeuble ultra-moderne, sorte de paquebot de verre planté au beau milieu d'une forêt de sapins, à quelques kilomètres des frontières autrichienne et tchèque. Une impression de bout du monde. *Nous sommes, ici, au confluent du Danube et de l'Inn.*

Le groupe de Passau, comme beaucoup d'autres, a fait son chemin discrètement. Devenu une multinationale sans quitter son statut d'entreprise familiale, il continue d'œuvrer avec une majorité de capitaux propres. La base de la croissance est un simple titre régional, le quotidien *Passauer Neue Presse*. Celui-ci, avec une quinzaine d'éditions locales, vend près de deux cent mille exemplaires par jour à l'échelle d'une région qui compte seulement quatre cent cinquante mille habitants !

> « Dans le monde d'aujourd'hui, ce sont les médias qui déterminent les formes de la sociabilité et qui dictent notre identité »

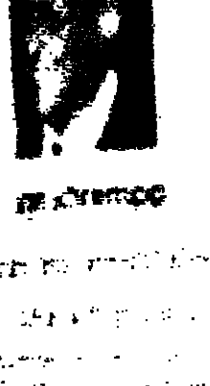
Alors que, en France, 42 % des gens lisent régulièrement un quotidien régional, ce chiffre atteint 81 % en Allemagne. La presse draine ainsi vers elle de considérables revenus publicitaires. La vente en kiosque est quasi-inexistante. Ici, on reçoit le journal chez soi pour le lire au petit déjeuner. Et l'on s'abonne pour la vie.

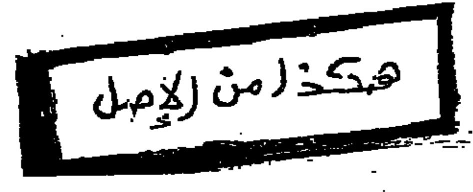
L'empire du groupe de Passau (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) déborde largement les frontières de l'Allemagne. Sur la carte de visite de Franz-Xaver Hirtreiter, il y a les contours du vaste espace que dessine, au cœur de l'Europe centrale, l'expansion territoriale de l'entreprise. *« Nous possédons 12 % du marché de la presse en Pologne après avoir racheté onze titres au groupe Hersant en 1994, et nous sommes numéro 1 dans plusieurs régions de République tchèque et d'Autriche »*, souligne ce journaliste devenu, sur le tas, manager de presse. Curieusement, l'ex-RDA ne fait pas partie du tableau de chasse : il est particulièrement difficile d'implanter de nouveaux titres dans cette région...

Le patron du groupe de Passau assure qu'il ne fait *pas de politique*. Certes, la couleur éditoriale est conservatrice et s'inscrit résolument dans le respect des valeurs chrétiennes au nom desquelles le fondateur du journal, dans les années 30, critiqua publiquement le régime nazi et fut mis en *résidence surveillée*. Longtemps proche de la CSU au pouvoir en Bavière, le groupe juge aujourd'hui qu'il lui faut prendre ses distances avec le pouvoir à Munich, parce que *« c'est meilleur pour les affaires »*. *« Notre seule profession de foi, c'est l'Europe »*, souligne Franz-Xaver Hirtreiter, qui résume ainsi parfaitement ce que « politiquement correct » veut dire en Allemagne.

Le patron du groupe de Passau n'en cherche pas moins à prendre pied sur les marchés italien et français. Une tentative pour reprendre les *Dernières Nouvelle d'Alsace* du groupe Hersant a échoué il y a deux ans. Franz-Xaver Hirtreiter est persuadé que *« cet échec est dû à un veto politique au plus haut niveau. Apparemment, on ne veut pas de capitaux allemands dans la presse quotidienne en France. C'est trop tôt »*. Le moment venu, nul doute que les opportunités seront saisies et que la concurrence sera sévère.







Le mythe de l'affaiblissement industriel

ÉCONOMIE Au début des années 90, on reprochait à l'économie allemande d'avoir mal vieilli. Les succès de l'industrie automobile, comme le rachat de Chrysler par Daimler-Benz, ont prouvé le contraire. Jürgen Schrempp, le président du directoire, est aujourd'hui le troisième homme le plus puissant d'Allemagne. L'innovation est devenue une priorité pour les firmes allemandes, qui ont aussi modernisé leur gestion d'entreprise en faisant appel au rachat d'actions ou aux stock-options.

● Depuis la réunification, l'économie est-allemande a fait ses premiers pas : elle affiche aujourd'hui une progression industrielle de 10 % par an. Un réel succès, même s'il ne se traduit pas encore en termes de création d'emplois. Reste cependant un problème pour les entrepreneurs qui luttent toujours contre l'image d'un capitalisme longtemps diabolisé.

● Quelles que soient les tensions politiques apparues depuis 1991, les transferts financiers au profit de l'Allemagne orientale sont restés permanents.

Les exportations ont battu des records en 1997, et la Bourse a salué le retour des profits

A l'automne 1997, la Classe A, dernière-née de Mercedes, se retrouvait sur trois roues, humiliant l'entreprise et toute l'Allemagne. Mais l'histoire va vite. Au printemps, Daimler-Benz rachetait le constructeur américain Chrysler, tandis que Volkswagen et BMW se livraient une bataille homérique pour reprendre le fleuron britannique Rolls-Royce, signant le retour de l'industrie allemande après des années de vaches maigres.

Car les industriels allemands ont subi après la réunification une cure d'amaigrissement. Coûts salariaux prohibitifs et deutschemark surévalué avaient fait perdre aux produits *made in Germany* leur compétitivité. Au total, 570 000 emplois ont été supprimés dans la machine-outil, 200 000 dans l'électronique et l'électrotechnique, autant dans la chimie, 130 000 dans l'automobile.

L'organisation du travail est devenue plus flexible. Pour sauver 30 000 emplois, Volkswagen a réduit la durée hebdomadaire du travail de 36 heures à 28,8 compensées par une baisse de salaire comprise entre 12 % et 14 %. Les syndicats se contentent parfois de préserver les apparences, comme les salariés de cette entreprise de Francfort qui acceptent de travailler le dimanche... à condition que l'accord reste secret.

Depuis 1996, les partenaires sociaux ont aussi signé des accords salariaux modérés, qui, conjugués à la baisse du deutsche mark, ont permis aux entreprises de retrouver leur compétitivité. Daimler-Benz, qui avait enregistré près de 7 milliards de deutsche marks de pertes en 1995, a affiché en 1997 un résultat, avant profits exceptionnels, de 3,2 milliards de francs.

Les entreprises ont beaucoup investi à l'étranger, mais elles s'efforcent d'investir en Allemagne pour y maintenir des emplois. Ainsi, note Paribas dans une étude (« Capitalisme allemand, chronique d'une renaissance », juin 1998), le montant des investissements directs à l'étranger *« a grosso modo triplé en dix ans. Mais leur poids dans les investissements nationaux reste encore assez faible : 7,5 %, contre 35 % aux Pays-Bas, 25 % au Royaume-Uni ou même 12 % en France »*.

La Bourse a salué le retour des profits, l'indice Dax passant de 2 000 points en 1993 à 5 000 actuellement. En 1997, les exportations du pays ont battu des records, atteignant 885 milliards de marks. Pour la première fois depuis la réunification, l'Allemagne regagne des parts de marché à l'étranger, même si la crise asiatique commence à faire sentir ses effets, les exportations vers l'Asie du Sud-Est ayant reculé de 20 % au premier semestre 1998.

Au début des années 90, on reprochait à l'économie allemande d'avoir mal vieilli. La renaissance automobile prouve le contraire. Certes, tous les groupes ne parviennent pas à se moderniser rapidement. Le chimiste Hoechst a des difficultés à se transformer en spécialiste des sciences de la vie, tandis que Siemens tarde à se transformer en General Electric européen et que l'ancien monopole Deutsche Telekom accepte mal la nouvelle concurrence. Mais ces faiblesses ne doivent pas cacher les atouts. L'Allemagne, qui emploie encore 37,5 % de sa main-d'oeuvre dans l'industrie (contre 23,8 % aux Etats-Unis), n'est pas seulement positionnée sur des secteurs traditionnels. Le marché des télécoms explose avec la libéralisation du marché. Bertelsmann, troisième groupe mondial de communication, aux côtés duquel Havas et Hachette font bien pâle figure, est devenu le premier éditeur américain en rachetant, en 1998, Random House.

L'Allemagne a donné naissance au « Microsoft européen », avec l'entreprise SAP, numéro un mondial des logiciels d'entreprise, qui a décuplé son chiffre d'affaires depuis 1990 (6 milliards de deutsche marks en 1997). Le groupe, qui doit embaucher 5 000 personnes en 1998 pour atteindre un effectif de 17 000 employés dans le monde, vaut 100 milliards de deutsche marks en Bourse. Cette « success story » allemande est devenue la troisième capitalisation de Francfort, derrière Deutsche Telekom et l'assureur Allianz, mais devant Daimler-Benz, Siemens, Mannesmann et la Deutsche Bank.

OUTILS ANGLO-SAXONS

L'Allemagne n'a certes pas connu la révolution high-tech des Etats-Unis, mais les mentalités évoluent. Les hommes politiques de tout bord passent leur temps à vanter les mérites de l'innovation. Le pays cherche à rattraper son retard dans le capital-risque, inexistant il y a trois ans. Des Länder comme la Bavière ou la Basse-Saxe ont créé leurs propres sociétés d'investissements high-tech. Selon le quotidien *Handelsblatt*, les investissements des fonds de capital-risque ont atteint en 1997 2,6 milliards de deutsche marks, dépassant ainsi la France. La fièvre d'investissements devrait continuer, les professionnels du capital-risque ayant engrangé en 1997 huit fois plus de capitaux que l'année précédente. Le pays cherche aussi à rattraper son retard dans les biotechnologies. De 1995 à 1997, le nombre d'entreprises de ce secteur a quadruplé pour atteindre 450.

Outre le capital-risque, les Allemands commencent à découvrir les vertus de la Bourse pour financer les entreprises. Certes, seules huit entreprises sont cotées outre-Atlantique – dont Daimler, Deutsche Telekom, Hoechst et SAP –, mais quarante-six PME à potentiel de croissance se sont introduites sur le Nouveau Marché de Francfort inauguré en mars 1997. Les patrons, qui se soucient davantage de leurs actionnaires, veulent utiliser les outils anglo-saxons comme le rachat d'actions ou les stock-options. Singularité, le pays refuse toujours les solutions violentes, comme le montre l'échec de l'OPA hostile du groupe sidérurgique Krupp sur son concurrent Thyssen, qui s'est transformé en une interminable fusion à l'amiable.

La place de Francfort, embryonnaire il y a quelques années mais extraordinairement favorisée par la présence du siège de la Banque centrale européenne, compte devenir le centre financier de l'Euroland. Elle a signé cet été avec la place de Londres un accord de coopération, laissant avec mépris Paris sur le bord du chemin.

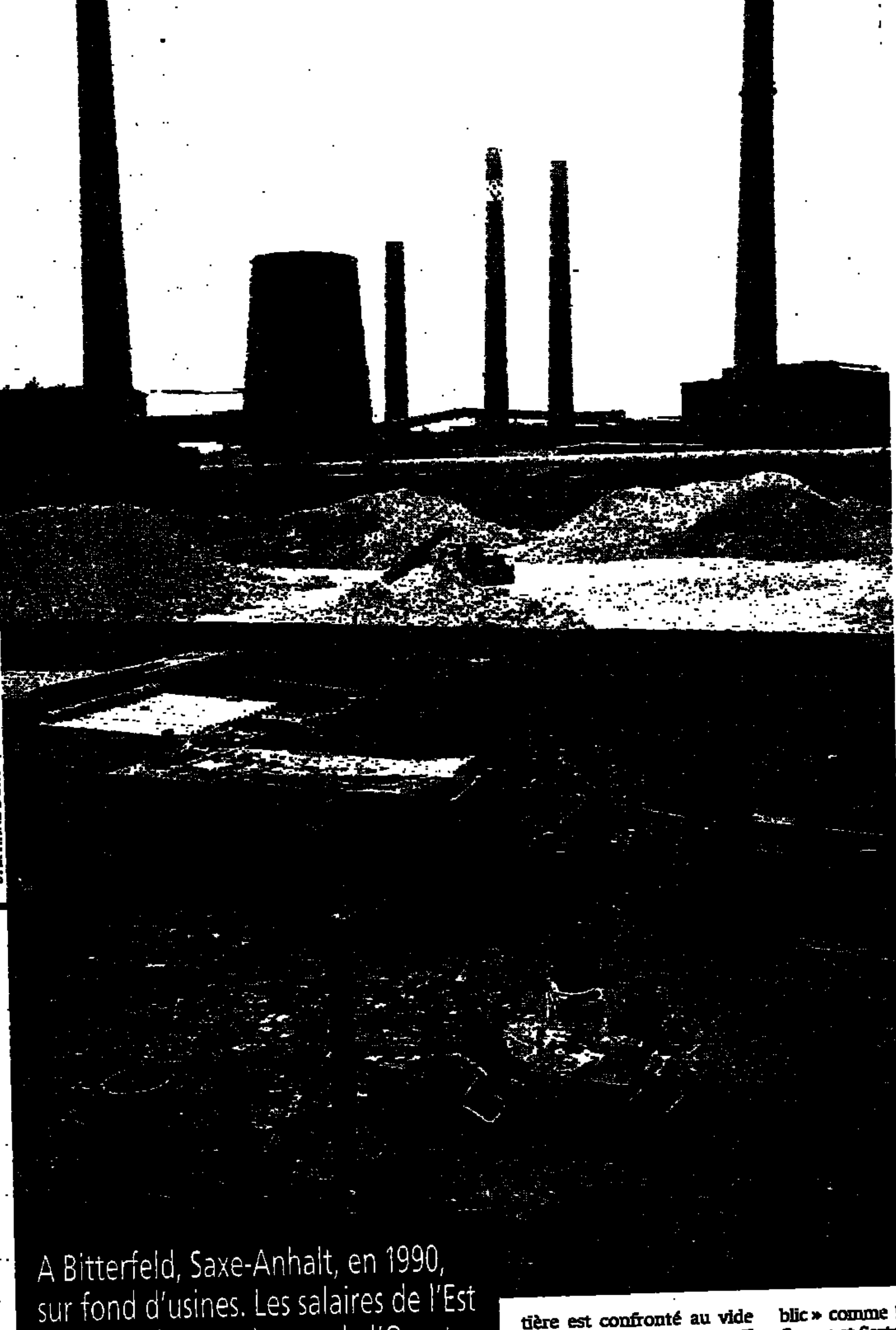
Les banques allemandes ont certes perdu de leur superbe, avec les faillites de l'entrepreneur immobilier Schneider, du conglomérat Metallgesellschaft ou des chantiers navals Bremer Vulkan. Elles devront réduire leurs effectifs dans les années à venir. La Deutsche Bank a subi aux Etats-Unis un revers, une partie de ses équipes américaines étant passées cet été à la concurrence. Mais rien à voir avec la déroute du Crédit lyonnais ou celle du Crédit foncier. Les banques allemandes, qui ne cachent pas leur appétit de croissance, sont les mieux placées pour profiter des restructurations qui auront lieu après l'introduction de l'euro. Dans l'assurance, Allianz a déjà fait un pas en reprenant les AGF : il vaut deux fois plus cher en Bourse que le champion national français AXA-UAP.

Enfin le service public se restructure. Depuis 1990, La Poste a supprimé 110 000 emplois et les chemins de fer 150 000. Les deux entreprises devraient être privatisées. Lufthansa, au bord du gouffre au début des années 90, a pu signer des accords mondiaux avec United Airlines, SAS, Thai Airways International grâce à sa privatisation et doit embaucher 3 500 personnes en 1998. Mais l'Allemagne n'est pas sans faille : les subventions aux 80 000 mineurs de la Ruhr coûteront d'ici à l'an 2005 70 milliards de deutsche marks, soit deux fois le prix de la faillite du Lyonnais.

De notre correspondant à Bonn, Arnaud Leparmentier

Jürgen Schrempp [illegible] ... Responsable d'un trou de 10 milliards de francs quand il [illegible]

Hélène Risser


STÉPHANE DUROY / VU

A Bitterfeld, Saxe-Anhalt, en 1990, sur fond d'usines. Les salaires de l'Est restent inférieurs à ceux de l'Ouest

ROTTERSHAM, 13 JUILLET

En sortant de Passau, on s'enfonce dans la campagne bavaroise, dernier bastion de la paysannerie d'outre-Rhin avec les grandes plaines de Basse-Saxe. Le moindre village possède son agence de voyages (*« prix cassés sur Bangkok et Mexico »*). Ici, c'est le royaume des vaches : l'Allemagne produit plus de lait que la France. Dans sa ferme de Rottersham, non loin de Passau, Gerd Sonnleitner a bien voulu nous recevoir. C'est lui qui préside le *Deutscher Bauernverband*, le syndicat professionnel des paysans allemands.

La ferme est cossue. On se croirait dans un conte de Grimm : toutes les maisons du village ressemblent à des chalets de montagne et les balcons sont couverts de bouquets de fleurs. L'exploitation de Gerd Sonnleitner, spécialisée dans l'élevage, fait 100 hectares en tout. Il nous montre les équipements ultra-modernes de son exploitation : la nourriture des bêtes et l'évacuation des déchets sont commandées par ordinateur.

Gerd Sonnleitner gagne bien sa vie, et l'Europe n'y est pas pour rien : en 1998, il s'apprête à recevoir 55 000 deutschemarks (près de 200 000 francs) de la part de Bruxelles, au titre des compensations sur le prix des céréales et d'aides à la mise en jachère. *« Mais les prix baissent plus vite que l'augmentation des primes »*, souligne notre interlocuteur, qui préférerait *« plus de marché et moins d'aides »*.

Que sont les intérêts agricoles allemands ? Un lobbyiste influent comme Gerd Sonnleitner est sans doute l'une des personnes les mieux placées pour les définir. Faut-il, comme le demandent certains responsables de la CSU, « renationaliser » les aides financières et réduire à de plus modestes dimensions la politique agricole commune ? *« Non*, dit Gerd Sonnleitner. *Bruxelles doit continuer à réglementer les marchés et la concurrence, mais l'Allemagne doit mieux défendre ses intérêts. »*

La grande ennemie des agriculteurs allemands, c'est la Commission de Bruxelles et ses projets de réforme de la PAC pour l'an 2000. *« Avec l'agenda 2000, beaucoup d'entre nous seront perdants : en ce qui me concerne, le manque à gagner sera de 10 000 deutschemarks par an. Il devient de plus en plus difficile de défendre l'Europe auprès de mes collègues »*, constate M. Sonnleitner. A cela s'ajoute que l'élargissement à l'Est de l'Union européenne est ressenti, ici, comme une énorme menace sur les prix agricoles et sur l'emploi. L'Europe n'a pourtant pas que des défauts : *« Nous sommes massivement en faveur de l'euro*, dit Gerd Sonnleitner, *car les variations de change ont toujours été une catastrophe pour nous. »*

CHIEMING, 14 JUILLET

C'est au bord du lac Chiemsee – à mi-chemin entre Munich et Salzbourg – que nous rencontrons Norbert Niemann, un jeune auteur de trente-sept ans dont le premier roman, *Comme on le prend* (*Wie man es nimmt*, éditions Hanser, Munich), a été présenté par la critique comme *« l'œuvre la plus représentative de la littérature ouest-allemande d'aujourd'hui »* (*Die Zeit*). Publié au début de 1998, ce roman des années 90 décrit parfaitement l'univers dans lequel vivent les gens de l'Ouest. Aucune allusion à la politique : le milieu dont il est ici question vit dans une véritable bulle, à l'écart de tous les bruits du monde.

Le personnage principal est un riche restaurateur d'art bavarois âgé d'une quarantaine d'années, Peter Schönlein. Ce père de famille marié à une riche héritière est confronté au vide total de son existence. Il tombe amoureux d'une femme qui se trouve être l'amie de son meilleur ami. Puis glisse à travers les événements, comme guidé par un scénario écrit d'avance. On a le sentiment d'un long monologue. Lorsqu'il y a dialogue, c'est un malentendu. Lorsqu'il y a rencontre, c'est à fleur de peau, entre des individualités dont le corps sexuellement hyperactif est devenu la prothèse d'une âme creuse.

« La vie est un morceau de savon », dit le personnage principal du roman. Tout échappe, tout fuit. Norbert Niemann, lecteur passionné de *Madame Bovary*, a voulu, nous dit-il, décrire *« le caractère devenu complètement virtuel de la réalité »*. *« Dans le monde d'aujourd'hui, ce sont les médias qui déterminent les formes de la sociabilité et qui dictent notre identité. Plus de place pour l'histoire, la différence, le discours contradictoire... Rien qui ne soit réduit à l'état d'image, y compris la révolte. »* Notre interlocuteur regrette que *« les valeurs du marché aient tout envahi »*.

Quelle perspective étouffante ! On a le sentiment, en lisant le livre de Norbert Niemann, de comprendre une partie du malaise allemand d'aujourd'hui. Le roman a été couronné par le prestigieux prix Ingeborg Bachmann, en 1997. Un très bon début, mais le livre n'a pas bénéficié d'une très large diffusion avec ses six mille exemplaires. Norbert Niemann nous fait part de son désarroi : le public et la critique littéraire se détournent des auteurs allemands. La liste des best-sellers publiée chaque semaine dans le *Spiegel* traduit un engouement quasi-exclusif pour la littérature américaine, scandinave, israélienne... Parmi les auteurs français les plus lus, il y a quelques rares contemporains très « grand public » comme Benoîte Groult. Les favoris demeurent Camus et Sartre.

MUNICH, 15 JUILLET

La Bavière est une grande région de culture. En arrivant à Munich, on savoure la richesse exceptionnelle des musées (publics et privés), l'architecture italienne du XVIII[e] siècle, et les programmes haut de gamme de la radio-télévision publique bavaroise. L'*« Etat libre »* (*Freistaat*) de Bavière fait décidément tout pour se distinguer des autres Länder.

« La Bavière est la meilleure » : voilà ce qu'il faut dire et redire ici quand on fait campagne électorale. C'est donc avec ces mots que Wolfgang Schäuble, le numéro deux du pouvoir chrétien-démocrate, s'adresse aux auditeurs lorsqu'il parle à Munich. *« Perspectives pour l'Allemagne »* : tel est le thème du discours annoncé. Ce mercredi 15 juillet, cinq cents personnes sont là, venues écouter le dauphin du chancelier Kohl dans une halle à bière sur les hauteurs de la ville. Le public est à table. Serrés sur des bancs, les gens mangent des bretzels et des salades de pommes de terre. La bière est servie sans qu'on en demande. ●●●

هكذا من الأصل

Rüdiger Pohl, président de l'Institut de recherche économique de Halle (IWH)

« A l'Est, les paysages ont bien fleuri, même si ce n'est pas le paradis »

Rüdiger Pohl, cinquante-*trois ans, docteur en* économie de l'université de Hagen, spécialiste du crédit et de la monnaie, est depuis 1994 président de l'Institut de recherche économique de Halle (IWH), qui emploie soixante-dix personnes, dont quarante économistes. Cet institut originaire de Berlin s'est implanté à Halle, dans l'ancienne RDA, après la réunification. Il est le seul des six instituts allemands qui étudient deux fois par an la conjoncture allemande et mondiale pour le gouvernement fédéral à se trouver dans les nouveaux Länder. Avec l'institut – néokeynésien – de Berlin (DIW) et celui – monétariste – de Kiel (IfW), il étudie l'adaptation de l'économie est-allemande tous les six mois. M. Pohl fut de 1986 à 1994 l'un des « cinq sages » qui ont analysé l'économie allemande.

« Quand l'Allemagne de l'Est connaîtra-t-elle les "paysages florissants" promis en 1990 par le chancelier Kohl ?

– Je ne peux plus supporter cette expression ! Que les gens se souviennent : les maisons tombaient en ruine, il n'y avait pas le téléphone, rien à acheter dans les magasins. Les paysages ont bien fleuri, même si ce n'est pas le paradis.

– Le chômage touche une personne sur cinq dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Qu'est-ce qui pourrait le réduire significativement ?

– Le niveau élevé du chômage est en partie un héritage de la RDA. Pour le réduire, nous avons besoin d'une croissance durable de 4 à 5 % par an, voire plus. Mais cela ne suffira pas. Nous avons 5,9 millions d'emplois à l'Est, si *nous arrivons à 6,3 ou 6,5 millions* dans les prochaines années, je considérerais que c'est un succès. Il reste qu'il y a aura toujours plus d'un million de chômeurs. Le problème restera tellement douloureux que je pense que les gens se retireront du marché du travail.

– Quelles ont été les erreurs commises en 1990 ?

– L'erreur a été de vouloir augmenter à grand pas les salaires, très bas en RDA, au niveau de ceux de l'Allemagne de l'Ouest, sans prendre garde au fait que la productivité des entreprises de RDA ne correspondait pas à celle des entreprises de l'Ouest. Economiquement, l'union monétaire était une erreur, car l'économie de RDA ne pouvait pas résister à la réévaluation de fait de sa devise et à la concurrence venue de l'extérieur. *Mais sans union monétaire, encore* plus d'Allemands de l'Est seraient passés à l'Ouest. Depuis 1990, 1,7 million d'Allemands de l'Est ont déménagé à l'Ouest, pour une population actuelle de 15,5 millions.

– La privatisation rapide de l'économie est-allemande n'a-t-elle pas été une faute ?

Après le choc de la réévaluation imposée par l'union monétaire, l'économie de RDA enregistre de véritables développements

– Beaucoup de personnes critiquent cette méthode. Personnellement, je pense que la méthode employée était la bonne. L'autre solution aurait été de conserver longtemps, dans le giron de l'Etat, des entreprises propriété de l'Etat, qui étaient toutes dans le rouge. Cela aurait signifié conserver une économie d'Etat éclopée. Il y avait une illusion sur la valeur de l'économie est-allemande. On croyait que l'on pourrait gagner quelque chose sur les privatisations : la Treuhandanstalt, chargée de privatiser l'économie de RDA, a accumulé un déficit de 250 milliards de deutsche marks.

– L'Ouest a transféré, en huit ans, plus de 1 000 milliards de deutsche marks à l'Est. N'aurait-on pas dû voir émerger une économie solide avec de tels investissements ?

– Sur les 140 milliards de transferts versés cette année, 10 à 15 % seulements sont destinés aux entreprises. Le reste des transferts relève de décisions politiques de solidarité. Les retraités de l'Est avaient des pensions très basses. *On a décidé de leur donner des re*traites comparables à celles de l'Ouest. Celles-ci sont en partie financées par l'Ouest, les cotisations de l'Est étant insuffisantes. Même scénario pour l'assurance-chômage. En 1990, l'habitat tombait en ruine et l'Etat a décidé de subventionner la construction de logements. Il a dû aussi financer la "rénovation" d'un réseau de transports qui était dans un état de désolation terrible.

– Certains reprochent aux syndicats et aux industriels de l'Ouest d'avoir négocié des salaires élevés à l'Est pour ne pas avoir à subir la concurrence des travailleurs et des industriels de l'Est ?

– Je le répète, la politique salariale du début des années 90 était complètement fausse. Mais aujourd'hui, les syndicats de la métallurgie et de la fonction publique demandent que les salaires de l'Est rattrapent le plus vite possible ceux de l'Ouest. L'idée que parce que lorsqu'on travaille à l'Est on doit avoir les salaires de l'Ouest est ancrée dans la tête des gens. Qui doit payer la différence, selon eux ? Les Allemands de l'Ouest.

Un soutien financier stable depuis la réunification

TRANSFERTS FINANCIERS NETS PUBLICS AU PROFIT DE L'ALLEMAGNE ORIENTALE

en milliards de DM

1991	92	93	94	95	96	97	98
106	114	128	126	140	140	138	[illegible]

PIB PAR HABITANT ET PAR LÄNDER (1996)

EN DEUTSCHEMARKS

MOINS DE 30 000
DE 30 000 À 40 000
DE 40 000 À 50 000
PLUS DE 50 000

– N'a-t-on pas trop dépensé pour quelques investissements pharaoniques, comme la raffinerie de Leuna, qui a coûté plus de 5 milliards de deutsche marks et créé moins de 1 000 emplois directs ?

– D'un côté, on dit que 5 milliards pour Leuna ou 10 millards pour Buna, c'est trop d'argent pour trop peu d'emplois. De l'autre, on se plaint de manquer de grandes entreprises, qui forment des coeurs industriels dont d'autres firmes profitent. Certaines sociétés ne peuvent être attirées ici qu'avec des subventions. Siemens s'établit à Dresde avec 300 millions de subventions pour créer une usine de composants électroniques, mais elle aurait pu aussi aller en Ecosse ou en Irlande.

– Y a-t-il un espoir pour l'avenir des nouveaux Länder, alors que leur croissance est inférieure à celle de l'Ouest ?

– L'économie est-allemande soufre d'une image négative qui ne prend pas en compte les véritables développements. Nous avons pour le moment une croissance plus basse qu'à l'Ouest, mais celle-ci est due à la régression dans le bâtiment. De 1990 à 1997, cette industrie a réalisé l'assainissement des logements et des entreprises détruites de l'Allemagne de l'Est. Le processus est à son terme, nous avons des logements et des bureaux vides. Maintenant, les capacités du bâtiment doivent revenir à un niveau normal.

» En revanche, la production industrielle progresse au rythme de 10 % par an. Que les entreprises de l'Est, qui sont en générales petites et jeunes, arrivent avec le cours actuel du deutsche mark à augmenter de 10 % leur production dans la concurrence internationale, c'est un véritable succès, que l'opinion publique ne prend pas en compte. Cela tient au fait qu'il s'agit de PME. Dans la culture traditionnelle en RDA, ce sont les combinats de 20 000 salariés qui sont dignes d'intérêt.

» Enfin, pour l'instant, cette croissance ne crée pas d'emplois, car les PMI puisent dans leurs réserves de productivité. Les succès futurs de l'économie est-allemande dépendront des entrepreneurs. Ces derniers ont été présentés pendant quarante ans par la propagande de RDA comme de méchants capitalistes. Nous devons faire des efforts pour corriger cette vision négative.

– Concrètement, quelle politique économique doit-on mener dans l'ancienne RDA ?

– Nous avons besoin d'une politique salariale modérée, avec des hausses de salaires différenciées selon les entreprises. La politique d'aide aux investissements de l'Etat est la bonne. Mais il faut faire de gros efforts pour reconstruire les infrastructures. La construction des autoroutes est trop lente. Les villes souffrent de manque de moyens financiers. J'étais il y a quelques temps à Hanoï : les rues sont en meilleur état qu'à Halle. Dans certains domaines, il y a conflit entre l'écologie et les emplois. Il n'y a pas une autoroute ou une voie de chemin de fer qui ne puisse être tracée sans susciter des mouvements de protestation de citoyens.

– Dans quel état d'esprit se trouve la population ?

– Il existe un problème psychologique en Allemagne de l'Est : beaucoup de citoyens ont le sentiment d'être des Allemands de seconde classe. Cela a conduit à des frustrations, qui perdurent. Pour une majorité, l'origine des problèmes n'est pas à l'Est, mais à l'Ouest. Lorsque l'extrême droite a obtenu 13 % des voix aux élections régionales de Saxe-Anhalt, il y a eu un commentaire dans la presse locale symptomatique de la mentalité d'ici. Ce score était expliqué par le refus des Allemands de l'Ouest de partager et par les manquements de l'industrie et de l'économie ouest-allemandes. C'est un non-sens total. Les Allemands de l'Ouest versent chaque année 140 milliards de deutsche marks à l'Est. Ce ne sont pas des pourboires !

» Nous avons besoin d'un climat politique qui permette de dire clairement que les échecs ou les succès en Allemagne de l'Est ne se décident pas à Bonn, Francfort ou Munich, mais à Magdebourg, Dresde ou Erfurt. »

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

ANNETTE HAUSCHILD/OSTKREUZ

Une cité, un enfant... Les banlieues complètement destructurées comme en France n'existent pas en Allemagne

●●● Le discours pourrait s'intituler *« la Bavière et le monde »*. Car c'est d'abord de globalisation qu'il s'agit. *« Que va-t-il se passer en Russie, au Japon ? Personne ne le sait vraiment »*, dit Wolfgang Schäuble en introduction. *« Ce qu'il faut, c'est réussir à garantir le bien-être, la paix, la sécurité. »* Voilà le but politique fondamental. Et comme l'Allemagne ne dispose pas de matières premières mais uniquement de son talent créateur, *« il faut que nous arrivions à nous concentrer sur ce qui fait notre force : la persévérance, l'ardeur au travail, le goût des choses bien faites »*.

En France, il serait inimaginable, pour un leader politique national, d'encourager telle ou telle région à surpasser telle ou telle autre. En Allemagne, c'est tout à fait habituel. Wolfgang Schäuble est fortement applaudi lorsqu'il déclare : *« Les Länder conservateurs ont de meilleurs systèmes de formation que les Länder sociaux-démocrates. La concurrence commence à l'école ! »*

Quel avenir pour le modèle allemand ? L'heure est à la défensive. *« En Grande-Bretagne, les personnes âgées de plus de soixante ans ne se font pas rembourser l'installation d'un stimulateur cardiaque, en Allemagne, nous n'accepterons jamais ce genre de choses. »* La salle n'est pas rassurée : elle sent bien que des sacrifices s'annoncent, mais elle ne sait pas encore lesquels.

Ce qu'il y a de particulièrement intéressant dans le discours de Wolfgang Schäuble, c'est l'ordre et la logique selon lesquels les thèmes s'enchaînent. Juste avant d'aborder l'Europe et la monnaie unique, Schäuble parle de sécurité, de police et d'armée. Quant au thème de l'immigration, il est lié à celui de la flexibilité du travail. Les Allemands, dit le numéro deux de la CDU, feraient bien de s'inspirer des étrangers, *« qui sont pratiquement les seuls à tenir de petits restaurants ou des boutiques ouvertes après 18 h 30 »*.

NUREMBERG, 16 JUILLET

Longtemps adossées au rideau de fer, les régions de l'Ouest frontalières de l'ex-RDA accusent encore un certain déficit de développement. On le remarque bien en se rendant dans le nord de la Bavière : ici, dans la Franconie protestante, l'argent est moins abondant que dans le sud du *Freistaat*. A l'opposé de la flamboyante Munich, Nuremberg est une ville triste.

Les Allemands aimeraient ne plus entendre parler de Nuremberg. C'est ici que, le premier mardi de chaque mois, les chiffres du chômage sont annoncés publiquement par l'Agence fédérale pour l'emploi (*Bundesanstalt für Arbeit*), qui y a établi son siège. Nous nous rendons auprès de Heinz Werner, chercheur à la *Bundesanstalt*, spécialiste des questions internationales.

Question : *« Existe-t-il un modèle allemand de lutte contre le chômage ? – Nous ne sommes plus un modèle »*, affirme d'emblée Heinz Werner. Mais alors, qu'en est-il du système de formation professionnelle, qui permet à l'Allemagne d'afficher les taux de chômage des jeunes les moins élevés d'Europe ? Pour Heinz Werner, *« les choses ne sont plus ce qu'elles étaient »*. *« Nous formons souvent à des métiers dépassés et les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se dispenser de l'effort de formation parce que les coûts sont trop élevés*, explique-t-il. *C'est moins cher d'embaucher quelqu'un en CDD que de former un jeune. »*

De multiples facteurs se conjuguent pour expliquer le chômage allemand. Mais c'est avant tout la réunification qui est en cause. Ayant choisi d'en faire porter le financement sur les salaires plus que sur l'impôt, les dirigeants allemands ont provoqué un alourdissement considérable des coûts salariaux. *« On a augmenté toutes les cotisations sociales, mais on n'a pas osé augmenter la TVA »*, résume Heinz Werner. Les budgets sociaux ont ainsi servi de vache à lait pour les transferts vers l'Est, permettant de financer, dans les nouveaux Länder, l'ajustement extrêmement onéreux des retraites, les allocations de chômage, les dépenses de santé...

Autre élément-clé : *« A l'Est, les salaires sont quasiment au même niveau qu'à l'Ouest, bien que la productivité y soit très nettement inférieure. »* A l'Ouest, les entreprises rationalisent à l'extrême pour compenser l'alourdissement de leurs charges salariales. Le chômage accroît la division de l'Allemagne : *« A l'Est, les gens ont le sentiment qu'on leur impose un système exogène ; à l'Ouest, on se plaint des sacrifices réalisés et de l'ingratitude des gens de l'Est. »*

> Le chômage accroît la division de l'Allemagne : « A l'Est, les gens ont le sentiment qu'on leur impose un système exogène ; à l'Ouest, on se plaint des sacrifices réalisés et de l'ingratitude des gens de l'Est »

Y a-t-il, en Allemagne aussi, des appels à la « préférence nationale » en matière d'emploi ? *« Bien sûr, on cherche des boucs émissaires, mais les engagements internationaux de l'Allemagne empêchent très clairement une telle option »*, explique Heinz Werner.

Notre interlocuteur nous accompagne, avant de quitter Nuremberg, sur un sinistre lieu de mémoire : le *Reichtagsgelände*, cette très vaste esplanade où le parti nazi tenait chaque année son congrès. La grande allée triomphale, où poussent les mauvaises herbes, sert désormais de parking lors de la grande foire industrielle du jouet. Le week-end, des Turcs viennent pique-niquer ici en famille, avec leur brasero. Rien n'a été fait pour entretenir ce monument unique d'architecture totalitaire.

WEIMAR, 17 JUILLET

Comment s'aperçoit-on qu'on est à l'Est ? Très difficile. A chacun des bourgs qu'on traverse en passant de Bavière en Thuringe, on se demande si « on y est ». Mais aucun indice ne permet de se repérer. Les Trabant ont quasiment disparu. Les gens s'habillent comme à l'Ouest (même les chaussures socialistes en Skaï beige ont désormais disparu). On reconnaît l'ancien univers RDA au délabrement de certains immeubles et à la présence, par endroits, de casernes soviétiques abandonnées.

Nous voici à Weimar, une ville qui n'en finit pas de repartir de zéro. 1919 : Weimar est le siège de la République nouvelle. Son rayonnement intellectuel est mondial. 1933 : les nazis arrivent au pouvoir, très applaudis par la population locale. 1939 : l'invasion de la Pologne donne lieu à des manifestations de joie populaire. Avril 1945 : les Américains libèrent la région, mais ce n'est qu'une brève parenthèse. Juin 1945 : ce sont les Soviétiques qui s'installent en Thuringe. Weimar devient *communiste*. 1989 : la ville change encore une fois d'univers, et repasse à l'Ouest avec la chute du rideau de fer. 1998 : Weimar (60 000 habitants) n'est qu'un vaste chantier. La ville se fait belle pour accueillir, l'an prochain, des dizaines de milliers de visiteurs après avoir été désignée « capitale culturelle de l'Europe » en 1999.

SOCIAL La mondialisation, le passage à l'économie de services et le rattrapage des autres pays européens ont mis fin à l'exception allemande. La hausse des cotisations sociales a dépassé les revalorisations salariales. Huit ans après la réunification, l'Allemagne menace d'être étouffée par son système de protection sociale.

● De plus en plus de personnes âgées, de moins en moins d'enfants : tel est le profil démographique allemand. Seize personnes âgées pour un bébé, contre sept pour un en 1960. Seule l'immigration maintient un certain dynamisme démographique. En d'autres termes, de moins en moins d'actifs devront financer de plus en plus de retraités. Une évolution qui reflète bien la tendance européenne générale.

L'Allemagne étouffée par sa protection sociale

Depuis 1991, les entreprises ont supprimé 2,7 millions d'emplois. La hausse des salaires a été absorbée, en grande partie, par celle des cotisations sociales

« *Il faut un filet social pour ceux qui en ont besoin, pas pour ceux qui croient qu'ils en ont besoin* », a lancé Lothar Spath, président de la société high-tech Jenoptik et conseiller économique de Helmut Kohl, devant les militants chrétiens-démocrates dimanche 23 août, avant d'ajouter : « *Il est normal que l'acrobate ait un filet de sécurité pour le rattraper, mais encore faut-il qu'il n'y ait pas déjà cent personnes dans le filet.* »

Huit ans après la réunification, l'Allemagne menace d'être étouffée par son système de protection sociale, au grand dam des 4,2 millions de chômeurs mais aussi des salariés, dont le pouvoir d'achat n'a pas augmenté. De 1991 à 1997, le salaire brut allemand moyen a bien progressé de 27 % à 4 200 marks (14 000 francs), mais à cause de la hausse des impôts, des cotisations sociales et de l'inflation, les salariés n'en ont pas vu la couleur.

Il existe deux explications principales à cette crise. Premièrement, la réunification. Elle a coûté, en huit ans, plus de 1 000 milliards de marks à l'Allemagne de l'Ouest, soit chaque année 4,3 % du PIB de l'Ouest. La RFA a dû reconstruire la RDA et accorder du jour au lendemain retraites, protection médicale et sociale à 16 millions d'Allemands de l'Est. Sans le poids de la réunification, le pays n'aurait pas eu en 1997 un déficit public de 2,7 % du PIB, mais un excédent de 1,5 %.

UN « CERCLE INFERNAL »

Deuxièmement, les Allemands avaient fini par s'assoupir : six semaines de vacances par an, durée conventionnelle du travail dans l'industrie de 1 570 heures par an (contre 1 770 en France et 1 900 aux Etats-Unis), deux semaines de congés maladie, un coût horaire du travail dans l'industrie supérieur de 50 % à celui des Etats-Unis, le tout avec un mark surévalué. Ce système fonctionnait tant que l'industrie allemande, grâce à sa main-d'œuvre hautement qualifiée, son organisation et sa forte productivité, taillait des croupières à ses concurrents sur les marchés mondiaux. La mondialisation, le passage à une économie de services et le rattrapage des autres pays européens ont mis fin à cette exception. Contraintes de faire des gains de productivité draconiens pour survivre, les entreprises ont réagi avec violence, supprimant 2,7 millions d'emplois entre 1991 et 1997.

Conséquence, le nombre des chômeurs a progressé de 1,8 million. Les dépenses sociales se sont envolées de 42 % depuis 1991, financées en grande partie par la hausse des cotisations sociales, passées de 35,5 % à 42 % du salaire brut. Le pays s'est trouvé pris, selon l'expression de la Bundesbank, dans un « *cercle infernal* », la hausse des cotisations entraînant la hausse du coût du travail, donc une hausse du chômage qui entraîne à son tour la hausse des cotisations. Il faut ajouter à cela un autre problème : les Allemands font la fine bouche sur les emplois qui leur sont proposés. Une illustration caricaturale en a été donnée lorsque les chômeurs allemands, payés 45 francs de l'heure, ont refusé de prêter main-forte aux 200 000 saisonniers polonais pour récolter les asperges au printemps 1998.

Dès 1993, Helmut Kohl avait pris la mesure du problème, comparant l'Allemagne à « *un parc de loisirs* ». Mais il ne s'est réellement attaqué aux réformes qu'en 1996. « *Il existe en Allemagne un consensus pour dire qu'il faut faire des réformes. Mais, du consensus à l'acte, il y a un pas énorme. Jusqu'à présent, la moisson est maigre* », note un Français de Bonn. Une loi de 1996 a prévu la réduction des remboursements de congés maladie à 80 % du salaire. Mais les partenaires sociaux ont immédiatement négocié des accords – concernant plus de 60 % des salariés – pour maintenir les indemnités maladie à 100 % des salaires. La réforme a toutefois contribué à faire tomber le taux de maladie à un plus bas historique. Enfin, un accord a été signé début 1997 pour réduire les aides aux 80 000 mineurs de la Ruhr. Mais à quel prix ! 60 milliards de marks de subventions seront engloutis d'ici à l'an 2005, deux fois le Crédit lyonnais, 450 000 francs par mineur et par an. Enfin, le grand chantier de la réforme fiscale, bloquée en 1997 par le Parti social-démocrate (SPD), reste ouvert, tandis que la mini-réforme des retraites ne doit entrer en vigueur que début 1999.

En Allemagne, comme en France, la population, inquiète par la montée du chômage, refuse les changements brutaux. Toutes les réformes doivent se faire dans le consensus et dans le respect de la Constitution, qui précise que l'Allemagne est un « Etat social ». L'aide sociale, l'équivalent du RMI, a joué son rôle d'amortisseur de la crise. Depuis 1991, le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale s'est envolé de 2 millions à 2,9 millions, les dépenses passant de 35 à 55 milliards de marks. Le montant de l'aide sociale est relativement élevé – 3 500 francs pour une personne seule, 5 700 francs pour une personne seule avec un enfant, et 9 500 francs pour une famille de trois enfants. *Les communes sont tenues de procurer un logement à ceux qui n'en ont pas*, tandis que l'assurance-maladie est universelle.

Le gouvernement Kohl veut rendre l'aide sociale, dont le niveau a fini par se rapprocher des bas salaires, moins attractive. Contrairement à ce qui se passe depuis vingt-cinq ans, l'aide sociale n'augmentera désormais pas plus vite que les salaires, indique le ministère de la santé. De même, celui qui refuse un travail « *acceptable* » peut se voir réduire son aide sociale de 25 %. Cette menace concerne aussi les chômeurs. Rarement mise à exécution, elle a pour but de faire fuir les fraudeurs.

RÉFORMER LE SYSTÈME DE SANTÉ

Les autorités ont entrepris de réformer le système de santé, dont les dépenses représentaient en 1996, selon l'OCDE, 10,5 % du PIB (9,7 % en France et 14 % aux Etats-Unis). Le principe est de faire participer les Allemands aux frais médicaux, dont l'augmentation est jugée inexorable, pour mettre fin à l'envolée des cotisations maladie (13,5 % du salaire environ). Outre la réforme des *congés maladie*, le ticket modérateur sur les médicaments a presque doublé en 1997 et le forfait journalier hospitalier a augmenté. Ces hausses ne concernent pas les 22 millions d'Allemands aux revenus modestes, qui sont pris en charge à 100 % par la sécurité sociale, mais la population l'oublie parfois.

La réforme des retraites est jugée insuffisante par l'OCDE, tandis que le problème des pensions des fonctionnaires, qui ne paient pas de cotisations, est intact. En avril, il a fallu augmenter la TVA de 1 % pour éviter une énième hausse du taux de cotisations-retraites (20,6 % du salaire). L'âge de la retraite a cependant été repoussé à soixante-cinq ans, tandis que, d'ici à l'an 2030, les retraites ne représenteront en moyenne que 64 % du dernier salaire contre 70 % actuellement. Aucune réduction des retraites n'est prévue, il s'agit seulement de ralentir leur progression, qui reste indexée sur les salaires et non pas sur les prix comme dans les autres pays d'Europe.

Le candidat (SPD) à la chancellerie, Gerhard Schröder, dénonce le sort réservé aux veuves allemandes, qui risquent avec une retraite moyenne de 900 marks de tomber sous le seuil de l'aide sociale. En réalité, selon une enquête de l'institut Infratest, les veuves allemandes ont un revenu moyen de 2 075 marks (7 000 francs) à l'Ouest, 1 813 (6 100 francs) à l'Est. Mais les Allemands restent marqués par les années de l'après-guerre, où les personnes âgées n'avaient pas de patrimoine. Dans un pays qui éprouve une aversion pour la Bourse, Helmut Kohl n'a pas introduit de fonds de pension par capitalisation. Les retraites versées par les entreprises allemandes concernent un Allemand sur deux, mais sont très faibles, ne représentant que 5 % du revenu des retraités. Surtout, elles ne sont en général pas acquises *si le salarié reste moins de dix ans* dans l'entreprise.

Les timides réformes de M. Kohl devront être poursuivies, Gerhard Schröder le sait bien, même s'il accuse le gouvernement d'avoir divisé l'Allemagne entre riches et pauvres. « *Sous Willy Brandt et Helmut Schmidt, les réformes étaient faites pour améliorer la condition des salariés*, a déclaré Gerhard Schröder début septembre au Bundestag. *Aujourd'hui, quand un salarié à revenu moyen entend le mot réforme, il se dit : qu'est-ce Kohl et Blum* (NDLR : le ministre du travail et des affaires sociales) *vont encore prendre dans mon porte-monnaie ?* »

C'est sans doute l'enjeu des élections, quel que soit le vainqueur : créer un climat dans lequel la population accepterait de nouveau les réformes.

De notre correspondant à Bonn, Arnaud Leparmentier



JENS DIETRICH / NETZHAUT

Ursula Engelen-Kefer

Une syndicaliste de choc

Le nom d'Ursula Engelen-Kefer est pratiquement inconnu en France, et pourtant cette syndicaliste de cinquante-[illegible] ans est l'une des personnalités publiques les plus souvent citées de l'autre côté du Rhin. [illegible] jour ne passe sans que la vice-présidente de la Fédération des syndicats allemands [illegible] prenne la parole pour dénoncer les remises en cause de l'Etat social, les licenciements abusifs et autres « horreurs » du même acabit. Il y a quelques semaines, cette femme énergique, proche du SPD, présentait à Bonn son *Livre noir* sur les nouvelles pratiques sociales des entreprises allemandes : « *Dumping salarial, évasion fiscale, contournement ou rupture des conventions collectives font désormais partie des pratiques habituelles des entreprises, même les plus sérieuses.* »

Ursula Engelen-Kefer n'a pas l'habitude de mettre sa langue dans sa poche. Elle est même spécialiste des « coups de gueule », ce qui lui vaut d'avoir de nombreux adversaires dans ce pays qui aime les manières douces. Au fond, elle est un peu l'équivalent syndical du patron de la fédération de l'industrie allemande (BDI), Hans-Olaf Henkel, connu pour sa dureté.

Lucas Delattre



FRANCK ROGNER / NETZHAUT

Walter Riester

Un partisan du pragmatisme

A IG Metall, puissant syndicat de la métallurgie allemande, le partage des rôles est clair : il y a le président Klaus Zwickel, la bête noire du patronat, le « politique » qui parle au cœur des syndiqués et multiplie les coups d'éclat, demandant par exemple le passage à la semaine de 32 heures ou la fin de la modération salariale. En coulisses, il y a le numéro deux, celui qui négocie discrètement sur le terrain, et parvient à des compromis avec le patronat : c'est Walter Riester, qui a réussi, fin 1997, à éviter une grève dans la métallurgie en signant un compromis subtil sur les préretraites.

Agé de cinquante-cinq ans, cet ancien carreleur, membre du conseil de surveillance d'Audi, Thyssen et Daimler-Benz, est un réformiste. Originaire du Bade-Wurtemberg et membre du Parti social-démocrate (SPD) depuis 1966, M. Riester, qui a participé aux négociations sur les 35 heures, entrées en vigueur dans la métallurgie en 1995, est un partisan du pragmatisme. Il plaide pour une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre des accords sur les salaires, l'organisation et la durée du travail. Par réalisme : c'est le seul moyen de sauver à long terme l'influence déclinante des syndicats de branche. Faute de souplesse, de plus en plus de PME quittent les organisations patronales pour ne plus être soumises aux accords syndicaux.

« Riester est contesté dans le syndicat. Il en demande trop aux salariés », jugeait récemment Klaus Schmitz, économiste à la Confédération des syndicats (DGB). Il n'empêche : sa stature est telle qu'on en parle comme d'un futur ministre du travail de Gerhard Schröder, en cas de victoire du SPD. Il devrait alors organiser un pacte pour l'emploi, réformer les retraites, sous l'œil suspicieux de la gauche du SPD.

Ar. Le.



STÉPHANE DUROY / VU

Deux petites filles reviennent des courses. Les célibataires sans enfant représentent souvent la moitié des foyers dans les grandes villes

Tout cela ne donne-t-il pas le tournis ? Nous posons la question à Wolfgang Held. Ce romancier, populaire en RDA mais non traduit en français, nous reçoit dans son petit pavillon, autour d'un café est-allemand au goût de charbon bouilli. Le désarroi de notre interlocuteur s'exprime en une phrase : « *A l'époque de la RDA, les gens faisaient la queue pour acheter des livres ; aujourd'hui, qui prend la peine de lire ?* »

Agé de soixante-huit ans, cet ancien membre du Parti communiste n'a pas la nostalgie de la RDA (« *il faudrait être fou pour en être encore là* ») mais exprime un profond malaise quand on l'interroge sur ses conditions d'existence. « *Aujourd'hui, tout ce qui compte, c'est l'argent. Cette société est très dure. Les gens n'ont plus d'idéal. Mon prochain livre raconte l'histoire de quelqu'un qui est atteint de la maladie d'Alzheimer et qui ne peut pas être soigné parce qu'il n'a pas les moyens.* »

BUCHENWALD, 17 JUILLET

A moins de dix kilomètres de Weimar, il y a Buchenwald. Les deux pôles les plus antagonistes du passé allemand, l'esprit des Lumières et la barbarie nazie, composent ici un couple angoissant : la ville en contrebas, le camp sur la colline. En grande partie démoli à la fin des années 50, Buchenwald n'est plus qu'une grande plaine dénudée entourée de fils barbelés. Ce camp – le premier à avoir été libéré par les Alliés – occupe une place spécifique dans la mémoire des peuples. Sur place, il ne reste que des traces sur le sol à l'emplacement des baraques où s'entassaient les déportés. Quelques bâtiments seulement subsistent : le four crématoire, la Kommandantur et un entrepôt transformé en musée.

Depuis le début des années 90, un réaménagement complet des lieux a été entrepris. Une nouvelle équipe d'historiens venus de l'Ouest a été chargée – par l'Etat fédéral et le Land de Thuringe – de repenser la conception muséographique et les commentaires accompagnant l'exposition. « *Avant 1989, ce lieu était exclusivement un symbole de la lutte antifasciste, à la gloire des communistes allemands*, explique Rikola-Gunnar Lüttgenau, directeur adjoint de la fondation du Mémorial de Buchenwald. *C'est seulement depuis 1995 qu'on peut voir quelle fut la dimension internationale du camp et son imbrication dans l'ensemble du système concentrationnaire nazi.* » En Allemagne plus qu'ailleurs, écrire l'histoire relève de la politique. Immédiatement après la réunification, une vive polémique a éclaté lorsqu'il s'est agi de concevoir un espace de commémoration portant sur la période 1945-1950. Pendant ces cinq années-là, les Soviétiques utilisèrent à leur tour Buchenwald comme camp d'internement réservé « *aux criminels de guerre et aux SS* », d'après l'historiographie officielle à l'époque de la RDA. En fait, le camp fut réservé à de petits fonctionnaires locaux du parti nazi. Les SS et les officiers de la Wehrmacht étaient, eux, directement déportés vers l'Union soviétique.

Beaucoup de personnes, après la réunification, ont voulu qu'on élève dans l'enceinte du camp un mémorial pour ces victimes du communisme, décrivant Buchenwald comme un « *goulag sur territoire allemand* » et n'hésitant pas à renvoyer dos à dos les crimes d'Hitler et de Staline. « *Or il n'y a pas eu de violences comparables à celles des nazis* », souligne Rikola-Gunnar Lüdkenau. Des propos de ce genre ne sont pas toujours bien accueillis en Allemagne. C'est donc en contrebas du camp, à l'écart de l'enceinte, qu'un musée et des stèles rappellent discrètement l'existence du « Camp spécial » des Soviétiques et la mémoire des victimes du communisme (7 000 morts sur 28 000 prisonniers). Aucun amalgame n'est possible avec le camp principal. Sur les 250 000 déportés de Buchenwald, entre 1937 et 1945, 56 000 sont morts. A chacun sa mémoire.

L'Allemagne n'a pas fini d'être confrontée à son passé. De nombreux groupes de jeunes viennent ici chaque jour, emmenés par leur professeur d'histoire pour enrichir leur réflexion ou leur information (un adolescent, entendu à Buchenwald : « *C'était quoi, un SS ?* »). Le message n'est pas toujours correctement reçu : « *Nous avons 40 profanations ou graffitis nazis par an* », indique Rikola-Gunnar Lüdkenau. Dans d'autres camps comme Sachsenhausen/Oranienburg ou Ravensbrück, on recense tellement d'incidents de ce genre que les provocations mineures ne sont même plus communiquées à la presse.

HAMBOURG, 20 JUILLET

Comment devenir rédacteur en chef d'un grand journal allemand ? Il est conseillé d'avoir été correspondant à Paris. Les rédactions les plus prestigieuses de la presse allemande – *Die Zeit* et *Der Spiegel* –, sont dirigées par d'anciens correspondants en France. C'est le cas de Dieter Wild, directeur de la rédaction du *Spiegel*, qui nous reçoit dans son bureau duquel on domine toute la ville de Hambourg.

●●●

هكذا من الأصل

Les effets du papy-boom

En 1998, la part des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans atteint plus de 16 %

L'Allemagne est un pays de vieux. Gare aux hommes politiques qui ne l'auront pas compris. Comment éviter de caresser dans le sens du poil une population, qui, avec les automobilistes, représente le groupe de pression le plus puissant du pays ? *« Les voix des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans pourraient être déterminantes pour les élections »*, avertit l'hebdomadaire *Der Spiegel.*

En 1998, la part des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans atteint plus de 16 %. Ce chiffre atteindrait 30 % en 2040, soit un Allemand sur trois. Pour éviter que cette proportion ne se dégrade davantage, l'OCDE souligne qu'un appel supplémentaire à des travailleurs immigrés temporaires est nécessaire à moyen terme.

De plus en plus de vieux, de moins en moins d'enfants : tel est le profil démographique allemand. Si celui-ci reflète bien la tendance européenne générale, il n'en est pas moins plus prononcé qu'ailleurs. En 1960, il y avait 73 millions d'Allemands dont 1,2 million d'enfants âgés de moins d'un an. En 1994, sur une population de 81 millions, le nombre des enfants de moins d'un an s'est contracté à 769 000. Dans le même temps, le nombre de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus est passé de 8,4 millions à 12,5 millions. Autrement dit, il y a aujourd'hui seize vieux pour un bébé, contre sept pour un en 1960.

L'évolution démographique, pronostique Hans-Ulrich Klose, vice-président social-démocrate du Bundestag, *« va transformer fondamentalement ce pays, bien plus fondamentalement que beaucoup d'autres processus – y compris l'unification allemande ».*

UN AUTRE PAYSAGE POLITIQUE

Le vieillissement va causer une série de problèmes auxquels la société n'a jamais été encore confrontée :

– de moins en moins d'actifs doivent financer de plus en plus de retraités. Les chiffres sont éloquents : aujourd'hui, 100 salariés financent 35 retraités. En 2040, les mêmes actifs devraient prendre en charge 48 retraités ;

– faute de renouvellement du potentiel créatif que représente la nouvelle génération, l'innovation et la compétitivité internationale du pays sont en danger. Wolfgang Schäuble, le numéro deux de la CDU, illustre cette situation préoccupante par une pirouette. *« Il serait bon,* dit-il, *qu'on maintienne une certaine période de temps entre les études et la retraite. »* Le chancelier Helmut Kohl ne dit pas autre chose lorsqu'il décrit l'Allemagne comme un pays où *« les étudiants sont les plus vieux du monde et les retraités les plus jeunes ».* Les étudiants restent souvent à l'Université jusqu'à trente ans, quand de plus en plus d'Allemands partent en préretraite à soixante ans ;

– les entreprises doivent changer leurs habitudes sur plusieurs plans en même temps : la main-d'œuvre « senior » prend une place centrale dans la gestion des ressources humaines. Le marché des personnes âgées est en pleine croissance. D'où l'accent mis sur la notion de « sécurité » par les fabricants d'automobiles, les établissements bancaires, les sociétés de services comme les agences de voyage. Les jeunes perdent, eux, le rôle déterminant qu'ils jouaient jusqu'à présent en matière de consommation ;

– plus le troisième âge tend à devenir majoritaire, plus le paysage politique évolue. C'est l'un des paradoxes de la société allemande : alors que les personnes âgées ont de moins d'importance dans la vie économique, ils pèsent de plus en plus sur la démographie et la politique. Comme le souligne l'historien Christian von Krockow dans *Le Déclin allemand*, *« au modèle pyramidal se substitue un modèle en forme de clocher d'église baroque, surmontée d'un oignon. Cette société vieillissante va se comporter de manière défensive. Elle veut de moins en moins d'aventure et aspire à la tranquillité »* ;

L'APPORT DE L'IMMIGRATION

– l'Allemagne devient un pays d'immigration massive mais la société n'est pas prête à intégrer des millions de nouveaux arrivants. La situation de sous-fécondité (1,36 enfant par femme en 1997 contre 1,71 en France et en Grande-Bretagne, 2,06 aux Etats-Unis) ne permet pas d'assurer la relève des générations, comme le relève Jean-Claude Chesnais, chercheur à l'INED, dans son livre *Le Crépuscule de l'Occident.* Sauf relèvement inopiné de la fécondité, la marge de croissance de la population ne peut plus désormais être assurée que par l'appel aux migrations extérieures : à long terme, le déclin semble inévitable, estime M. Chesnais.

De fait, l'ouverture aux flux d'immigration est plus forte en Allemagne qu'en tout autre pays. Si l'on excepte l'immédiat après-guerre, rappelle Jean-Claude Chesnais, on constate que l'Allemagne est engagée dans la plus forte et la plus longue vague migratoire de son histoire ; elle est, de loin, la première destination européenne pour les demandeurs d'asile. Sans l'apport migratoire du dernier tiers de siècle, sa population serait d'environ 72 millions de personnes au lieu de plus de 80 millions aujourd'hui. Du fait du taux de faible fécondité depuis 1972, le nombre de décès l'emporte régulièrement sur le nombre des naissances, et seule l'immigration a maintenu un certain dynamisme démographique.

Sur la durée, l'Allemagne n'est cependant pas parvenue à compenser une démographie naturelle négative. Mais l'apport démographique de l'immigration ne se limite pas aux entrées d'étrangers ; s'y ajoutent leurs enfants, en nombre plus élevé que celui des foyers locaux. Ainsi, les naissances étrangères ou d'origine étrangère représentent un pourcentage important du total des naissances : 13,3 % en Allemagne, tandis que ce pourcentage atteint 10,1 % en 1996 en France où les étrangers constituent 6,4 % de la population.

D'où l'idée d'utiliser l'immigration pour compenser la baisse de la fécondité et freiner le vieillissement de la population, qui va s'accélérer lorsque les générations issues du baby-boom parviendront à l'âge de la retraite, à partir de 2010. L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit d'assurer les équilibres sociaux et économiques du pays. Doit-on pour autant avoir la nostalgie de l'époque où le parti nazi, qui recrutait beaucoup parmi les jeunes, avait choisi comme l'un de ses slogans : *« Poussez-vous les vieux ! »*

Babette Stern

L'Allemagne, pays d'immigration

IMMIGRATION ET ÉMIGRATION

1 208 000 Guerre en Yougoslavie
Modification de la loi d'asile
842 000
593 000
SOLDE MIGRATOIRE*
376 000
615 000
CEUX QUI ARRIVENT
637 000
– 22 000
615 000
Novembre 1995, accords de Dayton : retour progressif des réfugiés bosniaques
466 000
CEUX QUI SORTENT
* immigration – émigration
1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996

L'Allemagne est le pays d'Europe le plus directement concerné par les flux migratoires, puisqu'elle est la destination choisie par 42% des étrangers qui se rendent chaque année dans l'Union européenne (selon les chiffres du gouvernement de Bonn). Avec 7 millions de personnes, la population étrangère représente un peu moins de 10% de la population allemande totale.



AD VAN DENDEREN/HOLLANDSE HOOGTE

Femmes turques attablées dans un jardin à Duisbourg. La place de l'islam dans la société allemande fait de plus en plus question

●●● Avec plus d'un million d'exemplaires par semaine, le *Spiegel* représente plus qu'une institution : un véritable contre-pouvoir. Dieter Wild nous montre la courbe des ventes du magazine depuis un an : les meilleures ventes ont été obtenues avec des « unes » consacrées au bouddhisme, l'histoire de l'inquisition, Hitler et Staline ; les moins bonnes avec l'euro et Gerhard Schröder.

Les équipes d'investigateurs du *Spiegel* dénichent, depuis plus de quarante ans, les plus gros scandales de la République : *« Il y a bien longtemps que nous ne sous sommes pas payé un ministre*, constate Dieter Wild de manière laconique. *Nous n'avons pas de scandales comme en France. »*

La vigilance de titres comme le *Spiegel* mais aussi l'extrême sensibilité de l'opinion publique pour tout ce qui touche à l'argent font que le niveau de la corruption paraît être, dans ce pays, relativement moins élevé qu'ailleurs. Certes, il arrive assez souvent que des fonctionnaires anonymes prélèvent une commission lors de l'attribution de marchés publics. C'est particulièrement vrai au niveau des municipalités. Mais les politiques, eux, ne se rendent coupables de malversations que de manière tout à fait exceptionnelle.

Plus on s'approche du sommet de l'Etat, plus la probité semble être la règle : le chancelier Kohl a passé seize ans au pouvoir sans être touché par une « affaire ». Il fait payer par son parti, la CDU, les frais d'usage des hélicoptères et des limousines de la chancellerie qu'il utilise en campagne électorale. Les dirigeants des Länder sont parfois plus maladroits. Mais lorsqu'ils négligent les principes de la morale publique, c'est le plus souvent pour de piètres bêtises. Les cas les plus connus concernent l'ex-RDA, et les sommes « détournées » sont souvent très faibles. Rien ne passe inaperçu : la moindre tentative de se défausser sur le contribuable d'une facture de déménagement ou de coiffeur provoque la démission du coupable. Le pantouflage et le copinage suscitent un bien plus grand opprobre. Les Länder qui sont depuis longtemps gouvernés par un seul parti (comme c'est le cas avec le SPD à Hambourg ou la CSU en Bavière) y sont particulièrement exposés.

En matière de financement des partis, la loi allemande permet aujourd'hui d'éviter le recours aux fausses factures ou aux comptes en Suisse. Depuis le milieu des années 80 et la retentissante affaire Flick-Lambsdorff, de gros efforts de transparence ont été entrepris. Les dons d'entreprises aux partis politiques sont encouragés fiscalement à condition d'être déclarés officiellement et de ne pas dépasser un certain plafond. Quant à l'Etat, il rembourse aux partis les frais de campagne électorale à raison de l'équivalent de 5 deutschemarks par voix obtenue lors des élections. Une somme qui, malgré les apparences, représente une subvention considérable.

KARLSRUHE, 21 JUILLET

Il n'y a qu'une institution à laquelle les Allemands fassent encore plus confiance qu'à la Bundesbank : c'est la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Chaque année, les juges de Karlsruhe reçoivent près de 6 000 plaintes de la part de citoyens qui s'estiment floués dans leurs droits fondamentaux. Certains recours peuvent avoir un enjeu politique très important – récemment l'euro, la réforme de l'orthographe, moins récemment la réforme de l'avortement ou l'envoi de soldats de la Bundeswehr hors de la zone OTAN... Très souvent, on *« va à Karlsruhe »* pour des bagatelles : amendes ou loyers impayées, querelles de voisinage, etc.

« On nous prend pour la dernière instance à propos de n'importe quoi. La plupart des gens nous confondent avec une cour d'appel. On peut se demander si la conscience démocratique des citoyens de ce pays est suffisamment développée : en Allemagne, on aime se retrancher derrière l'autorité. La culture du débat contradictoire n'est pas suffisamment développée » : ainsi s'exprime Jutta Limbach, la présidente de la Cour constitutionnelle, qui nous reçoit dans son bureau moderne et fonctionnel.

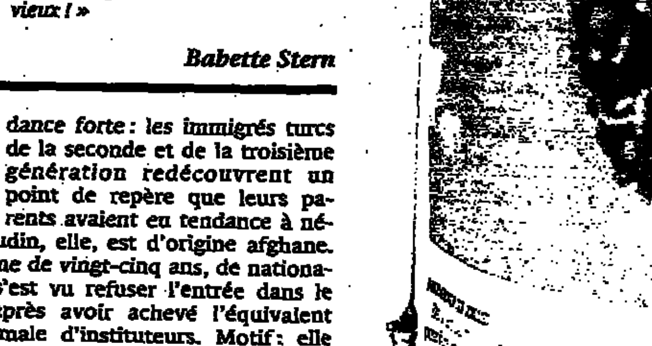
Gardienne d'une des Constitutions les plus démocratiques du monde, Jutta Limbach est inquiète de la récente loi sur les écoutes téléphoniques. Il s'agit, selon elle, d'une *« modification très importante de la Constitution, comme l'a été la restriction du droit d'asile en 1993 ».* Mais la présidente de la Cour constitutionnelle, membre du SPD et ancienne ministre de la justice de Berlin, se veut rassurante quant à l'évolution future de la République fédérale : *« Le déménagement des institutions à Berlin ne s'accompagnera pas d'un recul des libertés et des garanties offertes par l'Etat de droit. Comme le disait Hannah Arendt en 1945, les Berlinois sont les esprits les plus critiques de ce pays. »*

STUTTGART, 21 JUILLET

Quelle place pour l'islam en Allemagne ? Cette question ne cesse de se poser, plus ou moins brutalement, à la société allemande. Chez les musulmans, le retour du religieux est une tendance forte : les immigrés turcs de la seconde et de la troisième génération redécouvrent un point de repère que leurs parents avaient eu tendance à négliger. Feresta Ludin, elle, est d'origine afghane. Cette jeune femme de vingt-cinq ans, de nationalité allemande, s'est vu refuser l'entrée dans le service public après avoir achevé l'équivalent d'une école normale d'instituteurs. Motif : elle voulait enseigner la tête couverte d'un foulard.

« Le port du foulard marque une distanciation culturelle, c'est un symbole politique » : ainsi Annette Schavan (CDU), ministre des cultes et de l'éducation du Land de Bade-Wurtemberg, a-t-elle justifié publiquement, à la mi-juillet, son refus d'intégrer Feresta Ludin dans le corps enseignant. La décision est loin d'avoir fait l'unanimité en Allemagne. Si la plupart des collègues de Mme Schavan, dans les autres Länder, lui ont fait part de leur soutien, d'autres, à gauche comme à droite, ont vu dans son geste une intervention abusive de l'Etat, voire une menace pour les libertés religieuses. Curieusement, c'est parmi les rangs les plus catholiques et conservateurs, comme à la CSU bavaroise, qu'on trouve les défenseurs les plus fermes du foulard islamique.

Annette Schavan nous explique les raisons qui l'ont conduite à agir comme elle l'a fait : *« Ce qui compte avant tout, à mes yeux, c'est qu'un fonctionnaire de l'Etat doit donner l'exemple. Jamais une telle interdiction sur le port du foulard ne pourrait s'appliquer à une élève ou à une étudiante. Ma préoccupation n'est pas guidée par l'idéal de la laïcité, mais par celui d'une meilleure intégration des musulmans dans la société allemande. »* La laïcité, ici, n'existe pas. La Constitution du pays prévoit que les écoles doivent dispenser un enseignement religieux à tous les enfants. Les crucifix à l'école ? *« C'est une tradition acceptée en Allemagne. Ils peuvent être accrochés dans les salles de classe sans valoir profession de foi »*, dit Annette Schavan.





هكذا من الأصل

CULTURE **L'opinion *allemande s'est* apparemment fixé pour *objectif de s'épargner tout* choc ou bouleversement radical. En témoigne le choix de laisser aux Länder l'administration de la sphère culturelle. Si cette politique n'a pas empêché de belles réussites dans le domaine de la danse ou du théâtre, de nombreuses personnalités de la scène culturelle appellent de leurs voeux la création d'un ministère fédéral.**

● Klaus Wenger, *directeur-gérant* d'Arte-Deutschland, *s'explique sur le déclin* annoncé du cinéma *allemand, sur la modification* du paysage audiovisuel et sur les rapports entre intellectuels et politiques.

● Dans le domaine culturel, Berlin, avec ses musées, sa scène théâtrale et ses festivals, est prête à assumer son nouveau rôle de capitale.

Les vertus apaisantes de l'ennui et du conformisme

En 1844, le grand poète allemand Henri Heine, exilé à Paris, entreprit un voyage de retour au pays natal. Aix-la-Chapelle, proche de la frontière, fut la première ville où il reprit contact avec le mode de vie de ses compatriotes. Le choc fut rude : *« Oh ! que je n'aimerais pas être mort/Et enterré comme Charlemagne dans la cathédrale d'Aix/Plutôt alors vivre comme poétaillon à Stukkert-sur-Neckar/Même les chiens s'ennuient dans les rues d'Aix/Et supplient humblement : "Donne-nous un coup de pied, toi l'étranger ! Cela nous fera peut-être une distraction" »*, écrit-il dans *Allemagne, un conte d'hiver*.

Plus près de nous, et dans un tout autre registre, Laetitia, la jeune épouse de Johnny Hallyday, à qui l'hebdomadaire *VSD* demandait récemment *« ce qui ne lui viendrait jamais à l'idée de faire »*, répondit sans hésiter : *« Proposer à Johnny de partir en vacances en Allemagne ! »*

Bien sûr, la verve caustique du grand poète comme la naïve spontanéité de la jeune femme comportent une bonne part d'injustice. Les germanophiles pourraient sans trop de mal s'inscrire en faux contre ces jugements à l'emporte-pièce, démontrer qu'en matière de divertissement, les villes moyennes d'outre-Rhin n'ont pas à rougir devant leurs homologues européennes, et vanter un paysage et un patrimoine qui présentent bien des attraits de la Baltique aux Alpes.

Mais n'y a-t-il pas tout de même une part de vérité subjective, donc de réalité, dans cette perception d'une nation que l'on admire pour ses performances économiques, pour le fonctionnement exemplaire de son système démocratique, voire même pour le courage avec lequel elle a su faire face à son passé récent, mais qui ne parvient pas à faire rêver ? D'ennemi héréditaire, ce pays s'est transformé en ami indispensable de la France. Et pourtant, la connivence entre ses dirigeants, fondement de la construction européenne, ne s'accompagne pas d'une attirance spontanée des deux peuples l'un vers l'autre, en dépit des efforts méritoires des institutions mises en place à cet effet, comme l'Office franco-allemand de la jeunesse ou les comités de jumelage.

POINT D'ÉQUILIBRE

Les élections du 27 septembre, qui verront peut-être, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, une alternance politique sortir directement des urnes, ne devraient pas modifier fondamentalement cet état de fait, quel qu'en soit le résultat. L'Allemagne peut changer de chancelier tout en étant à peu près certaine que rien d'essentiel ne sera modifié dans la vie quotidienne de ses habitants.

Allergiques à tout ce qui peut ressembler à une culture d'Etat, les Allemands ont prudemment délégué l'administration de ces domaines aux Länder

Ce n'est pas d'outre-Rhin que viendront, avec un éventuel changement d'équipe au sommet du pouvoir, les impulsions qui pourraient se répercuter sur les nations voisines. Jamais, en effet, les problèmes dits de société n'auront été autant absents du débat électoral. Tous les grands partis, y compris les Verts, derniers arrivés dans le cénacle des formations susceptibles de participer au pouvoir, semblent s'être donné le mot pour délivrer aux électeurs un message apaisant, celui du maintien de l'ordre établi, hormis quelque corrections de détail, ça ou là. La société allemande semble arrivée à un point d'équilibre dont il serait dangereux, pour les aspirants aux responsabilités, de remettre en cause l'architecture.

Ni l'Ecole, ni la politique urbaine, ni le statut de la femme dans la société ne font l'objet d'affrontements sérieux entre les concurrents. Les discours de campagne du chancelier Helmut Kohl, accusant son concurrent social-démocrate Gerhard Schröder de vouloir instaurer une *« autre république »*, ne rencontrent plus l'écho qu'ils pouvaient avoir naguère. La coalition de centre-droit qu'il dirige a montré, au cours des seize années où elle fut sans interruption au pouvoir, qu'elle était suffisamment pragmatique pour ne pas remettre en cause les avancées « progressistes » de ses prédécesseurs de gauche : dépénalisation de l'IVG, démantèlement des structures autoritaires héritées du passé dans l'éducation, l'armée et autres institutions publiques.

En face, la gauche allemande a suffisamment poli son discours pour lui enlever toute aspérité révolutionnaire, réalisant sans bruit dans le domaine sociétal ce Bad-Godesberg qui l'avait fait rompre, en 1959, avec le dogme économique marxiste.

On est loin du temps où un Willy Brandt, au début des années 70, mettait un terme à trois décennies de moralisme adenauerien en lançant son fameux mot d'ordre : *« Mehr Demokratie wagen ! »* (Osons plus de démocratie !). Les Verts des années 80, qui pourfendaient allègrement les vertus réputées allemandes de discipline, de respect de l'autorité au nom de l'émancipation libertaire soixante-huitarde, se sont assagis sur les bancs du Bundestag. L'affrontement générationnel qui avait marqué cette époque, plus en Allemagne que dans d'autres pays pour des raisons historiques évidentes, n'est plus aujourd'hui l'élément central du débat politique.

La nouvelle génération des dirigeants de partis partagent tous la même expérience historique d'avoir grandi dans un pays en marche vers la prospérité. Leur expérience intime de la guerre et du nazisme est celle de ses conséquences : le déracinement de la famille d'un terroir ancestral, pour le leader Vert Joschka Fischer, enfant de réfugiés des Sudètes, ou l'absence d'un père victime de guerre, pour Gerhard Schröder. Tous s'accordent donc, implicitement ou explicitement, pour se fixer comme objectif d'éviter à la société allemande des bouleversements radicaux.

TRISTE CONSTAT

Cette attitude fondamentale est confortée par deux autres données de base de la vie politique et sociale en Allemagne : le vieillissement général de la population et la compétence régionale dans des domaines comme la culture et l'éducation. Le poids des personnes âgées dans le corps électoral n'a jamais été aussi lourd, et cela incite les formations politiques à une prudence extrême dans leur élan réformateur. Ce n'est pas un hasard, par exemple, si l'Allemagne fut le premier pays de l'Union européenne à instaurer l'assurance-dépendance : les Allemands sont plus anxieux du sort de leurs vieux parents que de celui de leur rares enfants. La quasi-absence d'enseignement préscolaire, la nécessité pour les mères de familles d'être à la maison pour accueillir leurs enfants qui sortent de l'école à 13 heures n'engendrent pas de revendications reprises par les partis.

Allergiques, depuis la tragique expérience hitlérienne et la dégénérescence de l'utopie communiste en RDA, à tout ce qui peut ressembler à une culture d'Etat, les Allemands ont prudemment délégué l'administration de ces domaines aux Länder. Cela n'empêche pas quelques belles réussites dans le domaine de la danse et du théâtre, mais a conduit le cinéma allemand à une ruine désolante si l'on songe à sa grandeur d'avant-guerre. Cela a conduit les plus talentueux des cinéastes d'outre-Rhin à un exil français, comme Volker Schlöndorff, ou américain, comme Wim Wenders.

Peut-être est-ce au fond l'ennui qui a poussé Daniel Cohn-Bendit à venir exercer en France ses talents d'agitateur utopiste avec en tête ce triste constat d'Henri Heine : *« Dans le passé se sont épanouies ici/De si belles fleurs de la foi et de la joie/et maintenant ne règnent que le doute et la négation. »*

Luc Rosenzweig



NEUMANN/LAIF/REA

Anges dans le ciel berlinois, lors de l'édition 97 de la Love Parade. Berlin semble redevenir une capitale à contre-cœur

ALLENSBACH, 22 JUILLET

Dans ce pays, pas besoin d'être à Bonn ou à Berlin pour faire entendre sa voix. C'est à Allensbach, un minuscule petit village des bords du lac de Constance, que se trouve le plus écouté des observatoires de la vie politique allemande. L'institut Allensbach, spécialisé dans l'analyse des mouvements d'opinion, exerce depuis plusieurs décennies une influence considérable sur la vie politique outre-Rhin. Agée de quatre-vingt-deux ans, la fondatrice Elizabeth Noelle-Neumann fait partie, avec la comtesse Marion Dönhoff de Hambourg, des grandes dames de ce pays.

La directrice adjointe d'Allensbach, Renate Köcher, répond à nos questions dans l'un des bureaux étroits de la maison rustique où l'institut a son siège. La discussion porte d'emblée sur la solidité de la démocratie en Allemagne : les études les plus récentes de l'institut sont assez troublantes de ce point de vue. *« Dix à quinze pour cent des Allemands sont contre la démocratie et l'économie de marché. En ex-RDA, cette proportion atteint 50 % »*, souligne Renate Köcher, qui ajoute que la majorité des Allemands (Est et Ouest confondus) estiment que *« la démocratie n'est pas en mesure de résoudre les problèmes actuels »*.

« Dix à quinze pour cent des Allemands sont contre la démocratie et l'économie de marché. En ex-RDA, cette proportion atteint 50 % »

Il y a, notamment en Allemagne de l'Est, un terreau politique instable : dans les Länder orientaux, *« la majorité des habitants*, selon notre interlocutrice, *pensent que le socialisme était un bon système, mais qu'il a échoué à cause de l'incompétence des dirigeants de Berlin-Est »*.

« On ne sait pas dans quelle direction l'Allemagne se dirige. Le sentiment qui domine est celui d'une perte des repères. Les valeurs de solidarité sont en perte de vitesse, l'idéal de réussite matérielle est en hausse. Les gens cherchent à se retrancher sur la famille, les amis, et, dans le même temps, il y a une augmentation considérable des divorces » : telles sont les évolutions, quelque peu paradoxales, qui se dessinent en Allemagne selon Renate Köcher. Les individus, désorientés, semblent ne plus savoir ce qui les unit.

La liberté ou l'égalité ? On aime la première tout en exprimant sa méfiance pour les *« élites »*, les *« différences sociales »*, et *« ceux qui gagnent bien leur vie »*. *« L'idéologie de l'égalité est profondément ancrée dans ce pays. Tout le monde a peur d'être défavorisé par rapport aux autres »*, selon Renate Köcher. Les valeurs de liberté individuelle et d'émancipation – qui avaient été fortement dynamisées par mai 68 – connaissent, elles, un recul sensible.

Quelles seront les prochaines évolutions de fond de l'opinion publique allemande ? *« Sur l'Europe, les Allemands ne sont pas euphoriques, mais ils ont le sentiment qu'il n'y a pas d'autre avenir et que la construction européenne est inéluctable »*, souligne notre interlocutrice. L'important, c'est que le sujet ne donne pas lieu à ces éruptions d'*« hystérie collective »* dont les Allemands, à en croire Renate Köcher, sont spécialistes. *« Rappelez-vous Tchernobyl, Brent Spar, les essais nucléaires français dans le Pacifique... Il y a une forte tendance, ici, à plaquer de l'émotion sur la politique. »*

LUDWIGSHAFEN, 23 JUILLET

Helmut Kohl a deux adversaires : Gerhard Schröder et Doris Barnett. La seconde, moins connue que le premier, est candidate du SPD à Ludwigshafen. Elle veut à tout prix reconquérir, le 27 septembre, cette circonscription hautement symbolique, perdue en 1990 et en 1994 au bénéfice du chancelier CDU. Jusqu'à cette date, Ludwigshafen – ville ouvrière – avait toujours voté majoritairement pour le SPD.

Qu'est-ce que la gauche allemande ? Une visite à Doris Barnett, quarante-cinq ans, aide à le comprendre. Cette fonctionnaire municipale, fille et petite-fille de militants communistes, habite à Oggersheim, une banlieue de Ludwigshafen où Helmut Kohl passe tous les week-ends dans sa villa personnelle. *« J'habite du mauvais côté de la voie ferrée »*, dit-elle. Pour elle, Helmut Kohl défend les intérêts des nantis et *« cette société, dans laquelle l'égoïsme est roi, est en train de se disloquer »*.

A Ludwigshafen, la pauvreté a augmenté considérablement au cours des dernières années : *« Il y a aujourd'hui 10 000 personnes qui vivent de l'aide sociale, sur 170 000 habitants. »* Le groupe chimique BASF, principal employeur local, a supprimé près de 10 000 emplois en cinq ans. L'aide sociale offre à tous la garantie de ne pas tomber dans l'exclusion. Mais elle a un prix : elle est devenue le plus gros poste au chapitre « dépenses » du budget municipal. Au chapitre « recettes », il y a surtout les revenus de la taxe professionnelle, mais ceux-ci diminuent en période de difficultés conjoncturelles. La ville est obligée de s'endetter depuis 1992.

Le bilan des années Kohl, pour Doris Barnett, se résume à une longue liste de calamités : *« Les Länder et les communes n'ont plus d'argent, les entreprises et les riches ne paient plus d'impôts, l'école s'effondre »*... Doris Barnett touche un point sensible lorsqu'elle aborde le thème des riches et de la fiscalité. D'abord parce que le gouvernement Kohl a supprimé l'impôt sur la fortune (à la demande du tribunal constitutionnel). Mais aussi parce que beaucoup d'Allemands de l'Ouest aisés profitent des nombreuses « niches fiscales » pour réduire considérablement le montant de leur impôt sur le revenu : il est devenu très lucratif, pour eux, d'investir dans la pierre en ex-RDA...

FRANCFORT-SUR-ODER, 24 JUILLET

Dans les Länder de l'Est, il y a des gens qui s'en sortent et d'autres non. Agée de trente-six ans, Petra Marx appartient à la génération de ceux qui ont tout fait pour s'adapter au changement, après la chute du mur de Berlin. Procureur au tribunal de Francfort-sur-Oder, à la frontière polonaise, elle est connue pour avoir instruit une sinistre affaire : le dossier Dolgenbrodt, du nom de ce village dont les habitants se cotisèrent, en 1992, pour confier à une bande de néonazis la tâche de mettre le feu à un foyer de demandeurs d'asile. Le foyer était vide, mais deux citoyens ordinaires de Dolgenbrodt viennent d'être condamnés à deux ans de prison avec sursis pour ce délit.

Petra Marx défend son nouvel Etat avec la même conviction qu'elle défendait les intérêts de la RDA avant le grand tournant de 1989-1990. Et, pourtant, tout a changé pour elle. *« Je me rends compte aujourd'hui que la RDA était un Etat de non-droit »*, dit-elle sans aucune gêne apparente. Petra Marx a dû apprendre à travailler avec un nouveau code pénal, qui accorde aux droits de la personne une attention que la RDA ne connaissait pas. *« En matière de viol, par exemple, nous n'avions que des peines avec sursis, aujourd'hui les sanctions sont beaucoup plus sévères et c'est beaucoup mieux ainsi. »* ●●●

هكذا من الإمل

Klaus Wenger, directeur-gérant d'Arte-Deutschland

« Les imaginaires de nos deux peuples restent très éloignés »

Klaus Wenger, cinquante et un ans, est le directeur-gérant d'Arte-Deutschland, le pôle allemand de la chaîne culturelle européenne. Parfaitement bilingue, il est depuis longtemps un familier du dialogue culturel transrhénan.

« On semble moins soucieux en Allemagne qu'en France de résister au rouleau compresseur américain en matière culturelle (problème des quotas, de l'AMI, etc.). Comment expliquer cela ?

– Il faut bien comprendre que la nouvelle Allemagne démocratique née après la guerre s'est construite avec l'aide des Etats-Unis, et non pas contre eux. De plus, la grande majorité des Allemands sont convaincus que le protectionnisme dans ce domaine n'est pas la bonne solution. Cette idée est renforcée par l'observation de ce qui se passe de part et d'autre du Rhin. Les vecteurs traditionnels de la culture – presse écrite, livre, audiovisuel – semblent jouir d'une meilleure santé économique en Allemagne que dans une France protectionniste. Pour ce qui est des quotas de diffusions d'œuvres européennes à la télévision, le débat me semble biaisé dans la mesure où il n'envisage que le critère de la quantité et non pas de la qualité. Plus généralement, l'affontement culturel euro-américain me paraît un faux débat, parfaitement dépassé à l'heure ou d'autres défis sont à relever, comme l'intégration des nouvelles démocraties de l'Est dans l'espace culturel du continent.

– On s'étonne, en France, du déclin du cinéma allemand et du fait que ses principaux créateurs, à l'exemple de Wim Wenders, choisissent l'exil hollywoodien. Est-ce une crise passagère ou structurelle ?

– Dans les années 20 et 30, déjà, le cinéma allemand s'est tourné vers Hollywood, où les créateurs allemands trouvaient les moyens de réaliser leurs projets. Hollywood n'a jamais été considéré comme un « ennemi » de la culture allemande, d'autant plus que nombre de ses plus brillants représentants y ont trouvé refuge pendant le nazisme.

» Mais peut-on vraiment parler de déclin du cinéma allemand ? En 1997, on a produit soixante-cinq longs métrages, principalement avec l'aide des télévisions et des fonds régionaux. Mais on ne peut réaliser que des films à petit et moyen budget. Les superproductions ne sont pas possibles, pour des raisons financières, car il n'y a pas en Allemagne de culture de gros investissements dans le cinéma.

D'autre part, les nouveaux cinéastes allemands, comme Tom Tykver, Frank Beyer ou Doris Dörrie font un cinéma très « sociétal », tourné vers les préoccupations quotidiennes de la population, peut-être encore difficilement exportable, mais qui commence à être reconnu dans les grands festivals.

– Ceux que l'on appelle en France les intellectuels (écrivains, cinéastes, philosophes) interviennent de manière spectaculaire dans le débat politique et social. Cela ne semble pas être le cas en Allemagne.

– On peut constater, ces dernières années, qu'il s'est instauré un climat de méfiance entre les intellectuels et les politiques. Ainsi l'annonce par le candidat-chancelier SPD Gerhard Schröder de l'éventuelle nomination du publiciste Michael Naumann à un poste ministériel chargé des affaires culturelles n'a pas été très bien accueillie dans les milieux intellectuels, où l'on se méfie d'un trop grand interventionnisme du pouvoir dans ce domaine...

» L'engagement des intellectuels est cependant présent dans des actions concrètes, des manifestations contre le transport des déchets nucléaires, par exemple. Cet engagement, moins spectaculaire et moins médiatisé que celui de leurs homologues français, est cependant bien réel. Il faut bien dire aussi qu'en Allemagne ce type d'intellectuel intervenant en dehors de son champ supposé de compétence sur tous les sujets n'est pas dans notre tradition. Nous avons une culture de l'expert, habilité à donner son avis sur les choses qu'il connaît...

– Existe-t-il une différence d'approche fondamentale des problèmes culturels entre les principaux partis en lice pour les élections au Bundestag ?

– Traditionnellement, les sociaux-démocrates défendent l'idée d'une culture populaire, visant à instaurer l'égalité des citoyens dans l'accès aux biens culturels, alors que les conservateurs des unions chrétiennes ont une conception plus patrimoniale, fondée sur la préservation et la glorification des richesses du passé.

» Mais, dans la pratique, on s'aperçoit qu'il n'y a pas une grande différence dans la manière dont les responsables issus de ces différents courants gèrent la culture au jour le jour. A Munich, par exemple, où il existe des institutions culturelles financées par la ville, gouvernée par une coalition SPD-Verts, et d'autres sous la responsabilité du Land de Bavière dominé par la CSU, on ne voit pas de différence fondamentale, au niveau des programmations comme à celui du choix des acteurs de la vie culturelle.

» Les responsables de tous les partis cherchent également à attirer dans leur région des industries culturelles considérées comme porteuses d'avenir, et créatrices d'emploi. A cet égard, les politiques menées par Kurt Biedenkopf (CDU) en Saxe, Wolfgang Clement (SPD) en Rhénanie-Westphalie ou Edmund Stoiber (CSU) en Bavière relèvent toutes de ce que l'on appelle en Allemagne la *Standortpolitik*, une attitude cherchant à attirer les investisseurs.

– A l'issue de seize ans de présence ininterrompue de Helmut Kohl au pouvoir, le paysage audiovisuel allemand a été profondément modifié. Les jadis toutes-puissantes chaînes de service public sont désormais sévèrement concurrencées par les chaînes privées. Est-ce un phénomène irréversible ?

– Le problème n'est pas tant la concurrence public-privé, que celui du recul des chaînes généralistes devant les programmes thématiques, un phénomène plus avancé en Allemagne qu'en France en raison de la plus grande proportion de foyers câblés. Le service public doit donc se donner les moyens de tirer son épingle du jeu dans le développement futur de la télévision et anticiper. L'un des atouts dont il dispose pour faire face à ce défi est que son existence est reconnue par la Constitution comme l'un des éléments concourant au bon fonctionnement de la démocratie. Il faut bien cela pour faire face à des géants privés du secteur comme les groupes Kirch ou Bertelsmann.

– Quel bilan tirez-vous des six années de fonctionnement de la chaîne culturelle Arte ?

– D'abord que, si les préoccupations politiques et sociales se rapprochent de part et d'autre du Rhin, il n'en est pas de même des imaginaires des deux peuples, qui restent encore très éloignés... Cela dit, Arte reste le principal pilier de la coopération culturelle franco-allemande et ne sera pas remise en cause, même si au départ les sociaux-démocrates avaient été plus réservés que le chancelier Kohl vis-à-vis de ce projet. Les dernières déclarations des responsables SPD de ce dossier, comme le ministre de la culture de Rhénanie-Palatinat, sont très claires à ce sujet. Le fait, également, que la chaîne culturelle attire de plus en plus de partenaires européens est un signe encourageant. »

Propos recueillis par Luc Rosenzweig

MAURICE WEISS / OSTKREUZ

Docteur Motte

Matthias Roeingh, le pape de la Love Parade et de la techno

Il fallait de l'audace pour créer sur les ruines encore chaudes du mur de Berlin le premier rassemblement techno d'Europe, au nom de la « Paix sur terre ». En juillet 1989, c'est sur cette volonté de désarmement que le jeune disc-jockey Matthias Roeingh, alias Dr Motte pour les amateurs de fêtes sur musiques électroniques, bâtissait son utopique « Parade de l'amour ». Cet été-là, cent cinquante personnes dansèrent sur le Ku'damm.

Dix ans plus tard, Dr Motte porte le cheveu court, mais le regard rieur reste celui d'un provocateur. Quel bon coup... un million de personnes ont dansé, le 10 juillet dernier, sur le boulevard berlinois, pour la dixième édition de la Love Parade.

Au soleil couchant de ce jour anniversaire, le DJ pouvait escalader la tribune, fier de son succès, pour interpeller ses fans venus de tous les horizons de la planète. « Un monde, un futur » scanda-t-il d'un ton vaguement mystique. Une devise qu'il lance pour que « les gens sachent pourquoi ils viennent, qu'ils réfléchissent à ce projet ».

Devant son public, Dr Motte s'indigne de la façon dont « on agresse notre mère la Terre ». Mais conteste-t-il l'ordre de la société ? Ce n'est pas vraiment son objectif. « Quand on danse ensemble, on ne se fait pas la guerre », répète-il simplement.

Si Dr Motte a gagné en respectabilité, il a aussi prouvé au passage qu'il possède un don pour la gestion de sa Parade. Il lui en a fallu, de l'imagination, pour équilibrer ses comptes : plus le public grossissait, plus le coût s'alourdissait, les subventions persistant à briller par leur absence. Alors Dr Motte et ses amis ont créé une SARL ad hoc. Dans la planète techno, aujourd'hui, on pratique comme ce DJ emblématique, à défaut de vaincre le chômage.

Danielle Rouard



K. SCHULZ/SIGNUM/LAIF/REA

Le G-move, parade techno à Hambourg. Les femmes de l'Est se sentent plus libérées que celles de l'Ouest

●●● Le seul problème, pour Petra Marx, c'est que la justice ouest-allemande – aujourd'hui en vigueur à Francfort-sur-Oder – manifeste une clémence bien trop grande pour les jeunes : *« A l'époque de la RDA, le code pénal s'appliquait à tout le monde à partir de l'âge de 14 ans. Aujourd'hui, la majorité pénale est de 21 ans. En dessous, c'est un droit spécifique qui s'applique, avec des peines moins lourdes. Les jeunes ne comprennent pas. Ils se sentent libres de faire ce qu'ils veulent. »* A Eisenhüttenstadt, l'ancienne capitale de l'acier en RDA, un jeune néonazi coupable du meurtre d'un autre jeune Allemand a été condamné, en février 1997, à cinq ans et demi de prison. Comme le dit Petra Marx, *« c'est beaucoup trop clément »*.

La criminalité des jeunes a considérablement augmenté. Les attaques racistes sont devenues monnaie courante dans toute l'ex-RDA : *« Etre d'extrême droite est à la mode dans les nouveaux Länder »*, explique Petra Marx, qui ajoute que *« le sentiment de déclassement généralisé, à l'Est, a fait reculer le sentiment de respect qu'on doit avoir pour autrui comme pour soi-même »*. Elle-même a du mal à accepter que son traitement atteigne seulement 86 % de celui de ses nombreux collègues venus de l'Ouest. Or, ceux-ci sont souvent ses subordonnés : *« C'est ça, être de l'Est, être Ossi »*, dit-elle.

La justice, apparemment, s'endurcit. Des peines de prison de 3 à 8 ans fermes sont désormais prononcées contre les coupables d'attaques racistes. *« Tentative de meurtre »* : on n'hésite plus à employer ce chef d'accusation au lieu de celui, plus bénin, de *« violences corporelles »*. On a envie de croire Petra Marx lorsqu'elle affirme que *« les violences d'inspiration raciste sont en recul depuis 1994 »*. Mais le bilan n'est pas rassurant, ne serait-ce que parce que *« les délits de propagande néonazie, eux, augmentent »*. Les Berlinois de l'Ouest, effrayés par les attaques régulières dont certains d'entre eux font l'objet dans les régions proches de la capitale, hésitent avant d'aller passer un week-end à l'Est.

BERLIN, 25 JUILLET

Y a-t-il une culture de l'Est ? Laissons de côté l'*Ostalgie*, ce goût factice pour la « mode RDA », propice à toutes les exploitations publicitaires. Tentons d'oublier la culture de masse américaine, ultra-dominante dans l'ancienne RDA comme partout en Allemagne. En dehors de cette triste alternative, les nouveaux Länder paraissent privés de toute expression propre. Les romanciers est-allemands semblent avoir choisi le silence, comme Christa Wolf ou Christoph Hein. Les cinéastes de l'Est sont encore plus discrets que ceux de l'Ouest. Au théâtre, les avant-gardes berlinoises n'ont toujours pas fait le deuil de Heiner Müller.

Quelques voix originales commencent à enrichir cet horizon dépeuplé. Ingo Schulze fait partie de celles-là. Ce romancier né en 1962 à Dresde a fait son entrée dans la liste des best-sellers d'outre-Rhin avec un récit intimiste et drôle sur l'univers de l'ex-RDA : *Simple Storys, un roman de la province est-allemande* (paru aux éditions Berlin Verlag, 1998). Accueilli avec enthousiasme par la critique, ce roman est l'une des clés qui permet de comprendre – ou plutôt de ressentir – ce qui se passe à l'Est.

Une infirmière, un historien d'art au chômage, un chauffeur de taxi... à travers les portraits croisés de personnages ordinaires, Ingo Schulze réussit à extraire un condensé de sensations collectives. Frustrations, désarrois et nouveaux rapports de forces dans les nouveaux Länder trouvent ici leur première traduction littéraire. L'écriture s'inscrit ouvertement dans la lignée de Raymond Carver. *« C'est le roman de l'unification »*, écrit *Die Zeit*. Le romancier tient à ce que les choses soient claires : *« Je suis extrêmement heureux que la RDA n'existe plus, mais je me sens plus proche d'un Russe que d'un Allemand de l'Ouest. »* Ingo Schulze nous accueille dans son appartement du quartier de Neukölln, à Berlin (Ouest), autour d'une salade de fraises au sucre. Bien qu'il soit traduit dans plusieurs langues (anglais, italien, néerlandais, turc et bientôt français), l'auteur de *Simple Storys* demeure manifestement surpris de l'intérêt qu'on lui porte et paraît d'une grande timidité. *« Quand vous venez de l'Est,* dit-il, *vous êtes tout le temps en train de vous justifier. Vous devez répondre à plein de gens qui vous demandent si vous avez été un « IM », un informateur de la Stasi. »*

Qu'est-ce qui a changé depuis 1989 ? Tout, à commencer par le langage : *« Le sens des mots a changé. Soudain, les mêmes phrases veulent dire tout à fait autre chose, parce que les champs de référence ne sont plus du tout les mêmes »*, explique-t-il. Dans le moindre détail, la réunification a modifié les rapports humains. *« Quand une femme quitte une pièce et qu'on veut l'aider à mettre son manteau, c'est un faux pas. En RDA, c'était une habitude courante. »*

Du jour au lendemain, l'argent est devenu important, modifiant tous les comportements et créant de nouvelles dépendances : *« Beaucoup de couples ne tiennent plus qu'en raison de considérations matérielles »*, constate Ingo Schulze. Les femmes, en définitive, sont les grandes perdantes de la réunification : *« Nous sommes revenus à une répartition traditionnelle des rôles. L'émancipation des femmes, telle que nous la connaissions à l'Est, n'a pas eu lieu à l'Ouest. »*

BERLIN, 27 JUILLET

Berlin est méconnaissable. La nouvelle capitale, qui se prépare à accueillir les institutions fédérales en 1999, est un immense chantier couvert de grues. L'impression est saisissante, bien que l'urbanisme paraisse marqué par un goût prononcé pour des *« compromis boiteux »* entre l'ancien et le moderne, comme nous le fait remarquer l'historien Etienne François.

Au centre de la ville, les immeubles futuristes de la Potsdamer Platz sortent de terre dans un vacarme de béton et d'acier. Juste à côté de là, la place de Leipzig n'est encore qu'un immense terrain vague. Seule s'y dresse un immeuble fin XIX[e], entièrement restauré. Sa silhouette solitaire se voit de loin : c'est le *Mosse Palais*, du nom d'une ancienne famille de juifs berlinois jadis propriétaire des lieux. Un investisseur hambourgeois vient de racheter le terrain aux descendants de cette famille d'éditeurs de presse, qui a fui l'Allemagne pour les Etats-Unis dès 1933.

« Bureaux à louer », lit-on sur la façade. Les prix sont très élevés. Il n'y a pour l'instant qu'un seul occupant dans cet immeuble extraordinaire – le premier bâtiment du nouveau cœur de Berlin. Son nom est Eugene DuBow, soixante-six ans. Il est le représentant en Allemagne du Comité juif américain (*American Jewish Comittee*). S'il s'est installé ici, c'est à la demande du propriétaire des lieux. Ce dernier, un *« non-juif »* comme le précise Eugene DuBow, lui a proposé l'usufruit de ces locaux à titre gratuit pendant dix ans !



A. LUNDBERG/JILSANDER

Jil Sander

Une mode entre luxe et austérité

En pure et dure du minimalisme européen, Jil Sander règne sur un empire du rare et du cher, totalisant chaque année un chiffre d'affaires de 587 millions de francs. Créé en 1969, il s'étend de la mode aux parfums en passant par les cosmétiques et les lunettes. Pour être à la tête d'une marque cotée en Bourse depuis 1989, elle n'en demeure pas moins une industrielle, à la tête d'une usine ultramoderne située à Ellerau, près de Hambourg, sa ville natale.

Un [illegible] comme un trait de gabardine, des talons plats, des cheveux lisses, sa mode est une [illegible] et les images de ses catalogues, dont la direction artistique est assurée par Marc Ascoli, exaltent une allure sans paillettes. La jupe grise de pensionnat en laine et cachemire [illegible] avec la chemise de popeline blanc [illegible] aux finitions impeccables. Sous l'influence des maîtres japonais comme Yohji Yamamoto, son style en blanc et noir retrouve ses racines dans une austérité protestante, à laquelle une ambiance [illegible], en tout cas chargée de références sert de cadre. A Hambourg, sa maison près du lac, l'une des plus belles de la ville, n'est autre qu'une ancienne demeure acquise par Aristote Onassis.

A Paris, sa boutique paquebot de verre ouverte avenue Montaigne, en 1993, est l'ancien temple de [illegible] Vionnet. Chez elle défilent les voyageuses de première classe, banquières sans collier à perles et avec des chaussures d'homme passant d'un meeting à Lausanne à un vernissage dans une galerie new-yorkaise. Collectionneuse, Jil Sander a participé au financement des expositions de Joseph Beuys et Victor Brauner, organisées à Milan, la ville où elle présente sa mode féminine et masculine. La voici à nouveau mécène, cette fois de l'exposition Meret Oppenheim organisée au Palazzo Stelline à Milan, de novembre 1998 à janvier 1999.

Laurence Benaïm

La scène théâtrale berlinoise est déjà capitale

Longtemps restée au contact de l'Ouest grâce aux Rencontres théâtrales, la scène berlinoise s'ouvre à une nouvelle génération de metteurs en scène emmenée par Thomas Ostermeier

En 1999, Berlin sera une capitale politique ET culturelle. La ville est prête. Elle possède les structures, les musées, les institutions, les festivals mis en place au temps du face à face entre la partie ouest et l'Est, entre la vitrine du monde libre – subventionnée en conséquence – et celle du socialisme.

Aujourd'hui, les subventions ne sont plus ce qu'elles ont été, et les troupes indépendantes prolifèrent. *« C'est parmi elles que se développent les forces de création. Elles sont quatre cents recensées à Berlin, à qui globalement sont attribués 8,3 millions de DM. Une somme que l'on avait commencé par saupoudrer. Puis on a chargé une commission de professionnels et de journalistes d'établir une hiérarchie. Une dizaine de troupes sont conventionnées, d'autres reçoivent de l'argent sur projet »*, explique Torsten Mass, directeur adjoint du Festival de Berlin, directeur des Theatertreffen, les Rencontres théâtrales.

Chaque mois de mai, les Rencontres réunissent les dix meilleurs spectacles allemands, sélectionnés par un jury de journalistes. Elles ont été créées en 1963, lorsque Berlin-Ouest était isolé de la RFA. Il s'agissait alors d'une sorte de « pont artistique » entre le pays et sa moitié de ville lointaine. Progressivement, la sélection s'est étendue à l'Autriche et à la Suisse alémanique. A présent, il s'agit d'une forme de reconnaissance : *« C'est comme jouer en première division. On est sûr que sa subvention sera renouvelée. Chaque Land gère ses institutions. Chez nous comme ailleurs, en cas de difficulté, la culture est la première sacrifiée, quelle que soit l'appartenance politique, qui d'ailleurs n'entre pas en ligne de compte. Ce qui compte avant tout, c'est le nombre de spectateurs et le prestige. »*

Torsten Mass fait partie de ceux qui souhaitent la création-nomination, au plan national, d'un ministre de la culture. A condition qu'il soit installé à Berlin, et non pas à Bonn comme l'envisagerait éventuellement la CDU, histoire de ne pas laisser totalement à l'abandon l'ancienne capitale. *« Il ne s'y passe rien et ici tout bouge. Un ministre doit être au cœur du mouvement, aller au théâtre sans avoir à prendre l'avion. Un ministre à Berlin n'aurait pas laissé passer au privé les deux seuls grands plateaux, le Schiller et la Freie Volksbühne. »*

UN HOMME DU SÉRAIL

L'idée d'un ministre de la culture vient de la SPD qui a avancé le nom de Michael Naumann, ancien journaliste devenu éditeur à New York. Un homme du sérail donc, pas un politique, ce qui n'a pas suffi à abolir toute méfiance : depuis bien longtemps, les options artistiques de la gauche allemande sont qualifiées de « petites bourgeoises ». Les *intendants* (*directeurs de théâtre*) sont censés se mettre en phase culturelle avec leurs publics, nombreux, fidèles, par tradition attachés à un théâtre tranquillement pédagogique. *« D'où l'importance d'un homme comme Castorf, qui à la Volksbühne bouscule les habitudes, varie les programmes. »*

Franck Castorf est l'un des seuls de sa génération – entre quadra et quinquagénaire – à avoir forcé le barrage établi par les hommes des années 70, qui en Allemagne comme ailleurs n'ont pas formé de successeurs. L'avenir, ce sont les 25-30 ans qui en sont responsables, le plus représentatif étant Thomas Ostermeier, vingt-neuf ans, élu « jeune metteur en scène de l'année » par le jury de la revue *Theater Heute*. Tandis que la Baracke, lieu qu'il a fondé en 1996, et dirige – avant de diriger en 2000 la Schaubühne où il est nommé pour cinq ans – est également élu « théâtre de l'année ».

Thomas Ostermeier ne craint pas l'institution. La Baracke, atelier bas de plafond mais avec cantine particulière, est accolée au Deutsches Theater, l'un des plus gros établissements de Berlin-Est, dirigé par Thomas Langhoff. Ces derniers lui laissent une entière liberté de programmation et mettent à sa disposition les comédiens de la troupe. Thomas Ostermeier se distingue de ses proches aînés par sa volonté, dit-il, de *« raconter de façon concrète des histoires qui montrent la réalité d'aujourd'hui. L'élitisme intellectuel qui consiste à déconstruire les textes classiques ne m'intéresse pas. Même si j'adore le travail de Castorf, notamment parce qu'il perpétue la culture de la RDA, ses préoccupations ne sont pas les miennes. Je n'ai pas grandi dans une famille d'artistes »*...

« UNE IDÉOLOGIE DU DÉSIR »

Il a grandi dans une petite ville bavaroise, catholique et conservatrice, entre un père militaire de carrière et une mère au foyer. Le théâtre représentait sa seule ouverture, et il éprouvait la nécessité de se confronter au langage. Il est venu à Berlin, *« la seule ville où j'aie jamais envisagé de vivre et de travailler »*, a étudié à l'école Ernst Busch (école de Berlin-Est) où s'est formé le groupe avec lequel il a fondé la Baracke, après avoir présenté au Festival un travail sur Meyerhold (venu à Dijon, Théâtre en mai, en 1996) puis sur Artaud. *« Le chef dramaturge du Deutsches Theater les a vus, et m'a demandé ce que je souhaitais. En France, le metteur en scène choisit et propose. Ici, l'intendant est maître des programmes. Je ne voulais surtout pas être le "jeune" de la maison, à qui on offre la petite salle avec un texte contemporain injouable et les comédiens dont personne ne veut. Le Deutsches Theater monte des classiques, je n'ai pas à le faire. Je veux continuer à savoir pourquoi je fais du théâtre, et pas uniquement "comment". Pourquoi ? Pour revenir à une forme d'idéologie, à une idéologie du désir, pour mettre en jeu la réalité en même temps que l'utopie d'un monde juste où ne règne pas le seul matérialisme. Je suis un moraliste. »*

Thomas Ostermeier est arrivé au moment juste dans une ville où il a trouvé sa place, où il reste. Les tournées sont rares en Allemagne, et brèves : pour les théâtres de répertoire pratiquant l'alternance – pour la Baracke, si petite soit-elle –, les problèmes d'intendance prennent des proportions dantesques. Le système est si bien intégré dans les habitudes que s'il change, ce sera par la force de contraintes extérieures. Thomas Ostermeier ne souhaite pas voyager, mais recevoir des artistes russes ou de l'ancien bloc soviétique, travailler avec eux. *« On les regarde avec tant d'arrogance alors qu'ils auraient tant à nous apporter. Après la chute du Mur, j'espérais que Berlin reviendrait au centre de l'axe Moscou-Paris. Mais ici, on ne se croirait pas à 40 kilomètres de la frontière polonaise, et quand on parle d'Europe, c'est de l'Occident et des pays riches. »*

Ayant exploré les possibilités d'un lieu petit, qui enveloppe acteurs et spectateurs dans une même ambiance, Thomas Ostermeier veut élargir ses recherches vers un théâtre épique, onirique : il va monter *L'Oiseau bleu*, de Maeterlinck, sur le grand plateau du Deutsches Theater, aborde Brecht avec *Homme pour homme* (qui sera les 5 et 6 octobre à Paris, à la Cité internationale). Façon de se préparer au défi de la Schaubühne. Avec le temps devant lui, pour lui.

Colette Godard



Au centre pour jeunes de Berlin-Hellersdorf. La nouvelle génération utilise de moins en moins les bulletins de vote

LINDNER/SIGNUM/LAIF/REA

« Le propriétaire pensait que cet immeuble devait à nouveau accueillir une présence juive », dit Eugene DuBow, qui s'étonne de l'accueil extraordinaire qui lui a été fait lorsqu'il est arrivé en Allemagne, en février dernier : *« Il y a eu une grande réception chez le président de la République, avec le ministre des affaires étrangères, le maire de Berlin et des centaines d'invités prestigieux. »* Sans aucun doute, Eugene DuBow est aujourd'hui – avec l'ambassadeur d'Israël en Allemagne Avi Primor – l'une des personnalités étrangères les plus sollicitées et les plus écoutées en Allemagne.

La mission d'Eugene DuBow est d'informer les juifs américains sur l'évolution politique de l'Allemagne. *« Je vais voir les Renseignements généraux, je me renseigne sur les attaques racistes en Allemagne, j'essaye de prendre la mesure de l'antisémitisme dans ce pays : qui sait ? Nous sommes vigilants et nous tentons de prendre le pouls de la nouvelle génération. »*

Le représentant de l'*American Jewish Comittee* nous montre ensuite la vue étonnante qu'il a des fenêtres de son bureau. A droite, les grands immeubles de Sony et de Daimler-Benz. A gauche, un terrain vague : *« Cette bosse, là, c'est le bunker d'Hitler. »* Au carrefour de la Vosstrasse et de la Wilhelmstrasse, il y a un ensemble de HLM socialistes. Un fast-food asiatique, une pizzeria. Ici s'élevait, jadis, la chancellerie du Reich.

BERLIN, 28 JUILLET

Nouvelle capitale, nouvelle République ? Gerhard Schröder, le candidat du SPD, n'hésite pas à le proclamer. Dans ses discours, il évoque la *« République berlinoise »* en parlant d'une *« Allemagne plus grande (...), sans complexe »*. Cela n'a sans doute l'air de rien, mais chacun de ces mots est chargé d'une signification politique très forte. Ceux qui – comme Schröder – disent que Berlin ne sera pas la continuation pure et simple de Bonn sont de véritables provocateurs.

On a l'impression que les dirigeants allemands n'assument pas du tout le retour à Berlin. *« Des représentants du gouvernement font le tour des rédactions pour nous conseiller discrètement d'utiliser le mot de "Bundestag" et non de "Reichstag" quand nous publions des articles sur le nouveau Parlement allemand »*, nous dit en riant Maxim Leo, un jeune journaliste de la *Berliner Zeitung*.

Ce jour-là, nous avons rendez-vous avec le diplomate de carrière Hubertus von Morr, qui dirige l'annexe berlinoise de la chancellerie fédérale. Il nous explique, presque en chuchotant pour que personne ne l'entende, que *« la politique, à Berlin, sera forcément différente. L'ambiance sera plus nationale qu'avant »*.

Au lieu de susciter un élan créateur, la mémoire prend ici une tonalité obsessionnelle et bloque toute initiative

L'envoyé spécial permanent du chancelier Kohl à Berlin nous montre les bureaux provisoires de son chef, installés dans l'ancienne présidence de la République de RDA (en attendant l'installation dans un nouveau bâtiment moderne en cours de construction près du Reichstag). L'antichambre du chancelier est tapissée à la socialiste, décor offert par la République de Mongolie à Erich Honecker. Des milliers de colombes de la paix y sont gravées, couleur d'or sur fond de peaux de chèvre blanche.

En bas, dans le grand hall d'accueil de l'ancienne présidence, une exposition passionnante permet au public d'imaginer la future géographie politique de Berlin. L'emplacement de chaque ministère fait l'objet d'une notice explicative. *« Le ministère des finances va s'installer dans l'ancien immeuble du ministère de l'air, dirigé par Göring. Des résistants, comme Arvid Harnack et Harro Schulze-Boysen, ont travaillé ici (...). Le ministère de la défense va s'installer dans l'ancien quartier général de la Wehrmacht. C'est ici que se trouvait aussi le centre de la résistance, autour du comte Von Stauffenberg (...). Le ministère du travail et des affaires sociales viendra dans la Wilhelmstrasse, dans le bâtiment de l'ancien ministère de la propagande dirigé par Goebbels. »*

On comprend, à lire ces notices, que le retour à Berlin fasse un peu froid dans le dos. Impossible de faire un pas devant l'autre sans buter sur les sédiments d'un passé qu'on hait : *« Berlin, ton danseur est la mort »*, a écrit Enzo Cormann. Le rendez-vous avec l'Histoire est problématique de bout en bout. Comment s'en libérer ? Le pays n'y parvient pas.

Au lieu de susciter un sursaut créateur, la mémoire prend ici une tonalité obsessionnelle et bloque toute initiative. Le projet d'un grand mémorial de l'Holocauste mobilise la République depuis plusieurs années. Mais les dirigeants allemands n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur la forme qu'il prendra. Une très longue palissade anonyme, à droite de la porte de Brandebourg, marque la limite du terrain vague de 20 000 mètres carrés, réservé par l'Etat fédéral, où le monument doit s'élever un jour. Il est fort possible que l'idée, finalement, soit abandonnée au profit d'autre chose.

Les esprits, il est vrai, sont préoccupés par quantité d'autres sujets importants. A quand la restauration du château des rois de Prusse, sur l'avenue Unter-den-Linden ? Voilà un sujet de préoccupation quasi quotidien pour les Berlinois. Ou encore : *« Quel sera le diamètre officiel de l'aigle fédéral dans le nouveau Parlement allemand ? »* Un peu plus gros ou un peu plus maigre que celui de Bonn ? Après d'intenses discussions dans le huis clos d'une commission parlementaire, on a décidé de conserver le généreux tour de taille de l'aigle de Bonn (surnommé la « poule grasse »), notamment afin de ne pas effrayer les pays partenaires. On quitte la capitale l'esprit rempli de signes, d'images, d'interprétations et de commentaires. En regardant la ville qui s'éloigne, impossible de ne pas repenser à ce propos d'Hubertus von Morr : *« Vivre à Berlin aujourd'hui, c'est ressentir quelque chose comme "Allemagne année zéro". »*

Lucas Delattre

J'avais dix-sept ans lorsque je vis Berlin pour la première fois

par Wolfgang Büscher

Imaginez qu'une gigantesque explosion ait réduit en cendres le centre de Paris. Figurez-vous le Lou... au coeur d'une large étendue de terre, comme une steppe, habitée par le vent balayant l'herbe et par des lapins. De temps à autre, des cars amènent des touristes qui montent sur une plate-forme pour jeter un regard sur ce désert. Des soldats patrouillent. Ils veillent à ce que cela reste ainsi, pendant cinquante ans. C'était Berlin.

J'avais dix-sept ans lorsque je vis Berlin pour la première fois, à l'automne 1968. L'impression la plus forte fut celle du vide. Les appartements bourgeois trop grands, les boulevards fin de siècle beaucoup trop larges pour les besoins d'un présent devenu étroit. Comme une enfant frileuse oubliée dans les profondeurs de l'Est, qui doit user les vêtements beaucoup trop grands de ses soeurs parties à l'Ouest, où elles ont fait fortune, Berlin se tenait dans des coins de rue pleins de courants d'air. Elle flottait dans ses vêtements, les larges rues, les maisons usées, les grands noms, les vieux mythes de son histoire.



STÉPHANE DUROY / VU

Le café Mitropa était un lieu éminent de la bohème de Berlin-Ouest

Dans aucune autre ville allemande n'existait cette tendance tellement prononcée à s'habiller dans les friperies, ni un tel stock de costumes historiques. Des vestes prolétaires en cuir, des manteaux de commissaire, des chapeaux et des écharpes en soie d'une élégance disparue. On avait tiré sur la ville longuement, j'arrêtais très vite de compter les impacts et suivais mon chemin. Il était pavé de lourdes pierres de granit plantées de travers dans la terre comme des *dalles* de tombes affaissées dont personne ne prend plus soin.

Les Allemands de l'Ouest – ainsi nous appelaient les Berlinois de l'Ouest. Cela sonnait comme si nous allions trop bien. Je traversais Berlin et les images-souvenirs arrivaient : les adultes prenant le café chez tante Alice, nous, les enfants, dehors dans les ruines d'une usine mondialement connue, la haute cheminée isolée ; le lézard sur la voie ; les trous chez eux dans les forêts, étrangement réguliers ; le garçon qui marcha sur le détonateur dans la forêt. TNT. Mort. Les exhortations de ne pas aller dans la forêt, où dormaient les bombes. On nous a expliqué : quand les bombardiers rentraient chez eux après une attaque sur la ville toute proche, ils larguaient dans la nuit leur charge d'explosifs superflue sur la campagne : 60 à 70 % n'ont pas sauté.

J'entrai dans une maison sur le Kurfürstendamm : je la connaissais par les journaux. J'en montai l'escalier usé et sombre. La porte du bureau de l'Union des étudiants socialistes (le SDS) était entrouverte. Je reconnus des visages déjà vus dans le *Spiegel* et à la télévision discutant autour d'une table, et des égéries de l'opposition extra-parlementaire s'étirant lascivement comme des pop stars ou plutôt des groupies sur des divans défoncés le long des murs. Le jargon qui était utilisé ici, je ne le connaissais jusqu'alors que par écrit. C'était excitant d'en écouter l'intonation, cette bizarre mélodie de la langue travaillant contre la logique du texte, ce chant contre le sens.

Comme dans un concert pop, chaque détail était intéressant. Les uns avaient l'air d'être les jeunes frères du chancelier Ludwig Erhard. Les autres, il me semblait les avoir déjà vus sur la photo d'une pochette de disque venu de Londres ou de San Francisco. Alors que les hommes avaient opté, en règle générale, pour un certain style vestimentaire, la plupart des femmes avaient une allure relâchée comme si le changement rapide du climat ne leur avait pas laissé le temps de s'apprêter pour sortir. Mini jupe et coiffure relevée : Nico en bas [chanteuse du Velvet underground], Soraya en haut. Un homme s'avança et commença à parler avec exaltation à propos de choses très menaçantes, mais pas vraiment compréhensibles. De rayons cosmiques. D'émetteurs. Bien qu'il fît une impression confuse, on le laissa parler, mais cela ne menait nulle part et bientôt la mauvaise humeur l'emportait sur la bonne résolution de ne plus jamais être autoritaire.

Dans ce cercle politique, j'obtins un rendez-vous chez un leader du mouvement, à son adresse personnelle. En montant un autre escalier sombre, plus grand, plus large cette fois. Un impressionnant reflet d'élégance et de grand style. Un petit homme maigre dans une veste bleue en coutil se tenait debout devant la haute porte, une veste identique à celle que portaient les plombiers allemands et les révolutionnaires chinois, on les appelait les « *fourmis bleues* ». Il me fit traverser un long couloir de l'appartement autrefois somptueux. La pièce berlinoise, aux dimensions énormes, était vide, à part le bureau – il se trouvait au milieu – et le cône de lumière qu'une ampoule nue jetait sur cet espace de travail. Cette austérité et cette quasi clandestinité me faisaient un certain effet. Notre entretien fut bref et sans résultat. Je déclarais être un élève anti-autoritaire de l'Allemagne de l'Ouest, il déclara que le mouvement n'était malheureusement pas encore prêt à pouvoir me donner une perspective révolutionnaire.

Au début des années 80, je suis revenu dans cette ville bizarre, cette fois pour y rester. A cette époque, Berlin-Ouest s'efforçait de donner une impression de normalité.

Le Mur traversait la ville comme une rumeur. Il avait été laid autrefois, mais il ne s'attirait plus de la haine, seulement de l'art. Vers 1427, un jeune florentin peignit la Sainte Trinité sur un mur d'église. Quand la fresque fut inaugurée, elle déclencha un fort étonnement. Le mur, qui cependant n'était qu'un mur, s'ouvrait profondément devant tous les regards vers l'espace d'une chapelle. Le peintre Masaccio avait retrouvé la troisième dimension des images, le passage dans l'espace, oublié pendant longtemps.

A Berlin, il apparaissait que le sentier de la perception rebroussait chemin. De la même manière qu'un mur d'église peut devenir l'espace, un mur partageant l'espace de la ville peut se réduire à un papier peint. Seuls les touristes inconscients montaient encore sur les plate-formes de *la guerre froide*, le Berlinois de l'Ouest averti le savait : cela ne vaut pas la peine de vérifier. Il n'y a rien derrière la paroi.

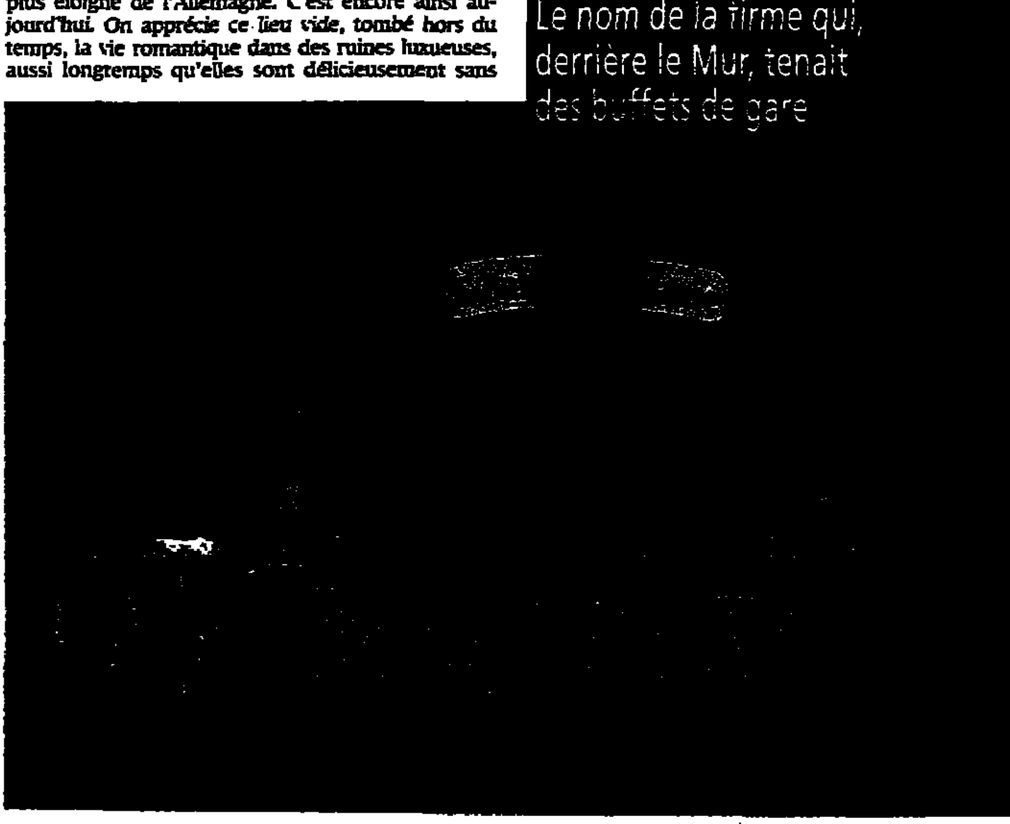
On apprécie ce lieu vide, tombé hors du temps, la vie romantique dans des ruines luxueuses, aussi longtemps qu'elles sont délicieusement sans maître

Le « système Berlin-Ouest » était insonorisé contre l'Histoire, comme son studio d'enregistrement célèbre à l'Anhalter Bahnof où des pop-stars londoniennes et new-yorkaises – David Bowie, les Rolling Stones, Lou Reed – enregistraient leur musique importée et une ou deux chansons mélancoliques sur Berlin qui leur venaient à l'idée ici. Une jeune génération après l'autre occupa Berlin. C'était l'alternative à l'émigration : le lieu allemand où l'on pouvait être le plus éloigné de l'Allemagne. C'est encore ainsi aujourd'hui. On apprécie ce lieu vide, tombé hors du temps, la vie romantique dans des ruines luxueuses, aussi longtemps qu'elles sont délicieusement sans maître, pouvant être occupées, pouvant être peintes. On les trouve aujourd'hui dans l'est de la ville.

Mais il n'y avait pas que le vide. Berlin était en même temps pleine de voix et de fantômes. Le matin, après la nuit du 9 au 10 novembre 1989 – le Mur était ouvert depuis douze heures –, la porte d'un café de Berlin-Ouest s'ouvrit et entra un homme de l'autre planète. Il avait une allure différente, se déplaçait autrement. Il commanda et but son café, avec du « Konjack » [cognac], et avec une grande avidité. Autour des tables, la discussion s'arrêta soudainement.

Le café était un lieu éminent de la bohème de Berlin-Ouest qui avait développé, après de nombreuses autres distractions, un intérêt ludique pour le monde derrière le Mur. Je m'y reposais des promenades et des images de cette folle nuit. Son enseigne répondait au nom de *Mitropa*, d'après le nom de la firme qui, derrière le Mur, tenait des buffets de gares et des restaurants dans les trains interzones. Pendant de longues années on les a empruntés pour voyager de l'Allemagne de l'Ouest à Berlin, on s'énervait sur la manière de servir, l'intonation et les odeurs de la *Mitropa*, faisant des blagues à son sujet, tombant carrément amoureux d'elle.

La mode *Mitropa* commença. Des pièces estampillées *Mitropa* furent recherchées. Les tasses massives avec l'emblème bleu. Les cuillères et les fourchettes en véritable aluminium, aussi légères dans la main que les couverts de la taule. Les murs turquoise ou vert piscine. La vraie *Mitropa* ne comprenait pas la plaisanterie. Elle a fait interdire au café, par voie judiciaire, de porter le nom de *Mitropa*, bien qu'il se fût trouvé dans Berlin-Ouest, unité politique particulière, donc en pays ennemi. Il ne resta donc que l'abréviation *M* sur la façade.



HARALD HAUSWALD/OSTKREUZ

Le nom de la firme qui, derrière le Mur, tenait des buffets de gare

Pour la bohème, cela n'a pas été difficile d'occuper Berlin. Longtemps avant la séparation faite par le Mur, la ville était épuisée par une surdose d'histoire et de propagande. Elle se laissa tomber dans l'offre d'une longue étreinte de pierre, dans le Mur. Après les bombes incendiaires et l'amnésie d'une reconstruction désolante, après la révolte et la révolution culturelle, maintenant le penchant pour le rêve, le crépuscule, le décor.

Ici, les nouveaux serveurs étaient de jeunes impertinents et dans la vraie vie, bien entendu, des artistes. A la tablée d'à côté, il était question d'un film. Quelqu'un disait qu'il n'arrivait tout simplement pas à faire un film tragique. « *Je m'imagine le XXe siècle comme un magnum de champagne, et les vieux l'ont vidé jusqu'à la dernière goutte. Ils ont épuisé tout le stock tragique. Mené toutes les guerres, écrit tous les livres, Jünger, Benn, Brecht, Conrad, Camus, Heidegger, toute la meute.* »

Une ambiance de plomb avait envahi le café M. Il avait aussitôt été reconnu, au moment où il était apparu sur le seuil de la porte, et on le regardait fixement et on s'efforçait de ne pas regarder dans sa direction. L'homme de l'autre planète avait une nuit bouleversante derrière lui. Après vingt-sept ans, pour la première fois, il se trouvait dans la partie interdite de sa ville, qui était l'un de ses tous premiers souvenirs, presque plus vivant qu'un hochet d'enfant. Une image de la télévision dans laquelle on entre.

Quand le bruit avait couru que le Mur était ouvert, il s'était précipité, s'était frayé un chemin à travers la foule déconcertée et en liesse qui embouteillait le point frontalier. Il mit le pied sur une *terra incognita*. Il se balada toute la nuit. Alors qu'il commençait à faire jour et que les magasins ouvraient, il vint à l'esprit de l'homme qu'il ne pouvait pas rentrer à la maison les mains vides. Il fit ce que tous firent et acheta des bananes et des oranges, et cela par sac, selon un vieux réflexe : profiter tant qu'il y a quelque chose. Au cours de ces heures folles, personne n'aurait pu dire de quoi demain allait être fait et si le Mur ne se refermerait pas aussi brusquement qu'il s'était ouvert d'un pouce.

Maintenant, il voulait se reposer. Avant de repasser la frontière, il voulait s'asseoir dans un café de l'Ouest et s'accorder une tasse du café de l'Ouest et un petit remontant. Mais où ? Il parcourut les rues jusqu'à ce que son regard défait, meurtri par les couleurs, trouvât une halte. Au milieu de la diversité confuse et animée des couleurs de la rue, les couleurs passées de ce petit café sale lui semblèrent familières – celles de l'Est. Il entra, et entra dans sa *Mitropa*. Qu'elle ne fût pas la sienne, qu'elle eût une autre signification, il ne pouvait pas le savoir, et si quelqu'un le lui avait dit, il n'aurait pas compris. Mais quiconque l'a vu entrer et déposer avec précaution son sac d'oranges, puis son sac de bananes, et l'a entendu, dans un Berlinois qu'on n'avait jamais entendu ici, commander dans le silence un « *Kaffekonjack* » [un café-cognac], pu comprendre : la fête est terminée. Ils sont là.

(Traduction de Miriam Rouveyre)

Wolfgang Büscher, né en 1951, vit à Berlin depuis 1980. Il est reporter à *Die Welt*. *Trois heures zéro* (*Drei Stunden Null*), paru en avril aux éditions Alexander Fest (non traduit), est son cinquième livre. Il raconte les destins croisés de personnages ordinaires, l'occasion d'une réflexion sur les césures de 1945, 1968, et 1989.